OBSERVATOIRE
DE L'IMMIGRATION
& DE LA DÉMOGRAPHIE

Livre blanc de l'immigration

140 mesures pour reprendre le contrôle



Édition Présidentielle 2027

Table des matières

Le mot du Directeur général 4

La situation migratoire en France aujourd'hui 7
Les réformes institutionnelles 13
La réforme du droit d'asile 27
L'immigration familiale 39
L'immigration étudiante 49
L'immigration de travail 57
Diplomatie 67
Acquisition de la nationalité française 77
Attractivité sociale et sanitaire 87
Gestion administrative et policière de l'immigration 99
Politique familiale 111

Annexe 1 : sondage de l'Ifop pour l'Observatoire de l'immigration et de la démographie 121
Annexe 2 : Avant-projet de loi constitutionnelle sur la Charte de l'immigration 167

Le mot du Directeur général



Un jour sans fin. Ainsi pourrait-on résumer le sentiment diffus qui se dégage de chaque publication, par le ministère de l'Intérieur, des chiffres de l'immigration pour l'année qui précède – lesquels marquent le constat de records battus sans cesse. D'aucuns ont pris l'habitude de les résumer toujours de la même manière : « il n'y a jamais eu autant d'immigration en France que l'année dernière »…

Sans qu'aucun mandat démocratique n'ait été donné pour une telle dynamique, pourtant engagée depuis un quart de siècle.

Le débat français apparaît souvent étouffer sous une forme de naturalisation des phénomènes migratoires. Ceux-ci seraient semblables à la pluie, au soleil ou au vent, auxquels aucune autorité politique ne saurait commander. Il s'agirait d'un phénomène fondamentalement inévitable – qui oserait faire porter à un présentateur météo la responsabilité d'un climat orageux ?

L'OID tient, pour sa part et depuis sa création, une position tout autre : l'immigration est une question politique par excellence. Elle touche à la raison d'être de l'Etat, dans ses fonctions les plus essentielles. Faire appliquer ses lois sur le territoire dont il a la charge. Garantir l'inviolabilité de ses frontières. Maintenir l'ordre public et la paix intérieure. S'il échoue ou, pire, s'il renonce à assumer ses responsabilités, l'État répudie ses propres fondements et tout ce qu'ils impliquent – depuis le consentement à l'impôt jusqu'à son monopole de la « violence légitime ».

Les vérités associées à la situation migratoire de notre pays sont difficiles à entendre. Elles font peser, bien sûr, une grande responsabilité sur les dirigeants qui ont présidé à son évolution. Mais dans une démocratie libérale, ces dirigeants ne tombent pas du ciel : ils sont élus et, parfois, réélus par une majorité de votants. La mise en cause (parfaitement fondée) des élites politiques ne saurait nous exonérer, nous autres citoyens, de notre part du bilan.

Le grand moment de conversation nationale est, chez nous, l'élection présidentielle. L'immigration aurait pu être le sujet principal de la campagne en 2022 ; mais celle-ci fut happée par les derniers feux du Covid – et les premiers feux de la guerre en Ukraine. La question migratoire aurait également pu tenir ce rôle principal en 2017 ; mais « l'affaire Fillon » et la confusion qui l'a entourée ont éteint, assez vite, un quelconque espoir de discussion civique approfondie.

À la manière d'une blessure que l'on tarde à prendre en charge, la question non traitée de l'immigration tend à s'aggraver avec le temps qui passe. Au risque d'emporter la Cinquième République avec elle, comme le conflit algérien avait emporté la Quatrième. L'échéance prévue au printemps 2027 doit être, pour chacun des candidats, l'occasion de faire savoir clairement quel est l'avenir migratoire qu'il propose à la France. La balle sera alors dans le camp des électeurs : il s'agira de trancher le nœud gordien de ce sujet, qui en détermine tant d'autres.

L'ambition de ce Livre blanc de l'immigration est simple : donner à connaître aux candidats à la fonction présidentielle, à leurs équipes programmatiques et de campagne, mais aussi à l'ensemble des Français qui souhaitent s'en saisir, les obstacles qui se dressent devant une reprise de contrôle sur l'immigration – et les moyens concrets de mettre en œuvre une politique nouvelle sur ce sujet capital.

Cette politique se fera en accord avec les aspirations très majoritaires de la société française. Comme le dévoile l'enquête inédite menée par l'IFOP pour l'Observatoire de l'immigration et de la démographie, que nous révélons dans le présent ouvrage : les principales mesures structurantes présentées ici recueillent l'approbation de 60 à 80% des sondés, de manière beaucoup plus transversale aux différents électorats que ce que la polarisation du champ partisan ne laisse suggérer.

Sur chacun des dix thèmes migratoires et démographiques abordés dans ce Livre blanc, deux scénarios de virage politique sont ici présentés : l'un « minimaliste », l'autre « efficient ». Cette dichotomie tient au fait que l'immigration est aujourd'hui largement sortie du champ normal de la délibération démocratique. Pour traiter durablement et efficacement les grandes masses qu'elle implique, des révisions portant sur la hiérarchie des normes (essentiellement constitutionnelles et européennes) ne sauront être évitées. Mais sur la plupart de ces thématiques, aussi : il est possible de prendre rapidement des mesures – réglementaires ou législatives – qui produiront de premiers effets tangibles.

Le présent ouvrage se veut un *vade-mecum* pour l'action, nourri par les expertises denses de nos groupes de travail. Il se fonde sur deux principes éminemment républicains : la légitimité démocratique et l'égalité de tous les Français devant la loi.

Il est disponible pour tous, et chacun est invité à s'en saisir.

Pour notre pays et son avenir.

Nicolas Pouvreau-Monti

Directeur général de l'Observatoire de l'immigration et de la démographie



La situation migratoire en France aujourd'hui

I. La France aujourd'hui : tous les records d'immigration sont battus

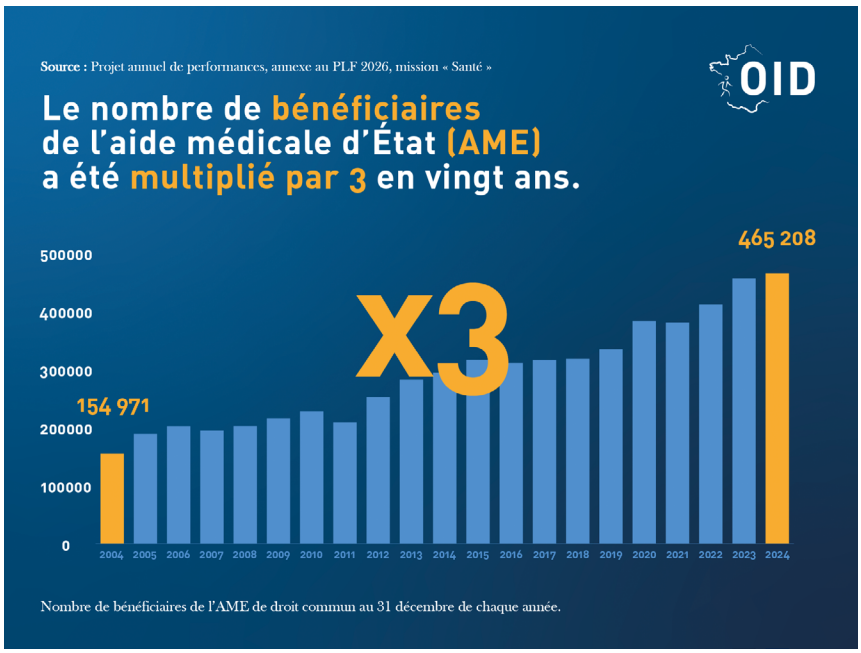
L'immigration atteint des niveaux **historiques**, avec un **« triple triplement »** depuis les années 2000 :

- **369 212 nouveaux titres de séjour** ont été accordés à des étrangers extra-européens (hors UE, Suisse et Royaume-Uni) en 2025, soit trois fois plus qu'en 1997[1].



- **116 370 nouvelles demandes d'asile** ont été enregistrées en 2025 dans notre pays selon Eurostat, ce qui représente une multiplication par trois depuis l'année 2009.
- **465 744 bénéficiaires de l'Aide médicale de l'Etat** (AME), indicateur fiable de la dynamique de l'immigration irrégulière, ont été recensés en France dans l'année 2024[2] – un nombre trois fois supérieur à celui enregistré 20 ans plus tôt.

1 Ministère de l'Intérieur, DGEF, « Les titres de séjour en 2025 », 2026
2 Vincent Delahaye, Sénat, Rapport d'information n°841, « Aide médicale d'Etat », 2025



La présidence d'**Emmanuel Macron** a incontestablement **battu tous les records d'immigration :**

- **Plus de 2,6 millions de nouveaux titres de séjour** (2 679 756) ont été accordés depuis 2017 à des étrangers extra-européens[3]. Cela représente en moyenne 297 500 nouveaux titres de séjour délivrés chaque année, c'est-à-dire une **hausse de 60% par rapport au mandat de Nicolas Sarkozy et de 35% par rapport à celui de François Hollande**[4].
- Désormais, **4 470 970 titres de séjour sont en circulation** pour les étrangers adultes extra-européens en situation régulière. Ce « stock » de titres de séjour est d'un niveau **supérieur de 45%** par rapport à 2017, **de 70% par rapport à 2012 et de 90% par rapport à 2007**[5].
- **Plus d'un million** (1 071 115) **de nouvelles demandes d'asile** ont été enregistrées en France entre 2017 et 2025 selon Eurostat[6].

Jamais dans son Histoire la France n'a compté autant d'immigrés et de personnes d'origine immigrée sur son sol, que ce soit en pourcentage ou en nombre absolu :

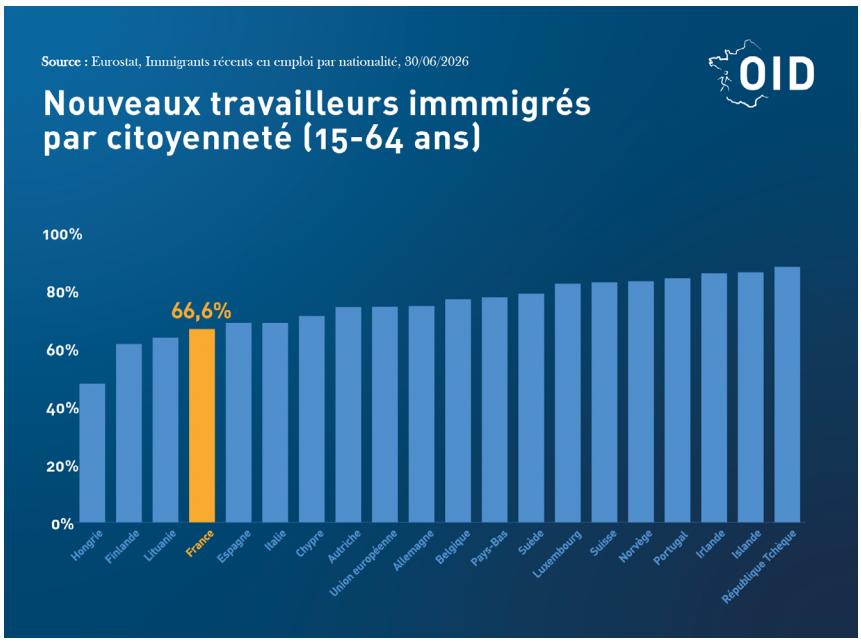
- **8 millions d'immigrés** stricto sensu (personnes nées étrangères à l'étranger) vivaient dans notre pays en 2025, soit **11,6%** de la population totale[7].
- **23% de la population était d'origine immigrée sur deux générations** en 2024[8].
- Désormais, près d'**un tiers** (31,3%) des enfants nés en France en 2025 **ont au moins un parent né hors de l'Union européenne**[9].

Enfin, l'immigration accueillie en France présente des **spécificités en Europe :**

- Notre pays compte l'immigration **la plus africaine d'Europe : 61% des immigrés de 15 à 64 ans** vivant en France **étaient originaires du continent africain** (Maghreb et hors-Maghreb) en 2020, soit une part trois fois supérieure à la moyenne de l'Union européenne[10].

3 Ministère de l'Intérieur / DGEF, « Les titres de séjour en 2025 », 30/06/2026
4 Ibid.
5 Ibid.
6 Eurostat, DG statistique de la Commission européenne, « Demandeurs et primo-demandeurs d'asile » (consulté le 17/08/2026)
7 INSEE, « L'essentiel sur… les étrangers et les immigrés », 2026
8 INSEE, « Immigrés et descendants d'immigrés », 2025
9 Ibid.
10 OCDE, « Les indicateurs de l'intégration des immigrés 2023 », 2023

- Notre pays reçoit l'une des immigrations les moins « au travail » sur le continent : en France, le **taux d'emploi des immigrés récents** (arrivés au cours depuis moins de 5 ans) est de seulement 46% en 2025, le plus faible d'Europe[11].



I. Quelle France en 2100 ?

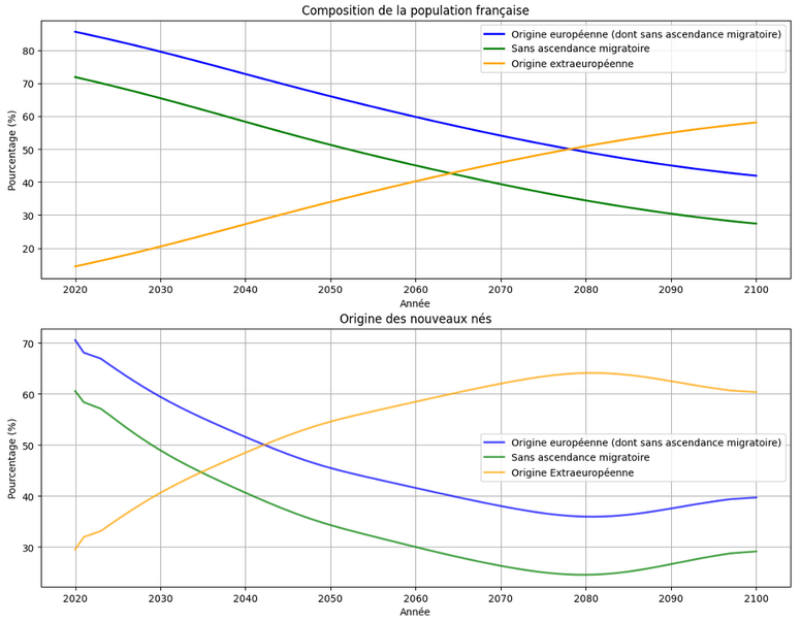
Si les chiffres sont éloquents, rien n'est inéluctable : ce sont **les choix d'aujourd'hui qui dessinent la France de demain.** Dans une étude inédite publiée au mois de septembre 2026, l'Observatoire de l'immigration et de la démographie a modélisé l'évolution de la **population de notre pays d'ici à 2100,** dans sa composition par origine migratoire, **selon trois scénarios différents**[12].

Elle s'appuie en cela sur les données publiques et sur la notion de populations « d'origine immigrée » sur trois générations, telle que définie par l'INSEE.

I. Le scénario « haut » : l'immigration poursuit sa dynamique

Dans le scénario « haut » qui se dessine actuellement, on estime que l'immigration poursuit une dynamique de **350 000 nouvelles entrées permanentes** chaque année. Ce chiffre se fonde sur une réponse parlementaire du ministère de l'Intérieur, pour qui « le chiffre de 500 000 nouvelles entrées sur le territoire national est une estimation très proche de la réalité » en 2024[13], et part du postulat que les deux tiers d'entre elles constituent des arrivées permanentes sur le territoire national.

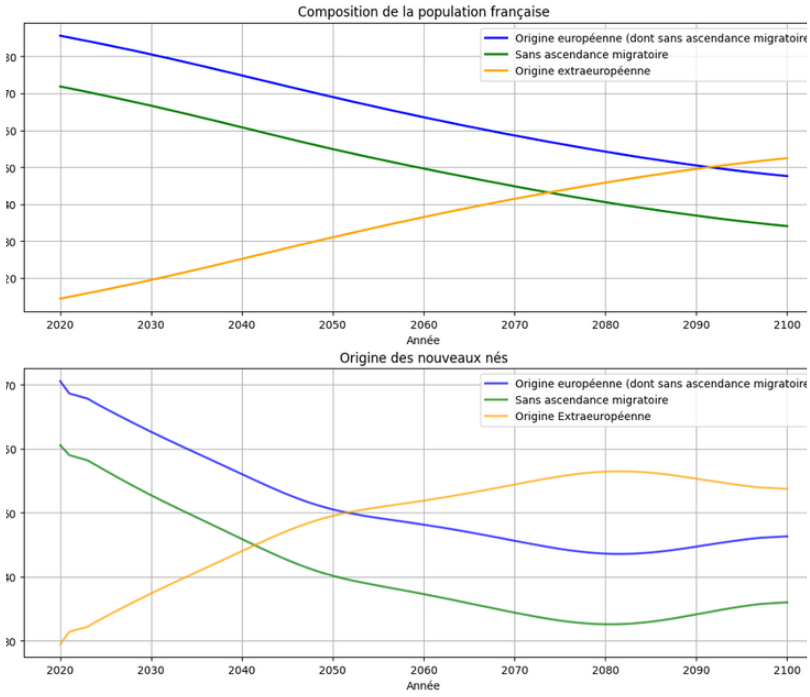
11 Eurostat, Immigrants récents en emploi par nationalité, 2026
12 Observatoire de l'immigration et de la démographie, Les scenarios démographiques de la France au XXIe siècle, septembre 2026
13 Assemblée nationale, Question écrite n°4690, Demande de précisions sur des chiffres fantaisistes sur l'immigration, 5 mai 2025



- Les personnes **d'origine extra-européenne** (sur trois générations) deviendraient **majoritaires** dans les **naissances** peu **après 2040.**
- Elles deviendraient **majoritaires** (sur trois générations) **dans la population totale** au **milieu des années 2070.**
- Les personnes sans ascendance migratoire deviendraient minoritaires vers 2050.

II. Le scénario « intermédiaire » : l'immigration diminue modérément

Dans le scénario « intermédiaire », l'immigration diminuerait modérément à **250 000 entrées permanentes** chaque année. Dès l'année 2024, l'OCDE comptait déjà 300 000 entrées permanentes d'immigrés en France, en ne se fondant que sur l'immigration légale[14].

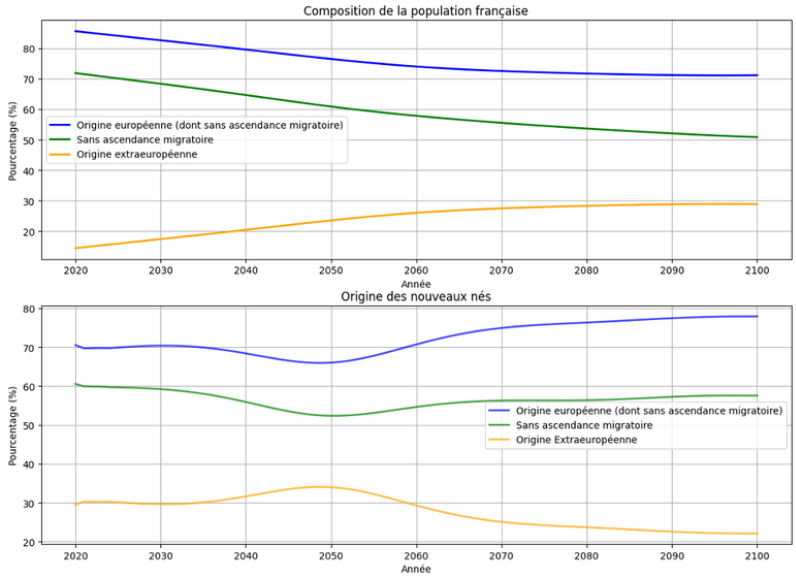


14 OCDE, Perspectives des migrations internationales 2025, 49ème édition, 2025

- Les personnes **d'origine extra-européenne** (sur trois générations) deviendraient **majoritaires** dans les **naissances** peu **après 2050.**
- Elles deviendraient **majoritaires** (sur trois générations) dans la **population totale** autour de l'année 2090.
- Les personnes sans ascendance migratoire deviendraient minoritaires vers 2060.

III. Le scénario « restrictif » : l'immigration est fortement limitée

Dans le scénario « restrictif », les flux **d'immigration extra-européenne sont divisés par 4** par rapport au scénario intermédiaire.



- Dans ce scénario, la part des personnes **d'origine extra-européenne** (sur trois générations) progresserait jusqu'à environ **30 % de la population générale, puis se stabiliserait et demeurerait minoritaire** à long terme.

Alors que l'immigration est devenue un *fait social total*, qui impacte chaque aspect de la vie en société, les choix politiques adoptés à l'issue de l'élection présidentielle de 2027 auront donc une incidence cruciale pour l'avenir démographique du pays, sa capacité de cohésion nationale et d'assimilation.

Les réformes institutionnelles

I. Les constats et chiffres clés

- Avec le régime de l'ordonnance du 2 novembre 1945, l'immigration a longtemps relevé d'un **domaine de « haute police »**, c'est-à-dire que **le juge administratif n'exerçait quasiment aucun contrôle** des décisions de l'État.
- Comme le reconnaît la Cour des comptes : « seules l'immigration professionnelle et l'immigration étudiante sont entièrement sous contrôle (quantité et sélection) des autorités gouvernementales »[15]. Cela signifie que **la majorité des nouveaux titres** de séjour délivrés en 2025 (56%) ne résultent pas d'une décision souveraine des autorités publiques mais de **droits individuels protégés**[16], particulièrement en ce qui concerne **l'immigration familiale et l'asile.**
- **Les « cinq cours suprêmes »** (Conseil constitutionnel, Conseil d'État, Cour de cassation, Cour de justice de l'Union européenne et Cour européenne des droits de l'Homme) **« découvrent » ou « interprètent » de nouveaux droits favorables aux ressortissants étrangers,** qui s'imposent au Parlement ou à l'administration. Elles deviennent ainsi de véritables « co-législateurs ».
- **370 000 nouveaux titres de séjour** ont été accordés à des **étrangers extra-européens en 2025** (hors UE / Suisse / Royaume-Uni). C'est un **record** : cela représente un **triplement** en moins de 30 ans[17].
- Parallèlement : seuls **4,5% des mesures d'éloignement forcé vers un pays tiers à l'Union européenne ont été exécutées** en 2025 selon un rapport du député Charles Rodwell.
- Enfin, la Cour des comptes fait savoir que 29% des mesures d'éloignement annulées entre les années 2016 et 2022 s'expliquent par les recours juridictionnels formés par les étrangers[18].

15 Cour des comptes, L'entrée, le séjour et le premier accueil des personnes étrangères, 2020
16 Méthode de calcul : 100 - (116 835 + 50 848) / 377 462 x 100
17 Ministère de l'Intérieur, DGEF, « Les titres de séjour en 2025 », 2026 | Données du ministère de l'Intérieur via Michèle Tribalat pour la période, 1997-1999
18 Cour des Comptes, « La politique de lutte contre l'immigration irrégulière », 2024

Rappel de la hiérarchie des normes

Selon la hiérarchie des normes, **la Constitution est au sommet de l'ordre juridique français,** suivie du droit international et européen, puis des lois. En conséquence, **les lois votées par le Parlement doivent être à la fois conformes à la Constitution et au droit international et européen.**

Depuis une décision Liberté d'association rendue le 16 juillet 1971, le Conseil constitutionnel **contrôle désormais la conformité des lois au regard du « bloc de constitutionnalité »,** plus large que le seul texte de la Constitution : il inclut également les **nombreux droits individuels** du Préambule de 1946 et de la Déclaration des droits de l'Homme de 1789. Sur ce fondement, les Sages dégagent sans cesse de **nouveaux « principes », qui s'imposent au Parlement :** les « principes fondamentaux reconnus par les lois de la République », les « principes particulièrement nécessaires à notre temps », les « principes à valeur constitutionnelle » …

Par ailleurs, de **nombreux traités internationaux** (convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés …) **et accords bilatéraux** (accord franco-algérien du 27 décembre 1968…) créent des **voies d'immigration spécifiques et dérogent au droit commun des étrangers.**

De même, la Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE) défend **l'effet direct et la primauté du droit européen sur celui des États membres :** elle demande aux juges nationaux d'écarter toute loi nationale contraire au droit européen, ce qu'appliquent la Cour de cassation depuis 1975 et le Conseil d'État depuis 1989.

II. Les blocages actuels

I. Un contrôle étroit du Conseil constitutionnel sur les lois relatives à l'immigration

Dans sa décision Liberté d'association de 1971, le Conseil constitutionnel a décidé de **contrôler la conformité des lois à la Constitution au regard du Préambule de 1946 et de la Déclaration des droits de l'Homme de 1789**[19]. Ces textes contiennent de nombreux droits individuels, souvent abstraits dans leur définition, qui peuvent être mobilisés par le juge pour interpréter ou « découvrir » des principes à valeur constitutionnelle, et ensuite **censurer les lois votées par le législateur.** Le droit des étrangers ne fait pas exception à la règle, d'autant qu'il est au croisement de nombreux droits individuels.

Ainsi, dans une importante décision du 13 août 1993, le Conseil constitutionnel a non seulement censuré une grande partie d'une ambitieuse loi « immigration », mais il a surtout **édicté** dans la foulée **un véritable statut constitutionnel des étrangers.** Certes, les Sages prennent d'abord le soin de rappeler qu' *« aucun principe non plus qu'aucune règle de valeur constitutionnelle n'assure aux étrangers des droits de caractère général et absolu d'accès et de séjour sur le territoire national »*[20]. Mais la portée de ce principe est immédiatement affaiblie par les nombreux droits individuels reconnus aux ressortissants étrangers : *« **la liberté individuelle et la sûreté, notamment la liberté d'aller et venir, la liberté du mariage, le droit de mener une vie familiale normale,** dès lors qu'ils résident de manière stable et régulière sur le territoire français », « **l'exercice de recours** assurant la garantie de ces droits et libertés », le droit d'asile pour « tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté ».*

Désormais, le bloc de constitutionnalité et le statut constitutionnel des étrangers sont mobilisés pour **censurer toutes lois restrictives qui seraient votées par le législateur.** Par exemple, supprimer le regroupement familial (y compris pour les étudiants étrangers) ou interdire le mariage des étrangers

19 Conseil constitutionnel, décision n°71-44 DC du 16 juillet 1971
20 Conseil constitutionnel, décision n°93-325 DC du 13 août 1993

clandestins seraient contraires au droit de « mener une vie familiale normale » ; restreindre l'accès aux prestations sociales pour les nouveaux arrivants serait une atteinte aux « droits à la protection sociale » ; retenir les étrangers les plus dangereux dans des centres de rétention serait contraire à « la liberté individuelle et à la sûreté » au-delà d'une certaine durée …

Le Conseil constitutionnel protège ainsi l**e droit au séjour d'un étranger présent sur le territoire national depuis plus de 10 ans,** y compris s'il représente une menace « simple » pour l'ordre public[21], garantit un accès aux soins urgents pour les étrangers clandestins[22], et consacre l'égalité des droits sociaux entre citoyens français et ressortissants étrangers[23]. S'il admet que « *le bénéfice de certaines prestations sociales dont jouissent les étrangers en situation régulière sur le territoire français soit soumis à une condition de durée de résidence ou d'activité* », celui-ci estime qu'un **délai de carence de 5 ans de présence régulière ou de trente mois d'affiliation au titre d'une activité professionnelle porterait une atteinte disproportionnée à leurs droits fondamentaux**[24].

Selon un recensement de la Cour des comptes, on dénombre ainsi **une cinquantaine de décisions rendues par le Conseil constitutionnel depuis 1980 en matière de droit des étrangers**[25] – ce qui en fait un véritable **co-législateur** en la matière. La dernière en date, rendue le 25 janvier 2024, **a amputé la loi « immigration »** (telle qu'issue de la commission mixte paritaire) **de 35 de ses 86 articles** qui comportaient surtout les décisions les plus restrictives. Sur le fond, les Sages de la rue de Montpensier ont par exemple censuré les quotas d'immigration, c'est-à-dire la fixation par le Parlement d'un plafond du nombre d'étrangers autorisés à s'installer chaque année en France. En réalité, le Conseil constitutionnel a censuré 32 de ces 35 articles pour des raisons de forme, au motif que ceux-ci seraient des « cavaliers législatifs », c'est-à-dire qu'ils n'auraient aucun lien, même indirect, avec le texte initial. Les dispositifs en question traitaient pourtant par exemple du regroupement familial, de l'accès aux prestations sociales des étrangers, ou des conditions d'attribution de la nationalité française.

En réalité, le Conseil constitutionnel exerce un **contrôle de proportionnalité** assez pointilleux sur les lois votées par le Parlement, c'est-à-dire qu'il vérifie si « *les effets bénéfiques de la mesure décidée par le législateur l'emportent sur ses effets préjudiciables et que les garanties encadrant sa mise en œuvre sont proportionnées à l'atteinte à la liberté en cause* »[26]. De ce fait, comme le déplore Jean-Éric Schoettl, ancien secrétaire général du Conseil constitutionnel : « le juge constitutionnel substitue son appréciation à celle du législateur »[27].

Par ailleurs, depuis l'instauration de la **question prioritaire de constitutionnalité** (révision constitutionnelle du 23 juillet 2008), le Conseil constitutionnel a désormais la possibilité de **censurer une loi déjà promulguée.** Saisi en ce sens par le militant Cédric Hérou, celui-ci a par exemple dégagé un « principe de fraternité » pour **supprimer le délit d'aide au séjour irrégulier** dans un but exclusivement humanitaire et désintéressé[28].

21 Conseil constitutionnel, décision n°97-389 DC du 22 avril 1997, considérant 45
22 Conseil constitutionnel, décision n°2003-488 DC du 29 décembre 2003, considérant 18
23 Conseil constitutionnel, décision n° 89-269 DC du 22 janvier 1990
24 Conseil constitutionnel, décision n°2024-6 RIP du 11 avril 2024
25 Cour des Comptes, « La politique de lutte contre l'immigration irrégulière », 2024
26 Commentaire de la décision n°2008-562 DC du 21 février 2008, Les cahiers du Conseil constitutionnel, n°24
27 Jean-Éric Schoettl, La démocratie au péril des prétoires
28 Conseil constitutionnel, décision n° 2016-606/607 QPC du 24 janvier 2017

II. Le basculement du traité de Lisbonne : un transfert massif de compétences migratoires à l'Union européenne

Depuis deux arrêts rendus par la Cour de Justice des communautés européennes (CJCE) dans les années 1960, **le droit européen a un effet direct**[29] **et prime**[30] **sur les législations des États membres. De ce fait, les juges nationaux sont tenus d'écarter toute loi nationale qu'ils estimeraient contraire au droit européen**[31], ce qu'acceptent de faire la Cour de cassation depuis 1975[32] et le Conseil d'État depuis 1989[33]. Parallèlement, **les questions d'immigration ont été progressivement transférées par les États** à l'Union européenne, au fur et à mesure de l'adoption de nouveaux traités, règlements et directives.

Le basculement majeur a eu lieu avec la signature du Traité de Lisbonne le 13 décembre 2007 :

Les articles 77 à 80 du TFUE confèrent désormais à l'Union européenne des **compétences pour la politique d'asile, la gestion des frontières extérieures, la lutte contre l'immigration irrégulière, la politique des visas et certains aspects de l'immigration légale ;**

- La majorité qualifiée remplace bien souvent l'unanimité ;

- La Cour de Justice de l'Union européenne est désormais compétente pour contrôler ces politiques – y compris au regard de la Charte des droits fondamentaux.

- Dès l'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam au 1er mai 1999, « l'acquis **Schengen** » est intégré au droit de l'Union européenne, et consacre le **droit des personnes *« quelle que soit leur nationalité »*, de franchir les frontières intérieures « en tout lieu sans que des vérifications aux frontières ne soient effectuées »**[34].

Dans ce cadre, les contrôles ne sont admis qu'à la condition de ne pas avoir *« un effet équivalent à celui des vérifications aux frontières »*[35], avec en contrepartie un renforcement de la surveillance des frontières extérieures de l'Union européenne.

Ainsi, la Cour de justice de l'Union européenne interdit aux Etats membres :

- **De procéder à de telles vérifications *« dans une zone de 20 kilomètres à partir de la frontière terrestre Schengen »*** (en dehors du rétablissement temporaire des contrôles aux frontières intérieures)[36] ;
- De notifier **des « refus d'admission » aux frontières intérieures** (y compris dans le cadre du rétablissement temporaire des contrôles aux frontières intérieures), notre pays étant tenu depuis une décision rendue en 2023 d'appliquer toutes les **garanties procédurales** de la directive « Retour »[37]. En conséquence de cette dernière décision, le nombre de refus d'admission à la frontière **a diminué de 79% entre 2023 et 2024** (passant de 79 318 à 16 636), la hausse des réadmissions simplifiées sur la même période (passant de 1 851 à 14 644) n'ayant pas suffi à en compenser les effets.

Corollaire de l'espace Schengen et de la politique commune de l'asile (voir chapitre 2), l'Union européenne est également tenue de développer *« une politique commune de l'immigration visant à assurer, à tous les stades […] une prévention de l'immigration illégale »*[38]. Or, sur le fondement de la directive

29 CJCE, 5 février 1963, Van Gend en Loos
30 CJCE, 15 juillet 1964, Costa c/ Enel
31 CJCE, 9 mars 1978, Simmenthal
32 Cour de cassation, Chambre mixte, 24 mai 1975
33 Conseil d'État, Assemblée, 20 octobre 1989
34 Article 22 du Code frontières Schengen
35 Article 23 du Code frontières Schengen
36 CJUE, arrêt Melki et Abdeli C-188/10 et C-189/10, 22 juin 2010
37 CJUE, arrêt ADDE, 21 septembre 2023
38 TFUE, Article 79

« Retour » de 2008, la Cour de Justice européenne **s'oppose à tout traitement pénal de l'irrégularité du séjour,** que ce soit par des peines d'emprisonnement[39], ou même par le simple placement en garde à vue des étrangers clandestins interpellés[40]. Cette jurisprudence a conduit à l'abrogation du délit de séjour irrégulier en France, ce qui prive les autorités publiques d'outils juridiques pour identifier un étranger en situation irrégulière (garde à vue, perquisition du téléphone, du véhicule ou du domicile …). De même, par une interprétation combinée de la directive « Retour » et du Code frontières Schengen, elle **s'oppose à tout délit de franchissement irrégulier d'une frontière intérieure** dans les législations des États membres[41] – puisque celle-ci est soumise à un régime distinct d'une frontière extérieure.

Les traités européens habilitent également l'Union européenne à développer « une politique commune de l'immigration » pour assurer une ***« gestion efficace des flux migratoires »***[42]. Ainsi, un des grands objectifs du fonds *Asile, migrations et intégration* (9,8 millions d'euros pour la période 2021-2027) est de « *soutenir la migration légale vers les États membres en fonction de leurs besoins économiques et sociaux* »[43]. L'Union européenne a par exemple mis en place la « carte bleue », qui vise à **faciliter l'entrée et le séjour des travailleurs hautement qualifiés** en son sein[44] ou le « permis unique » pour **simplifier l'arrivée des extra-européens qui veulent y travailler**[45], ainsi qu'un dispositif dédié aux **travailleurs saisonniers**[46]. Elle a également consacré le **droit au regroupement familial** pour le conjoint et les enfants mineurs des étrangers extra-européens[47]. La Cour de Justice de l'Union européenne interprète largement cette directive, puisqu'elle estime explicitement que celle-ci a pour **objectif *« de favoriser le regroupement familial »***[48]**.**

Enfin, l'Union européenne vise à assurer un « *traitement équitable des ressortissants de pays tiers en séjour régulier dans les États membres* »[49]. Un ***« droit à l'égalité de traitement »*** est ainsi consacré par le droit européen **entre travailleurs étrangers extra-européens et nationaux,** notamment en ce qui concerne les branches de la sécurité sociale[50]. De même, un **statut de « résident longue durée »** est prévu pour les étrangers extra-européens **qui résident légalement et sans interruption depuis 5 ans sur le territoire d'un État membre**[51]. Pour la Cour de Justice de l'Union européenne, cette période donne **droit *« à l'égalité de traitement*** *avec les ressortissants dudit État membre, notamment, en ce qui concerne la sécurité sociale, l'aide sociale et la protection sociale* »[52]. Au-delà d'un délai de carence de 5 ans, la condition de résidence constituerait alors une « *discrimination directe vis-à-vis des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée* »[53] et serait donc prohibée. Depuis un arrêt du 5 mars 2026, la Cour de Justice de l'Union européenne fait savoir que les Etats membres ont bien la **possibilité de subordonner l'octroi d'aides sociales aux ressortissants de pays tiers à la possession d'un titre de séjour de longue durée**[54].

Dans ces conditions, **le pacte sur la migration et l'asile et le nouveau règlement « Retour »** comportent, certes, des **avancées notables** pour mieux contrôler les frontières extérieures et faciliter les éloignements, mais ils **ne s'attaquent pas aux causes profondes** et aux grandes masses des **flux**

39 CJUE, arrêt El Dridi, 28 avril 2011
40 CJUE, arrêt Achughbabian, 6 décembre 2011
41 CJUE, arrêt ARIB, 19 mars 2019
42 TFUE, Article 79
43 Toute l'Europe, Le Fonds Asile, migrations et intégration – FAMI, 25/02/2022
44 Directive UE 2021/1883 du 20 octobre 2021
45 Directive 2011/98/UE du 13 décembre 2011
46 Directive 2014/36/UE février 2014
47 Directive 2003/86/CE du 22 septembre 2003 relative au droit au regroupement familial
48 CJUE 4 mars 2010, C-578/08, Chakroun
49 TFUE, Article 79
50 Article 12 de la directive 2011/98/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011
51 Directive 2003/109/CE du 25 novembre 2003
52 CJUE, 29 juillet 2024, C-112/22 CU et C-223/22 ND
53 Ibid.
54 CJUE, 5 mars 2026, C-151/24

légaux que sont le droit à l'asile et l'immigration familiale. Ils seront **insuffisants** pour permettre aux États de reprendre le contrôle de la politique d'immigration.

III. La tutelle de la Cour européenne des droits de l'Homme sur notre politique migratoire

La Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) est une instance juridictionnelle issue du Conseil de l'Europe, qui a pour mission de **veiller au respect de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme**. Celle-ci a progressivement gagné en importance dans le droit français, à partir de la reconnaissance de la compétence de la Cour le 3 mai 1974, puis avec la mise en œuvre du droit au recours individuel le 2 octobre 1981.

Si la Convention s'applique à « toute personne », indépendamment de sa nationalité ou de la régularité de son séjour[55], aucune disposition n'est, à l'origine, spécifiquement prévue pour les étrangers. Cependant, dès les années 1970, les juges de la CEDH voient dans la Convention un « instrument vivant à interpréter »[56]. Ils développent ainsi un **mécanisme de protection « par ricochet » des étrangers**, afin **de contrôler les décisions de refus de séjour et les mesures d'éloignement** au regard des **articles 3** (interdiction de la torture, des traitements inhumains et dégradants) **et 8** (droit au respect de la vie privée et familiale) **de la Convention**.

Ainsi, l'article 3 de la Convention stipule que **« *nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants* »**. Depuis un arrêt *Soering* rendu le 7 juillet 1989, la Cour européenne des droits de l'Homme **vérifie ces critères à l'aune du pays d'origine des étrangers en cours d'éloignement**[57] – quand bien même ledit pays n'est pas partie à la Convention. Dans ce cadre, l'éloignement est impossible dès lors qu'il existe des « motifs sérieux » de penser que le ressortissant étranger en question court « un risque réel » de subir de mauvais traitements dans son pays d'origine.

Dans un arrêt *Chahal* rendu en 1996, les juges de la Cour européenne des droits de l'Homme expliquent même que l'article 3 **ne peut souffrir « nulle dérogation », y compris en cas de « danger menaçant la vie de la nation »**[58] – ce qui signifie concrètement que **des profils terroristes ne peuvent pas être expulsés du territoire national**. Les autorités françaises se sont ainsi heurtées à cette jurisprudence, alors qu'elles voulaient éloigner un djihadiste tchétchène en raison de son « *rôle actif en faveur du djihad international* » et d'une collecte de fonds en ce sens[59], également soupçonné d'avoir suivi une formation paramilitaire au Pakistan « *en matière de fabrication, de pose et de mise à feu d'engins explosifs artisanaux* »[60].

Il est à noter que l'article 3 joue également un rôle en matière de **rétention administrative des ressortissants étrangers.** Conformément à la jurisprudence de la Cour, ceux-ci doivent pouvoir saisir une juridiction « *permettant un **contrôle rapide et utile de la légalité de la mesure*** »[61]. Plus spécifiquement, **les mineurs doivent être placés dans des locaux adaptés**[62] **et ce pour une « brève période »**[63]. Néanmoins, face aux exigences draconiennes de la Cour et aux nombreuses condamnations de la France qui en résultent, **le législateur a préféré interdire purement et simplement le placement en rétention des mineurs** dans la loi « immigration » de 2024.

55 CEDH, 7 octobre 1988, Salabakiu c/ France, n°10519/83
56 CEDH, 25 avril 1978, Tyrer c/ Royaume-Uni
57 CEDH, 7 juillet 1989, affaire Soering c/ Royaume-Uni, n°14038/88
58 CEDH, GC arrêt Chahal c/ Royaume-Uni, 15/11/1996, n°22414/93
59 Tribunal Administratif de Paris du 23/02/2023 n°2122000
60 Arrêté d'expulsion du ministre de l'Intérieur du 21/10/2020
61 CEDH, 19 mai 2016, J. N. c/ Royaume-Uni, n°37289/12
62 CEDH, 12 octobre 2006, Mubilanzila Mayeka et Kaniki Mitunga c/ Belgique, n°13178/03
63 CEDH, 12 juillet 2016, A. M. et autres, n° 24587/12

De son côté, l'**article 8** de la Convention consacre pour tout individu **le droit « *au respect de sa vie privée et familiale* »**. Sur ce fondement, à compter d'un arrêt *Sen c/ Pays-Bas* rendu en 2001, la Cour a étendu le **droit au regroupement familial aux enfants mineurs « d'immigrés établis »**[64]**, aux réfugiés**[65] et même à **certains étrangers en situation irrégulière**[66]. La Cour a même accepté d'étudier la demande d'un réfugié yéménite aux Pays-Bas qui souhaitait bénéficier du regroupement familial pour les cinq enfants issus de ses deux autres femmes – mais a finalement donné raison aux autorités néerlandaises[67].

L'article 8 peut également être invoqué pour **faire obstacle à l'éloignement d'un ressortissant étranger**, si des membres de sa famille résident dans le pays d'accueil[68]. Cependant, à l'inverse de l'article 3, **cette protection n'est pas absolue** : la Cour opère alors un **contrôle de proportionnalité de « *l'ingérence dans la vie familiale du requérant* »** que représente la décision d'éloignement – à l'aune de ses propres critères[69]. Cependant, ces derniers ne sont pas assez stricts : le Conseil d'État a annulé sur ce fondement, issu de la Cour européenne des droits de l'Homme, l'expulsion d'un ressortissant étranger condamné pour trafic de stupéfiants[70].

Ces développements jurisprudentiels exercent une **influence considérable dans le droit français**. Dès 1991, le Conseil d'État a jugé que l'article 8 peut être invoqué par tout requérant devant les juridictions nationales[71] – qu'il s'agisse de contester un refus de titre de séjour ou une mesure d'éloignement.

Enfin, **deux protocoles additionnels** ont été adoptés le 16 septembre 1963 et le 22 novembre 1984, qui confèrent aux ressortissants étrangers des **garanties procédurales particulières.** Ceux-ci consacrent par exemple l'interdiction des expulsions collectives, c'est-à-dire le **droit à un examen individuel** de sa situation[72]. Sur ce fondement, la Cour fait également savoir que **le recours** d'un étranger contre une mesure d'éloignement **doit être suspensif de plein droit** si « *les conséquences sont potentiellement irréversibles* »[73]. Elle a ainsi condamné la France en 2018 pour avoir expulsé en urgence absolue un Algérien qui projetait des attentats sur le territoire national aux côtés de ressortissants tchétchènes[74].

IV. La montée en puissance des juridictions administratives

Comme le souligne le magistrat administratif honoraire Michel Bouleau, le droit des étrangers est « *si essentiellement déterminé aujourd'hui par ces droits dits "fondamentaux" que plus personne ne semble se souvenir qu'il n'y a pas si longtemps, il se définissait comme une police spéciale dont le cadre était quasi exclusivement législatif et réglementaire* »[75]. **Dans le cadre de l'ordonnance de 1945**[76]**, le statut des étrangers appartenait traditionnellement au domaine de « haute police »,** c'est-à-dire que les décisions de l'administration en matière d'entrée, de séjour et d'éloignement faisaient l'objet d'un **contrôle restreint de la part du juge administratif.** Seul un recours juridictionnel de droit commun était prévu devant le Conseil d'État, tandis que les étrangers avaient la possibilité de saisir une commission spéciale en cas de déchéance du statut de « résident privilégié » ou de notification d'une expulsion.

Si le juge administratif examine de plus en plus d'actes de l'administration, qu'il s'agisse de décisions individuelles ou de mesures réglementaires**, son contrôle est également de plus en plus**

64 CEDH, Tuquabo-Tekelele et autres c/ Pays-Bas, 01/12/2005
65 CEDH, Tanda-Muzinga c/ France, 10/07/2014
66 CEDH,GC, Jeunesse c/ Pays-Bas, 03/10/2014
67 CEDH, A.A. c. Pays-Bas, requête, 08/09/2026, n° 7481/23
68 CEDH, Abdulaziz, Cabales et Balkandi c/ Royaume-Uni, 28/05/1985
69 CEDH, Boultif c/ Suisse, 02/08/2001
70 Conseil d'État, 26 mars 2004
71 Conseil d'État, Assemblée, 19 avril 1991, Belgacem, n°107470
72 Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, Article 4 du protocole additionnel n°4
73 CEDH, Mamatkulov et Abdurasulovic c/ Turquie, 6 février 2003
74 CEDH, M.A. c/ France, décision n°9373/15, 01/02/2018
75 Michel Bouleau « La loi n°2016-274 du 7 mars 2016 "relative au droit des étrangers en France" où les illusions du législateur, 08/09/2016
76 Ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers

intense. En effet, alors qu'il se bornait initialement à vérifier *l'erreur manifeste d'appréciation*, celui-ci réalise désormais un ***contrôle de proportionnalité* des décisions de l'administration** – c'est à dire entre le moyen et les buts visés[77]. Parallèlement, **le législateur ne cesse d'aggraver cette tendance :** il **oblige l'administration à motiver par écrit ses décisions** (loi du 11 juillet 1979)[78], y compris en cas de refus de visa (loi du 7 mars 2016), **reconnaît un caractère suspensif de plein droit aux recours** contre les décisions de reconduite à la frontière (loi du 10 janvier 1990)[79], **étend l'accès à l'aide juridictionnelle aux étrangers** irréguliers **pour les contentieux de l'éloignement** (loi du 10 juillet 1991)[80].

De même, avec la loi du 30 juin 2000, le législateur a mis en place la **procédure d'urgence des référés administratifs**, qui confère au juge la possibilité de **suspendre les effets d'une décision administrative ou d'ordonner à l'administration de prendre certaines mesures**. Ainsi, le référé-liberté permet au juge administratif d'ordonner à l'administration dans un délai de 48h « toutes mesures nécessaires à la sauvegarde d'une liberté fondamentale»[81], comme la délivrance d'un visa à un ressortissant étranger pour lui permettre de se marier en France[82]. De même, le référé-suspension permet à un étranger d'obtenir la suspension d'une décision administrative, lorsqu'il existe un « *doute sérieux* » quant à sa légalité[85]. Dans ce cadre, le juge des référés peut par exemple suspendre une mesure d'éloignement au nom du droit à « mener une vie familiale normale » en France[84] ; ou bien suspendre une décision de refus de visa, demander son réexamen, et même accorder une autorisation provisoire de séjour dans l'attente de la décision définitive. Les décisions du juge des référés sont **susceptibles de contrecarrer la politique d'immigration de l'État** : dans le contexte de la crise sanitaire liée au Covid-19, le juge des référés a enjoint au gouvernement de rétablir l'examen des demandes d'asile en Île-de-France[85], ainsi que de reprendre la mise en œuvre du regroupement familial[86]. Comme le souligne un rapport d'information du Sénat : « *le juge paraît avoir fait évoluer son office, autrefois limité au contrôle des actes administratifs, à celui des politiques publiques* »[87].

Par ailleurs, **le Conseil d'État n'hésite pas à « découvrir » des normes qui s'imposent à l'administration.** Celui-ci a par exemple consacré un **principe général du droit à « mener une vie familiale normale »** pour annuler un décret du 10 décembre 1977 restreignant le regroupement familial[88]. Ces principes sont bien souvent entérinés ensuite par le Conseil constitutionnel : depuis une décision de 1993, le droit de « mener une vie familiale normale » a également une valeur constitutionnelle[89] – et s'impose donc à la loi, plus seulement aux règlements. De même, le droit au regroupement familial est consacré par une directive de 2003[90], tandis que l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme protège le droit à la « vie privée et familiale ».

Par ailleurs, la haute juridiction administrative a consacré un **pouvoir de régularisation des étrangers en situation irrégulière pour les préfets** « *dans tous les cas où une disposition expresse applicable à l'espèce ne* [le] *lui interdit pas* »[91]. Enfin, le Conseil d'État a particulièrement **surinterprété les dispositions de**

77 Sénat, Mission d'information sur « La judiciarisation de la vie publique : une chance pour l'État de droit ? », Rapport d'information n°724, 2023.
78 Plus précisément l'ensemble des « décisions administratives individuelles défavorables », Loi n° 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public. Ces dispositions figurent désormais aux articles L. 211-1 à L. 211-8 du Code des relations entre le public et l'administration
79 Loi du 10 janvier 1990
80 Loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique
81 Code de justice administrative, Article L. 521-2
82 Conseil d'État, 9 avril 2021, n°450884
85 Code de justice administrative, Article L. 521-1
84 Conseil d'État, Section, du 30 octobre 2001, n°238211
85 Conseil d'État, Juge des référés, 30 avril 2020, n°440250, 440253
86 Conseil d'État, Juge des référés, 21/01/2021, n°447878
87 Sénat, Mission d'information sur « La judiciarisation de la vie publique : une chance pour l'État de droit ? », Rapport d'information n°724, 2023
88 Conseil d'État, 8 décembre 1978, Gisti, CFDT et CGT, n°10097
89 Conseil constitutionnel, décision n° 93-325 DC du 13 août 1993
90 Directive 2003/86/CE du 22 septembre 2003 relative au droit au regroupement familial
91 Conseil d'État, 13 janvier 1975, Sieur Da Silva et CFDT

l'accord bilatéral franco-algérien du 27 décembre 1968, conférant ainsi des droits exorbitants à l'entrée et au séjour en France pour les ressortissants d'Algérie.

III. Les solutions

La France est dans une situation de **particulière vulnérabilité migratoire**. Non seulement elle n'a **plus le contrôle de sa politique d'immigration** – qu'il s'agisse des entrées, du séjour, de l'éloignement ou même des droits sociaux – mais **son attractivité migratoire augmente** au fur et à mesure que les autres pays européens restreignent la leur.

I. Le scénario minimaliste

Sans l'inscription d'une Charte de l'immigration dans la Constitution, sans révision des traités européens et du droit dérivé, il est très difficile d'agir significativement sur les flux migratoires. Néanmoins, les nombreuses mesures proposées dans les scénarios minimalistes de ce Livre Blanc, au sein des différents chapitres thématiques, permettraient *a minima* de **limiter l'attractivité de la France** par rapport à ses voisins européens.

II. Le scénario efficient

a. Réviser la Constitution française et insérer une Charte de l'immigration dans son Préambule

La révision de la Constitution française est incontestablement la clé de voûte pour reprendre le contrôle de la politique d'immigration. Afin d'être pleinement efficace, cette révision doit agir principalement à trois niveaux :

- **Insérer une Charte de l'immigration dans le Préambule de la Constitution** (voir Annexe 2), sur le modèle de la Charte de l'environnement. Celle-ci aurait vocation à **contrecarrer toutes les jurisprudences « incapacitantes »** dégagées par le Conseil constitutionnel – qui dégagent toujours plus de droits individuels au profit des ressortissants étrangers – et à faire office de **bouclier face au droit européen**. Plus largement, cette Charte permettrait de **passer d'une logique de droit opposable à l'immigration à celle d'un choix souverain** des autorités publiques.

  Concrètement, cette Charte de l'immigration prévoirait par exemple la possibilité pour le législateur de :

  - Déterminer des **plafonds d'immigration** annuels ou pluriannuels ;
  - **Limiter l'asile aux « combattants de la liberté »** du Préambule de 1946 ;
  - **Faciliter les procédures d'éloignement** et d'**allonger le délai de rétention** des étrangers irréguliers dans les centres de rétention administrative ;
  - Subordonner le **versement des prestations sociales** aux étrangers extra-européens à une **durée de résidence de 5 ans** ;
  - Conditionner la célébration du mariage d'un étranger à la régularité de son séjour ;
  - **Limiter les recours juridictionnels aux seuls refus de renouvellement et aux retraits d'un titre de séjour**, ainsi qu'aux retraits du statut de l'asile et aux déchéances de la

nationalité française. Pour le reste des contentieux, les recours seraient alors seulement d'ordre gracieux ou hiérarchique ;

- **Supprimer le caractère suspensif des recours contentieux** (le ressortissant étranger se voit appliquer la décision d'OQTF avant que le juge n'ait statué sur son recours) ;
- **Supprimer le double degré de juridiction** pour le contentieux des étrangers (NB : ce n'est certes pas un principe constitutionnel à ce stade, mais cela pourrait le devenir) ;
- **Externaliser le traitement des demandes d'asile dans des pays extra-européens** ;
- Augmenter les **frais d'inscription des étudiants étrangers** à proportion du coût d'une année d'études.

- En parallèle, la même révision constitutionnelle doit également permettre au Parlement de **faire primer expressément certaines lois** sur des normes européennes ou traités internationaux antérieurs (révision des articles 55 et 88-1). Enfin, au cas où une loi serait censurée par le Conseil constitutionnel ou jugée contraire à une norme internationale par une juridiction française, le Parlement (à la majorité qualifiée) ou le peuple français (par référendum) pourraient avoir le dernier mot.
- **Étendre le champ du référendum de l'article 11 à toute matière législative – pour y inclure l'immigration –** sans contrôle de constitutionnalité sur le texte législatif adopté. Concrètement, le président de la République pourrait alors soumettre directement au peuple français tout projet de loi sans autorisation parlementaire préalable ni censure en amont comme en aval du Conseil constitutionnel. En approuvant telle ou telle disposition législative par référendum, le peuple souverain aura alors le dernier mot pour confirmer ou s'écarter des décisions rendues par les Cours suprêmes nationales et européennes.

Pour réviser la Constitution française, deux options sont possibles :

- Selon l'**article 89 de la Constitution**, le projet de loi constitutionnelle doit tout d'abord être **adopté à la majorité simple en termes identiques par l'Assemblée nationale et le Sénat**. Ensuite, il doit être soit **voté par les parlementaires réunis en Congrès à la majorité des trois cinquièmes**, soit **approuvé par le peuple français aux termes d'un référendum**. Néanmoins, cette option suppose que la majorité présidentielle et ses alliés détiennent la majorité absolue à l'Assemblée nationale et au Sénat.
- De son côté, **l'article 11 est un référendum « législatif »**, mais qui a **déjà été utilisé** par le général de Gaulle **pour modifier la Constitution**. A l'époque, le Conseil constitutionnel n'avait pas censuré le résultat de ce référendum, au motif que les lois adoptées par ce moyen « *constituent l'expression directe de la souveraineté nationale* »[92]. Néanmoins, si cette jurisprudence n'a jamais vraiment été démentie depuis 1962, **le Conseil constitutionnel dispose aujourd'hui d'outils pour en empêcher la tenue**. Depuis une décision de 2005, celui-ci estime en effet qu'il lui appartient de **contrôler la régularité des opérations référendaires**[93]. Tout citoyen peut donc contester devant lui le décret de convocation des électeurs, pour soulever au choix :
    - que la politique d'immigration est étrangère au champ d'application de l'article 11 de la Constitution ;
    - que le texte soumis au référendum ajoute, retranche ou modifie des termes de la Constitution ;

92 Conseil constitutionnel, décision n° 62-20 DC du 6 novembre 1962
93 Conseil constitutionnel, décision n° 2005-31 REF du 24 mars 2005

- que le texte comporte des dispositions jugées contraires aux principes du « bloc de constitutionnalité ».

En résumé, **la voie du référendum** au moyen de **l'article 89 de la Constitution doit être privilégiée**, si des majorités sont possibles à l'Assemblée nationale et au Sénat sur le projet de révision constitutionnelle. A défaut, **le référendum législatif de l'article 11 peut être tenté**, mais rien ne garantit que ce référendum ne sera pas empêché par le Conseil constitutionnel, au travers de l'annulation de son décret de convocation. S'engagerait alors un rapport de forces politique et institutionnel si l'exécutif choisissait de persévérer.

b. Renégocier les traités et le droit dérivé européen ou négocier des options de retrait en matière d'immigration et d'asile

Une fois la révision constitutionnelle adoptée par référendum et ainsi confortée par la volonté populaire, la France doit immédiatement **plaider pour une révision des traités européens** en matière d'immigration et d'asile – afin de rendre des marges de manœuvre aux États et de sortir de la logique de droit opposable.

A minima, notre pays doit obtenir une **option de retrait** (ou « opt out ») sur les questions d'immigration et d'asile, comme l'a fait le Danemark au moment de l'adoption du traité de Maastricht. Néanmoins ce **processus est long et incertain**, puisqu'il nécessite l'**unanimité des États membres** et la ratification des nouveaux traités dans chacun d'entre eux.

Durant ce laps de temps, la France doit donc **prendre des mesures unilatérales de sauvegarde** de ses intérêts fondamentaux en la matière, et assumer un bras de fer avec la Commission européenne. **La France dispose d'alliés potentiels** et peut entraîner une **coalition** au sein de l'Union européenne pour réorienter drastiquement les politiques européennes d'immigration et d'asile, telles que l'Italie, l'Autriche, les Pays-Bas, la Suède, la Pologne, la Hongrie, la Tchéquie, et peut-être même l'Allemagne.

Notre pays dispose également de **moyens de pression diplomatique** pour se faire entendre des instances européennes. En 1966, la France a su obtenir gain de cause sur les questions agricoles, avec la **« politique de la chaise vide »** du général de Gaulle. Elle est aujourd'hui le **deuxième contributeur net au budget de l'Union européenne**, avec un montant qui devrait atteindre 31,5 milliards d'euros en 2027 (soit une hausse de 73,7% en 10 ans[94]) et pourrait également jouer sur ce levier.

En dernier recours, notre pays pourrait purement et simplement **assumer de ne plus appliquer certains pans du droit européen de l'immigration** – ce qu'il fait aujourd'hui en matière de déficit. Le projet de loi constitutionnelle que nous préconisons permettrait au Parlement de déroger expressément, avec une majorité qualifiée, aux normes européennes et internationales. Notre pays serait alors, dans le pire des cas, exposé à un recours en manquement et au prononcé d'une amende.

Enfin, **la France doit refuser tout élargissement de l'espace Schengen** – qui consacre la liberté de circulation des citoyens européens et des ressortissants étrangers en son sein. A ce stade, 9 pays sont encore officiellement candidats pour rejoindre l'Union – et donc à terme l'espace Schengen : l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Géorgie, la Macédoine du Nord, la Moldavie, le Monténégro, la Serbie, la Turquie et l'Ukraine. De par son attractivité sociale et sanitaire, **la France risquerait alors de faire face à de nouveaux flux d'immigration** en provenance de ces pays.

c. Sortir de la Cour européenne des droits de l'Homme

Selon une partie de la doctrine, la Cour européenne des droits de l'Homme ferait désormais preuve, depuis 2010, d'une certaine « déférence diplomatique », plus respectueuse de la souveraineté des

94 Loi d'approbation de la décision relative aux ressources propres de l'Union (DRP 2021-2027)

États[95]. La France pourrait **entamer des négociations**, dans le cadre du Conseil de l'Europe, pour **assouplir davantage la jurisprudence de la Cour**. Un précédent existe : à la demande du Royaume-Uni, un nouveau protocole n°15 est entré en vigueur au mois d'août 2021 pour rappeler l'application du principe de subsidiarité et intégrer la **notion de « marge nationale d'appréciation »** dans la Convention.

Dans une lettre commune publiée le 9 décembre 2025, le Royaume-Uni et le Danemark réclament un nouvel assouplissement de la Convention. Ils proposent de circonscrire la notion de « vie privée et familiale » aux proches immédiats et de permettre l'expulsion des étrangers clandestins considérés comme criminels – quel que soit le niveau de protection des droits de l'Homme dans leur pays d'origine[96]. Cette initiative a abouti à une lettre commune des 46 Etats membres appelant à une **interprétation plus restrictive des articles 3 et 8 de la Convention, notamment en matière d'éloignements**[97].

Néanmoins, il convient de préciser que **l'article 3 de la Convention** (risque de mauvais traitements) **est indérogeable**. En ce sens, il paraît illusoire de demander l'application d'une quelconque dérogation (ou « réserve » en droit international), d'autant plus que l'article 57 de la Convention interdit « les réserves de caractère général » et que la Cour contrôle la validité de celles-ci.

Ainsi, si jamais les négociations n'aboutissaient pas dans le sens voulu, **la France devrait sortir purement et simplement de la juridiction de la Cour européenne des droits de l'Homme**. Concrètement, le président de la République dénoncerait alors la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme, avec une notification en ce sens au secrétaire général du Conseil de l'Europe. Un préavis de 6 mois s'appliquerait, durant lequel l'État resterait lié par ses obligations et aux contentieux engagés avant la prise d'effet de la dénonciation. Dans ce cadre, **les droits fondamentaux des citoyens seraient toujours protégés par** notre **bloc de constitutionnalité.**

IV. Les exemples étrangers

Aux **États-Unis**, un célèbre arrêt de la Cour suprême rendu en 1889 précise que **le Congrès fédéral a** (quasiment) **les « pleins pouvoirs » sur la politique d'immigration** (doctrine du *plenary power*). En conséquence, celle-ci ne peut pas (ou presque) faire l'objet d'un contrôle juridictionnel[98].

De même, la Constitution des **Pays-Bas** ne prévoit **pas de contrôle de constitutionnalité des lois**.

Au **Canada,** une « Clause Nonobstant » **permet au Parlement fédéral de contourner, par une déclaration expresse, certaines dispositions constitutionnelles**, et ce pour une durée de 5 années renouvelable[99].

Au **Royaume-Uni**, les recours juridictionnels des étrangers sont particulièrement limités. En cas d'éloignement, **certains recours ne sont examinés qu'après le départ effectif du territoire national** – à condition que cela ne crée pas un risque réel de « préjudice grave et irréversible » (une notion qui n'inclut pas l'atteinte à la vie privée)[100].

De nombreux **États membres de l'UE remettent en cause la primauté du droit européen** :

- En **Pologne**, une décision du Tribunal constitutionnel en date du 7 octobre 2021 consacre la **primauté de la Constitution polonaise sur les traités européens**[101].

95 Sénat, Mission d'information sur « La judiciarisation de la vie publique : une chance pour l'État de droit ? », Rapport d'information n°724, 2023
96 The Guardian, Starmer urges Europe's leaders to curb ECHR to halt rise of far right, 2025
97 Le Monde, Droits des migrants : les Etats membres du Conseil de l'Europe recadrent la Cour européenne des droits de l'homme, 2026
98 U. S. Supreme Court, Chae Chan Ping v/ U.S, 130 U.S. 581 (1889)
99 Charte canadienne des droits et libertés, Article 33
100 Immigration Act, 2014
101 Tribunal constitutionnel polonais, aff. K 3/21, 7 octobre 2021

- Du côté de l'**Allemagne**, la Cour constitutionnelle s'arroge le droit de vérifier **si l'Union européenne ne dépasse pas ses compétences** (contrôle *ultra vires*) pour protéger l'identité constitutionnelle allemande[102].

Par ailleurs, depuis le mois de septembre 2024, l'**Allemagne** a unilatéralement rétabli les **contrôles à ses frontières intérieures** et reconnu avoir **refoulé près de 50 000 étrangers irréguliers** dans ce cadre, alors même que cette pratique est interdite par le droit européen[103].

Par ailleurs, **certains États membres ont négocié une option de retrait** pour des pans spécifiques du droit de l'Union européenne. Ainsi, le **Danemark** et l'**Irlande** ont obtenu une option de retrait sur **l'espace de liberté, de sécurité et justice** – qui inclut les politiques d'immigration et d'asile. De son côté, la **Pologne** a également négocié une option de retrait sur la **Charte des droits fondamentaux**, plus précisément quant à son interprétation et sa portée en droit interne. Enfin, certains États membres comme la **Suède** bénéficient d'une option de retrait de fait (c'est-à-dire non formalisée), qui porte sur l'adoption de l'euro.

Voir annexe 2 : charte de l'immigration

102 Cour constitutionnelle fédérale allemande, 6 juillet 2010, Honeywell, 2 BvR 2661/06
103 France Info, « L'Allemagne prolonge à nouveau ses contrôles aux frontières pour six mois malgré les critiques », 16/02/2026

La réforme du droit d'asile

I. Les constats et chiffres clés

- **L'asile constitue un « droit opposable »** dès lors que les critères d'éligibilité sont remplis par les demandeurs. **Aucune limite quantitative** ne peut faire obstacle à ce flux dans le cadre actuel de notre ordre juridique.
- Selon une étude inédite de l'Observatoire de l'immigration et de la démographie, **580 millions de personnes dans le monde seraient éligibles au droit d'asile en France** (toutes formes de protection internationale confondues), hors procédure de réunification familiale[104], si elles déposaient une demande sur notre territoire.
- Selon Eurostat, **notre pays a enregistré 116 370 nouvelles demandes d'asile en 2025**, après un pic de 145 160 demandes enregistrées en 2023, ce qui représente **une multiplication par trois depuis 2009**[105].
- Selon la Direction générale des étrangers en France (DGEF), le **taux d'acceptation des demandes d'asile** après recours devant la Cour nationale du droit d'asile s'élève à **52,1% en 2025** (en incluant les mineurs)[106].
- **La France compte désormais sur son territoire 734 360 étrangers bénéficiaires du droit d'asile** (532 931 réfugiés et 201 429 bénéficiaires de la protection subsidiaire)[107], soit une **multiplication par trois en 10 ans** seulement[108].
- **Entre 2015 et 2025, 8,6 millions de nouvelles demandes d'asile ont été enregistrées dans l'UE**, dont 1,2 million dans la seule France[109].
- Selon un rapport sénatorial, **seuls 5,5% des OQTF pour les déboutés du droit d'asile ont été exécutées** entre les années 2019 et 2025.
- **Les principales nationalités bénéficiaires de l'asile sont les Afghans (104 443)**, les Syriens (46 683), les ressortissants de la République démocratique du Congo (42 347) les Russes, y compris Tchétchènes (32 630), les Sri-Lankais (34 976)[110].
- **58% des réfugiés n'ont aucun diplôme ou un niveau CEP / brevet** à leur arrivée en France[111].
- Le **nombre de nouveaux demandeurs d'asile pour 10 000 habitants** a évolué différemment selon les politiques mises en œuvre. Entre les **années 2015 et 2025** : il est passé de **160 à 5 en Suède**, de 54 à 14 en Allemagne, et de **11 à 17 en France**[112].

104 Observatoire de l'immigration et de la démographie, L'asile, une voie d'immigration hors de contrôle, 2025
105 Eurostat, Demandeurs d'asile par type, nationalité, âge et sexe - données annuelles agrégées, 03/09/2026
106 DGEF, Les demandes d'asile en 2025 : une procédure sur deux aboutit à une protection, 30/06/2026
107 OFPRA, Rapport d'activité 2025, 2026
108 Ibid.
109 Ibid.
110 Ibid.
111 INSEE, Immigrés et descendants d'immigrés, Les premières années en France des réfugiés, 2023
112 Eurostat, Primo demandeurs d'asile, 02/09/2026

Rappel des différents dispositifs du droit d'asile en France

a. La protection constitutionnelle

En vertu de l'alinéa 4 du préambule de la Constitution de 1946, « ***Tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile*** *sur les territoires de la République* ». Ce droit d'asile reprend l'ancien article 120 de la Constitution du 24 juin 1793, qui proclamait le principe selon lequel le peuple français « *donne asile aux étrangers bannis de leur patrie pour la cause de la liberté* ». En 2025, une seule personne a été admise à l'asile constitutionnel en France .

b. La protection conventionnelle (statut de réfugié)

La **Convention de Genève**, adoptée le 28 juillet 1951, définit les modalités selon lesquelles un État doit accorder le statut de réfugié aux personnes qui en font la demande. Aux termes de celle-ci, la qualité de réfugié est octroyée à toute personne « *craignant avec raison d'être* ***persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques*** ».

Cette convention était **à l'origine restreinte aux personnes devenues réfugiées à la suite « *[d'] évènements survenus avant le 1er janvier 1951* » –** c'est-à-dire principalement de la Seconde Guerre mondiale et de ses conséquences. Par ailleurs, les Etats signataires avaient alors la faculté de circonscrire lesdits évènements à ceux survenus **« *en Europe* ».**

Or, face à la hausse croissante du nombre de personnes faisant face à des persécutions partout dans le monde**, le protocole de New-York du 31 janvier 1967 a supprimé les réserves géographiques et temporelles**.

c. La protection subsidiaire

La protection subsidiaire est une création du droit de l'Union européenne. Elle vise à accorder l'**asile à toute personne qui court un risque réel « *d'atteintes graves* »** en cas de retour dans son pays d'origine, mais qui **ne remplit pas les critères de la Convention de Genève**. Elle englobe à la fois peine de mort, torture, peines ou traitements inhumains ou dégradants, ainsi que les « *menaces graves et individuelles contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international* ».

d. La protection temporaire

La protection temporaire est également un mécanisme européen, à vocation exceptionnelle. Elle accorde l'asile aux **étrangers non-européens contraints de fuir massivement leur pays, sans pouvoir y retourner, en raison d'un conflit armé, de violences, ou de violations graves et répétées des droits de l'Homme**. Sa mise en œuvre nécessite une décision du Conseil de l'Union européenne, prise pour une période d'un an, et prolongeable pour deux années au maximum. Jusqu'à présent, seuls les Ukrainiens ont bénéficié du mécanisme de la protection temporaire.

Les bénéficiaires de ce dernier dispositif **ne sont pas décomptés dans les statistiques de l'asile.**

II. Les blocages actuels

Selon un rapport d'information de la sénatrice Marie-Carole Ciuntu, l'asile constitue désormais « *une voie d'immigration familiale et professionnelle comme une autre en France* »[114]. Un dévoiement qui résulte de plusieurs facteurs[115].

I. L'internalisation de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 dans le droit européen

Non seulement la France est signataire de la Convention de Genève de 1951, ainsi que du protocole de New-York du 31 janvier 1967, mais ces textes ont également été **internalisés dans les traités européens** (article 78 §1 du Traité de fonctionnement sur l'Union européenne et article 18 de la Charte des droits fondamentaux).

Cette situation emporte des conséquences majeures en droit français :

- Quand bien même la France dénoncerait la Convention de Genève de 1951 et le protocole de New York de 1967, notre pays leur serait toujours lié, du fait de la **primauté des traités européens sur la loi nationale**[116] ;
- Les juges de la **Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE) disposent d'un pouvoir d'interprétation** du droit européen dérivé (directives et règlements), dont la jurisprudence s'applique ensuite par ricochet dans le droit français.

Par ailleurs, **de nombreux règlements et directives ont été édictés dans le cadre du régime d'asile européen commun** (RAEC), qui s'appliquent dans notre droit interne : pour mettre en place un mécanisme exceptionnel de protection temporaire en cas d'afflux massif[117], fixer les règles concernant le retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (pour les déboutés du droit d'asile)[118], déterminer les conditions d'examen d'une demande d'asile[119], prévoir les procédures à suivre pour l'examen des demandes d'asile[120], établir les normes minimales d'accueil des demandeurs d'asile (logement, soins, scolarisation, travail)[121], établir les critères qui déterminent l'État membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite par un ressortissant de pays tiers[122]. **Sur l'ensemble de ces sujets, le législateur français est aujourd'hui dépossédé.**.

II. La surtransposition de la Convention de Genève de 1951 dans le droit européen

a. La définition de la notion de « groupe social » persécuté

Les obligations qui découlent de la Convention de Genève de 1951 relative aux réfugiés vont bien au-delà des obligations constitutionnelles du Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946 (tradition républicaine française du droit d'asile) – qui se borne à garantir l'asile à « *tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté* »[125]. De même, **les obligations qui découlent du droit européen en matière d'asile vont bien au-delà de celles de la Convention de Genève** précitée – une situation qui résulte principalement du Règlement 2024/1347 du 14 mai 2024.

114 Marie-Carole Ciuntu, Sénat, Commission des finances, rapport provisoire, Asile : faire la lumière sur les coûts, redéfinir les protections, 8 juillet 2026
115 Ibid.
116 Article 55 de la Constitution
117 Directive « Protection temporaire » 2001/55/CE du 20 juillet 2001
118 Directive « Retour » 2008/115/CE du 16 décembre 2008
& Règlement (UE) 2024/1349 du 14 mai 2024
119 Règlement (UE) 2024/1347 du 14 mai 2024
120 Règlement (UE) 2024/1348 du 14 mai 2024
121 Directive (UE) 2024/1346 du 14 mai 2024
122 Règlement (UE) 2024/1351 du 14 mai 2024
125 Ofpra, Rapport d'activité 2024

Si l'appartenance à un groupe social est un motif explicite de reconnaissance du statut de réfugié dans la Convention de Genève, cette notion ne fait l'objet d'aucune précision dans ce texte. Or, **le droit européen élargit considérablement le nombre de bénéficiaires potentiels** de la Convention de Genève, **en définissant précisément la notion de « groupe social »**, comme suit : « *groupe i) dont les membres partagent ou sont perçus comme partageant une caractéristique innée ou une histoire commune qui ne peut être modifiée, ou encore une caractéristique ou une croyance à ce point essentielle pour l'identité ou la conscience qu'il ne devrait pas être exigé d'une personne qu'elle y renonce; et ii) qui a son identité propre dans le pays en question parce qu'il est perçu comme étant différent par la société environnante* »[124].

Sur le fondement de cette définition, **la Cour de Justice de l'Union européenne et la Cour nationale du droit d'asile reconnaissent toujours plus de groupes sociaux** collectivement éligibles au droit d'asile en France : .

- **L'ensemble des Palestiniens de la bande de Gaza** sont considérés comme un groupe social ayant par nature droit à l'asile en France[125], de même que les **Palestiniens de Cisjordanie** relevant de la protection des Nations-Unies depuis l'année 2025[126].
- **L'ensemble des femmes d'un même pays peut être considéré comme un groupe social**. La CNDA reconnaît l'existence du groupe social des femmes et des jeunes filles afghanes qui refusent la politique des Talibans menée à leur encontre[127], tandis que la Cour de Justice de l'Union européenne fait valoir de son côté que leur situation sous ce régime justifie « *à elle seule, de leur reconnaître le statut de réfugié* »[128] (**sans avoir besoin de démontrer qu'elles s'opposent à la politique des Talibans**). Les femmes d'Iran[129] et de Somalie[130] représentent également chacune un groupe social collectivement éligible à l'asile en France.
- La CNDA consacre également largement des groupes sociaux de **femmes menacées d'excision**, comme les femmes musulmanes sri-lankaises[131], ou les femmes maliennes de certaines communautés[132]. De même, la CNDA reconnaît l'existence de groupes sociaux de femmes **qui refusent de subir un mariage forcé ou qui tentent de s'y soustraire**, à l'instar des femmes irakiennes[133] ou des femmes sénégalaises en milieu rural[134].
- Par ailleurs, la CNDA officialise régulièrement l'existence de groupes sociaux de **personnes homosexuelles**, comme les homosexuels birmans[135] mais aussi kosovars[136], congolais[137], ou togolais[138] – avec la difficulté inhérente à la détermination de l'orientation sexuelle. Depuis le début de l'année 2026, les **personnes transgenres du Pérou** constituent également un groupe social éligible à l'asile[139].
- Enfin, la CNDA a également consacré le groupe social des anciens esclaves au Niger[140] et en Mauritanie[141], des personnes atteintes d'albinisme au Nigéria[142], des Somaliens orphelins de naissance sans rattachement clanique[143], des personnes d'origine tigréenne en Ethiopie[144], des

124 Article 10 d) Règlement (UE) 2024/1347 du 14 mai 2024
125 CNDA, 11 juillet 2025, Mme H., n° 24035619, R
126 CNDA, 8 décembre 2025, M. R, n°24019510, C+
127 CNDA, GF, 11 juillet 2024, Mme O., n° 24014128 R
128 CJUE, affaires jointes C-608/22 et C-609/22 du 4 octobre 2024
129 CNDA, 3 avril 2025, n° 24024165
130 CNDA, 16 octobre 2025, n°24015934
131 CNDA 5 avril 2024 Mme N., n° 23054482 C+
132 CNDA 26 novembre 2018 Mme S, n° 17038232
133 CNDA 21 juin 2022 Mme S. épouse N., n°20002635 C
134 CNDA, 16 juillet 2026, 26003131 C+
135 CNDA 15 novembre 2023 M. A. n° 23022677 C+
136 CNDA, 6 avril 2009, 616907, K
137 CNDA 13 mai 2022 M. M. n°22000728 C
138 CNDA, 17 juillet 2024, M. N, n° 24008057 C
139 CNDA, 12 janvier 2026, n° 25000720
140 CNDA 4 juillet 2017 M. I. n°16014605 C
141 CNDA 10 avril 2018 M.T. n°1703586
142 CNDA 13 février 2017 M. E. n° 16017097 C
143 CNDA 20 mars 2019 M. Y. n° 17044999 C
144 CNDA 3 décembre 2021, Mme D. n° 17051846 C

enfants congolais accusés de sorcellerie y compris devenus adultes[145] … Cette liste est non exhaustive.

b. La mise en place de la « protection subsidiaire » et de la « protection temporaire » : une extension du droit d'asile à des catégories non prévues par la Convention de Genève

Le Règlement 2024/1347 du 14 mai 2024[146] définit le mécanisme de la **protection subsidiaire**, pour les **personnes qui ne remplissent pas les critères de la Convention de Genève.** L'asile est ainsi accordé à toute personne qui court un **risque réel « *d'atteintes graves* »** en cas de retour dans son pays, motif plus large que ceux de la Convention de Genève, puisqu'il englobe à la fois **peine de mort, exécution, torture, peines ou traitements inhumains ou dégradants**, ainsi que les « ***menaces graves et individuelles contre la vie ou la personne*** *d'un civil en* ***raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international*** »[147]. Il est à noter qu'un dispositif similaire existait en droit interne avant les directives européennes de 2004 et 2011, dénommé « asile territorial ».

Sur le fondement de cette « protection subsidiaire », **la Cour de Justice de l'Union européenne et la Cour nationale du droit d'asile accordent le droit d'asile à des groupes victimes de « violence aveugle »**, principalement des ressortissants de pays en guerre, allant même jusqu'à instaurer une présomption de menace au vu du seuil d'intensité de la violence atteint dans certains lieux de conflit[148].

Par exemple, la Cour nationale du droit d'asile reconnaît de très nombreuses « situations de violence aveugle » : dans la région de la Boucle du Mouhoun et la région du Sahel (Burkina Faso)[149], dans la province du Lac (Tchad)[150], dans douze provinces de l'Afghanistan[151], dans douze régions de Somalie[152], dans la région du Gao (Mali)[153], au Darfour (Soudan)[154], à Haïti (du fait des conflits entre gangs)[155], dans trois parties de l'ouest de l'Ukraine[156]. De manière plus ponctuelle, la CNDA peut également octroyer la protection subsidiaire dans un contexte de violence de « basse intensité », comme pour un ressortissant du Mali, avec des raisons propres à sa situation personnelle[157].

Le mécanisme de la protection subsidiaire augmente considérablement le nombre de bénéficiaires à l'asile en France : alors que **52 191 nouvelles personnes** ont obtenu un titre de séjour en qualité de réfugié (ou apatride) en 2025 (ce qui représente une **hausse de 39%** en un an), **32 466 nouvelles personnes** ont obtenu un titre de séjour en qualité de bénéficiaire de la protection subsidiaire (soit une **augmentation de 116%** par rapport à 2024[158]).

Au total, aux termes d'une analyse détaillée pays par pays, l'Observatoire de l'immigration et de la démographie estime que **580 millions de personnes dans le monde seraient éligibles au droit d'asile**

145 CNDA, 16 octobre 2025, n° 23061821
146 Règlement (UE) 2024/1347 du 14 mai 2024
147 Règlement (UE) 2024/1347 du 14 mai 2024, Art. 15
148 CJUE, GC, Elgafaji, 17 février 2009
149 CNDA 19 juillet 2022 M. K. n° 22006018 C
& CNDA 7 juillet 2022 M. O. n° 21065121 C+
150 CNDA 19 août 2022 M. Y. n°22004078 C
151 CNDA 14 février 2023 M. S. n° 22023959 C+
152 CNDA 22 juillet 2022 Mme A. n° 22000965 C+
153 CNDA 7 février 2023 M. D. n° 22025498 C+
154 CNDA 20 mars 2024 M. I. n°23057457 C+
155 CNDA Grande Formation 5 décembre 2023 M. A. n°23035187 R.
156 CNDA 8 mars 2023 Mme P. n° 21016856 C+ ; Mme L et M. R. n°21057060 C+ ; Mme et M. S. n°s 22007730 et 22006590 C+
157 CNDA 24 juillet 2018 M. K. n° 17043779 C
158 Ministère de l'Intérieur, DGEF, « Les titres de séjour en 2025 », 2026

en France (toutes formes de protection internationale confondues), hors procédure de réunification familiale[159], si elles déposaient une demande sur notre territoire.

c. La surinterprétation du principe de « non-refoulement »

Le refoulement consiste à interdire, à la frontière, l'entrée sur le territoire national à un étranger qui n'est pas en situation régulière. La Convention de Genève de 1951 interdit cette pratique à l'encontre de tout réfugié « *sur les frontières des territoires où sa vie ou sa liberté serait menacée* »[160], sauf si celui-ci constitue une menace pour la sécurité du pays[161]. Cette exigence est **retranscrite dans le Règlement 2024/1347 du 14 mai 2024** : « *le principe de non-refoulement est respecté conformément au droit de l'Union et au droit international* »[162].

Or, ce principe de non-refoulement fait l'objet d'une **interprétation maximaliste par les juges de la Cour européenne des droits de l'Homme**, du fait d'une lecture combinée de plusieurs articles de la Convention : droit à la vie (article 2), interdiction de la torture et des peines ou traitements inhumains et dégradants (article 3), interdiction des expulsions collectives (article 4 du protocole n°4). Le **principe de non-refoulement** est **général et absolu** : il s'apparente à une véritable obligation de « laisser entrer » qui entrave l'action des garde-frontières. Ce principe vaut pour tout étranger, aux refus d'admission à la frontière et non aux seuls éloignements[163]. Il vaut également en **haute-mer**, au-delà des limites territoriales des Etats, puisqu'elle interdit de reconduire sur les côtes libyennes les migrants interceptés[164].

Ainsi, **les étrangers qui ne satisfont pas aux conditions d'entrées en France doivent être en mesure de former une demande d'asile à la frontière.** Dans le cadre de la nouvelle procédure de « demande d'asile à la frontière », l'Ofpra est tenu de statuer sur la demande dans un délai de 15 jours. S'ils sont admis en France pour y déposer une demande d'asile, les étrangers bénéficient alors d'un sauf-conduit d'une durée de 8 jours, afin de se rendre en Préfecture. Néanmoins, **même si un étranger entre clandestinement sur le territoire national**, celui-ci peut également y déposer une demande d'asile ; il est alors régularisé pendant le temps de l'instruction de sa demande. D'ailleurs, un rapport de la sénatrice Marie-Carole Ciuntu souligne que **la grande majorité des demandes d'asile entrent irrégulièrement sur le territoire national**[165].

Certes, la jurisprudence de la CEDH admet quelques cas de figure dérogatoires au principe de non-refoulement, mais bien trop restrictifs et complexes dans les faits pour un contrôle efficace des frontières nationales. A savoir lorsqu'est établi que « *le comportement de personnes qui franchissent une frontière terrestre de façon irrégulière, tirent délibérément parti de l'effet de masse et recourent à la force* », et encore, à condition que l'Etat concerné ait respecté toute une série de garanties procédurales comme « *un accès réel et effectifs à des possibilités d'entrées régulières* »[166]

Par ailleurs, **la Cour de Justice de l'Union européenne a fortement limité la possibilité pour les autorités françaises de notifier des « refus d'admission » aux frontières intérieures.** Notre pays est désormais tenu de passer par des accords de « réadmission » avec les Etats de provenance ou de respecter les « *normes et les procédures communes prévues par la directive 2008/115* » en vue de leur éloignement. Or, ces contraintes juridiques sont lourdes : un délai de départ volontaire de 30 jours pour

159 Observatoire de l'immigration et de la démographie, L'asile, une voie d'immigration hors de contrôle, 2025
160 Convention de Genève de 1951 sur les réfugiés, Article 33 §1
161 Convention de Genève de 1951 sur les réfugiés, Article 33 §2
162 Règlement (UE) 2024/1347 du 14 mai 2024, Art. 21
163 CEDH arrêt N. D. et N.T. c/ Espagne, n°8675/15 et 8697/15, point 178
164 CEDH, arrêt du 23 février 2012, arrêt Hirsi Jamaa et autres, n°27765/09
165 Marie-Carole Ciuntu, Sénat, Commission des finances, rapport provisoire, Asile : faire la lumière sur les coûts, redéfinir les protections, 8 juillet 2026
166 CEDH, arrêt N. D. et N.T. c/ Espagne, n°8675/15 et 8697/15, point 201

les étrangers clandestins interceptés à la frontière, le droit à l'assistance d'un avocat, d'un médecin, d'un interprète …

Pourtant, il est à souligner que **l'écrasante majorité des pays du monde pratiquent le refoulement** des étrangers clandestins à leurs frontières, comme **les Etats-Unis ou l'Australie, alors même qu'ils sont parties à la Convention de Genève**

III. Les solutions

NB : Les solutions proposées ont vocation à se cumuler d'un scenario à l'autre : celles du scenario maximaliste incluent par nature celles du scenario intermédiaire et minimaliste.

I. Le scénario minimaliste

Après la Seconde Guerre mondiale, la France a fait le choix de confier la gestion du système de l'asile à une agence, l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra), et de lui garantir une **indépendance fonctionnelle par la loi**[167]**.** Néanmoins, si le ministère de l'Intérieur ne peut transmettre aucune consigne à l'Ofpra, les **représentants de l'État sont majoritaires dans son conseil d'administration** (10 représentants sur 17 membres).

a. Demander aux représentants de l'Etat, majoritaires au conseil d'administration de l'Ofpra, de mobiliser tous les leviers juridiques pour réduire l'asile en France

- **Élargir la liste des pays « sûrs »**, fixée par le Conseil d'administration de l'Ofpra[168]. Le droit européen permet de reconnaître un pays d'origine comme « sûr »[169]. L'intérêt procédural est majeur : **les demandes d'asile sont alors traitées en procédure accélérée** (15 jours au lieu de 6 mois), tandis que **le recours devant la Cour nationale du droit d'asile est réduit à 15 jours** (au lieu de 1 mois) et **n'est plus suspensif.** Toutefois, le Conseil d'Etat est régulièrement saisi par des associations et n'hésite pas à annuler l'inscription de pays sur cette liste – sa censure intervient alors plusieurs années après ladite inscription. À ce jour, la liste des pays d'origine sûrs se limite à l'Albanie, l'Arménie, la Bosnie-Herzégovine, le Cap-Vert, la Géorgie, l'Inde, la Macédoine du Nord, la République de Maurice, le Monténégro, la Serbie, le Kosovo[170].
- **Opposer la notion d'« asile interne »** ou de « protection à l'intérieur du pays » aux demandeurs : le bénéfice de l'asile peut théoriquement être refusé à un demandeur s'il est avéré que celui-ci pourrait s'établir en toute sécurité dans une autre partie du territoire de son pays d'origine[171]. Or, **l'Ofpra et la Cour nationale du droit d'asile ne l'opposent que trop rarement aux demandeurs d'asile**. Cette situation a des conséquences majeures, puisqu'elle renforce l'attractivité migratoire de la France, notamment auprès des Afghans par rapport à l'Allemagne[172].
- **Mener des campagnes de révision du droit d'asile :** l'asile doit être provisoire, sur un temps déterminé**, en fonction de la situation géopolitique du pays d'origine concerné.** A ce titre, le droit français permet de mettre fin au statut de réfugié ou au bénéfice de la protection subsidiaire en cas de changement de circonstances[173]. Le constat de ce changement de circonstances relève de l'Ofpra

167 Loi du 25 juillet 1952 relative à l'OFPRA
168 Ces pays doivent répondre à certaines conditions fixées par l'article L. 531-25 du CESEDA
169 Règlement (UE) n° 604/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013, Article 3
170 Ofpra, Liste des pays d'origine sûrs, fixée par la décision du Conseil d'administration de l'Ofpra du 9 octobre 2015 et actualisée suite à la décision du Conseil d'Etat du 2 juillet 2021
171 CESEDA, Article L. 513-5
172 Assemblée nationale, Rapport d'information n° 275 (Tome VII) fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2018 – Immigration, asile et intégration, 2017
173 CESEDA, Article 511-8 et CESEDA, L. 512-12

mais cette notion n'est pas suffisamment mobilisée, alors qu'elle pourrait être envisagée pour les ressortissants syriens par exemple.

b. Poursuivre le gel du montant de l'allocation pour les demandeurs d'asile

Selon la Fondapol pour l'année 2023, **la France était le pays européen qui accordait l'allocation demandeur d'asile (ADA) la plus élevée, pour les demandeurs** ne pouvant être placés en centre d'hébergement (426 euros par mois, contre 367 en Allemagne, 365 en Autriche, 348 euros en Finlande ou 201 euros en Suède)[174]. Afin de réduire l'écart d'attractivité avec les autres pays européens, il conviendrait de **poursuivre le gel du montant de l'allocation pour les demandeurs d'asile** dans les prochains projets de loi de finances.

c. Accélérer les décisions de l'Ofpra sur les demandes d'asile

Le délai moyen de traitement de l'Ofpra est de 163 jours (5,4 mois) en 2025, contre 261 jours en 2021 (8,6 mois). En 2025, l'office a rendu 156 509 décisions, soit son plus haut niveau d'activité jamais enregistré[175]. A défaut de réduire les flux, des moyens supplémentaires pourraient être consacrés à l'Ofpra dans les prochains projets de loi de finances afin d'accélérer le traitement des demandes – ce qui réduirait en retour les dépenses d'allocation pour les demandeurs d'asile. Par ailleurs : alors que les décisions de la CNDA sont aujourd'hui adressées par mail aux demandeurs d'asile, celles-ci devraient être délivrées en Préfecture afin que les intéressés se signalent et puissent faire l'objet d'une mesure immédiate d'éloignement.

II. Le scénario intermédiaire

a. Supprimer toutes les surtranspositions du droit européen

Si le droit européen prévoit un socle de conditions matérielles pour les demandeurs et bénéficiaires de l'asile, celles-ci ont été largement surtransposées en droit français, ce qui aggrave notre attractivité :

- **Revenir sur le principe de l'« hébergement inconditionnel »** pour les déboutés du droit d'asile : si les demandeurs d'asile bénéficient d'un hébergement spécifique, les places disponibles ne suffisent pas forcément à couvrir le nombre des nouvelles demandes d'asile enregistrées chaque année (116 370 en 2025). **Un déport est donc réalisé vers l'hébergement d'urgence, qui est « inconditionnel » dans le droit français – une spécificité européenne**. La Cour des comptes estime que « *40% à 60% des places d'hébergement d'urgence de l'Etat sont occupées par des étrangers en situation irrégulière, pour un coût annuel d'un milliard d'euros* »[176]. Il conviendrait donc de modifier en ce sens l'article L. 345-2-2 du Code de l'action sociale et des familles.
- **Faire basculer les demandeurs d'asile dans la catégorie des soins urgents et vitaux** : en France, les demandeurs d'asile bénéficient de la protection universelle maladie (PUMa) après 3 mois de résidence en France, alors que le droit européen impose seulement « les soins urgents et le traitement essentiel des maladies et des troubles mentaux graves »[177]. Il conviendrait donc de les faire basculer dans le régime des « soins urgents et vitaux » (article L. 254-1 du Code de l'action sociale et des familles).
- **Diviser par trois la durée des titres de séjour délivrés aux bénéficiaires de l'asile et aux membres de leur famille déjà sur place :** actuellement, la France délivre un titre de séjour de 10 ans pour les bénéficiaires de la protection conventionnelle et les membres de leur famille et de 4 ans pour les bénéficiaires de la protection subsidiaire et les membres de leur famille. Il conviendrait donc de

174 Fondapol, Immigration, comment font les Etats européens, 2023
175 OFPRA, Rapport d'activité 2025, 2026
176 Cour des Comptes, La politique de lutte contre l'immigration irrégulière, 2024
177 Article 19 de la directive « Accueil » 2013/33/UE du 26 juin 2013

s'aligner sur les seuils du droit européen, et d'**abaisser la durée de validité des titres de séjour à respectivement 3 ans et 1 an**, en révisant les articles L. 424-1, L. 424-3, L. 424-9 et L. 424-11 du CESEDA.

- **Supprimer le droit à la réunification familiale dans le cadre de la protection subsidiaire :** alors que le droit européen exclut les bénéficiaires de la protection subsidiaire du droit à la réunification familiale[178], la France le leur accorde. L'article L. 561-2 du CESEDA doit être révisé pour supprimer cette surtransposition. Néanmoins, faute d'une sortie de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme, son article 8 qui consacre le droit à la « vie privée et familiale » serait toujours applicable.

b. Placer l'Ofpra sous l'autorité hiérarchique du ministère de l'Intérieur

Si l'Ofpra jouit aujourd'hui d'une indépendance fonctionnelle, cette situation ne résulte d'aucune contrainte constitutionnelle ou européenne. Il conviendrait de modifier la loi n°52-893 du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile pour **placer l'Ofpra sous la tutelle fonctionnelle du ministère de l'Intérieur**.

c. Évincer le Haut-Commissariat aux Réfugiés de la Cour nationale du droit d'asile

En formation collégiale, la CNDA est composée d'un magistrat professionnel et de deux assesseurs désignés par le Conseil d'Etat, dont l'un sur proposition du Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés. Une organisation internationale, qui défend une conception large du droit d'asile, participe indirectement à notre politique d'immigration – ce qui est une forme d'ingérence. Il conviendrait de l'**évincer des formations de jugement de la CNDA** en modifiant l'article L. 131-6 du CESEDA.

d. Mettre en place des centres fermés pour les demandeurs d'asile issus de pays d'origine sûrs

L'éloignement des déboutés du droit d'asile est un autre maillon faible de notre politique migratoire. Selon le rapport d'information de la sénatrice Marie-Carole Ciuntu, seuls **5,5% des OQTF pour les déboutés du droit d'asile ont été exécutées** entre les années 2019 et 2025, les autres restant alors « *pour leur grande majorité sur le territoire français* ». Ce même rapport explique « ***près d'un quart des demandeurs d'asile sont finalement admis au séjour pour un autre motif**, principalement sur un motif familial ou économique* […] *après le rejet de leur demande d'asile* »[179].

Ainsi, il conviendrait de **mettre en place des centres fermés pour les demandeurs d'asile issus de la liste des pays d'origine sûrs**, le temps de l'instruction de leur dossier, afin de limiter au maximum le détournement du droit d'asile.

III. Le scénario efficient

a. Dénoncer la convention de Genève du 28 juillet 1951 et/ou le protocole de New-York du 31 janvier 1967 pour sauver le droit d'asile

Pour sauver le droit d'asile de son embolie et reprendre le contrôle, la France doit dénoncer la convention de Genève du 28 juillet 1951.

Eu égard à la dimension symbolique de cette convention, il serait possible de seulement dénoncer **le protocole de New-York du 31 janvier 1967**, qui a supprimé toute limite géographique et temporelle dans son champ d'application. La dénonciation d'une convention internationale relève de la compétence

178 Directive 2003/86/CE du 22 septembre 2003 relative au droit au regroupement familial
179 Marie-Carole Ciuntu, Sénat, Commission des finances, rapport provisoire, Asile : faire la lumière sur les coûts, redéfinir les protections, 8 juillet 2026

du Président de la République et est un acte insusceptible de recours. Étant donné qu'un préavis d'un an s'appliquerait alors pour leur résiliation, il pourrait être opportun que le décret d'application suspende immédiatement l'application de la convention de Genève.

b. Les dispositions du CESEDA relatives à l'asile conventionnel deviendraient alors obsolètes dès la prise d'effet de la dénonciation et devraient être supprimées par la loi.

Des dispositions transitoires devraient être prévues pour les personnes bénéficiant du statut de réfugié au titre de la Convention de Genève : une solution libérale serait de laisser les titres de séjour courir jusqu'à leur échéance – ou éventuellement de leur mettre un terme anticipé si les conditions ayant justifié l'octroi de l'asile n'étaient plus réunies ou pour des raisons d'ordre public. Par la suite : leurs titulaires pourraient, s'ils s'y estimaient fondés, déposer une nouvelle demande d'asile dans le cadre du régime d'asile rénové – qui laisserait une plus grande marge d'appréciation aux autorités publiques.

c. Négocier un « opt-out » de la politique commune de l'asile

Le droit européen internalise la Convention de Genève, qui est sur-interprétée par le juge, et crée de nouveaux mécanismes d'asile comme la protection subsidiaire et la protection temporaire. **De nombreux textes européens contraignent ainsi le législateur** dans le cadre de la politique commune de l'asile.

- Dans le **droit européen primaire** : l'article 78 du Traité de fonctionnement sur l'Union européenne (TFUE) et l'article 18 de la Charte des droits fondamentaux ;
- Dans le **droit européen dérivé** : la directive « Protection temporaire » 2001/55/CE du 20 juillet 2001 (mécanisme de protection temporaire), la directive 2024/1346 du 14 mai 2024 (normes pour l'accueil des demandeurs d'asile), le règlement 2024/1347 du 14 mai 2024 (conditions à remplir pour bénéficier de l'asile), le règlement 2024/1348 du 14 mai 2024 (procédure commune en matière d'asile), le règlement 2024/1349 du 14 mai 2024 (procédure de retour à la frontière), le règlement 2024/1350 du 14 mai 2024 (réinstallation et admission humanitaire), le règlement 2024/1351 (gestion de l'asile et de la migration), le règlement 2024/1352 du 14 mai 2024 (filtrage des étrangers extra-européens aux frontières extérieures), le règlement 2024/1356 du 14 mai 2024 (idem), le règlement 2024/1358 du 14 mai 2024 (système « Eurodac »), le règlement 2024/1359 du 14 mai 2024 (situations de crise dans le domaine de l'asile), le règlement 2024/1349 (éloignement des étrangers extra-européens clandestins).

Dès lors que la France aurait dénoncé la convention de Genève, et fait part de sa volonté de ne plus appliquer le droit européen de l'asile, elle ferait alors sans doute l'objet d'un **recours en manquement.** L'Etat pourrait ainsi être condamné à mettre son droit interne en conformité avec celui de l'Union européenne, le cas échéant sous peine d'astreintes financières. Pour éviter cette situation, la France devrait donc, en amont, **entamer des négociations avec les instances européennes**, en s'appuyant sur des alliés de circonstance.

D'un point de vue juridique, la solution la plus solide serait d'**adopter un nouveau protocole au Traité de fonctionnement de l'Union européenne** (TFUE) afin d'exclure expressément la France de la politique européenne de l'asile – et le cas échéant les autres pays qui le souhaiteraient – du champ d'application du droit européen de l'asile. Il s'agirait là d'un « opt-out » explicite.

Le Conseil européen pourrait également être sollicité en vue d'adopter une **déclaration formalisant une interprétation souple du traité**, selon laquelle les Etats membres qui ne sont pas adhérents de la convention de Genève seraient placés en dehors de la politique commune de l'asile, ouvrant en pratique un « opt-out ».

A défaut, une autre solution serait d'obtenir une forme d'exemption temporaire des obligations en matière d'asile, en recourant aux dispositions du §3 de l'article 78 du TFUE. Ce paragraphe autorise le Conseil, sur proposition de la Commission, à adopter des **mesures provisoires en faveur d'un ou plusieurs Etats membres connaissant une situation d'urgence** caractérisée par un afflux soudain de ressortissants de pays tiers. Néanmoins, ces décisions sont très susceptibles d'être soumises à la Cour de justice de l'Union européenne, qui tend à avoir une lecture très restrictive de ce type de dispositions

d. Refonder un régime d'asile discrétionnaire

En conséquence de ce qui précède :

- L'article L. 511-1 du CESEDA devrait être réformé pour **limiter le droit d'asile à « *toute personne persécutée en raison de son action en faveur de la liberté* »** et éventuellement à certains autres demandeurs au cas par cas. Un service instructeur du ministère de l'Intérieur recevrait une **compétence discrétionnaire** pour apprécier ces demandes. Désormais, **aucun recours ne serait ouvert** devant les juridictions administratives face à une décision de refus.
- L'article L. 512-1 du CESEDA sur la protection subsidiaire devrait être supprimé.

IV. Les exemples étrangers

Selon une étude de la Fondapol, dans l'ensemble des pays européens analysés, « *un étranger demandeur d'asile accède à un système de soins d'une qualité inférieure à celle des nationaux* »[180] – mais pas en France.

L'**Allemagne** applique la notion d'asile interne « « (dans une région sûre des pays d'origine), notamment pour les demandeurs afghans et réduit ainsi considérablement son attractivité migratoire[181]. De même : l'Allemagne diminue l'allocation des demandeurs d'asile[182], veut inciter les réfugiés syriens à rentrer dans leur pays d'origine[183] et éloigne les Afghans déboutés du droit d'asile[184].

Comme l'**Allemagne**, l'**Autriche** a suspendu la réunification familiale pour les bénéficiaires de la protection subsidiaire[185].

En **Italie** et en **Autriche**, le service instructeur des demandes d'asile en première instance (l'équivalent de l'Ofpra) est sous l'autorité hiérarchique du ministère de l'Intérieur.

Enfin : la **Suisse** a mis en place des centres fédéraux fermés pour les demandeurs, où s'effectue le dépôt de la demande d'asile et le choix entre la procédure normale et la procédure accélérée.

180 Fondapol, Immigration, comment font les Etats européens, 2023
181 Assemblée nationale, avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2018 (n°235), tome VII « Immigration, asile et intégration »
182 Info Migrants, Allemagne : les aides sociales pour les demandeurs d'asile vont baisser en 2025, 2024
183 Le Monde, En Allemagne, le gouvernement veut inciter les centaines de milliers de réfugiés syriens à rentrer chez eux, 06/11/2025
184 Le Monde, L'Allemagne annonce l'expulsion de 81 condamnés afghans vers leur pays d'origine, 18/07/2025
185 Info Migrants, L'Autriche veut suspendre le regroupement familial, 27/03/2025

L'immigration familiale

I. Les constats et chiffres clés

- Avec **91 000 nouveaux titres de séjour « familiaux »** accordés en 2025 (24,1% du total)[186], l'immigration familiale représente désormais le **deuxième motif de délivrance** (derrière les titres « étudiants ») après avoir longtemps constitué le premier ;
- Parmi ces 91 000 nouveaux titres de séjour à motif « familial » délivrés en 2025 :

45% (soit 40 500 titres environ) concernent des **membres étrangers de la famille** d'un Français venant rejoindre ce dernier sur le territoire national (enfants de parents français, conjoints de Français …) ;

35% (soit 32 100 titres environ) concernent des membres étrangers de la famille d'un étranger venant rejoindre ce dernier en France (au nom du **regroupement familial** ou de la **réunification familiale** pour les réfugiés par exemple) ;

20% (soit 18 000 titres environ) sont délivrés au nom de **liens personnels et familiaux** noués sur le territoire national[187]

- À la fin de l'année 2025, **1 456 546 titres et documents « familiaux »** sont en cours de validité (**32,6 %** du total)[188]. Les titres « familiaux » restent de loin le **premier motif de présence étrangère** durable ;
- Les titres « familiaux » représentent également **38,3 % des 955 080 renouvellements** effectués en 2025[189], ce qui constitue le **premier motif** ;
- Selon l'OCDE, le motif familial représente **41,6% du total des entrées** d'immigrés permanents dans notre pays sur la période **2005-2020**, ce qui représente **la proportion la plus élevée** parmi tous les **pays d'Europe de l'Ouest**[190].

186 Ministère de l'Intérieur, DGEF, « Les titres de séjour en 2025 », 2026
187 Ibid.
188 Ibid.
189 Ibid.
190 OCDE, « Les indicateurs de l'intégration des immigrés 2023 », 2023

Le droit à l'immigration familiale est protégé à tous les niveaux de la hiérarchie des normes

Dès 1978, le Conseil d'Etat a consacré un **principe général du droit** (PGD) à « **mener une vie familiale normale** » pour s'opposer à une suspension du regroupement familial, avant de dégager un PGD relatif à « **l'unité familiale** » en 1994 pour étendre l'asile au conjoint et aux enfants mineurs des réfugiés ;

Le Conseil constitutionnel a également **constitutionnalisé** le droit à « **mener une vie familiale normale** » depuis une décision rendue le 13 août 1993 ;

L'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme garantit le « **droit au respect de la vie privée et familiale** » ;

La **Directive « regroupement familial »** du 22 septembre 2003 contraint les Etats membres à respecter un standard minimal pour que les ressortissants de pays tiers bénéficient de cette procédure. Selon les mots de la Cour de justice de l'Union européenne, son objectif est de « *favoriser le regroupement familial* » ;

L'**accord franco-algérien du 27 décembre 1968** favorise l'immigration familiale des ressortissants d'Algérie en France, avec des règles dérogatoires au droit commun des étrangers.

II. Les obstacles actuels

I. De nombreuses voies légales d'immigration familiale

Les voies d'accès à l'immigration familiale sont aujourd'hui multiples suivant, notamment, la nationalité de la personne rejointe et la nature du lien entre l'étranger rejoignant et cette dernière :

Les Chiffres clés de l'immigration | Direction générale des étrangers en France

DÉLIVRANCE DE PREMIERS TITRES DE SÉJOUR POUR MOTIF FAMILIAL

	2020	2021	2022	2023	2024 prov	2024/ 2023
Famille de français	**41 331**	**45 976**	**45 283**	**41 782**	**39 931**	**-4,4%**
Conjoint de Français	29 961	32 221	31 898	29 626	27 977	-5,6%
Ascendant étranger et enfant étranger de Français	1 153	1 111	1 776	1 690	1 779	+5,3%
Parent de Français	10 217	12 644	11 609	10 466	10 175	-2,8%
Membre de famille	**23 820**	**29 732**	**34 599**	**34 543**	**35 392**	**+2,5%**
Regroupement familial	10 106	14 448	15 181	15 288	17 687	+15,7%
Membre de famille d'un ressortissant UE	5 882	6 227	6 767	5 613	5 292	-5,7%
Membre de famille de titulaire de titre Talent	3 728	5 007	7 387	7 883	7 701	-2,3%
Conjoint d'étranger en situation régulière	1 542	1 516	1 708	1 648	1 420	-13,8%
Parent d'enfant scolarisé	2 562	2 534	3 556	4 111	3 292	-19,9%
Liens personnels et familiaux	**15 589**	**17 873**	**17 156**	**16 394**	**15 374**	**-6,2%**
Motifs humanitaires	3 135	2 994	2 256	1 956	1 729	-11,6%
Mineur devenu majeur	653	687	891	1 145	989	-13,6%
Résidant en France depuis 10 ou 15 ans pour les étudiants	445	411	500	518	580	+12,0%
Vie privée et familiale et talents exceptionnels/ services rendus à la collectivité	11 356	13 781	13 509	12 775	12 076	-5,5%
TOTAL	**80**	**93**	**97**	**92**	**90**	**-2,2%**
Dont : au titre de l'AES	*19*	*21*	*22*	*22*	*20*	*-9,3%*
Dont : VLS-TS	*19*	*23*	*24*	*24*	*24*	*-0,4%*

Source : AGDREF-DSED

Champ : France, ressortissants de pays tiers

II. Des exigences matérielles uniquement pour une part mineure des entrées familiales

Seul le **regroupement familial** classique, destiné aux membres de famille d'étrangers résidants en France, exige au demandeur de respecter certaines conditions :

- **Résider de manière régulière et continue en France depuis au moins 18 mois**, et bénéficier d'un titre de séjour en règle ;
- **Justifier de ressources stables et suffisantes**, au moins égales au **SMIC brut mensuel** (1867,02 € au 1er juin 2026[191]) pour une famille de 2 à 3 personnes, majorées pour les familles plus nombreuses[192]. Seules 11 % des demandes de regroupement familial ont été refusées sur le fondement des ressources en 2023[193].
- **Disposer d'un logement adapté** respectant certains critères de superficie minimale et de salubrité, qui varient selon les zones géographiques et la taille de la famille[194].

Ces conditions ne s'appliquent pas aux étrangers souhaitant bénéficier d'autres titres familiaux :

- Les **membres étrangers de famille d'un Français** (enfants ou conjoint de Français par exemple) ;
- Les **réfugiés,** dispensés de toute exigence de ressources et de taille du logement dans le cadre de la réunification familiale[195] ;
- Les **Algériens,** qui doivent respecter un plafond de ressources fixé à seulement 1 SMIC, sans majoration selon le nombre de membres de la famille, après seulement 12 mois de résidence sur le sol national, quel que soit l'effectif familial[196]).

De fait, une large part de l'immigration familiale échappe donc aux diverses obligations matérielles et économiques fixées pour le regroupement familial.

III. Une procédure de regroupement familial largement contournée par d'autres voies d'accès au séjour

Le recul relatif – mais pas en chiffre absolus – du regroupement familial (passé de 23 % à 16 % des titres familiaux entre 2000 et 2023) ne traduit pas tant une maîtrise accrue des flux, qu'un effet de substitution[197]. Une plus large partie des demandeurs relèvent d'autres titres et **une autre partie, qui devrait relever du regroupement, se tourne vers des voies d'immigration moins contraignantes** et exemptées des conditions du regroupement familial.

En effet : le nombre de **titres de séjour** délivrés pour rejoindre un ressortissant étranger **hors procédure de regroupement familial,** quasi-inexistant jusqu'au début des années 2010 (3 100) a maintenant **dépassé le regroupement familial** et ses 12 700 entrées, avec **17 700 entrées** en 2023[198]. Ainsi, les conditions fixées dans le cadre du « regroupement familial » se trouvent largement neutralisées par l'existence d'autres voies d'accès à l'immigration familiale pour les familles d'étrangers.

Il peut s'agir de réunifications familiales, destinées aux bénéficiaires de l'asile, de personnes rejoignant un conjoint ressortissant d'un pays européen ou, dans certains cas, de régularisations à motif familial.

191 "Le SMIC augmente au 1er juin 2026 : êtes-vous concerné ?", Code du travail numérique
192 OFII, "Le regroupement familial", 2025
193 INED, Cinquante ans de regroupement familial : une voie d'entrée sur le territoire désormais plus rare, n°643, 2026
194 OFII, "Le regroupement familial", 2025
195 CESEDA, Article L561-4
196 OFII, "Le regroupement familial", 2025
197 INED, Cinquante ans de regroupement familial : une voie d'entrée sur le territoire désormais plus rare, n°643, 2026
198 Ibid.

Concernant les personnes normalement concernées par les règles du regroupement familial, selon l'INED, *« Il est possible que les familles aient renoncé à déposer une demande et se soient **reportées vers d'autres motifs d'admission au séjour, familiaux ou non.** En effet, d'autres voies légales d'admission au séjour ont été ouvertes pour les personnes faisant valoir leurs liens familiaux avec des étrangers »*[199].

IV. Des régularisations majoritairement opérées pour des motifs familiaux

À ce jour, deux principaux mécanismes de régularisation des étrangers en situation irrégulière pour des motifs familiaux cohabitent dans notre législation et permettent également, le cas échéant, de contourner les obligations du regroupement familial :

- Le dispositif de **« l'admission exceptionnelle au séjour »**[200] : mis en œuvre pour tenir compte de « considérations humanitaires » ou de « circonstances exceptionnelles », il est en pratique bien souvent mobilisé pour des raisons familiales. En 2025, **4 912 personnes** ont bénéficié d'une régularisation pour un **motif familial** sur la base de ce dispositif, ce qui représente **un tiers des admissions exceptionnelles au séjour** à la même date (14 737)[201]. Les possibilités de régularisation offertes par les circulaires « Sarkozy » de 2006 et « Valls » de 2012 ont sans doute joué un rôle dans ce phénomène d'évitement du regroupement familial et de ses contraintes en créant un « *un **cadre pour la régularisation sur place** de certains sans-papiers : **les parents d'un enfant scolarisé en France et les conjoints d'un étranger régulier*** ».[202] Néanmoins, **la récente circulaire « Retailleau »** du 23 janvier 2025 **a restreint l'usage de ce dispositif** : le nombre d'admissions exceptionnelles au séjour pour un motif familial a **baissé de 54,9%** entre les années 2024 et 2025[203].
- Le dispositif des **« liens personnels et familiaux »**[204] : consacré sous l'influence de l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme (droit au respect de la vie privée et familiale), **13 082 personnes** ont été régularisées sur ce fondement en 2025 (+52,4% par rapport à 2024).
- En définitive, près des **deux tiers du total des étrangers régularisés** sur la base de ces deux principaux dispositifs l'ont été pour des **motifs « familiaux** (17 994 personnes sur 27 819)[205] et non pour des raisons de « métiers en tension ».

V. Des titres de séjour « familiaux » relevant d'une logique de « droit opposable » à l'immigration, qui échappent à la décision politique

La délivrance des titres de séjour « familiaux » **échappe très majoritairement à la décision politique**. Ceux-ci relèvent bien souvent d'une **logique de « droit opposable » à l'immigration**, puisqu'ils sont la contrepartie de droits garantis par la Constitution, le droit européen et les traités internationaux. En l'état du droit, non seulement **le législateur ne peut restreindre certaines voies légales** d'immigration familiale, mais **l'administration** voit également ses **marges de manœuvre considérablement restreintes.**

Comme nous l'avons vu, le CESEDA dispose désormais que tout étranger « *qui dispose de liens personnels et familiaux en France tels que le refus d'autoriser son séjour porterait à son droit au respect de sa vie privée et familiale une atteinte disproportionnée au regard des motifs du refus, se voit délivrer une carte de séjour temporaire portant la mention « vie privée et familiale « d'une durée d'un an* »[206]. Cette situation est

199 Ibid.
200 CESEDA, Article L. 435-1
201 Ministère de l'Intérieur, DGEF, « Les titres de séjour en 2025 », 2026
202 Ibid.
203 DGEF, Les titres de séjour en 2025, 30/06/2026
204 CESEDA, Article L. 423-23
205 Ministère de l'Intérieur, DGEF, « Les titres de séjour en 2025 », 2026
206 CESEDA, Article 423-23

la conséquence de décisions rendues par la haute juridiction administrative : dès les années 1990, le Conseil d'Etat a permis aux requérants étrangers d'invoquer l'**article 8** de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme (droit au respect de la vie privée et familiale) à l'appui d'un **recours** contestant une décision des autorités publiques refusant un **titre de séjour**[207] ou notifiant une **mesure d'éloignement**[208].

Dans ces conditions**, les ressortissants étrangers,** qu'ils soient en situation régulière ou irrégulière, peuvent aisément **instrumentaliser ce droit** pour pérenniser leur séjour en France : pratiquer un **regroupement familial en dehors de la loi**, **se marier** avec un Français, **devenir parent** … On observe d'ailleurs un **pic de naissances chez les femmes immigrées peu après leur arrivée en France** : 57% des immigrées algériennes et tunisiennes comme 56% des immigrées maliennes ont au moins un enfant dans les quatre années qui suivent[209].

Certes, la protection de l'article 8 contre une **décision d'éloignement** n'est pas absolue et peut être **écartée pour des motifs d'ordre public**. La Cour européenne des droits de l'Homme **contrôle la « proportionnalité » de « l'ingérence** dans la vie familiale du requérant » que représente cette mesure, au regard de certains critères[210].

Il n'en demeure pas moins que **les juridictions administratives annulent régulièrement des décisions d'éloignement ou de non renouvellement de titres visant certains profils d'étrangers délinquants**, sur le fondement des liens familiaux noués en France. Il en est ainsi notamment pour :

- Un ressortissant marocain, malgré ses condamnations pour conduite sans permis et participation à un rodéo urbain, défavorablement connu des services de police pour des faits de recel, d'abus de confiance, de détérioration de biens publics, de refus d'obtempérer, de détérioration du bien d'autrui, pour vol à la roulotte[211] ;
- Un ressortissant malien, nonobstant ses condamnations récentes pour violences sur mineur et violences sur son conjoint[212].

VI. L'accord franco-algérien du 27 décembre 1968 : un verrou juridique majeur

L'accord franco-algérien du 27 décembre 1968 déroge intégralement au droit commun de l'immigration et confère aux ressortissants algériens un régime bien plus favorable en matière d'entrée et de séjour en France, particulièrement pour des motifs familiaux.

De ce fait, un rapport d'information de la sénatrice Muriel Jourda explique que « *l'immigration algérienne se distingue des autres par sa nature, à savoir une* ***immigration principalement familiale et d'installation*** »[213]. Selon la DGEF, l'immigration familiale représente plus **de la moitié (53%) des nouveaux titres délivrés à des ressortissants algériens en 2025** (contre seulement 7,3% pour l'immigration économique), ce qui représente plus du double de la moyenne pour l'ensemble des nationalités (24,1%)[214].

En effet, certaines dérogations au droit commun des étrangers prévues par l'accord franco-algérien favorisent particulièrement l'immigration familiale, avec

207 Conseil d'Etat, 10 avril 1992, Marzini, n°120573
208 Conseil d'Etat, Assemblée, 19 avril 1991, Belgacem, n°107470
209 DGEF, IM n°117 La fécondité des femmes primo-arrivantes, 13 mars 2025
210 NB : gravité de l'infraction, durée du séjour dans le pays d'accueil, situation familiale, naissance d'enfants, difficultés pour le conjoint de vivre dans le pays d'origine, intérêt et le bien-être des enfants, solidité des liens sociaux, culturels et familiaux avec le pays d'origine …
CEDH, 2 août 2001, Boultif c/ Suisse, n°54273/00
211 Cour administrative d'appel de Paris, 21PA02953, 28/03/2022
212 Cour administrative d'appel de Paris, n°24PA03993, 12/03/2026
213 Mme Muriel Jourda et M. Olivier Bitz, Sénat, Rapport d'information n°304 sur les accords internationaux conclus par la France en matière migratoire, 2025
214 Ministère de l'intérieur, DGEF, Les titres de séjour en 2025 : Les protections subsidiaires ont plus que doublé, 2026

- La **délivrance de plein droit d'un certificat de résidence d'un an** mention « vie privée et familiale » :
    - Pour les **conjoints de Français** (sans exigence de présentation d'un visa long séjour ou d'une communauté de vie effective dès la primo-délivrance – laquelle sera examinée pour le seul renouvellement)[215] ;
    - Pour les **parents d'enfant français mineur** (sans que ceux-ci n'aient à établir qu'ils contribuent effectivement à l'entretien et à l'éducation de l'enfant depuis au moins deux ans)[216].
- La **délivrance d'un certificat de résidence de 10 ans de plein droit** :
    - Pour les **conjoints de Français,** si séjour régulier **et mariage depuis au moins un an** avec un Français (contre trois ans dans le droit commun des étrangers)[217] ;
    - Pour les **enfants et ascendants d'un Français**, si séjour régulier, moins de 21 ans (pour les enfants), à condition d'être à la charge de son descendant français (dispense du visa long-séjour et notion « d'ascendants » au lieu de « parents » par rapport au droit commun des étrangers)[218] ;
    - À l'échéance d'un certificat de résidence d'un an, pour les **parents d'enfant français**, en cas de séjour régulier, si l'enfant est mineur, même en cas d'exercice partiel de l'autorité ou subvention effective aux besoins de l'enfant (durée de résidence plus courte qu'en droit commun des étrangers) ;
    - Si détention d'un **certificat de résidence « Vie privée et familiale » depuis au moins 5 ans** (voie autonome d'accès au séjour, sans équivalent en droit commun des étrangers)[219]
- Un **regroupement familial** facilité :
    - La durée du titre de séjour délivré aux regroupés est identique à celui dont bénéficie le regroupant (certificat de résidence de 1 ou 10 ans) si :

      Le regroupant est présent en France depuis au moins un an, avec des ressources stables et suffisantes, un logement considéré comme normal pour une famille vivant dans la même région géographique, une situation matrimoniale conforme à la législation française ;

      Le regroupé (conjoint, enfant mineur ou à charge) présente un visa long séjour.
    - La condition de résidence légale est raccourcie à 1 an (contre 18 mois dans le droit commun des étrangers), le montant de ressources est limité à un SMIC mensuel sur un an, et n'est pas majoré selon la taille de la famille (contrairement au droit commun des étrangers)[220].

VII. Des fraudes difficiles à enrayer

Plusieurs vecteurs principaux de fraude permettant de détourner l'immigration familiale sont identifiés :

- Les **mariages de complaisance** dans le but d'obtenir un titre de séjour : la charge de la preuve de leur caractère frauduleux incombe à l'administration[221], rendant les retraits difficiles *a posteriori* ;

215 Accord franco-algérien du 27 décembre 1968, article 6, 2° et dernier alinéa
216 Accord franco-algérien du 27 décembre 1968, article 6, 4°
217 Accord franco-algérien du 27 décembre 1968, article 7 bis a)
218 Accord franco-algérien du 27 décembre 1968, article 7 bis b)
219 Accord franco-algérien du 27 décembre 1968, article 7 bis h)
220 Accord franco-algérien du 27 décembre 1968, article 4
221 CE, 23 sept. 1998, M. et Mme Ouakach, n°167919

- Les **reconnaissances de paternité** faites dans le but exclusif de faciliter l'obtention de la nationalité ou du titre du séjour[222]. L'administration est alors supposée, lors de l'examen de la demande de titre de séjour, établir que la reconnaissance de paternité est souscrite dans ce but exclusif, afin de permettre au préfet de faire échec à cette fraude ;
- De nombreux **dossiers de *kafala*** (mesure de protection étrangère qui permet à une personne seule ou à un couple de prendre en charge un enfant mineur, mais sans créer de filiation[223]) sont **manifestement frauduleux**. Si en principe la procédure de la kafala n'ouvre pas droit au regroupement familial pour le mineur concerné, **des règles spécifiques s'appliquent pour l'Algérie où une décision judiciaire de *kafala* ouvre bien droit au regroupement familial** en France[224]. Pourtant, lorsque les consulats refusent de délivrer le visa au profit de l'enfant, le juge annule ce refus considérant qu'il n'appartient pas à l'administration consulaire de « *contester le bien-fondé d'une décision de justice algérienne* »[225]. Selon Xavier Driencourt, ancien ambassadeur de France en Algérie : « *Cela revient à donner au juge algérien – décideur en dernier ressort des* kafalas *– le pouvoir de délivrer les autorisations d'entrer sur le territoire français et donc la maîtrise de ce flux migratoire* »[226].

III. Les solutions

Des réformes structurelles restent donc nécessaires pour mieux contrôler les voies d'immigration familiale de droit commun, qui constituent l'essentiel des flux. Mais sans **révision de la Constitution, du cadre européen et international, les marges de manœuvre du législateur sont assez faibles.**

I. Le scénario minimaliste

a. Augmenter le seuil de ressources nécessaires pour bénéficier du regroupement familial

Il conviendrait d'**augmenter le seuil de ressources** nécessaires pour bénéficier du regroupement familial, ce qui semble possible dans le cadre du droit européen comme le prouve la législation Belge. Ainsi, imposer un salaire minimum du montant du SMIC +10% pour un couple, majoré de 10% supplémentaires par enfant, semble réalisable pour permettre le regroupement familial.

Des conditions supplémentaires relatives au **type de contrat** (garant de la stabilité du revenu) et aux **revenus perçus durant une partie significative du séjour** (pour mesurer cette stabilité) pourraient être ajoutées.

b. Porter la durée minimum du séjour légal sur le territoire à 2 ans

La durée minimum de séjour légal sur le territoire national serait portée de 18 à 24 mois pour bénéficier du regroupement familial, conformément au plafond maximal fixé par la directive « regroupement familial » de 2003[227].

222 CE, 10 juin 2013, ministre de l'Intérieur, n° 358835, considérant n°5
223 Service-public.fr, La kafala est-elle reconnue en France ?, 2024
224 Service-public.fr, La kafala est-elle reconnue en France ?, 2024
225 Xavier Driencourt, Fondapol, Politique migratoire : que faire de l'accord franco-algérien de 1968 ?, 2023
226 Xavier Driencourt, Fondapol, Politique migratoire : que faire de l'accord franco-algérien de 1968 ?, 2023
227 Directive 2003/86/CE du 22 septembre 2003 relative au droit au regroupement familial, Art.8

c. Porter à 21 ans l'âge minimum de l'étranger vivant en France pour bénéficier du regroupement familial

L'âge minimum de l'étranger vivant en France devrait être porté de 18 à 21 ans pour bénéficier du regroupement familial et faire venir ses proches.

d. Vérifier systématiquement le casier judiciaire des personnes rejoignant le territoire national au nom du regroupement familial

Il conviendrait de **vérifier** à la fois **le risque pour l'ordre public** que présente la personne bénéficiant du regroupement familial (arrivant en France) et de la personne rejointe[228], en posant un critère de casier judiciaire « vierge ».

e. Renforcer les contrôles relatifs au consentement et à la communauté de vie effective des personnes afin d'éviter les cas de mariages « blancs »

Pour les mariages conclus à l'étranger avec un citoyen français, il conviendrait de mieux vérifier les critères de consentement et de communauté de vie effective des personnes concernées.

II. Le scénario efficient

L'immigration familiale est souvent un flux second qui suppose l'arrivée préalable d'immigrés ; dans le cadre d'une limitation forte des entrées, cette dernière baisserait donc mécaniquement.

Reprendre le contrôle de l'immigration familiale suppose nécessairement de remettre en ordre notre hiérarchie des normes[229]. Une fois ce chantier mis en œuvre, cela permettrait :

De restreindre le nombre de titres permettant l'immigration familiale pour les regrouper en deux catégories ; un titre « famille de français » et un « famille d'étranger » comportant une variante « pérenne » et une « mobilité temporaire » pour permettre aux expatriés de faire venir leurs familles.

Les nouvelles modalités pourraient prévoir :

Pour rejoindre un étranger :

- Demander un seuil de ressources égal *a minima* au montant nécessaire pour que le foyer soit contributeur net aux finances publiques (le principe serait fixé par la loi et les modalités par décret) ; ce dernier devant être prouvé au moins sur les douze derniers mois pour être considéré. Le statut de l'emploi (CDD, CDI…) serait également pris en compte dans le cadre de cet examen. Ainsi, l'État pourrait s'assurer que les personnes reçues ne dépendront pas des prestations sociales et seront bénéfiques aux finances publiques de leur pays d'accueil.
- Si les conditions de ressources venaient à n'être plus remplies, les titres tomberaient alors au bout de 6 mois.
- Des critères de capacité d'intégration – s'il s'agit d'une installation pérenne – devraient être mis en place, assurant notamment une maîtrise suffisante du français (niveau C1 minimum) pour le renouvellement d'un titre long.
- La révocation automatique du titre pour une condamnation (crime, délit et certaines contraventions au-delà de la 3e classe).
- Supprimer les dispositifs de réunification familiale au titre de l'asile.

228 Ministère espagnol de la justice, Décret royale 1155/2024
229 Voir chapitre 1

Pour rejoindre un Français :

- Exiger la preuve de la véracité de l'union et de sa durée de plus de deux ans,
- Fixer des critères d'intégration, dont le niveau de maîtrise de la langue pour le renouvellement du titre,
- Procéder à une vérification des antécédents judiciaire dans le pays d'origine et en France de la personne rejoignant un Français,
- Supprimer tout dispositif de régularisation (hors possibilité discrétionnaire),
- Retirer le titre en cas de cessation constatée de la communauté de vie.

a. Dénoncer l'accord franco-algérien du 27 décembre 1968

Il conviendrait de dénoncer l'accord franco-algérien du 27 décembre 1968 pour aligner le statut des Algériens sur le droit commun des étrangers – et diminuer significativement l'immigration familiale.

b. Durcir les possibilités de non-délivrance, de révocation des titres et de non-renouvellement pour trouble à l'ordre public

Il conviendrait d'inscrire dans la loi que **toute personne condamnée** pour un délit ou crime ou présentant un **risque avéré à l'ordre public** peut voir son **titre de séjour refusé, retiré ou non renouvelé**.

IV. Exemples étrangers

L'**Autriche** exige qu'un étranger rejoint par des membres de sa famille puisse « disposer d'un **revenu fixe et régulier** lui permettant de subvenir à ses besoins **sans avoir à recourir à l'aide sociale** des autorités locales ». Ledit revenu est fixé à 2064 euros mensuels pour un couple, auxquels s'ajoutent 201 euros pour chaque enfant à charge[250].

L'**Italie** exige qu'un demandeur de regroupement familial (donc bénéficiaire de protection internationale) vive sur le territoire **en situation régulière** depuis au moins **deux ans**[251].

L'**Espagne** fixe une **liste d'inscriptions au casier judiciaire** qui empêchent le regroupement familial[252]. La personne rejointe fait également l'objet d'un **examen des antécédents judiciaires**. S'il en existe, le dossier est étudié afin de savoir si la demande peut ou non être acceptée[253],

La Belgique ne permet le regroupement familial qu'auprès d'une personne de 21 ans minimum[254].

250 Migration.gv.at, « Family reunification », Migration Platform of the Austrian Federal Government
251 European union agency for asylum, Family Reunification for Beneficiaries of International and Subsidiary Protection, 2025
252 Ministère espagnol de l'inclusion, la sécurité sociale et des migrations, Autorisation de résidence temporaire par réunification familiale
253 Ministère espagnol de la justice, Décret royale 1155/2024
254 European commission, Changes to integration support and migration policy in Belgium, 2026

L'immigration étudiante

I. Les constats et chiffres clés

- En **une décennie,** le nombre de **nouveaux titres de séjour « étudiants »** délivrés chaque année a **augmenté de 66%.**
- **Les nouveaux titres de séjour « étudiants »** représentent désormais le **premier motif** d'admission au séjour en France (plus de **117 000 délivrés en 2025**).
- La stratégie « Bienvenue en France » vise à atteindre **500 000 étudiants étrangers à l'horizon 2027**. Pour l'année universitaire 2024-2025, notre pays comptait près de 445 000 étudiants étrangers, soit environ **14% de la population étudiante.**
- Le titre de séjour « étudiant » est **délivré « de droit »** à des ressortissants étrangers extra-européens dès lorsqu'une **inscription est acceptée** par un établissement d'enseignement supérieur et qu'**un minimum de ressources est déclaré.**
- Plus de la **moitié des étudiants étrangers** reçus en France sont **issus du continent africain.**
- L'immigration étudiante représente un **coût net évalué à 1 milliard d'euros par an** par la Cour des comptes.
- Les étudiants étrangers sont **surreprésentés dans les filières ayant le moins de débouchés professionnels :** la Cour des comptes souligne que *« les cursus qui présentent une insertion de 99 % ou plus pour leurs diplômés français ont une part médiane d'étudiants internationaux de 9 %, tandis que **les formations qui ont un taux d'insertion de moins de 80 % ont une part médiane d'étudiants internationaux de 14 % »***[255].
- Seuls **9% des étudiants étrangers** s'acquittaient réellement des frais différenciés (qui eux-mêmes ne couvrent qu'un tiers du coût d'une année d'études) pour la rentrée universitaire 2023-2024. Selon la Cour des comptes, cela représente un **manque à gagner de 308 millions d'euros** pour les établissements d'enseignement supérieur.
- Faute de disposer de moyens suffisants pour vivre en France, les étudiants étrangers **occupent plus du tiers (36%) des logements du Crous** et reçoivent **53% des aides d'urgence de ce dernier ;**
- Les taux de réussite sont très faibles : près des trois quarts **(72%) des étudiants en mobilité ne parviennent pas à valider leur licence en trois ans.**

255 Cour des comptes, Rapport public thématique, Évaluation de politique publique Une évaluation de l'attractivité de l'enseignement supérieur français pour les étudiants internationaux, 2025

II. Les blocages actuels

I. Une croissance rapide et peu maîtrisée

Au cours de la **dernière décennie,** le nombre de **nouveaux titres de séjour « étudiants »** délivrés chaque année a **augmenté de 66%.** Ce motif s'est ainsi imposé comme l'un des principaux moteurs des flux migratoires vers la France.

Les titres étudiants constituent désormais le **premier motif** d'attribution de nouveaux titres de séjour, avec plus de **117 000 primo-délivrances en 2025,** soit environ un tiers du total[236].

Cette dynamique s'inscrit dans une stratégie publique explicitement orientée vers des objectifs quantitatifs – notamment à travers le **plan « Bienvenue en France »,** qui vise à accueillir **500 000 étudiants étrangers** à horizon 2027.

Pour l'année universitaire 2024-2025, la France comptait près de **445 000 étudiants étrangers**[237] au sein de l'enseignement supérieur, soit environ **14 % de la population étudiante.**

II. Des origines géographiques inégalement réparties

Les étudiants étrangers reçus en France sont essentiellement, et de plus en plus, **issus du continent africain.**

Les étudiants de cette origine représentent ainsi **plus de la moitié des étudiants étrangers** en France.

À elle seule, **la France accueille 45% des étudiants originaires d'Afrique subsaharienne venant étudier en Europe**[238]. Cette attractivité s'explique tant par des questions de proximité historique et linguistique que par la grande facilité d'accès, la souplesse des règles et les tarifs très attractifs des universités publiques pour les étudiants étrangers.

III. Des effets délétères pour l'université française

a. Des coûts importants pour l'enseignement supérieur

Les étudiants étrangers accueillis en France dans une université publique représentent pour cette dernière un coût estimé à **12 500 euros par année d'études**[239]. Ce montant, calculé notamment par Campus France, recouvre les **dépenses immédiatement liées à la scolarité** (salaires des professeurs, entretien des locaux etc…). Cela ne prend pas en compte les autres dépenses publiques afférentes à la vie des étudiants telles que les logements CROUS, les APL, les dépenses de santé etc…

Pour autant, **les frais différenciés** dont certains étudiants étrangers sont supposés s'acquitter **ne couvrent environ que le tiers de ce montant.**

En effet, ils sont de 2 895 euros en licence et de 3 941 euros en master[240]. Malgré ces tarifs relativement faibles au regard du coût réel de la scolarité proposée, **seuls 9% des étudiants devant s'en acquitter le faisaient réellement en 2023/2024**[241]. Un récent décret prévoit cependant que les étudiants supposés le faire acquittent réellement les frais différenciés et que les universités ne puissent en exonérer

236 Ministère de l'intérieur, DGEF, Les titres de séjour en 2025 : Les protections subsidiaires ont plus que doublé, 2026
237 Campus France, Communiqué de presse, Près de 445 000 étudiants étrangers en France en 2024-2025, 2025
238 Campus France, « Les chiffres clefs de la mobilité étudiante dans le monde », Agence française pour la promotion de l'enseignement supérieur, l'accueil et la mobilité internationale, mai 2025
239 Campus France, Le coût des études supérieures en France, 2026
240 Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, La dépense d'éducation pour l'enseignement supérieur
241 Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, SIES, Note flash, Droits différenciés : profil des étudiants internationaux concernés en 2023-2024, 2025

que 20%[242]. Pour autant, la perte financière restera majeure même pour les 80% astreints aux frais différenciés.

Il est d'ailleurs à noter que les étudiants issus de l'Union européenne, bénéficiaires du statut de réfugié ou de la protection subsidiaire, inscrits en doctorat, boursiers du gouvernement ou encore porteurs d'une carte de résident de longue durée n'ont de toutes manières pas à s'en acquitter[243] (et ne comptent donc pas parmi les 20% d'exonérations).

Jusqu'alors, le faible taux d'acquittement des frais différenciés, issu des exonérations proposées par de nombreuses universités occasionnait un **manque à gagner annuel de 308 millions d'euros** selon la Cour des comptes[244] (pour l'année universitaire 2022/2023).

b. Une très faible réussite et des filières mal choisies

Au-delà des coûts générés par la présence des étudiants étrangers dans les universités, ces derniers sont **surreprésentés dans les bas niveaux de diplômes** et **insuffisamment présents dans certaines filières dont l'économie française manque** aujourd'hui cruellement[245]. Par exemple, le nombre des doctorants étrangers tend à diminuer (-14% en 5 ans, entre 2018/19 et 2023/24) là où leur nombre en licence augmente, lui, de 14%[246].

Outre le niveau des inscriptions, elles **s'orientent prioritairement vers l'université publique (65%)** là où seuls 5% des étudiants étrangers s'inscrivent en école d'ingénieur[247].

De fait, les étudiants étrangers sont **surreprésentés dans les filières ayant le moins de débouchés professionnels** : la Cour des comptes note à ce titre que « *les cursus qui présentent une insertion de 99 % ou plus pour leurs diplômés français ont une part médiane d'étudiants internationaux de 9 %, tandis que* ***les formations qui ont un taux d'insertion de moins de 80 % ont une part médiane d'étudiants internationaux de 14 %*** »[248].

Enfin, il se trouve que les étudiants étrangers présentent, dans les cursus universitaires, des **taux de réussite particulièrement bas**[249] :

- Environ **72% des étudiants en mobilité n'obtiennent pas leur licence en trois ans** ; un taux d'échec élevé qui trahit l'inadéquation des profils retenus avec les attentes de l'université française et qui occasionne des coûts pouvant être considérés en partie comme mal alloués ;
- Les taux d'échec demeurent élevés **en master, avec 45% des étudiants en mobilité ne parvenant pas à le valider en 2 ans** (contre 35% du total des étudiants, comprenant aussi les étrangers) ;
- Ces taux d'échec **varient grandement suivant les nationalités** desdits étudiants : 79% des étudiants issus du continent Africain ne valident pas leur licence en trois ans, contre 62% pour les étudiants asiatiques.

242 Légifrance, Décret n° 2026-385 du 19 mai 2026 relatif aux modalités d›exonération des droits d›inscription des étudiants étrangers, 2026
243 Campus France, Suis-je concerné par les droits d'inscription différenciés dans les établissements publics ?
244 Cour des comptes, Rapport public thématique, Évaluation de politique publique Une évaluation de l'attractivité de l'enseignement supérieur français pour les étudiants internationaux, 2025
245 « L'accès aux soins se dégrade dans les zones rurales », INSEE Pays de la Loire pour le manque de praticiens en médecine, et "Repères et référence statistiques, enseignement, formation, recherche", Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance, 2024 p.241 sur le faible pourcentage des étudiants étrangers en médecine
246 Campus France, Les étudiants étrangers dans les universités, 2025
247 Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, DEPP, Repères et références statistiques 2024, 2024
248 Cour des comptes, Rapport public thématique, Évaluation de politique publique Une évaluation de l'attractivité de l'enseignement supérieur français pour les étudiants internationaux, 2025
249 Sénat, rapport n°943 sur la capacité des universités françaises à garantir l'excellence académique du service public de l'enseignement supérieur, p.120

IV. Une politique migratoire peu contrôlée et largement laissée à la main des établissements d'enseignement supérieur

L'obtention d'un titre de séjour étudiant repose sur des conditions relativement souples et sur une **logique de « droit opposable »** dès lors qu'une inscription est acceptée par l'université et qu'un minimum de ressources est déclaré.

Cela transparaît explicitement dans la rédaction de l'article L. 422-1 du CESEDA[250] qui dispose que : « *L'étranger qui établit qu'il suit un enseignement en France ou qu'il y fait des études et qui justifie disposer de moyens d'existence suffisants* ***se voit délivrer*** *une carte de séjour temporaire portant la mention "étudiant" d'une durée inférieure ou égale à un an* ».

En acceptant l'inscription d'un étudiant étranger, l'université lui ouvre « de droit » l'accès à un titre de séjour, pour peu que ce dernier dispose des ressources nécessaires. L'obtention de ce nouveau titre prévoit, certes, un avis consulaire, mais ce dernier n'a qu'un caractère consultatif et ne saurait empêcher à lui seul la délivrance d'un titre.

Le renouvellement des titres fait preuve de la même « souplesse » et doit être effectué pour peu que **l'étudiant n'ait pas redoublé trois fois la même année**, ne se soit **pas réorienté dans un cursus sans lien** avec sa filière initiale et se soit **présenté à ses examens et TD obligatoires** s'ils existent[251].

V. Des aides nombreuses à l'attention des étudiants étrangers extra-européens

Les **ressources nécessaires** pour être admis, jusqu'alors jugées trop faibles pour que ces étudiants puissent vivre en France sans dépendre des aides sociales, ont été **rehaussées** pour l'année universitaire en cours[252]. Elles se portent aujourd'hui à environ **877,50 euros par mois** (contre 615 euros mensuels jusqu'alors), ce qui reste inférieur au montant nécessaire pour assumer les besoins d'un étudiant dans la majeure partie des villes étudiantes françaises[253]. Le nouveau plancher sera donc **insuffisant pour garantir que les étudiants n'aient pas besoin de recourir à des aides** d'urgence, logements du CROUS ou d'autres dispositifs une fois sur le territoire.

Pour autant, ce faible critère n'est lui-même que **très peu contrôlé**. La Cour des comptes note à ce titre que : « *les contrôles des services consulaires et préfectoraux sont en partie inopérants. Lorsque les ressources ne sont pas garanties par des bourses ou des rémunérations, il s'agit dans près de* ***45 % des cas d'attestations sur l'honneur*** *de membres de l'entourage des étudiants, face auxquelles les services consulaires et préfectoraux ne disposent pas ou de peu de moyens de vérification de l'authenticité des documents, et sont contraints de procéder par faisceau d'indices* »[254].

De là naît une inévitable surconsommation des dispositifs sociaux par les étudiants étrangers :

- Ces derniers, soit **14% des étudiants** environ, occupent environ un tiers **(36%) des places d'hébergement des Crous**[255]. Une surreprésentation d'un facteur 2 ;

250 CESEDA, Article L. 422-1
251 Circulaire IMII0800042C du 7 octobre 2008 Étudiants étrangers – "Appréciation du caractère réel et sérieux des études", du ministre de l'Immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire et de la ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche
252 Décret n° 2026-526 du 22 juin 2026 portant actualisation et indexation du niveau de ressources dont le ressortissant de pays tiers doit justifier pour être admis au séjour pour un motif d›études
253 UNEF, Enquête sur l'évolution du coût de la vie étudiante, 2024
254 Cour des comptes, Rapport public thématique, Évaluation de politique publique Une évaluation de l'attractivité de l'enseignement supérieur français pour les étudiants internationaux, 2025
255 Assemblée nationale, Rapport d'information n°1527 valant avis sur le projet de contrat d'objectifs et de performance de Campus France pour 2023-2025, 2023

- De la même manière, **53% des aides d'urgence du Crous** sont allouées à des étudiants étrangers[256], preuve du manque de contrôle de leurs moyens de subsistance et d'une attente nettement trop basse concernant ces derniers.

VI. Un coût total extrêmement important : 2,13 milliards d'euros par an

De l'ensemble des sujets précédemment évoqués découle un coût élevé de l'accueil de ces étudiants étrangers. Le coût brut pour les finances publiques, tel que calculé par la Cour des comptes, s'élève à 2,13 milliards d'euros annuel[257].

Une fois décomptées l'ensemble des recettes associées à la présence desdits étudiants (TVA de la consommation sur place, frais d'inscription acquittés, cotisations sur les salaires de ceux qui travaillent en parallèle des études etc.), la perte nette pour les finances publiques s'élève toujours à un milliard d'euros par an.

En outre, comme le précise la Cour dans son rapport dédié, ce chiffrage ne prend pas en compte les frais associés aux dépenses d'assurance maladie des étudiants étrangers, ce qui induit que leur coût réel est plus élevé encore.

Ce coût apparaît, au vu des éléments précités, en grande partie injustifié. En effet, il sert à accueillir, dans des filières offrant peu de débouchés, un nombre très important de personnes à la réussite faible et au coût élevé alors même que les études sont la raison de leur séjour sur le territoire et que le tarif acquitté est modique.

VII. Des effets de maintien durable sur le territoire national

En plus des coûts induits, **une part non négligeable des étudiants étrangers demeure sur le territoire après leurs études**, pas nécessairement pour des motifs professionnels.

Huit ans après leur arrivée en France pour études en 2017, **41%**[258] **des étudiants étrangers disposent toujours d'un titre de séjour** en cours de validité en 2025.

Parmi eux, seule la moitié environ dispose d'un titre « économique » et près du tiers dispose d'un titre « familial ».

Certaines nationalités d'origine présentent des taux de maintien au titre « familial » beaucoup plus élevés. C'est le cas des **Algériens, dont près des trois quarts (73%)** des détenteurs d'un premier titre « étudiant » en 2017 avaient encore un titre valide huit ans après, en 2025. Plus d'un étudiant algérien sur deux (52%) dispose même, huit ans après son entrée, d'un titre « familial ».

III. Les solutions

Là où l'immigration étudiante est, en l'état actuel, largement subie et coûteuse, elle pourrait et devrait rapporter à la France tant sur les plans académique qu'économique à long terme.

Ainsi, plusieurs types d'immigration étudiante devraient pouvoir exister afin de bénéficier au pays :

- Les personnes s'inscrivant dans des **cursus dont les diplômés manquent à l'économie** française,

256 Mme Soumya Bourouaha, Assemblée nationale, Rapport d'information n°1892, L'évaluation des aides sur critères sociaux pour les étudiants, 2026
257 Ibid.
258 Ministère de l'intérieur, DGEF, Profils et parcours des étudiants primo-arrivants : les générations plus récentes restent plus longtemps en France, 2026

- Les personnes présentant un **potentiel académique majeur** (qui existent déjà au travers des bourses de mérite).

Au-delà de ces deux cas (qui pourraient bénéficier de facilités d'accès et d'aides telles que d'éventuelles bourses), il serait souhaitable, soit de ne pas accepter les candidats, soit de leur demander de s'acquitter de l'intégralité du coût de leurs années universitaires – voir davantage afin de financer les universités – et de leur restreindre l'accès à l'ensemble des aides publiques, financières ou en nature.

I. Le scénario minimaliste

Relever les droits d'inscription des étrangers extra-européens non prioritaires au coût d'une année d'enseignement supérieur

a. Relever les droits d'inscription des étrangers extra-européens non prioritaires au coût d'une année d'enseignement supérieur

Les droits d'inscription de droit commun des étudiants extra-européens non prioritaires devraient être relevés au coût moyen constaté d'une année de formation dans l'enseignement supérieur public, soit environ **12 500 euros par an**[259], avec une **majoration possible pour certaines formations** dont le coût est significativement supérieur à cette moyenne.

Certes, le Conseil constitutionnel a dégagé en 2019 un principe de gratuité de l'enseignement supérieur public, mais il ne s'oppose pas à ce que « *des droits d'inscription modiques soient perçus en tenant compte, le cas échéant, des capacités financières des étudiants* »[260]. En 2018, les frais d'inscription ont ainsi pu être portés à 3 900 euros en master pour les étudiants étrangers extra-européens. Cependant, un relèvement trop significatif des frais d'inscription pourrait se heurter à cet obstacle constitutionnel.

b. Supprimer l'autorisation de 20% d'exemptions de frais différenciés octroyée aux universités

Il conviendrait de réserver **l'exemption des frais différenciés** aux étudiants étrangers répondant à des **critères d'excellence** ou se destinant à des **carrières professionnelles qui répondent à nos besoins** économiques.

c. Fixer le montant de référence des ressources exigées au niveau du coût mensuel moyen de la vie étudiante constaté en France

Selon des associations étudiantes, le **coût moyen de la vie étudiante** est de **1 150 euros par mois**[261].

Récemment, l'Etat a rehaussé le seuil de ressources exigées de 650 à 877,50 euros mensuels ; une nouvelle augmentation semblerait donc légalement possible.

d. Imposer une preuve réelle de la possession de ces ressources minimales

Il conviendrait de **supprimer la possibilité de remplir la condition de ressources** (877,50 euros par mois) **par une simple attestation sur l'honneur** et d'imposer aux demandeurs étrangers des preuves réelles de leurs moyens financiers.

259 Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, La dépense d'éducation pour l'enseignement supérieur
260 Conseil constitutionnel, décision n° 2019-809 QPC du 11 octobre 2019
261 UNEF, Enquête sur l'évolution du coût de la vie étudiante, 2024

e. Exiger la preuve préalable de l'obtention d'un logement avant de délivrer un titre de séjour « étudiant »

En plus d'une condition de ressources réhaussée, les étudiants étrangers extra-européens auraient l'**obligation d'obtenir un logement** par leurs propres moyens avant de se voir délivrer un titre de séjour « étudiant ».

f. Supprimer les APL à l'ensemble des étudiants extra-communautaires, même boursiers

En 2026, le gouvernement a **supprimé les aides au logement (APL)** pour les étudiants extra-européens non-boursiers présents depuis moins de 2 ans sur le territoire national. Il conviendrait **d'étendre cette mesure à l'ensemble des étudiants extra-européens, y compris boursiers.**

g. Réserver l'accès au visa et au titre de séjour « étudiant » aux étrangers admis dans certains établissements d'enseignement supérieur public ou privé

Selon les termes de la loi, tout étranger admis dans un établissement d'enseignement supérieur (y compris « fantôme » comme le dénonce un rapport d'information de l'Assemblée nationale[262]) « se voit » délivrer un titre de séjour – s'il remplit par ailleurs certaines conditions de ressources.

Il conviendrait donc de **mieux contrôler les établissements d'enseignement supérieur** public ou privé **aptes à accueillir des étudiants étrangers**.

h. Retirer le titre de séjour pour motif « étudiant » ou refuser son renouvellement en cas de manque d'assiduité ou de résultats insuffisants

Le titre de séjour « étudiant » pourrait être retiré ou *a minima* non renouvelé dans les cas suivants, sauf motif exceptionnel justifié par l'intéressé (maladie empêchant l'accès aux cours, décès d'un membre de la famille au moment des examens …) :

- Manque d'assiduité aux travaux dirigés et aux examens ;
- Non-obtention d'une année d'études.

II. Le scénario efficient

a. Basculer d'une logique de « droit opposable » à l'immigration étudiante à celle d'un choix souverain de l'Etat

L'article L. 422-1 du CESEDA devrait être réformé pour lui faire perdre sa nature de « droit opposable » à l'immigration étudiante : la phrase « peut se voir délivrer » remplacerait « se voit délivrer » une carte de séjour. Il serait également précisé, de la même manière qu'à l'article L. 435-4 : « sans que les conditions définies au présent article soient opposables à l'autorité administrative ».

Dans un second temps, il serait possible de créer une **liste de critères du choix des étudiants étrangers** :

- **Excellence académique** avérée (réussite à un concours de Grande école avec à minima la note du dernier admis sur la liste principale, doctorat spécialement prometteur …).
- **Filières en tension** présentant à la fois un critère de besoin pour l'économie et de difficultés avérées de recrutement en France (précisées par décret).

262 Assemblée nationale, Rapport d'information n°2458, L'enseignement supérieur privé à but lucratif, Mme Béatrice Descamps et Mme Estelle Folest, 10 avril 2024

- **Paiement du coût plein** des études pour les étudiants étrangers de droit commun (12 500 euros annuels en université), avec un **quota** fixé annuellement par décret afin de ne pas surcharger les universités et d'éviter la possibilité d'un « achat de titre de séjour ».

Néanmoins, **le droit européen représente aujourd'hui un obstacle** à une telle approche : une directive de 2016 sur l'immigration étudiante précise que chaque Etat membre « doit délivrer le visa » aux étrangers extra-européens qui remplissent « toutes les conditions prévues par la présente directive sont remplies » (admission dans un établissement d'enseignement supérieur, conditions de ressources ...)[263]. Cette directive devrait donc être modifiée, à moins que notre pays n'obtienne une exemption à son application.

b. Supprimer le droit au regroupement familial pour les étudiants étrangers

Il conviendrait de r**evenir sur la décision** du Conseil constitutionnel rendue en 1993 qui consacre un **droit au regroupement familial pour les étudiants étrangers**[264].

IV. Les exemples étrangers

La **Finlande** exige la preuve que les personnes disposent des **moyens de subsistance sur un compte** en banque avant l'arrivée de l'étudiant[265].

La **Suède** présente une clause explicite de **non-renouvellement du titre en cas de progression insuffisante** des étudiants, demandant la validation de 75% des crédits de l'année au minimum chaque année hormis la première pour laquelle c'est environ 60%.

De la même manière, le **Danemark** n'autorise **pas plus d'une année de retard** sur le programme universitaire pour renouveler un titre étudiant[266].

Les **Pays-Bas** pratiquent des **frais différenciés jusqu'à dix fois plus élevés** (30 000 euros par an en master) pour les ressortissants extra-européens par rapport aux citoyens européens (2 649 euros annuels)[267].

263 Directive (UE) 2016/801 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relative aux conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers à des fins de recherche, d'études, de formation, de volontariat et de programmes d'échange d'élèves ou de projets éducatifs et de travail au pair,
264 Conseil constitutionnel, décision n°93-325 DC du 13 aout 1993
265 Finnish immigration service, Residence permit
266 New to denmark, Higher educational programmes – extension
267 Study in NL, Tution fees,

L'immigration de travail

I. Les constats et chiffres clés

- **L'immigration** à motif officiel **de travail est minoritaire** en France : elle ne représente que **13,5% des nouveaux titres de séjour** délivrés en 2025 (**50 848**) et seulement **10,5% du total des documents de séjour** en circulation à la fin de la même année 2025 (**482 556**)[268].
- Les nouveaux titres de séjour octroyés pour **motif « de travail »** sont les seuls à avoir **diminué entre les années 2024 et 2025 (-13,2%)**, dans un contexte de hausse globale du nombre total de documents de séjour délivrés l'an dernier[269].
- Seuls **46%** des **immigrés** en âge actif **arrivés depuis moins de 5 ans** sont **en emploi,** ce qui représente le **taux le plus faible de l'Union européenne**[270].
- Seul **un immigré sur trois entré en France** (âgé d'au moins 15 ans) **durant l'année 2024 occupait un emploi début 2025**[271].
- Notre immigration est globalement peu qualifiée : selon l'INSEE, **31% des immigrés âgés de 30 à 39 ans ne possédaient aucun diplôme** en 2021, contre 10% pour les personnes sans ascendance migratoire.

268 Ministère de l'intérieur, DGEF, Les titres de séjour en 2025 : Les protections subsidiaires ont plus que doublé, 2026
269 Ibid.
270 Eurostat, « Immigrants récents en emploi par pays de naissance », 2026
271 INSEE, INSEE Première n°2107, « Les entrées sur le territoire diminuent en 2024 et retrouvent leur niveau d'avant crise sanitaire », 2026

Les différents titres de séjour pour accéder à l'immigration de travail en France

a. Les voies d'accès légales

Pour accéder au territoire français afin d'y travailler, la voie classique est d'obtenir un **visa de long séjour** portant **un motif « économique »** (salariés, scientifiques / compétences et talents, actifs non-salariés, artistes, saisonniers ou temporaires).

Cependant, d'autres documents de séjour permettent de travailler en France :

- Les titres de séjour aux motifs familiaux ou humanitaires ;
- Les demandeurs d'asile peuvent également demander l'autorisation de travailler après 6 mois d'instruction de leur dossier ;
- Les titres de séjour au motif « étudiant », qui autorisent un temps partiel à 60% de la durée annuelle légale du temps de travail.

b. Les voies de régularisation

Pour les étrangers en situation irrégulière, les principales voies de régularisation sont l'**admission exceptionnelle au séjour** (AES) et les **liens personnels et familiaux**. Or, les **travailleurs** ne représentent que **35% du total des régularisations** faites sur le fondement de ces deux dispositifs (9 669 personnes sur 27 819) en 2025.

Depuis la dernière loi « immigration » du 26 janvier 2024, un **nouveau dispositif** s'ajoute à l'admission exceptionnelle au séjour, destiné aux **étrangers clandestins ayant travaillé au moins 12 mois au cours des deux dernières années dans un secteur « en tension »** .

II. Les blocages actuels

I. Une immigration de travail minoritaire, dans un contexte de faible qualification et de sous-emploi des immigrés

L'immigration à motif officiel **de travail est minoritaire** en France : elle ne représente que **13,5% des nouveaux titres de séjour** délivrés en 2025 (**50 848**), et seulement **10,5% du total des documents de séjour en circulation** à la fin de la même année 2025 (**482 556**)[273]. Par ailleurs, les nouveaux titres de séjour délivrés pour **motif « économique »** sont les seuls **à avoir diminué entre les années 2024 et 2025 (-13,2%)**, dans un contexte de hausse globale de leur nombre[274].

S'il est possible de travailler en France avec un titre de séjour comportant un autre motif (familial, humanitaire, ou étudiant), on constate d'**importants écarts entre immigrés et non-immigrés** :

- Selon l'INSEE le **taux d'emploi des personnes sans ascendance migratoire** de plus de 15 ans est de **71,9%** en 2025, contre **61,9% des immigrés**. De son côté, Eurostat estime que 62% des immigrés en âge de travailler en France sont en emploi, ce qui en fait le troisième taux le plus faible de l'Union européenne, devant la Roumanie et la Bulgarie[275].
- À la génération suivante, **le taux d'emploi des descendants d'immigrés** tombe même à **59,5%**[276]. Selon un autre indicateur, le **taux de chômage** des descendants d'immigrés est de **11,7%**, contre

272 CESEDA, Article L. 435-4
273 Ministère de l'intérieur, DGEF, Les titres de séjour en 2025 : Les protections subsidiaires ont plus que doublé, 2026
274 Ibid.
275 Eurostat, Taux d'emploi par statut migratoire, nationalité et niveau d'éducation atteint, 10/09/2026
276 INSEE, Inactivité, chômage et emploi des immigrés et des descendants d'immigrés par origine géographique, données

6,5% pour les personnes sans ascendance migratoire. Selon les services de l'Etat : « ***Pour les descendants d'immigrés, la moitié de l'écart de chômage reste inexpliquée***, *et plus des deux tiers pour les immigrés originaires du Maghreb, d'Afrique subsaharienne ou de Turquie* »[277].

- Seuls **46% des immigrés récents** (arrivés depuis moins de 5 ans) **sont en emploi,** ce qui représente le **plus faible taux de l'Union européenne**[278].
- seul **un immigré sur trois entré en France** (âgé d'au moins 15 ans) **durant l'année 2024 occupait un emploi début 2025**[279].

L'explication de ces écarts réside en partie dans la plus faible qualification des immigrés :

- Selon l'INSEE, **31% des immigrés âgés de 30 à 39 ans** (cœur des âges actifs) **ne possédaient aucun diplôme** en 2021, contre **10% pour les personnes sans ascendance migratoire**[280] – soit une proportion trois fois supérieure. Si la diplomation progresse chez les descendants d'immigrés, elle reste néanmoins globalement inférieure à celle des personnes sans ascendance migratoire.
- **58% des réfugiés** n'ont **aucun diplôme ou un niveau CEP / brevet** à leur arrivée en France[281].
- L'OCDE estime que la part des **jeunes nés en France de parents immigrés** qui ne sont **ni en emploi, ni en scolarité, ni en formation**, est de **24%** pour les années 2020-2021 – ce qui en fait le deuxième taux le plus élevé d'Europe et du monde occidental[282].
- La France **peine à attirer une main d'œuvre étrangère hautement qualifiée** : elle ne figure qu'au 24ème rang du classement de l'*International Institute for Management Development* pour l'année 2024. De même, l**a délivrance de visas long séjour « talents » a reculé de 7,9%** entre 2024 et 2025[285].

II. Un cadre national inadapté à nos besoins

En 1974, dans le contexte du premier choc pétrolier, le gouvernement décidait de suspendre officiellement l'immigration de travail[284]. En 2006, une liste de « métiers en tension » a été créée, pour lesquels les entreprises pouvaient embaucher à l'étranger sans autorisation préalable de l'administration. Depuis l'arrêté du 21 mai 2025, **la liste des « métiers en tension »** est établie **par région** à partir des **familles professionnelles.**

Désormais, l'immigration de travail bénéficie de **deux procédures officielles** (hors régularisations) :

- **L'introduction de salariés** : l'employeur dépose une demande auprès des services de l'Etat pour obtenir l'autorisation de recruter un travailleur étranger. La situation de l'emploi en France peut lui être opposée : il doit apporter la **preuve de l'infructuosité de ses démarches en vue de recruter un salarié sur place**, ou que le poste concerné figure sur la **liste des « métiers en tension »**.

  Cependant, la Cour des comptes estime que les **vérifications opérées par les DREETS « *ont un caractère formel* »** car « ***l'expertise des tensions rencontrées sur le marché du travail local n'est pas réellement mobilisée*** ». Par ailleurs, la Cour souligne que les difficultés de recrutement sont en réalité exprimées « *autour de périmètres plus vastes de "secteurs d'activité" et portent sur des*

annuelles 2025, 22/06/2026
277 Réponse ministérielle à la question n°1402 : taux de chômage parmi les populations immigrées et étrangères, 25/02/2025
278 Eurostat, « Immigrants récents en emploi par pays de naissance », 2026
279 INSEE, INSEE Première n°2107, « Les entrées sur le territoire diminuent en 2024 et retrouvent leur niveau d'avant crise sanitaire », 2026
280 INSEE, Activité, emploi et chômage en 2021, Enquête emploi en continu – Fichier détail, 18/11/2022
281 INSEE, Immigrés et descendants d'immigrés, édition 2023 - Les premières années en France des réfugiés, 2023
282 OCDE, « Les indicateurs de l'intégration des immigrés 2023 », 2023
285 DGEF, La délivrance de visas aux étrangers en 2025, 2026
284 M. Charles Rodwell, Assemblée nationale, Rapport d'information n°1963 sur les implications juridiques et budgétaires des accords bilatéraux : l'exemple de l'Algérie, 2025

fonctions polyvalentes et peu qualifiées **» – qui pourraient être occupées par des personnes sur place**[285].

- **Le dispositif des « Talents »** (17 385 nouveaux titres de séjour en 2025, soit 34,2% de l'immigration économique) : les personnes concernées doivent être titulaires d'une licence ou d'un master complété par au moins 5 ans d'expérience professionnelle. **La situation de l'emploi en France** (possibilité de recruter sur place) **ne peut pas leur être opposée.**

Un cadre national encadré et complété par le droit européen

- La directive « carte bleue européenne » du 20 octobre 2021 vise à favoriser l'admission et le séjour des travailleurs hautement qualifiés. Elle consacre l'égalité de traitement avec les nationaux, simplifie le regroupement familial et facilite la mobilité professionnelle entre les Etats membres.
- La directive « Permis unique » du 24 avril 2024 vise à simplifier l'immigration professionnelle. Elle regroupe en une seule procédure le droit de séjourner et celui de travailler, réduit les délais administratifs et renforce l'égalité de traitement avec les nationaux.
- La directive « Travailleurs saisonniers » du 26 février 2014 vise à harmoniser les règles européennes concernant les droits des travailleurs saisonniers (durée minimale de séjour, égalité de traitement avec les nationaux, obligation de garantir un logement …).

III. Des conventions internationales globalement déconnectées de nos besoins économiques

La France a conclu de nombreux accords internationaux en matière d'immigration de travail. Il est ainsi de **conventions bilatérales** (comme avec le **Maroc**) ou d'accords de gestion concertée et de co-développement (signés avec le **Bénin, le Burkina Faso, le Cap-Vert, le Gabon, la République du Congo, le Sénégal et la Tunisie**)[289]. Ces derniers poursuivent trois grands objectifs :

- **Assouplir les conditions de l'immigration professionnelle** pour certains ressortissants, en intégrant jusqu'à 108 métiers dans la liste des « métiers en tension » ;
- **Fixer des contingents maximums d'accueil** (plafonds) dans une ou plusieurs catégories relevant de l'immigration professionnelle ;
- **Promouvoir une politique de co-développement et faciliter les retours.**

Néanmoins, la Cour des comptes souligne que « *sur ces trois plans* », ces accords de gestion concertée et de co-développement « *sont inappliqués* »[290] :

- **Les procédures d'entrées sur le territoire national n'ont pas été adaptées** au regard des contingents fixés, et **les accords internationaux ne sont pas actualisés** au fur et à mesure des réformes du CESEDA. Selon la Cour : « *il en résulte des* ***divergences d'interprétation*** »[291] ;
- **Les contingents fixés sont peu réalistes** : alors que l'accord conclu avec le Cap Vert fixe un contingent annuel de 500 titres de séjour salariés par an, il n'y en a eu que 121 enregistrés entre 2010 et 2017[292] ;

285 Cour des comptes, L'entrée, le séjour et le premier accueil des personnes étrangères, 2020
286 Directive 2021/1883 du 20 octobre 2021
287 Directive 2024/1233 du 24 avril 2024
288 Directive 2014/36/UE février 2014
289 NB : seuls les accords conclus avec la Tunisie et le Sénégal sont encore actifs | Mme Muriel Jourda et M. Olivier Bitz, Sénat, Rapport d'information n°304 sur les accords internationaux conclus par la France en matière migratoire, 2025
290 Cour des comptes, L'entrée, le séjour et le premier accueil des personnes étrangères, 2020
291 Ibid.
292 Ibid.

- La Cour des comptes dénonçait en 2020 une « ***carence généralisée*** » du contrôle de l'effectivité du retour des jeunes professionnels dans leur pays d'origine[293]. En ce qui concerne les **saisonniers**, le rapport de la sénatrice Nathalie Goulet fait savoir que **26% des primo-demandeurs tunisiens** ne se sont pas présentés pour faire valider leur retour[294].

Par ailleurs, deux missions d'information sénatoriales **déplorent le bilan décevant des accords internationaux** conclus en matière d'immigration de travail :

- Les **accords de gestion concertée et de co-développement** – qui visent à favoriser l'immigration salariée en échange d'une hausse de l'aide au développement et d'une facilitation des retours – font preuve d'un « ***manque flagrant d'efficacité*** ». Selon cette mission, la signature de ces accords « *n'a eu **aucun impact sur les flux de travailleurs qualifiés** venant de ces sept pays* », mais a entrainé au contraire « *un **nombre d'entrées plus important de travailleurs peu qualifiés**, notamment les employés dans la restauration* ».
- Les **accords de mobilités professionnelles** – qui visent à favoriser le séjour de jeunes professionnels, diplômés et stagiaires – sont également décrits comme étant d'une « ***efficacité discutable*** ». Selon cette mission, les programmes de « vacances-travail » – qui permettent à des majeurs de moins de 30 ans de séjourner jusqu'à un an en France et d'y exercer une activité professionnelle accessoire – « *sont probablement les instruments internationaux dont les apports sont les plus probants* »[295].
- La **convention de main d'œuvre franco-marocaine du 1er juin 1963** vise à favoriser l'arrivée de saisonniers marocains en France, mais une antenne de l'OFII à **Casablanca** évoque un « **taux d'évaporation » de 20%** de ces travailleurs[296].

IV. Le mythe de l'immigration de travail comme solution aux « secteurs en tension » et au vieillissement démographique

L'augmentation quantitative forte de l'immigration de travail est souvent présentée comme une solution incontournable face à la problématique des « secteurs en tension » et à la diminution prévue du nombre d'actifs. Néanmoins, mettre en place une telle politique conduirait au contraire à aggraver ces difficultés.

Comme nous l'avons vu, la France dispose d'un **fort vivier de main d'œuvre mobilisable**, dans un contexte de sous-emploi des immigrés : **1,8 million de personnes immigrées et 6 millions de personnes non-immigrées** ne sont ni en emploi, ni en études, ni à la retraite[297].

De plus, on constate un **profond déséquilibre entre la région parisienne et le reste du pays** : **en Île-de France, 56% des employés de la restauration sont nés étrangers – contre seulement 21% dans les autres régions**[298]. Cette différence peut expliquer la perception parfois déformée de certains responsables politiques et intervenants médiatiques (concentrés géographiquement à Paris), qui considèrent bien souvent « l'immigration de travail » comme la seule solution aux difficultés de recrutement dans ces métiers « en tension ».

Les chefs d'entreprises eux-mêmes – en dehors de certains secteurs – ne semblent pas considérer l'immigration de travail comme une solution viable. Malgré des difficultés de recrutement, **l'industrie figure aujourd'hui parmi les secteurs accueillant le moins de main d'œuvre étrangère** (6%) ; à l'inverse, les **secteurs les plus pourvus** en main d'œuvre immigrée sont **non délocalisables** et à **faible**

293 Ibid.
294 Nathalie Goulet, Rémi Féraud, Sénat, Rapport d'information n°904 sur la délivrance des visas, 2025
295 Muriel Jourda, Olivier Bitz, Sénat, Rapport d'information n°304 sur les accords internationaux conclus par la France en matière migratoire, 2025
296 Nathalie Goulet, Rémi Féraud, Sénat, Rapport d'information n°904 sur la délivrance des visas, 2025
297 INSEE, Recensement 2023, 2026
298 Ibid.

valeur ajoutée. Dans l'ordre, il s'agit des employés de maison (31%), des ouvriers non qualifiés dans la construction (28%), et du gardiennage (28%)[299]. L'immigration accentue ainsi les travers de notre système social et fiscal : celui-ci **transfère beaucoup d'argent depuis les activités à forte valeur ajoutée vers les activités à faible valeur ajoutée** (les bas salaires bénéficiant d'importantes aides sociales et d'exonérations de charges). Ce transfert d'argent vaut également **des secteurs exposés à la concurrence internationale vers des secteurs** qui en sont **« abrités »**, puisque la surimposition de la production et du travail est à mettre en lien partiellement avec le coût de l'immigration pour les finances publiques.

Enfin, ceux qui préconisent l'immigration de travail comme un remède miracle au vieillissement de la population et à la baisse du nombre d'actifs oublient que **les immigrés vieillissent** comme les autres, et qu'ils devront donc être eux-mêmes remplacés par d'autres immigrés. Un rapport de l'ONU démontre le caractère irréaliste d'une telle politique : pour **maintenir le ratio de l'année 1995 entre personnes en âge de travailler et personnes âgées**, la France aurait dû accueillir **32 millions d'immigrés entre 2000 et 2025**, puis **61 millions d'immigrés entre 2025 et 2050**, amenant ainsi le nombre d'habitants en France à 187 millions en 2050 … Comme l'explique le chercheur néerlandais Jan Van de Beek, il s'agit là d'une véritable « pyramide de Ponzi démographique ».

V. Les externalités négatives de l'immigration de travail : baisse de la productivité et des salaires des moins qualifiés, hausse de l'immigration familiale et des déficits publics

Si l'immigration de travail apparaît parfois comme une solution à court terme pour certaines entreprises, sa structure actuelle entraîne de nombreuses **externalités négatives.**

Tout d'abord, selon une étude de l'OFCE – Sciences Po parue en 2021, **une augmentation de 1% du nombre de travailleurs liée à l'immigration fait baisser de 0,99% en moyenne le salaire des ouvriers « natifs » non-qualifiés**. Elle pèse aussi à la baisse sur le salaire des **techniciens et employés (-0,42%)**, ainsi que celui des **ouvriers qualifiés (-0,33%)**. Seuls les managers – aux emplois peu concurrencés – bénéficient d'un effet salarial positif : une hausse de 1% du nombre de travailleurs liée à l'immigration fait augmenter leur salaire de 0,13% en moyenne[300].

Par ailleurs, certaines études concluent qu'**une forte immigration de travail peu qualifiée conduit à une baisse de la productivité**, puisque le coût du travail est alors plus faible que celui des investissements en capital. Selon l'économiste américain Ethan Lewis : « *les entreprises situées dans ces zones* [avec une immigration de travail peu qualifiée] *ont adopté significativement moins de machines par unité de production* »[301]. Précisons également qu'à l'inverse de la période des Trente Glorieuses, **l'intensité en main d'œuvre devrait considérablement diminuer dans les prochaines années**, avec la révolution de l'Intelligence artificielle.

De même, l'immigration de travail engendre une immigration familiale :

- Par le droit : le regroupement familial est protégé à tous les niveaux de la « hiérarchie des normes » (Constitution, droit européen, conventions internationales …) ;
- De manière « mécanique » : comme le souligne le Pr Gérard-François Dumont, « ***l'immigration crée l'immigration*** » car « *à partir du moment où des membres d›une communauté s›installent quelque part, ils jouent le **rôle de guichet d'accueil** pour d'autres personnes de la même origine* »[302].

299 DARES, Les métiers des immigrés, note 254, 2021
300 Ibid.
301 Ethan Lewis, « Immigration, Skill Mix, and Capital Skill Complementarity », The Quarterly Journal of Economics, vol. 126, no 2, 2011, p. 1029-1069.
302 Citation dans Le Figaro, 18 novembre 2022

L'ensemble de ces externalités négatives induisent nécessairement un coût fiscal. Selon l'OCDE, **les recettes budgétaires apportées par les immigrés ne financent que 86% des dépenses publiques qui leur sont affectées**[303]**.** Nos propres calculs estiment que **le moindre taux d'emploi des immigrés et descendants d'immigrés en France représente** une perte de PIB de 3,4%, c'est-à-dire d'environ **100 milliards d'euros pour l'économie** – et de 45 milliards d'euros pour les finances publiques[304]**.** Pour les Pays-Bas, les calculs du chercheur néerlandais Jan Van de Beek estiment que le coût de l'immigration représente plus du double de celui du vieillissement de la population entre 2015 et 2019[305].

III. Les solutions

I. Le scénario minimaliste

a. Mieux contrôler l'immigration de travail, de la délivrance de l'autorisation d'entrée à l'effectivité du retour dans le pays d'origine

Des consignes devraient être adressées aux **DREETS** pour **renforcer leurs contrôles** à tous les échelons :

- Lorsqu'un chef d'entreprise demande l'autorisation d'embaucher un travailleur étranger, un **contrôle approfondi des besoins économiques locaux** et de la main-d'œuvre disponible sur place devrait être mené, en lieu et place d'une vérification purement formelle.
- Enfin, comme la délivrance d'un titre « étudiant » emporte la possibilité de travailler en France sans autorisation préalable (dans la **limite de 60 % du temps de travail légal**), **le respect de ce plafond devrait être contrôlé régulièrement** – ce qui n'est pas le cas selon la Cour des comptes[306].

Parallèlement, **les accords bilatéraux devraient être actualisés et leurs conditions d'application mieux précisées dans le CESEDA**, afin d'en finir avec les divergences d'interprétation.

b. Mobiliser notre vivier de personnes sans emploi, adapter notre politique de formation, investir massivement dans la robotisation, la numérisation et l'intelligence artificielle

La France n'est pas en situation de plein-emploi. Avant de poser la question de l'immigration de travail, **notre politique de formation devrait d'abord s'adapter** aux besoins réels de l'économie pour remettre en emploi l'ensemble des personnes qui sont dans le halo du chômage.

Par ailleurs, si l'immigration de travail des « Trente Glorieuses » fait l'objet d'une persistance rétinienne, l'économie de demain sera beaucoup moins intense en main d'œuvre. Au lieu de recourir à une immigration peu qualifiée, **nos entreprises devraient être encouragées à investir massivement dans la robotisation** (ex : suramortissement fiscal pour les investissements dans les robots industriels)**, la numérisation et l'IA.**

Pour plus de détails sur les mesures à prendre, l'Observatoire de l'immigration et de la démographie a publié au mois de juin 2025 une étude intitulée *L'impact de l'immigration sur l'économie française : sortir du « cercle vicieux » et prioriser l'emploi.*

303 OCDE, Perspectives des migrations internationales 2021, 2021
304 Observatoire de l'immigration et de la démographie, L'impact de l'immigration sur l'économie française, juin 2025
305 University of Amsterdam, Borderless Welfare State - The consequences of immigration for Public Finances (Jan Van de Beek, Hans Roodenburg, Joop Hartog et Gerrit W. Kreffer) p. 7
306 Cour des comptes, L'entrée, le séjour et le premier accueil des personnes étrangères, 2020

c. Instaurer une taxe sur l'introduction de nouveaux travailleurs étrangers extérieurs à l'espace économique européen (EEE)

Afin de désinciter les entreprises à recourir à une immigration peu qualifiée comme solution de facilité, il conviendrait d'instaurer une **taxe sur l'introduction de nouveaux travailleurs étrangers extérieurs à l'espace économique européen** (EEE), qui s'appliquerait en deçà d'un certain niveau de rémunération (fixé par décret).

d. Imposer un délai de carence de 2 ans aux étrangers extra-européens avant d'accéder aux prestations sociales non-contributives et restreindre le droit au regroupement familial

Afin de limiter le coût de l'immigration, il serait possible, sans réviser la Constitution, d'**imposer un délai de carence de 2 ans aux étrangers extra-européens avant d'accéder aux prestations sociales** non contributive – en révisant à la fois le Code de la sécurité sociale (prestations familiales), le Code de la construction et de l'habitation (APL) et le Code de l'action sociale et des familles (APA)[307].

De même, la directive européenne sur le **regroupement familial** de 2003 autorise les Etats membres à **porter le délai de résidence à 24 mois**[308] – contre 18 mois aujourd'hui dans l'article L. 434-2 du CESEDA.

e. Supprimer les voies de régularisation professionnelle pour les étrangers clandestins

Les **dispositifs de l'admission exceptionnelle au séjour et de régularisation pour les « métiers en tension »** constituent un facteur d'attractivité migratoire et représentent un exemple unique de contournement de la loi. En conséquence, les articles L. 435-1 et L. 435-4 du CESEDA devraient être supprimés.

II. Le scénario efficient

a. Fixer des quotas d'immigration de travail selon les pays d'origine

Après une révision globale de notre Constitution (voir chapitre 1er), le législateur serait habilité à **sélectionner les flux migratoires selon une politique de quotas par pays d'origine**, afin de **prioriser les ressortissants les mieux intégrés sur le marché du travail.** Par exemple : si 82% des Portugais de naissance occupent un emploi en France, ce taux tombe à 51% pour les Comoriens de naissance[309].

Bien évidemment, ces quotas par nationalité auraient vocation à croiser des **critères de secteurs professionnels** « en tension » ou à haute valeur ajoutée.

Surtout, ces quotas relèveraient d'une **logique de « plafonds »** et non « d'objectifs à atteindre » : les entreprises qui voudraient y recourir devront préalablement **démontrer qu'elles n'ont pas réussi à recruter** en France ou dans l'espace économique européen (EEE).

b. Dénoncer les accords bilatéraux qui favorisent l'immigration de travail peu qualifiée ou non choisie en France

Le président de la République devrait **dénoncer les accords bilatéraux qui ne correspondent plus à l'intérêt de la France ou qui ne sont pas appliqués** par l'autre partie. Par exemple :

- L'accord franco-algérien du 27 décembre 1968, permet aux Algériens d'obtenir un **titre de séjour « commerçant » au moyen d'une simple immatriculation au registre du commerce et des sociétés** (RCS) sans se voir opposer l'absence de viabilité économique de leur projet. La DGEF dénonce ainsi

307 Conseil constitutionnel, décision n° 2026-901 DC du 19 février 2026
308 Directive 2003/86/CE du 22 septembre 2003 relative au droit au regroupement familial
309 Observatoire de l'immigration et de la démographie, « Immigration et emploi en France : radiographie d'un déficit », 2026

« *de **nombreux détournements*** »[310], avec une **hausse de 309% des nouvelles inscriptions annuelles entre 2017 et 2024**[311].

- La Convention de main-d'œuvre conclue le 1er juin 1963 avec le Maroc vise à « *faciliter le recrutement de travailleurs marocains en France* », avec des **opérations annuelles de recrutement de travailleurs, notamment saisonniers** (15 732 personnes en 2023[312]). Mais les autorités marocaines ne coopèrent pas toujours en matière de réadmission de leurs ressortissants.
- L'accord de gestion concertée et de co-développement conclu avec la Tunisie le 28 avril 2008 **facilite** également l'admission de **ressortissants tunisiens** pour des **motifs professionnels**, mais se heurte lui aussi à la mauvaise coopération des autorités de ce pays en matière de retours.

c. Faire des titres de séjour « saisonniers » le principe et des titres de séjour « longue durée » pour motif professionnel l'exception

Afin de limiter les flux migratoires sur le long terme, il conviendrait de changer de paradigme en matière d'immigration de travail : **les titres de séjour « saisonniers » deviendraient le principe** et les titres de séjour « longue durée » pour motif professionnel l'exception (ces derniers étant parallèlement davantage concentrés sur les profils très qualifiés et les secteurs à haute valeur ajoutée).

d. Conditionner le renouvellement du titre de séjour à l'exercice d'une activité professionnelle

Le renouvellement des titres de séjour relève aujourd'hui souvent d'une logique de droits opposables, notamment au regard de liens familiaux ou de motifs humanitaires, sanctionnés par le juge. Une fois la Constitution révisée, les autorités publiques pourraient décider de **ne pas renouveler les titres de séjour de ressortissants étrangers chômeurs ou inactifs de longue durée.** Ceux-ci se verraient alors proposer une « aide au retour » élargie.

IV. Les exemples étrangers

Entre 2023 et 2024, l'Italie a diminué son immigration permanente de travail de 69% (passant de 55 800 à 17 239 nouvelles admissions) mais a accueilli davantage de saisonniers (passant de 3 230 à 16 739 personnes) qui, eux, n'ont pas vocation à s'installer durablement. Elle dispose également d'un modèle social moins attractif : la Cour de Justice de l'Union européenne a d'ailleurs jugé contraire au droit de l'Union l'exigence de 10 années de résidence imposée aux étrangers extra-européens pour bénéficier du « revenu de citoyenneté » (équivalent en RSA en France) [313] – le plafond étant fixé à 5 ans.

Une loi danoise de 2006 permet aux travailleurs qualifiés étrangers d'obtenir un permis de séjour, dès lors que leurs compétences leur permettaient de répondre précisément à une offre d'emploi correspondant à un salaire annuel d'environ 60 000 euros[314].

En Suisse, seuls les étrangers extra-européens travailleurs qualifiés peuvent obtenir une autorisation de séjour, sous réserve que les marchés national et européen aient été explorés en vain, que les conditions de travail et de salaires dans la branche soient respectées, et que les contingents annuels ne soient pas atteints[315].

310 Mme Muriel Jourda et M. Olivier Bitz, Sénat, Rapport d'information n°304 sur les accords internationaux conclus par la France en matière migratoire, 2025
311 M. Charles Rodwell, Assemblée nationale, Rapport d'information n°1963 sur les implications juridiques et budgétaires des accords bilatéraux : l'exemple de l'Algérie, 2025
312 Mme Muriel Jourda et M. Olivier Bitz, Sénat, Rapport d'information n°304 sur les accords internationaux conclus par la France en matière migratoire, 2025
313 CJUE, 29 juillet 2024, C-112/22 CU et C-223/22 ND
314 Fondapol, La politique danoise, une fermeture consensuelle
315 Observatoire de l'immigration et de la démographie, Le modèle Suisse : un exemple d'immigration choisie, 2023

En Suisse également, le Conseil des Etats a approuvé l'idée d'une taxe sur les travailleurs étrangers issus de l'Union européenne équivalente à 5% de leur salaire annuel[316].

Aux Pays-Bas, les étrangers extra-européens titulaires de certains titres de séjour pour un motif « de travail » qui perdent leur emploi disposent d'un délai de 3 mois pour en retrouver un nouveau – ou de 6 mois si leur permis de travail est d'au moins 2 ans.

Au **Japon**, 60,7% des PME confrontées à une pénurie de main d'œuvre privilégient **les gains de productivité, la formation et la robotisation** au lieu de mobiliser les travailleurs âgés, les femmes ou l'immigration de travail[317].

316 France 3, Une idée de taxe sur l'embauche des étrangers en Suisse pourrait-elle menacer l'emploi des frontaliers français, 2026

317 OCDE, Recruiting Immigrant Workers: Japan 2024, 2024, p. 33

Diplomatie

I. Les constats et chiffres clés

- La France est aujourd'hui partie à **140 accords bilatéraux sur le plan migratoire**, qui forment un « ***véritable droit parallèle de l'entrée et du séjour des étrangers*** *en France [...] et qui échappent à la compétence du législateur* »[318].
- Par exemple, notre pays a signé **12 accords bilatéraux avec des pays d'Afrique subsaharienne**, qui **facilitent la délivrance d'un titre de séjour de 10 ans** et accordent des conditions plus favorables aux bénéficiaires du regroupement familial.
- Si la France a signé des **accords bilatéraux** avec les trois pays du Maghreb, celui conclu avec **l'Algérie le 27 décembre 1968** accorde aux ressortissants algériens un **statut « intégralement dérogatoire » et « sans équivalent »** en matière d'entrée et de séjour dans notre pays[319].
- En matière de **délivrance des visas**, les compétences relèvent **principalement du ministère de l'Intérieur** mais sont également **partagées avec celui des Affaires étrangères** ; il en résulte des **injonctions contradictoires pour les services de l'Etat.**
- **L'Union européenne délivre également des visas « court séjour »** pour entrer dans l'espace Schengen, et a conclu dans ce cadre 65 accords d'exemption et 5 accords de facilitation pour certaines nationalités[320].
- Au-delà de problématiques administratives et juridiques, la France peine à éloigner certains ressortissants en raison de la **non-délivrance des laissez-passer consulaires dans les temps** par les pays d'origine. Selon le Pr Vincent Tchen, près d'**un tiers des éloignements sont annulés** pour cette raison[321].
- Face à la mauvaise volonté de certains pays, la France devrait **conditionner la délivrance des visas, de l'aide publique au développement et les avantages douaniers** à la bonne coopération migratoire des Etats qui en bénéficient.

318 Mme Muriel Jourda et M. Olivier Bitz, Sénat, Rapport d'information n°304 sur les accords internationaux conclus par la France en matière migratoire, 2025
319 M. Charles Rodwell, Assemblée nationale, Rapport d'information n°1963 sur les implications juridiques et budgétaires des accords bilatéraux : l'exemple de l'Algérie, 2025
320 Mme Muriel Jourda et M. Olivier Bitz, Sénat, Rapport d'information n°304 sur les accords internationaux conclus par la France en matière migratoire, 2025
321 M. Eric Pauget & Mmes. Anne Bergantz, Sophie Ricourt-Vaginay, Assemblée nationale, séance de contrôle de la commission des lois « Les résultats de la politique d'éloignement des personnes sous OQTF », députés, 2025

Rappel de la place des accords internationaux dans la hiérarchie des normes

En vertu de l'article 55 de la Constitution : « *Les traités ou accords régulièrement ratifiés ou approuvés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois, sous réserve, pour chaque accord ou traité, de son application par l'autre partie* ». Depuis l'arrêt *Jacques Vabre* rendu par la Cour de cassation en 1975 et l'arrêt *Nicolo* rendu par le Conseil d'Etat en 1989, **les juridictions nationales écartent** sur ce fondement **toute loi nationale qu'elles estiment contraire à une norme internationale**.

Ainsi, la jurisprudence est amenée à consacrer des **dérogations à la loi commune** en matière d'entrée et de séjour sur le territoire national **pour certains ressortissants étrangers** couverts par un accord bilatéral.

II. Les blocages actuels

I. Les 140 accords bilatéraux dérogatoires au droit commun de l'immigration : un désordre dans la politique migratoire de la France

Comme l'a démontré une mission d'information sénatoriale en 2025, la France est partie à **140 accords bilatéraux** dérogatoires au droit commun de l'immigration, qui forment « *un véritable **droit parallèle de l'entrée et du séjour des étrangers en France*** » et qui « *échappent largement à la compétence du législateur* »[323].

Ainsi, la France a signé des accords bilatéraux avec les **trois pays du Maghreb**, dont les ressortissants constituent les principales nationalités accueillies sur le territoire national. Si **l'accord franco-algérien de 1968 déroge intégralement au droit commun des étrangers** (voir paragraphe suivant), l'accord franco-marocain de 1987 y déroge principalement pour faciliter l'immigration de travail. De ce fait, les ressortissants marocains peuvent obtenir d'un titre de séjour de 10 ans après seulement 3 ans de résidence régulière pour un motif « salarié », contre 5 ans dans le droit commun. Enfin, l'accord franco-tunisien de 1988 prévoit de nombreux cas où un titre de séjour d'un an ou de 10 ans est délivré de plein droit aux Tunisiens, particulièrement pour des motifs familiaux[324].

De même, notre pays a conclu **12 accords avec des pays d'Afrique subsaharienne** (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mauritanie, Gabon, Bénin, République du Congo, Cameroun, Niger, Mali, Centrafrique, Sénégal, Togo) qui permettent aux ressortissants de ces Etats de bénéficier d'un **titre de séjour de 10 ans après seulement 3 années de résidence régulière**, contre 5 années dans le droit commun des étrangers (à l'exception des Gabonais). Par ailleurs, les proches de ces ressortissants qui entrent sur le territoire national au titre du regroupement familial se voient octroyer un titre de séjour d'une même durée que la personne qu'ils rejoignent, contre une durée d'un an en droit commun[325].

Enfin, une **multitude d'autres accords dérogent** au droit commun, mais dans une ampleur inégale. Pour citer des exemples de dérogations minimes : les ressortissants de Bosnie-Herzégovine « *susceptibles de participer* […] *au développement économique ou au rayonnement intellectuel, universitaire, scientifique, culturel, humanitaire ou sportif* » de la France se voient faciliter la délivrance d'un titre de

322 Cour de cassation, Chambre mixte, 24 mai 1975
323 Mme Muriel Jourda et M. Olivier Bitz, Sénat, Rapport d'information n°304 sur les accords internationaux conclus par la France en matière migratoire, 2025
324 Ministère de l'Intérieur, DGEF, Les accords bilatéraux en matière de circulation, de séjour et d'emploi
325 Ibid

séjour. De même, les Uruguayens bénéficient de 300 visas par an (au maximum) dans le cadre d'un programme « vacances-travail »[326] … etc.

II. L'accord bilatéral franco-algérien de 1968 : une « anomalie » dans le droit des étrangers

Alors que les ressortissants algériens constituent la première nationalité étrangère présente dans notre pays (658 232 titres de séjour en cours de validité à la fin de l'année 2025)[327], ils bénéficient d'un **statut « *intégralement dérogatoire sans équivalent* » en matière d'entrée et de séjour en France** du fait de l'**accord franco-algérien de 1968.** Comme le souligne l'ambassadeur Xavier Driencourt : « *l'accord de 1968* ***prive le législateur et le gouvernement français de la possibilité d'agir significativement sur les flux en*** *provenance de l'Algérie* »[328]. Les Algériens sont donc par principe **exemptés de toutes les réformes** en matière d'immigration menées depuis 2001 – date du dernier avenant de l'accord bilatéral. Dans un récent rapport parlementaire du député Charles Rodwell, l'ambassadeur Xavier Driencourt rappelle que « *cette* ***anomalie*** *crée une* ***brèche importante dans notre ordre juridique*** »[329].

Ainsi, les ressortissants algériens bénéficient de **conditions bien plus avantageuses** et ont accès à des **voies spécifiques pour entrer et s'installer en France** – sans équivalent dans le droit commun des étrangers. Par exemple :

- Les Algériens bénéficient de facilités pour l'immigration familiale : en matière de **regroupement familial**, la **durée de résidence en France est abaissée à 12 mois** (contre 18 mois) et les conditions de ressources sont moindres ; les conjoints algériens de Français sont **dispensés de la condition d'une vie commune** en France depuis au moins 6 mois ; les parents d'un enfant français mineur n'ont pas à démontrer qu'ils contribuent effectivement à son entretien et à son éducation depuis au moins 2 ans.
- Les ressortissants algériens ont droit à un **dispositif de régularisation unique** : ils peuvent obtenir un titre de séjour de 10 ans s'ils **résident habituellement en France depuis l'âge de 10 ans au plus**, ou un titre de séjour d'un an après **10 années de « présence habituelle »** en France (c'est-à-dire sans critère de situation régulière).
- Les Algériens doivent simplement s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés (RCS) pour obtenir un titre de séjour « commerçant » : ils **ne peuvent se voir opposer la viabilité économique de leur projet.**

En définitive, le rapport parlementaire du député Charles Rodwell conclut que cette situation a contribué à façonner une **immigration algérienne** ***« dans son ensemble importante, familiale, relativement éloignée du marché du travail et globalement moins bien intégrée*** *du point de vue social et économique* ».[330]

Enfin, précisons qu'**un titre de séjour de 10 ans ne peut jamais être refusé ou retiré à un Algérien pour des motifs d'ordre public ou de non-respect des valeurs républicaines**, il est renouvelé

326 Mme Muriel Jourda et M. Olivier Bitz, Sénat, Rapport d'information n°304 sur les accords internationaux conclus par la France en matière migratoire, 2025
327 DGEF, Titres de séjour, 27/01/2026
328 Xavier Driencourt, Fondapol, Politique migratoire : que faire de l'accord franco-algérien de 1968 ?, 2023
329 M. Charles Rodwell, Assemblée nationale, Rapport d'information n°1963 sur les implications juridiques et budgétaires des accords bilatéraux : l'exemple de l'Algérie, 2025
330 Ibid.

automatiquement par l'administration. Or, les ressortissants algériens représentent la nationalité étrangère la plus écrouée, avec une augmentation de 182% entre 2016 et 2026[331].

III. Une diplomatie migratoire éclatée entre les ministères des Affaires étrangères, de l'Intérieur et l'Union européenne

En matière d'attribution des visas (court et long séjour), **la compétence relève principalement du ministère de l'Intérieur** depuis 2008, qui délivre les instructions « générales » comme « particulières »[332], mais **certains cas spécifiques sont toujours du ressort des Affaires étrangères**. Or, ces deux ministères ont des **intérêts divergents**, ce qui place les services de l'Etat face à des injonctions contradictoires : si le ministère des Affaires étrangères veut faciliter les délivrances de visas pour améliorer les relations diplomatiques avec d'autres pays, le ministère de l'Intérieur cherche avant tout à en diminuer le nombre pour mieux maîtriser les flux migratoires. Ainsi, le professeur Vincent Tchen souligne qu'**une « *diplomatie migratoire* *est, dans ce contexte, douteuse* »** puisqu'elle **suppose « *une unité de parole et de compétence* *qui fait défaut* »**[333].

Par ailleurs, **l'Union européenne** a conclu **65 accords d'exemption de visas et 5 accords de facilitation avec des pays tiers pour l'obtention de visas « court séjour »**[334], qui permettent de simplifier l'accès à un espace de 4,6 millions de km² a leurs ressortissants – dont la durée de séjour est théoriquement inférieure à 3 mois. Or, certains peuvent **en profiter pour se maintenir irrégulièrement en Europe** une fois leur document de séjour expiré.

Si la politique d'**aide publique au développement (APD) relève principalement du ministère des Affaires étrangères** en France, **l'Union européenne est également un important bailleur** – distinct de chacun des Etats membres.

Enfin, **la politique de droits de douanes est une compétence propre à l'Union européenne**, qui peut octroyer certains avantages aux autres Etats en la matière.

IV. La faible coopération migratoire de certains Etats

Selon la Cour des comptes : « *seule une petite minorité – **autour de 10 % – des obligations de quitter le territoire français sont exécutées**, c'est-à-dire se traduisent par le départ effectif de la personne qui en est destinataire* »[335]. Si cette situation résulte d'obstacles administratifs et juridiques, elle est aussi la conséquence de la **faible coopération migratoire** de certains Etats – qui rechignent à délivrer des laissez-passer consulaires dans les temps. Pourtant, ces mêmes pays peuvent bénéficier de l'aide publique au développement, de droits de douane préférentiels, de visas, ou de transferts de fonds de leur propre diaspora installée en France.

Par exemple, **seuls 2 539 ressortissants algériens en situation irrégulière ont été effectivement éloignés en Algérie en 2025 sur 51 133 interpellations** (soit 5%) réalisées cette même année[336]. Or, ce pays bénéficie des dispositions exorbitantes de l'accord franco-algérien de 1968 et a reçu 140,5 millions d'euros d'aide publique au développement pour l'année 2024. De même, le taux d'acceptation

331 Ministère de la Justice, Séries statistiques des personnes placées sous main de justice 1980 – 2024
332 Décret n° 2008-1176 du 13 novembre 2008 relatif aux attributions des chefs de mission diplomatique et des chefs de poste consulaire en matière de visas
333 Mme Muriel Jourda et M. Olivier Bitz, Sénat, Rapport d'information n°304 sur les accords internationaux conclus par la France en matière migratoire, 2025
334 Ibid.
335 Cour des Comptes, La politique de lutte contre l'immigration irrégulière, 2024
336 DGEF, La lutte contre l'immigration irrégulière, 2025

dans les délais des demandes de laissez-passer consulaires par la Guinée s'élève à 2%[337], alors que ce pays a bénéficié de 111 millions d'euros d'aide au développement en 2024[338].

III. Les solutions

I. Le scénario minimaliste

a. Introduire une condition de coopération migratoire avec les pays tiers à l'Union européenne

En 2023, **seuls 30% des laissez-passer consulaires demandés par les préfectures ont été remis en temps utiles**, un taux qui s'abaisse même à 10% en ce qui concerne l'Algérie[339].

Le Professeur Vincent Tchen explique ainsi que près d'**un tiers des éloignements sont annulés** pour cette raison[340].

Une **condition de bonne coopération migratoire** des Etats devrait être introduite pour la **délivrance des visas** à leurs ressortissants**, l'octroi de l'aide au développement et le montant des droits de douanes.** Si les leviers européens qui existent en la matière doivent être activés, notre pays devrait également renforcer ses propres dispositifs.

Tout d'abord, la France devrait **suspendre ou diminuer drastiquement la délivrance de visas aux ressortissants de pays qui font preuve de mauvaise volonté** en matière de réadmission. S'il existe des mécanismes à l'échelle européenne, certains dispositifs nationaux pourraient également être mobilisés. **Depuis une loi de 2024,** les pouvoirs publics ont la possibilité de **refuser l'octroi de visas « court séjour » aux titulaires d'un passeport diplomatique ou d'un passeport de service**[341] **et « long séjour » pour les ressortissants « *d'un Etat coopérant insuffisamment en matière de réadmission* *de ses ressortissants en situation irrégulière ou* ne respectant pas un accord bilatéral *ou multilatéral de gestion des flux migratoires* »**[342]. Néanmoins, précisons que ces visas de « long séjour » ne représentent qu'environ 10% des trois millions de visas délivrés en 2025[343].

Face au manque de coopération migratoire des pays du Maghreb, le gouvernement français avait annoncé en 2021 une diminution de 50% des visas accordés aux ressortissants de l'Algérie et du Maroc et de 30% pour ceux de la Tunisie. Néanmoins, cette mesure a manqué d'efficacité : comme le déplore un rapport parlementaire, « *la* ***marge de manœuvre*** *dont disposent les services d'instruction est* ***limitée par les critères fixés par le droit européen et le droit interne*** »[344]. Or, **le refus** des services de l'Etat opposé à une demande de visa, loin d'être une prérogative souveraine, **peut faire l'objet d'un recours**.

Une **condition de coopération migratoire** devrait également être mise en œuvre en matière d'**aide publique au développement**, alors même que notre pays est le sixième fournisseur en la matière[345]. Si le Sénat avait voté un tel dispositif dans le cadre de la loi « immigration » telle qu'issue de la commission mixte paritaire du 19 décembre 2023, le Conseil constitutionnel a censuré l'article concerné pour des

337 Corentin Le Fur, Assemblée nationale, Rapport d'information sur la prise en compte des enjeux migratoires par l'aide publique au développement française et européenne, n° 1481, 2025
338 Les chiffres de l'APD – répartition géographique
339 M. Eric Pauget & Mmes. Anne Bergantz, Sophie Ricourt-Vaginay, Assemblée nationale, séance de contrôle de la commission des lois « Les résultats de la politique d'éloignement des personnes sous OQTF », députés, 2025
340 M. Eric Pauget & Mmes. Anne Bergantz, Sophie Ricourt-Vaginay, Assemblée nationale, séance de contrôle de la commission des lois « Les résultats de la politique d'éloignement des personnes sous OQTF », députés, 2025
341 CESEDA, Article L. 312-1-1
342 CESEDA, Articles L. 312-3-1
343 DGEF, La délivrance de visas aux étrangers en 2025, 2026
344 Mme. Nathalie Goulet & M. Rémi Féraud, Sénat, Rapport d'information n°904 sur la délivrance des visas, 2025
345 OCDE, Les profils de coopération pour le développement : France, 16/06/2026

raisons de forme, au motif qu'il constituerait un « cavalier législatif »[346] – c'est-à-dire qu'il n'aurait aucun lien avec un texte sur l'immigration.

Enfin, il pourrait être envisagé de **sanctionner les plateformes de transferts de fonds à l'étrangers qui ne vérifieraient pas la régularité du séjour des expéditeurs** – le temps de réformer le droit européen pour pouvoir mettre en œuvre un mécanisme de taxation de ces flux.

b. Unifier notre diplomatie migratoire à l'échelle nationale

La **politique d'aide publique au développement** devrait être **unifiée sous l'égide d'un seul acteur**, afin d'être mieux pilotée par les pouvoirs publics. En effet, l'essayiste Maxime Guimard relève qu'elle fait intervenir aujourd'hui « *une vingtaine de programmes budgétaires et de nombreux acteurs aux sentiments variables* »[347].

De même, **la politique de délivrance des visas** devrait faire l'objet de **lignes directrices claires à l'échelle gouvernementale** (du Premier ministre ou d'un comité interministériel), puisque les services du ministère de l'Intérieur comme des Affaires étrangères semblent défendre un *statu quo* de la répartition actuelle[348].

c. Peser davantage dans les négociations à l'échelle de l'Union européenne

Notre pays devrait davantage défendre ses intérêts à l'échelle européenne et peser dans les négociations. Selon un rapport d'information du Sénat, la France ne jouerait pas « les premiers rôles » dans la conclusion des accords de facilitation et d'exemption des

De même, notre pays devrait **demander à la Commission européenne d'activer le « levier visa-réadmission » ou de révoquer l'exemption de visas dont bénéficient les ressortissants de certains Etats** si ces derniers font preuve de mauvaise volonté pour délivrer les laissez-passer consulaires dans les temps.

Dans ce même esprit, la **modulation des droits de douane à l'échelle européenne** représenterait un outil intéressant face à un pays non coopératif sur le plan migratoire. A ce jour, l'Union européenne peut **retirer totalement ou partiellement le système des préférences généralisées** (SPG) – qui consistent en une diminution des tarifs douaniers accordée aux pays en voie de développement – comme elle l'a fait par le passé pour la Birmanie, la Biélorussie, le Sri Lanka ou le Cambodge. L'Union européenne peut également **suspendre les réductions de tarifs douaniers octroyés à 80 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique** dans le cadre d'accords bilatéraux de partenariats économiques (APE) s'ils ne respectent pas la clause de réadmission de leurs ressortissants – à condition qu'elles y figurent. En tout état de cause, le Conseil européen a le pouvoir de faire adopter toute mesure visant à « *l'interruption ou la réduction, en tout ou en partie, des relations économiques et financières avec un ou plusieurs pays tiers* »[349].

En ce qui concerne plus spécifiquement la problématique algérienne, la France devrait **faire appliquer** strictement **l'article 84 de l'accord d'association Union européenne - Algérie signé en 2002, qui prévoit un volet de réadmissions**. Notre pays devrait également **suivre avec une attention particulière l'éventuelle renégociation** de cette convention, pour y défendre ses intérêts face à l'attitude des

346 Conseil constitutionnel, décision n°2023-863 DC du 25 janvier 2024
347 Maxime Guimard, Petit traité sur l'immigration irrégulière, 11/01/2024
348 Mme. Nathalie Goulet & M. Rémi Féraud, Sénat, Rapport d'information n°904 sur la délivrance des visas, 2025
349 Article 215 du Traité de fonctionnement sur l'Union européenne

autorités algériennes. C'est notre responsabilité première : 80% des titres de séjour valables pour les Algériens dans l'UE circulent en France[350].

II. Le scénario efficient

a. Rationaliser les accords bilatéraux et définir des lignes directrices claires

Selon un rapport d'information du Sénat, l'ensemble des accords bilatéraux constitue un « *empilement de régimes dérogatoires plus ou moins obsolètes* »[351] **qui favorisent les flux d'immigration.**

Si certains **accords bilatéraux visent à faciliter l'entrée et l'installation** de ressortissants étrangers en France, les **accords de gestion concertée et de co-développement** cherchent théoriquement à **faciliter l'arrivée de travailleurs qualifiés comme les réadmissions d'étrangers clandestins, en échange d'une hausse de l'aide publique au développement**.

Conclus avec certains Etats d'Afrique de l'Ouest dans le cadre d'une politique « d'immigration choisie » dans les années 2010, la Cour des comptes souligne néanmoins que ces accords **n'ont pas « *amélioré la coopération avec les pays d'origine pour l'organisation des retours de personnes en situation irrégulière* »**[352]. De son côté, l'OCDE fait savoir que la conclusion de ces accords « *n'a eu* ***aucun impact sur les flux de travailleurs qualifiés*** » mais a permis au contraire « *un* ***nombre d'entrées plus importantes de travailleurs peu qualifiés,*** *notamment les employés dans la restauration* »[353].

A ce jour, seuls les accords de ce type conclus avec la Tunisie et le Sénégal sont toujours actifs. En définitive, la mission sénatoriale conclut que **« les programmes *"Vacances-Travail" sont probablement les instruments internationaux dont les apports sont les plus probants* »**[354].

Les accords bilatéraux migratoires devraient être rationalisés et s'inscrire dans une politique globale mieux définie : ils devraient être **renégociés au cas par cas** avec les pays concernés, afin d'être rapprochés au maximum du droit commun des étrangers, ou à défaut faire l'objet d'une **dénonciation pure et simple** pour les plus problématiques.

b. Dénoncer l'accord bilatéral franco-algérien du 27 décembre 1968

L'**accord bilatéral franco-algérien** du 27 décembre 1968 devrait être **dénoncé**. Les **avantages « sans équivalent » dont bénéficient les ressortissants algériens pour entrer et séjourner en France n'ont plus aucune justification** aujourd'hui, particulièrement dans un contexte où les autorités algériennes refusent de coopérer et multiplient les provocations à l'égard de notre pays. Comme le confirme la direction juridique du ministère de l'Europe et des affaires étrangères : la seule conséquence de la dénonciation de l'accord franco-algérien de 1968 serait de faire revenir les ressortissants algériens dans le giron du droit commun des étrangers[355] – et non de revenir au régime de libre-circulation entre la France et l'Algérie antérieur aux accords d'Evian.

c. Réviser la Constitution pour limiter l'impact des accords bilatéraux dans notre législation

Pour les accords bilatéraux qui ne seraient pas renégociés ou dénoncés, notre révision constitutionnelle préconise de **soumettre l'ensemble des ressortissants étrangers présents en**

350 Eurostat, Tous les permis valables au 31 décembre de chaque année par raison, durée de validité et nationalité, 28/09/2026
351 Mme Muriel Jourda et M. Olivier Bitz, Sénat, Rapport d'information n°304 sur les accords internationaux conclus par la France en matière migratoire, 2025
352 Cour des comptes, L'entrée, le séjour et le premier accueil des personnes étrangères, 2020
353 OCDE, Le recrutement des travailleurs immigrés, les accords relatifs à la gestion concertée des flux migratoires en France, 2017.
354 Mme Muriel Jourda et M. Olivier Bitz, Sénat, Rapport d'information n°304 sur les accords internationaux conclus par la France en matière migratoire, 2025
355 Ibid.

France aux normes fondamentales inscrites dans la Constitution, et d'appliquer la loi française dans tout domaine que ces accords ne traitent pas expressément. Les autorités publiques pourraient ainsi refuser de renouveler le titre de séjour d'un ressortissant algérien qui ne respecte pas les valeurs de la République ou menace l'ordre public – au même titre que l'ensemble des autres étrangers[356].

De même, notre révision de la Constitution prévoit de **permettre au Parlement** d'inscrire explicitement dans une nouvelle loi qu'elle entend **déroger à un accord international** qui lui est antérieur.

d. Modifier le droit européen pour permettre aux Etats membres de taxer les transferts de fonds des ressortissants étrangers dans leur pays d'origine

Les **transferts de fonds des ressortissants étrangers dans leur pays d'origine** revêtent bien souvent une importance majeure pour les Etats qui en bénéficient : comme le souligne une mission d'information parlementaire, « *les mouvements migratoires perdraient un important moteur* » sans eux[357]. Néanmoins, **l'introduction d'un mécanisme de taxation – ou de suspension temporaire – de ces transferts fonds à destination de pays non coopératifs sur le plan migratoire semble aujourd'hui impossible en l'état du droit européen**. Une telle disposition se heurterait aux principes de « libre-circulation des capitaux » et de « non-discrimination », à moins d'être générale et indifférenciée sur l'ensemble des flux de capitaux sortants. Il serait donc nécessaire de modifier le droit européen pour permettre aux Etats membres d'introduire un tel dispositif dans leur législation s'ils le souhaitent.

IV. Les exemples étrangers

L'**Italie** a souhaité mettre en œuvre une **taxe de 1,5% sur les transferts de fonds** supérieurs à 10 euros à destination de pays extra-européens qui coopèrent insuffisamment sur le plan migratoire – notamment pour reprendre leurs ressortissants en situation irrégulière. Néanmoins, elle y a finalement renoncé puisque cette mesure semble **se heurter à certains principes du droit européen.**

De leur côté, les Etats-Unis ont mis en place une taxe fédérale de 1% sur les transferts de fonds à l'étranger, en vigueur depuis le 1er janvier 2026[358].

Par ailleurs, alors que près de 4000 Tunisiens avaient débarqué sur les côtes de l'Italie en juillet 2020, le ministre des Affaires étrangères de l'époque, Luigi Di Maio, a menacé de suspendre une partie de l'aide au développement à la Tunisie, ce qui lui a permis d'obtenir l'autorisation de procéder à des rapatriements extraordinaires[359].

En 2025, les Etats-Unis ont exercé une forte pression sur la Colombie après son refus d'accueillir des vols américains reconduisant des étrangers en situation irrégulière. Les mesures envisagées comprenaient alors la mise en œuvre de droits de douane à hauteur de 25 % sur les produits colombiens, la révocation des visas des responsables du gouvernement colombien, ainsi que des sanctions économiques et bancaires. Face à ces menaces, le gouvernement colombien a donc finalement accepté la reprise des vols de rapatriement[360].

356 M. Charles Rodwell, Assemblée nationale, Rapport d'information n°1963 sur les implications juridiques et budgétaires des accords bilatéraux : l'exemple de l'Algérie, 2025
357 M. Charles Rodwell, Assemblée nationale, Rapport d'information n°1963 sur les implications juridiques et budgétaires des accords bilatéraux : l'exemple de l'Algérie, 2025
358 Treasury, IRS issue proposed regulations on the new remittance transfer tax established under the One, Big, Beautiful Bill, 10/04/2026
359 Le Monde, « Crispations entre la Tunisie et l'Italie sur la question migratoire », 08/08/2020
360 Le Monde, « La Colombie envoie deux avions militaires aux Etats-Unis pour rapatrier des concitoyens expulsés », 28/01/2025

L'**Union européenne** a déjà utilisé le « levier visa-réadmission » pour **augmenter le coût et allonger le délai d'instruction des visas** court séjour demandés par les ressortissants de la Gambie et de l'Ethiopie. En 2022, elle a également décidé de **suspendre l'exemption de visa** dont bénéficiaient les ressortissants du Vanuatu, avant d'y mettre définitivement fin en 2024. De même, l'Union européenne a récemment **retiré une partie des droits de douanes préférentiels du Cambodge**, en raison de violations graves et systématiques aux droits des travailleurs.

Acquisition de la nationalité française

I. Les constats et chiffres clés

- **3 millions** de personnes ont acquis la nationalité française entre **2000 et 2024**, dont
    - 1,6 million via une **naturalisation par décret** ;
    - 770 000 par le **« droit du sol différé »** ;
    - 560 000 à la suite d'un **mariage avec une personne française**.
- Sur ce premier quart du XXIème siècle, ce record historique du nombre d'acquisitions a été **près de 2 fois supérieur** au nombre enregistré durant le dernier quart du XXème siècle.
- Les facilités d'acquisition de la citoyenneté d'un pays constituent un **facteur d'attractivité migratoire** attesté au niveau mondial par la littérature scientifique.
- Entre 2004 et 2023, les ressortissants du **Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie** ont représenté **36 %** des acquisitions de la nationalité française. Plus largement : **61 %** des personnes ayant acquis la nationalité française sur cette période étaient originaires d'**Afrique**, contre **20 %** d'**Europe** – soit environ **trois fois plus**.
- En raison des avantages déjà associés à la citoyenneté européenne, **les immigrés originaires de l'UE sont moins souvent portés** à demander ou obtenir une naturalisation française. Or, celle-ci emporte des droits particuliers, dont le vote à toutes les élections nationales.
- Certains étrangers de catégories en forte dynamique migratoire peuvent bénéficier d'un délai de résidence **réduit ou supprimé** pour la naturalisation : étudiants, réfugiés, ressortissants de pays francophones… Les mineurs non-accompagnés peuvent aussi réclamer la nationalité française de plein droit, après **3 ans** de prise en charge par l'Aide sociale à l'enfance.
- L'état du droit de la nationalité française ne découle pas de grandes contraintes européennes ou constitutionnelles, qui se révèlent très limitées en cette matière.
- **763 000 étrangers nés en France et âgés de moins de 18 ans** vivaient en France au 1er janvier 2024, soit autant de nouveaux bénéficiaires attendus du « droit du sol » d'ici à leur majorité – sauf changement législatif mis en œuvre avant cette échéance.

Les trois principales voies d'acquisition de la nationalité française

a. La naturalisation par décret

Sur demande de l'étranger, après généralement cinq ans de résidence en France (avec des dérogations possibles). Elle suppose une intégration économique, une assimilation à la communauté française et l'absence de certaines condamnations pénales. L'État examine individuellement le dossier et dispose d'un pouvoir d'appréciation : la naturalisation n'est pas un droit automatique.

b. Le « droit du sol différé »

Les enfants nés en France de parents étrangers acquièrent automatiquement la nationalité à 18 ans, à condition de résider en France et d'y avoir vécu au moins cinq ans depuis l'âge de 11 ans. L'acquisition peut être anticipée par déclaration dès 16 ans, ou dès 13 ans à l'initiative des parents, sous conditions de résidence. Aucune condition d'assimilation n'est exigée.

c. L'acquisition par mariage

Le conjoint étranger d'un Français peut obtenir la nationalité par déclaration après quatre ans de mariage et de vie commune (cinq ans dans certaines situations). Il doit notamment justifier d'un niveau B2 en français et ne pas présenter de motifs graves d'opposition. L'acquisition est de droit lorsque les conditions sont réunies, sous réserve du pouvoir d'opposition de l'État.

II. Les blocages actuels

I. Un nombre historiquement élevé d'acquisitions de la nationalité française

Depuis les années 1980, les inquiétudes relatives à la « crise de l'intégration » ont replacé les modalités d'acquisition de la nationalité au cœur du débat public.

Entre 2000 et 2024, trois millions de personnes ont acquis la nationalité française. Ces acquisitions se sont opérées de trois façons principales[361] :

- **1,6 million** d'entre elles ont obtenu la nationalité française via une **naturalisation** par décret ;
- **770 000** via le « **droit du sol** différé » ;
- **560 000** à la suite du **mariage** avec une personne de nationalité française.

Par leur importance, ces chiffres sont sans précédent : il y a eu près de **deux fois plus d'acquisitions de la nationalité française sur le premier quart du XXIe siècle que durant le dernier quart du XXe siècle** (1,67 million d'acquisitions entre 1975 et 1999).[362]

Ce nombre d'acquisitions supérieur de 81 % par rapport à la période symétriquement antérieure est à mettre en **relation directe avec l'augmentation des flux migratoires** constatée dans notre pays, depuis la fin des années 1990. La population *immigrée* au sens strict, qui vit en France après être née étrangère à l'étranger (soit la « première génération), a augmenté de 82 % entre 1999 et 2025[363] – soit un ordre de grandeur quasiment identique.

361 INSEE, « Acquisitions de la nationalité française », dont la dernière version est parue le 11 juillet 2025 mais ne couvre que les années à partir de 2008 ; les années antérieures proviennent de l'archivage des précédentes publications de l'institution
362 INSEE, fichier CD-AX1 – « Acquisitions réelles et enregistrées de la nationalité française (ensemble des résidences) de 1946 à 1999 », 2011
363 INSEE, « Population immigrée et étrangère en France – Données annuelles de 1921 à 2025 », 2026 [en ligne].

Un tiers des immigrés qui vivent en France ont acquis la nationalité française ; s'y ajoutent les personnes ayant acquis la nationalité française après être nées en France (le plus souvent au moment ou à l'approche de leur majorité), formant ainsi l'ensemble des « Français par acquisition ».

L'ensemble de ces acquisitions de la nationalité française a un effet direct sur les statistiques de la population « étrangère » : lorsqu'un ressortissant devient français, il sort de la catégorie statistique des étrangers – ce qui tend à réduire le nombre, comme la part, de ces derniers dans la population totale. Mais cet effet est aujourd'hui compensé, voire dépassé, par l'évolution des flux migratoires.

Malgré ces acquisitions massives de la nationalité française, le pourcentage des étrangers dans la population de la France a presque doublé, passant de 5,5% en 1999 à 9,1% en 2025[364] – soit un **record** historique, dépassant de loin les précédents pics constatés à la fin des années 1920 ou des Trente Glorieuses.

II. Une distorsion dans la répartition géographique des nouveaux Français par acquisition

Les Marocains de naissance forment la population la plus nombreuse à avoir acquis la nationalité française sur la période 2004-2023 : ils constituent, à eux seuls, **un sixième de l'ensemble** des nouveaux Français par acquisition – 404 000 sur 2,4 millions durant ces vingt ans. Viennent ensuite les Algériens (323 000 acquisitions), puis les ressortissants tunisiens (146 000) et turcs (135 000) aux 3e et 4e places. La concentration géographique de ces nouveaux Français est saisissante : à eux seuls, **les citoyens des trois pays du Maghreb – Maroc, Algérie, Tunisie – comptent pour plus d'un tiers (36%)** de l'ensemble des acquisitions de la nationalité française.[365]

Cette surreprésentation est d'autant plus forte quand on la compare au reste de l'Europe : 83% des Algériens ayant acquis une citoyenneté de l'Union européenne sur cette période l'ont fait en devenant français, tout comme 61% des Tunisiens (et 28% des Marocains).[366]

Plus largement, **parmi les vingt principales nationalités d'origine, seules quatre** (Portugal, Serbie, Roumanie, Royaume-Uni) **sont situées sur le continent européen** (dont deux dans l'Union européenne), tandis que douze se trouvent sur le continent africain. Parmi celles-ci se trouve un ensemble d'États d'Afrique subsaharienne, plus morcelés géographiquement que l'Afrique du Nord : la Côte d'Ivoire, le Mali, le Sénégal, le Congo-Brazzaville, le Cameroun, les Comores, la République démocratique du Congo, la Guinée et Madagascar.[367]

Près de deux tiers (61,5 %) des personnes ayant acquis la nationalité française entre 2004 et 2023 sont originaires du continent africain dans son ensemble – dont le Maghreb. Elles sont trois fois plus nombreuses que celles originaires d'Europe (20 %).[368]

364 Ibid.
365 Eurostat, « International migration & citizenship – Detailed datasets »
366 Ibid.
367 Ibid.
368 Ibid.

Cette composition singulière du groupe des nouveaux « Français par acquisition » apparaît résulter de deux facteurs conjoints :

a. La composition géographique de l'immigration en France

Celle-ci est de loin **« la plus africaine » d'Europe** : la moitié (49 %) des personnes immigrées qui vivent sur le sol français sont nées en Afrique, tandis que 30 % des personnes immigrées qui vivent sur le sol français sont nées en Europe. [369]

b. L'incitation variable à acquérir la nationalité française pour les immigrés, selon leurs pays d'origine

En 2024, **un peu plus d'un tiers des immigrés vivant en France (34 %) avaient obtenu la nationalité française.** Mais le nombre d'acquisitions de la nationalité française diffère fortement selon la région d'origine : **les immigrés nés en Afrique sont les plus nombreux à l'avoir reçue (37 %),** une proportion qui atteint 41 % pour ceux originaires du Maghreb. Différemment, seuls 28 % des immigrés nés en Europe et vivant en France ont obtenu la nationalité française.[370]

Les ressortissants d'autres États membres de l'Union européenne disposent déjà d'un droit de circulation, de résidence et d'accès au marché du travail en France, ce qui les dispense de demander ou de renouveler un titre de séjour. Leur **statut civique et administratif est quasiment identique à celui des nationaux**. Ils ont notamment accès à une grande partie des emplois dans les fonctions publiques d'État, territoriale et hospitalière ; ils sont aussi électeurs et éligibles aux élections municipales et européennes. Un tel statut **limite fortement l'intérêt à engager une démarche de naturalisation.**

Or, l'accès à la pleine citoyenneté implique le **droit de vote et d'éligibilité** pour l'ensemble des élections nationales, y compris les élections législatives et l'élection présidentielle, celui d'exercer des **emplois d'autorité publique** (policiers, militaires, magistrats…), tout comme la **transmission de ces possibilités aux enfants mineurs des naturalisés** – devenus eux aussi Français par « effet collectif » .

III. La naturalisation par décret : des critères d'assimilation à la vérification trop peu exigeante

La notion de « naturalisation », souvent employée de manière abusive pour décrire l'ensemble des acquisitions de la nationalité, renvoie en réalité à une procédure précise : un étranger, qui en formule la demande, se voit conférer cette nationalité par une **décision souveraine de l'État**, matérialisée par un décret du Premier ministre, à l'issue d'un **examen individualisé de sa situation**. Il ne s'agit donc pas d'une acquisition « de droit ».

Pour être en mesure d'introduire sa demande[371] : l'étranger doit justifier d'une résidence habituelle en France depuis au moins cinq ans – bien que ce délai puisse être réduit dans de multiples situations, qui obèrent la cohérence du droit. Il doit faire la preuve de son **intégration économique**, ne pas avoir été l'objet d'un certain nombre de **condamnations pénales**, et doit pouvoir démontrer son « **assimilation** à la communauté française ».

Les modalités d'appréciation de cette dernière demeurent dans une forme de flou, pour ne pas dire dans une certaine superficialité, que de récents textes réglementaires ont cherché à corriger. C'est dans ce contexte que s'est inscrite la circulaire du ministre de l'Intérieur du 2 mai 2025, dite « circulaire Retailleau[372] ». Celle-ci est venue rappeler que « l'acquisition de la nationalité française doit demeurer

369 INSEE, « L'essentiel sur… les étrangers et les immigrés », 2026
370 INSEE, « En 2024, 6,0 millions d'étrangers vivent en France, 0,9 million y sont nés », 2025
371 Code civil, Art. 21-14-1 à 21-25-1
372 Ministère de l'Intérieur, « Orientations relatives à l'acquisition de la nationalité française par décision de l'autorité publique », 02 mai 2025

l'aboutissement d'un parcours d'intégration puis d'assimilation réussi et exigeant » et invite les préfets à en exercer un contrôle plus rigoureux. Ces exigences gagneront à être consolidées dans la loi.

Le refus de naturalisation est une décision administrative, qui est aujourd'hui susceptible en tant que telle de faire l'objet d'un **recours juridictionnel** – d'autant que la loi oblige l'administration à motiver tout refus. Concrètement, un demandeur qui s'estime lésé par un refus peut d'abord former un recours administratif préalable obligatoire (RAPO) auprès du ministre de l'Intérieur, puis saisir le tribunal administratif de Nantes, puis la Cour administrative d'appel de Nantes, et même se pourvoir en cassation devant le Conseil d'État.

Cependant, d'après les dernières données disponibles : 1 447 requêtes ont été enregistrées en 2020 devant le tribunal administratif de Nantes en ce sens, et seules 5 % des affaires jugées ont fait l'objet d'une annulation du refus de naturalisation[373]. Cette voie d'acquisition demeure donc encore, à jour, largement subordonnée à la décision des pouvoirs publics.

IV. Le droit du sol : un facteur d'attractivité migratoire

Le « droit du sol » – dans son acception la plus commune – concerne les enfants nés en France de parents étrangers, qui ne sont pas eux-mêmes nés en France. Dans ce cas, l'enfant ne devient pas directement français à sa naissance : mais il **le devient automatiquement à 18 ans, à condition de résider en France à ce moment-là et d'y avoir vécu au moins cinq ans depuis l'âge de 11 ans**[374]. Cette acquisition de plein droit peut être avancée par une simple **« déclaration anticipée », réalisable dès 16 ans** par l'intéressé s'il remplit déjà les critères de résidence, ou **dès 13 ans à l'initiative de ses parents** (la condition de résidence habituelle en France devant alors être remplie à partir de l'âge de 8 ans)[375].

Les personnes remplissant ces critères **deviennent françaises « de plein droit »**, sans avoir à remplir aucun critère portant sur leur « assimilation » à la société française (notion qui reste applicable aux naturalisations par décret) ni autre exigence, pas même l'absence de condamnation pénale grave.

Au regard des importants volumes concernés, il est permis de considérer que ce « plein droit » n'est **plus adapté à l'ampleur des flux migratoires ni à notre monde hyperconnecté**, celui d'internet et des télévisions satellitaires, propices au maintien des liens culturels et d'allégeance entre les familles immigrées et leurs pays d'origine.

L'attractivité migratoire du « droit du sol » ne fait guère de doute : elle se constate partout dans le monde lorsque voisinent des pays aux niveaux de développement économique très différents – avec les immigrées centre-américaines qui franchissent le Rio Grande pour donner naissance, ou les immigrées comoriennes qui viennent accoucher à Mayotte. Les restrictions apportées localement au droit du sol dans ce département français à partir de 2018 ont d'ailleurs été suivies d'une baisse des naissances issues de l'immigration dans l'archipel : le nombre de nouveaux nés dont la mère est de nationalité étrangère a baissé de 19 % entre 2021 et 2024, soit deux fois plus que parmi ceux dont la mère est française (- 8 %)[376].

Au niveau mondial, cette attractivité a été attestée par les travaux des économistes Michel Beine, Joël Machado et Ilse Ruyssen[377]. Ces auteurs montrent que les migrants potentiels ne choisissent pas uniquement leur destination en fonction des écarts de revenus ou des perspectives professionnelles : **ils prennent également en compte les droits qui leur seront reconnus une fois installés – parmi lesquels**

373 DGEF, « Le contentieux de l'accès à la nationalité française », consulté le 01/09/2025
374 Code civil, Art. 21-7
375 Code civil, Art. 21-11
376 Insee Flash Mayotte, Manuela Ah-Woane, Forte baisse des naissances – Bilan démographique 2024 à Mayotte, 24 avril 2025
377 Michel Beine, Joël Machado et Ilse Ruyssen, « Do potential migrants internalise migrant rights in OECD host societies? », Canadian Journal of Economics, octobre-novembre 2020

la facilité d'accès à la nationalité, qui apparaît comme un déterminant significatif de l'attractivité perçue. Cette préférence demeure robuste après la prise en compte des facteurs économiques, géographiques, linguistiques et institutionnels.

L'importance du traitement de ce sujet est d'autant plus impérieuse qu'**au 1er janvier 2024, 763 000 étrangers nés en France et âgés de moins de 18 ans vivaient sur le territoire français**[578] **– soit autant de potentiels bénéficiaires à venir du « droit du sol » différé**. Ils acquerront la nationalité française de manière automatique à leur majorité sous réserve qu'ils aient passé cinq années sur le territoire entre 11 et 18 ans, ou de manière anticipée dès l'âge de 13 ans.

V. L'acquisition par mariage : un choix privé doit-il engager la nation ?

Le mariage avec un ressortissant français ouvre l'accès à la nationalité française par simple déclaration, sans passer par la procédure de naturalisation de droit commun et sous réserve de quelques critères [579] :

- Être **marié depuis au moins quatre ans** (ou cinq ans dans le cas d'une résidence continue de moins de trois ans sur le sol français depuis le mariage) et **maintenir une communauté de vie** avec son conjoint ;
- Justifier d'une **connaissance du français de niveau B2** ;
- Ne pas avoir fait l'objet de **condamnations ou de comportements** (comme la polygamie) permettant au gouvernement de s'opposer à l'acquisition de la nationalité.

À la différence de la naturalisation par décret, cette procédure ne repose pas sur une appréciation globale de l'opportunité d'accorder la nationalité. L'administration conserve certes un pouvoir d'opposition en cas d'indignité, de condamnation pénale grave ou de défaut d'assimilation très manifeste, mais elle ne dispose pas de la marge d'appréciation libre qui caractérise les demandes de naturalisation. En présence des conditions requises, l'acquisition de la nationalité se fait de plein droit.

Cette voie d'accès particulière pose différentes questions. L'une d'entre elles est de principe : un choix privé par excellence, qui est celui du mariage, doit-il emporter des conséquences pour toute la nation dans l'admission d'un nouveau membre ? Par ailleurs, l'acquisition de la nationalité par mariage ne concerne pas toujours le seul conjoint : via ses « effets collectifs », des enfants mineurs vivant avec le parent devenu français (qui ne sont pas nés du conjoint déjà Français) peuvent ainsi acquérir eux aussi la nationalité française, sans avoir à accomplir une démarche distincte[580]. Ce mécanisme contribue à amplifier les effets démographiques de certaines acquisitions de nationalité.

S'agissant des seuls mariages contractés en France : 14 % d'entre eux concernent un ressortissant français et un ressortissant étranger, soit plus de 30 000 cas par an selon les données issues de l'état civil[581]. Ces statistiques sont parfois interprétées comme révélatrices de la prévalence des « unions mixtes » et, ce faisant, un indicateur d'intégration croissante des populations d'origine immigrée. Une telle lecture mérite cependant d'être nuancée sérieusement.

Si les données disponibles manquent à ce sujet, une part non négligeable des mariages concernés apparaît ne pas mettre en présence un Français sans ascendance migratoire et un ressortissant étranger, mais un Français lui-même issu de l'immigration, parfois binational, qui épouse une personne ressortissante du pays d'origine de sa famille. Si ce mariage est souscrit à l'étranger : après sa transcription par les autorités consulaires françaises, l'épouse ou l'époux étranger reçoit la délivrance

578 INSEE, « En 2024, 6,0 millions d'étrangers vivent en France, 0,9 million y sont nés », 2025
579 Code civil, Art. 21-2 et 21-4
580 Code civil, Art. 22-1
581 INSEE, Tableau à l'unité, RETRO6 – Mariages selon la nationalité des époux (Français ou étranger) - Séries depuis 1946 pour la France métropolitaine, 1994 pour la France

d'un visa de long séjour, puis d'un titre de séjour « Conjoint de Français ». Elle peut ensuite déclarer sa nationalité française après quatre ans de vie commune.

VI. De multiples dérogations qui troublent la cohérence de notre droit

L'**empilement d'exceptions juridiques** se fait dans un cadre dépourvu d'une vision d'ensemble et sans objectifs clairement définis. Ces brèches dans le droit, peu connues du grand public comme des responsables politiques, posent une sérieuse question d'équité dans l'accès à la nationalité française.

a. Les dispenses du délai de cinq ans avant toute naturalisation

Si le délai minimal de résidence légale sur le territoire est normalement de cinq ans pour demander une naturalisation par décret, de multiples **exceptions existent pour réduire ou supprimer cette durée** de « stage ». Outre celles précitées, dédiées à des **catégories d'étrangers particulièrement méritants**, un ensemble d'autres exceptions – qui concernent des publics de ressortissants étrangers bien plus nombreux – ne semblent pas avoir de justification identifiable à leur existence. Par exemple :

- Ce délai de résidence est réduit de 5 à 2 ans pour les **étudiants qui ont validé deux années d'études supérieures en France**[382] ;

Depuis 2022, l'immigration étudiante est devenue le principal motif d'octroi des nouveaux titres de séjour en France, avec une hausse de 70 % en dix ans. C'est ainsi que 445 000 étudiants étrangers étaient inscrits dans l'enseignement supérieur français pour l'année 2024-2025.

- Les **bénéficiaires du statut de réfugié** sont dispensés de tout délai de résidence pour demander la nationalité française[383] ;

Au 31 décembre 2025, plus de 500 000 réfugiés statutaires (532 931) étaient comptabilisés sur le sol français, un nombre qui a triplé en dix ans et qui représente les trois quarts des bénéficiaires du droit d'asile (les autres disposant de la protection subsidiaire). L'Afghanistan en est le premier pays d'origine.[384]

- Il en est de même pour les **étrangers qui appartiennent à « l'entité culturelle et linguistique française »**, lorsqu'ils sont ressortissants d'un État dont la langue officielle ou l'une des langues officielles est le français et que le français est leur langue maternelle, ou qu'ils justifient d'une **scolarisation minimale de cinq ans dans un établissement enseignant en français**[385].

Le profil de l'immigration reçue en France, largement issue de pays d'Afrique francophone, implique que des centaines de milliers d'étrangers sont en mesure de remplir ces critères.

b. Le droit du sol « par capillarité »

Depuis la loi du 7 mars 2016 : **une personne peut, à sa majorité, réclamer la nationalité française par déclaration lorsque son frère ou sa sœur l'a acquise par le « droit du sol ».** Le demandeur n'a pas

382 Ibid., Art. 21-18
383 Ibid., Art. 21-19
384 OFPRA, Rapport d'activité 2025, 2026
385 Code civil, Art. 21-20

besoin d'être né lui aussi en France. Il doit y résider habituellement depuis l'âge de six ans et y avoir suivi sa scolarité obligatoire dans des établissements soumis au contrôle de l'État. » [386].

c. Le droit à la nationalité française pour les mineurs non accompagnés

Les mineurs étrangers isolés peuvent obtenir la nationalité française par une simple déclaration, avoir été **pris en charge depuis au moins 3 ans par l'aide sociale à l'enfance** (ASE) – laquelle est responsable de l'accueil de ces profils.[387]

On mesure l'appel d'air potentiellement généré par un tel dispositif : des familles envoyant l'un de leurs enfants en France pour intégrer des services de l'ASE ; celui-ci devenant français de plein droit au bout de 3 ans (avant même ses 18 ans) et permettant à ses parents de le rejoindre ultérieurement sur le territoire national, en leur ouvrant le droit à un titre de séjour pour motif familial. En particulier, ils peuvent bénéficier d'un titre de séjour « Ascendant à charge de Français » sous certaines conditions

L'existence de telles stratégies ne relève pas d'une spéculation théorique. Les services de l'État comme des départements de France – dont l'ASE dépend – documentent l'existence d'une catégorie de « précurseurs » parmi ces mineurs non accompagnés (MNA), c'est-à-dire des jeunes envoyés par leur famille pour tenter ensuite un rapprochement familial sur place. Le nombre de MNA pris en charge par l'ASE a été multiplié par cinq entre 2013 et 2024.[388]

III. Les solutions

I. Le scénario minimaliste

Ces mesures sont proposées dans l'hypothèse où une voie unique d'acquisition de la nationalité française (cf « scénario efficient ») ne serait pas mise en œuvre.

a. Renforcer les conditions d'acquisition de la nationalité française par naturalisation

Il conviendrait de porter la durée minimale de résidence à dix ans pour introduire une demande, instaurer un critère de **casier judiciaire vierge** de toute condamnation pénale et un critère d'**autosuffisance financière** (au-delà du seul fait d'occuper un travail), ainsi que la nécessité d'être à jour de ses cotisations, taxes, amendes, pensions alimentaires… ;

b. Renforcer les conditions de l'acquisition par mariage

Il serait pertinent de relever de quatre à **huit ans la durée minimale de vie commune** pour obtenir la nationalité par déclaration, et **de B2 à C1 le niveau minimal** requis de maîtrise de la langue française.

c. Supprimer les délais de résidence dérogatoires pour demander une naturalisation

En particulier : ceux destinés aux **étudiants** ou anciens étudiants en France, aux **réfugiés** ou aux **ressortissants de certains États francophones.**

386 Ibid., Art. 21-13-2
387 Ibid., Art. 21-12
388 OID, « Les mineurs non-accompagnés : un statut détourné, des services de l'enfance saturés », avril 2026

Les exceptions prévues pour les étrangers à mérites exceptionnels pourront être maintenues.

d. Exiger une manifestation de volonté entre 18 et 21 ans pour bénéficier de l'acquisition de la nationalité par le droit du sol

Il s'agirait alors de revenir au régime de la loi « Pasqua-Méhaignerie », en vigueur entre 1993 et 1998 : l'acquisition de la nationalité à la majorité selon le « droit du sol » ne serait plus automatique, mais resterait de plein droit pour quiconque en ferait la **demande dans le délai imparti**.

e. Supprimer l'acquisition « par capillarité » pour les frères et sœurs d'une personne ayant obtenu la nationalité française par droit du sol.

Cette mesure nécessiterait de revenir sur la loi du 7 mars 2016.

II. Le scénario efficient

L'état du droit de la nationalité française ne découle pas de grandes contraintes européennes ou constitutionnelles, qui se révèlent très limitées en cette matière.

Une réforme juste du droit de la nationalité devrait viser, à la fois une meilleure lisibilité des procédures d'acquisition, une équité véritable entre les situations de vie et des critères renforcés de vérification. Elle pourrait ainsi se fonder sur un double principe :

I. *Personne ne doit devenir français sans l'avoir voulu expressément ;*

II. *Personne ne doit devenir français sans que la République ne l'ait décidé.*

Pour ce faire, il conviendrait de **consacrer la naturalisation par décret comme seule voie d'acquisition de la nationalité française**. L'ensemble des autres situations qui conduisent aujourd'hui à l'acquisition de la nationalité française serait réorienté vers cette procédure, marquée par une **condition d'assimilation** explicite (dont le contrôle devrait être rendu effectif) et une capacité de **décision des autorités** républicaines. **Le délai minimal de résidence pour y prétendre devrait être relevé à dix ans**, en supprimant l'ensemble des réductions dérogatoires dudit délai – à l'exception de celles destinées aux étrangers à mérites ou potentiels exceptionnels.

Un **système de « bonification » procédurale** pourrait être prévu, dans le cadre de la naturalisation par décret, pour les personnes nées en France ou mariées à un conjoint ou à une conjointe française. L'option préférentielle consisterait néanmoins à laisser l'administration fixer librement sa doctrine sur ce plan, sous le seul contrôle démocratique du pouvoir politique – qui rend des comptes à la nation.

III. Exemples étrangers

Comparaison des régimes en vigueur dans une sélection de pays de l'UE

Pays	Naturalisation (ou équivalent)	Acquisition ordinaire liée à la naissance sur le territoire
France	Accessible après 5 ans de résidence régulière (par décret), délai réduit dans plusieurs situations	Oui, droit du sol différé et partiellement automatique à la majorité ; certains cas à 13 ou 16 ans
Allemagne	Généralement après 5 ans de résidence (réforme de 2024)	Oui dès la naissance, mais conditionnel : si parent résidant légalement depuis 5 ans – pas d'acquisition automatique à la majorité dans les autres cas
Italie	En principe après 10 ans de résidence	Non, sauf exceptions très limitées
Espagne	Après 10 ans de résidence (délai réduit pour certaines nationalités)	Limité : délai de résidence réduit à un an pour naturalisation des personnes nées sur place, mais pas d'automacité sauf en cas de « double droit du sol » (l'un des parents est aussi né sur place)
Belgique	Après 5 ans de résidence	Oui sous conditions, notamment selon la durée de résidence des parents
Pays-Bas	Après 5 ans de résidence	Option à la majorité, accessible aux personnes nées et ayant toujours vécu ans le pays.
Autriche	Généralement après 10 ans de résidence	Non
Danemark	Généralement après 9 ans de résidence	Non

Attractivité sociale et sanitaire

I. Les constats et chiffres clés

- Depuis une décision rendue le 22 janvier 1990, le Conseil constitutionnel consacre une **égalité de traitement entre citoyens français et ressortissants étrangers en matière d'accès aux prestations sociales**, y compris **non-contributives**[389].
- Récemment, **le Conseil constitutionnel s'est opposé** à la mise en place d'un **délai de résidence de 5 ans**, ou de 30 mois d'activité professionnelle avant que les étrangers extra-européens ne bénéficient des prestations non-contributives[390].
- Le taux de pauvreté **des étrangers extra-européens en France était de 47,6%** en 2020, contre 11,5% pour les citoyens français, soit un taux quatre fois supérieur. Il était **le plus élevé d'Europe**, à égalité avec l'Espagne[391].
- Selon l'INSEE, les **immigrés** touchaient **2 380 euros de prestations sociales** en moyenne **par an** pour l'année 2019 (hors pensions de retraite et allocations chômage), contre **1 200 euros** pour les **personnes sans ascendance migratoire – soit le double**[392].
- De nombreux dispositifs sociaux sont embolisés par l'immigration :
    - **40% à 60% des places d'hébergement d'urgence de l'État** sont occupées par des **étrangers clandestins**[393] ;
    - **35% des ménages immigrés** vivaient dans un **logement social** en 2019-2020 (soit le triple des ménages sans ascendance migratoire)[394] ;
    - **Le nombre de mineurs non accompagnés** pris en charge par **l'aide sociale à l'enfance** a été quasiment **multiplié par 5** en 10 ans[395] ;
    - **La moitié des bénéficiaires de l'aide alimentaire étaient des immigrés** en 2021[396].
- **Le nombre de bénéficiaires de l'Aide médicale d'État a triplé en 20 ans** (465 744 personnes en 2024)[397], avec une surreprésentation de patients bénéficiant de soins coûteux. En ce qui concerne le dispositif des titres de séjour « pour soins » (quasiment unique au monde), **le coût d'un traitement peut s'élever à 2,2 millions d'euros par an pour un seul patient**[398].
- L'OCDE démontre que **les recettes budgétaires apportées par les immigrés ne finançaient que 86 % des dépenses publiques qui leur étaient affectées** pour l'année 2017[399] – c'était le pire ratio budgétaire d'Europe à cette date, à l'exception de l'Estonie et de la Lituanie[400].

389 Conseil constitutionnel, décision n° 89-269 DC du 22 janvier 1990
390 Conseil constitutionnel, décision n° 2024-6 RIP du 11 avril 2024
391 OCDE, « Les indicateurs de l'intégration des immigrés 2023 », 2023
392 INSEE, Immigrés et descendants d'immigrés – Niveau de vie et pauvreté monétaire, 2023
393 Cour des Comptes, La politique de lutte contre l'immigration irrégulière, 2024
394 INSEE, Immigrés et descendants d'immigrés, édition 2023, 20/03/2023
395 DREES, Les bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance – séries longues (1996 – 2024), 2025
396 INSEE, France portrait social : Edition 2022, 2022
397 Vincent Delahaye, Sénat, Rapport d'information n°841, Aide médicale d'Etat, 2025
398 OFII, Rapport au parlement 2024 – Procédure d'admission au séjour pour soins
399 OCDE, Perspectives des migrations internationales 2021, 2021
400 Ibid.

II. Les blocages actuels

I. Le principe d'une égalité de traitement entre citoyens français et ressortissants étrangers en matière d'accès aux prestations sociales

Depuis une décision rendue le 22 janvier 1990, le Conseil constitutionnel défend une **égalité de traitement entre citoyens français et ressortissants étrangers en matière d'accès aux prestations sociales**, y compris non-contributives (aides au logement, RSA, « minimum vieillesse » ...)[401]. Pour ce faire, les Sages ont procédé à une interprétation large du Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946, qui dispose seulement que la nation « *assure à l'individu et à la famille les conditions nécessaires à leur développement* » et qu'elle « *garantit à tous, notamment à l'enfant, à la mère et aux vieux travailleurs, la protection de la santé, la sécurité matérielle, le repos et les loisirs* ».

Si tout critère de nationalité est exclu, le Conseil constitutionnel admet néanmoins que « *le bénéfice de certaines prestations sociales dont jouissent les étrangers en situation régulière sur le territoire français soit soumis à une condition de durée de résidence ou d'activité* » – sans pour autant préciser les limites en la matière[402]. Ainsi, le Conseil constitutionnel s'est récemment **opposé à un délai de carence de 5 ans** (ou de **30 mois d'activité professionnelle**) pour les étrangers extra-européens en matière d'accès aux prestations sociales non contributives[405]. Pourtant, le même Conseil constitutionnel a fait savoir en 2011, qu'une **condition de séjour régulier de 5 ans aux étrangers extra-européens pour percevoir le RSA était parfaitement conforme à la Constitution**[404]. De même, la loi prévoit un **délai de carence de 10 ans concernant les étrangers extra-européens pour bénéficier de l'ASPA** (« minimum vieillesse »), mais cette législation n'a fait l'objet d'aucun contrôle de constitutionnalité à ce jour.

Depuis peu, les juges constitutionnels considèrent qu'une **condition de résidence de 2 ans avant que les étudiants étrangers extra-européens et non boursiers accèdent aux APL est conforme** à la Constitution[405]. Cette jurisprudence peut sans doute guider le législateur à l'avenir s'il souhaite appliquer, **à cadre juridictionnel constant**, un délai de carence aux étrangers extra-européens en matière d'accès aux prestations sociales non-contributives qui serait conforme à la Constitution.

Le **droit européen consacre également un « droit à l'égalité de traitement »** entre les nationaux et les citoyens européens[406], mais aussi avec les étrangers extra-européens qui travaillent[407] ou résident en France depuis au moins 5 ans[408], ainsi que les **bénéficiaires de l'asile** (plus de 734 360 personnes en 2025)[409] **en matière d'accès à la Sécurité sociale, l'assistance sociale et l'accès aux soins de santé**. Sur ce fondement, la Cour de justice de l'Union européenne a récemment interdit à la France de conditionner l'attribution des allocations familiales aux étrangers extra-européens selon la régularité de l'entrée de leurs enfants sur le territoire national[410].

Néanmoins, la Cour de Justice de l'Union européenne autorise les pays membres de l'Union européenne à instaurer un délai de carence d'**au maximum 5 ans pour l'accès des étrangers extra-européens aux prestations sociales non-contributives**[411]. Elle se fonde en effet sur le statut de « résident longue durée », pour en déduire qu'une telle période doit être « *considérée comme étant suffisante* » pour avoir droit « *à l'égalité de traitement avec les ressortissants dudit État membre, notamment,*

401 Conseil constitutionnel, décision n° 89-269 DC du 22 janvier 1990
402 Conseil constitutionnel, décision n°2024-6 RIP du 11 avril 2024
403 Ibid.
404 Conseil constitutionnel, décision n° 2011-137 QPC du 17 juin 2011
405 Conseil constitutionnel, décision n° 2026-901 DC du 19 février 2026
406 Article 24 de la directive 2004/38/CE du 29 avril 2004
407 Article 12 de la directive 2024/1233/UE du 24 avril 2024
408 Article 11 de la directive 2003/109/CE du 25 novembre 2003
409 Règlement 2024/1347/UE du 14 mai 2024, Art.31
410 CJUE, 5e chambre, 19 décembre 2024, aff. C-664-23
411 Directive 2003/109/CE du 25 novembre 2003

en ce qui concerne la sécurité sociale, l'aide sociale et la protection sociale »[412]. Dans le même esprit, les États membres ont la possibilité de **conditionner l'octroi d'aides sociales aux ressortissants de pays tiers à la possession d'un titre de séjour de longue durée** (soit 5 ans)[413]. **La jurisprudence du Conseil constitutionnel est donc encore plus restrictive que les contraintes européennes.**

Enfin, il est à noter que **les différences de traitement entre étrangers en situation régulière et irrégulière s'estompent de plus en plus.** Le Conseil constitutionnel a par exemple étendu aux étrangers clandestins l'octroi de l'aide juridictionnelle en matière civile et prud'homale[414], tandis que le Conseil d'Etat défend le principe des réductions tarifaires de 50% dans les transports en commun en Ile-de-France pour les étrangers en situation irrégulière[415].

II. Les accords bilatéraux : un accès privilégié à notre système social et sanitaire pour certains ressortissants étrangers

Si la loi française prévoit un **délai de séjour régulier de 5 ans pour les étrangers extra-européens avant de bénéficier du RSA et de 10 ans pour obtenir l'ASPA** (« minimum vieillesse »), **les Algériens sont dispensés de ces délais.** En effet, le Conseil d'État se fonde sur une annexe des accords d'Evian pour en déduire que « *les ressortissants algériens résidant en France, en particulier les travailleurs, ont, à l'exception des droits politiques, les mêmes droits que les nationaux français* »[416].

Les ressortissants étrangers dispensés d'un délai de 10 ans pour bénéficier de l'ASPA

Au-delà des ressortissants étrangers de l'Union européenne et de l'espace économique européen, d'autres ressortissants sont dispensés d'un délai de résidence de 10 ans pour bénéficier de l'ASPA : les Andorrans, Béninois, Cap-verdiens, Congolais (République du Congo), Gabonais, Israéliens, Malgaches, Maliens, Marocains, Monégasques, Sénégalais, Togolais, Turcs et les Tunisiens.

Par ailleurs, comme **l'Algérie refuse de verser les pensions de retraite qu'elle doit à ses ressortissants retraités qui résident en France** : les concernés n'ont de fait aucune ressource et **bénéficient donc de l'ASPA** – sans avoir cotisé un seul euro au régime de retraite français[417]. En définitive, cette interprétation **place les Algériens dans une situation presque plus favorable que les ressortissants de l'Union européenne**, qui selon notre législation « *ne peuvent devenir une charge pour le système social* »[418] et n'ont pas le droit au RSA s'ils entrent en France pour y chercher un emploi[419].

Par ailleurs, selon un rapport du Centre des liaisons européennes et internationales de sécurité sociale (CLEISS) : la France a conclu une **convention bilatérale avec 17 pays étrangers qui couvrent le risque maladie de manière significative** (hors maternité), principalement d'Europe de l'est et d'Afrique. Or, certains de ces pays sont **débiteurs d'une dette de sécurité sociale parfois colossale** avec la France. Selon un rapport d'information du Sénat : « *un **montant de créances de 141 millions d'euros** a été constaté dans les comptes financiers de 560 établissements de santé* » pour l'année 2023, dont 90,1 millions pour la seule Assistance Publique des Hôpitaux de Paris (AP-HP)[420].

Pour mieux comprendre l'origine de ces créances, il est nécessaire d'opérer une distinction fondamentale :

412 CJUE, 29 juillet 2024, C-112/22 CU et C-223/22 ND
413 CJUE, 5 mars 2026, C-151/24
414 Conseil constitutionnel, Décision n° 2024-1091/1092/1093 QPC du 28 mai 2024
415 Conseil d'État, n° 423937, 9 octobre 2019
416 Conseil d'État, 1ère et 6ème sous-sections réunies, 09/11/2007, 279685
417 M. Charles Rodwell, Assemblée nationale, Rapport d'information n°1963 sur les implications juridiques et budgétaires des accords bilatéraux : l'exemple de l'Algérie, 2025
418 CESEDA, Articles L. 232-1 et L. 233-1
419 CESEDA, Article L. 262-6
420 Vincent Delahaye, Sénat, Rapport d'information n°841, Aide médicale d'Etat, 2025

- Pour les **soins programmés** des patients étrangers non couverts par l'AME **(créances publiques)** : ceux-ci suivent une procédure variable selon les établissements : généralement un devis est établi, les soins sont facturés au patient, puis éventuellement remboursés par sa caisse de sécurité sociale ou une assurance privée. Dans ce cadre, une avance de paiement peut être exigée, comme c'est le cas à l'AP-HP.
- Pour les **soins non-programmés**, c'est-à-dire **urgents (créances privées**) : les établissements de santé doivent accueillir tout patient qui se présente à eux, immédiatement et sans condition. Le recouvrement des frais ne peut donc intervenir qu'après la prise en charge de celui-ci, mais reste souvent inefficace lorsque ledit patient a quitté le territoire – faute de coopération des autorités de son pays d'origine.

Dans ce contexte, un **protocole a été signé en 2016 entre la France et l'Algérie**, annexe à la convention bilatérale sur la sécurité sociale du 1er octobre 1980. Celui-ci prévoit notamment la création d'une **commission mixte franco-algérienne** dédiée à la bonne exécution et à l'apurement des comptes de chaque partie. Néanmoins, un rapport d'information de l'Assemblée nationale fait savoir que « ***ce protocole n'est pas respecté en pratique, ou de façon très marginale*** ». En effet, « *faute d'accord préalable de la CNAS les soins prodigués par les établissements français génèrent une* ***importante dette dite « privée »*** *et qui est* ***presque impossible à recouvrer*** »[421]. Par ailleurs, un autre rapport du CLEISS déplore que **« *depuis 2020 aucune commission mixte entre la France et l'Algérie ne s'est tenue* »**[422].

III. Une surreprésentation des personnes étrangères et immigrées dans les différents dispositifs sociaux

Selon l'INSEE, pour l'année 2019 : les **immigrés** touchaient en moyenne **2 380 euros de prestations sociales par an** (hors pensions de retraite et allocations chômage), contre **1 200 euros** pour les **personnes sans ascendance migratoire –** ce qui représentait le double[423].

Par ailleurs, au-delà des seules prestations sociales, notre immigration tend également à emboliser **de nombreux dispositifs sociaux et services publics.**

Ainsi, **35% des ménages immigrés vivaient dans un logement social** en 2019-2020, soit le triple des ménages sans ascendance migratoire (11%)[424]. Or, cette moyenne recouvrait de fortes disparités selon l'origine : cela concernait **49% des immigrés algériens** et **57% des immigrés originaires d'Afrique sahélienne**[425]**.** Plus grave, cette **surreprésentation persiste à la génération suivante** et peut même s'aggraver : **63% des descendants d'immigrés maliens et sénégalais** (la « deuxième génération ») vivaient dans un logement social en 2019-2020, soit 6 points de plus que les immigrés sahéliens de la « première génération ».

De même, plus du tiers des places au sein des résidences du Crous (36%) **et 53% des aides d'urgence du Crous sont attribuées à des étudiants étrangers**[426]**, alors que ceux-ci comptent seulement pour 14% du total des étudiants dans l'enseignement supérieur**[427]**.**

La Cour des comptes souligne que **40% à 60% des places d'hébergement d'urgence de l'État sont occupées par des étrangers clandestins**[428]. Ce dispositif est à la fois inconditionnel et illimité dans le

421 Ibid.
422 Etudes et analyses du CLEISS, Décryptage n°31, août 2025
423 INSEE, Immigrés et descendants d'immigrés – Niveau de vie et pauvreté monétaire, 2023
424 INSEE, Immigrés et descendants d'immigrés – Conditions de logement, édition 2023, 2023
425 Ibid.
426 Assemblée nationale, Rapport d'information n°1892, L'évaluation des aides sur critères sociaux pour les étudiants, Mme Soumya Bourouaha, 1er octobre 2025
427 Rapport d'information n° 4817 sur « sur le logement et la précarité des étudiants, des apprentis et des jeunes actifs », David CORCEIRO et Richard LIOGER, Assemblée nationale, 2021, & Cour des Comptes, Rapport public thématique, Une évaluation de l'attractivité de l'enseignement supérieur français pour les étudiants internationaux, 2025, p. 127
428 Cour des Comptes, La politique de lutte contre l'immigration irrégulière, 2024

temps, tant qu'une solution durable n'a pas été trouvée : selon les enquêtes sur échantillon, la durée médiane de séjour est de 41 mois, soit environ 3,5 ans[429]. De même, le Samu social de Paris estime que **90%** des ménages bénéficiant de **nuitées hôtelières dans la capitale** sont des ressortissants **extra-européens** – dont près de **la moitié (45%) sont en situation irrégulière.**

En ce qui concerne **l'aide sociale à l'enfance (ASE), le nombre de mineurs** et jeunes majeurs **non accompagnés** (MNA) **pris en charge a été quasiment multiplié par 5 en 10 ans** (46 803 pour l'année 2024)[430], pour un coût moyen de **50 000 euros par an** selon les Départements de France – ce qui comprend le logement, la nourriture, les frais d'éducation et de formation[431]. Or, **ce régime est particulièrement propice aux fraudes** : l'Assemblée des départements de France souligne que « ***seul un quart des personnes se présentant comme MNA (23%) est en définitive évalué mineur*** »[432], tandis que la jurisprudence constitutionnelle limite drastiquement le recours aux tests osseux (radiographie du poignet) pour déterminer l'âge des demandeurs.

Enfin, la moitié **des bénéficiaires de l'aide alimentaire étaient des immigrés** en 2021, soit un taux 5 fois supérieur à la proportion des immigrés dans la population générale[433].

IV. Les dispositifs sanitaires les plus attractifs d'Europe

Les étrangers en situation irrégulière ont droit, sous condition de ressources, **à l'Aide médicale de l'État (AME) qui représente le dispositif le plus généreux d'Europe** : au-delà des soins urgents, il est le seul à inclure à la fois un panier de soins extrêmement large, gratuit et sans reste à charge, sans autorisation préalable de l'administration et sans aucune responsabilisation des médecins[434]. Alors même qu'ils ne contribuent pas à l'Assurance maladie, **les bénéficiaires de l'AME** sont exemptés de franchises et **ont droit à un taux de remboursement de 100%, parfois supérieur à celui des assurés sociaux de droit commun** (exemple : 55% pour le transport médical de ces derniers). Par ailleurs, si les cures thermales et la PMA ne sont pas prises en charge, **certaines opérations quasi esthétiques le sont** (oreilles décollées, rhinoplasties, gastroplasties) après un délai de carence de 9 mois.

Le même rapport de l'IGF-IGAS souligne de nombreuses anomalies au sein de l'AME, telles qu'une **surreprésentation des maladies du sang, des cancers, des insuffisances rénales ou des accouchements**[435]. Corollaire de la hausse de l'immigration clandestine, **le nombre de bénéficiaires de l'AME a été multiplié par 3 en 20 ans** (465 744 personnes en 2024[436]).

Si le coût de l'AME était initialement budgété à 1,248 milliard d'euros pour l'année 2025[437], un rapport d'information de la députée Louwagie fait savoir qu'un total de 11 dispositifs (dont l'AME) dispense des soins aux étrangers clandestins. Pour l'année 2022, le coût de 7 d'entre eux était **de 1,78 milliard d'euros** – soit un montant de moitié supérieur à l'AME seule[438].

Parmi ces dispositifs, les permanences d'accès aux soins de santé hospitalière (PASS) permettent de donner des soins ambulatoires à des personnes en grande précarité, et de les accompagner sur le plan

429 Samu social 75, Les enjeux de la régularisation dans l'hébergement d'urgence, septembre 2025
430 DREES, Les bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance – séries longues (1996 – 2024), 2025
431 Assemblée des départements de France, L'accueil et la prise en charge des Mineurs non accompagnés (MNA) par les Conseils départementaux, Octobre 2020, p. 1
432 Assemblée des départements de France, Enquête Flash ASE-MNA (mineurs non accompagnés) réalisée du 01/09/2023 au 27/10/2023, 2024
433 INSEE, France portrait social : Edition 2022, 2022
434 F. Bartoli, J-L. Rey, Dr.F. Fellinger, J. Sauliere, C. Hemous et J-Y- Latournerie, IGAS-IGF, « L'Aide médicale d'État : diagnostic et propositions », 2019
435 IGF / IGAS, L'aide médicale d'État : diagnostics et propositions, 05/11/2019
436 Sénateur Vincent Delahaye, Rapport d'information n°841 fait au nom de la commission des finances sur l'Aide médicale d'État, 9 juillet 2025
437 Véronique Louwagie, Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire sur le projet de loi de finances pour 2025 (n° 324), annexe n°40 santé, 19 octobre 2024 p. 10
438 Vincent Delahaye, Sénat, Rapport d'information n°841, Aide médicale d'Etat, 2025

social (demander des aides, obtenir le bénéfice de l'AME ou ouvrir des droits à l'Assurance maladie pour les personnes éligibles[439]). Dans les faits, au vu de leur profil socio-économique et des critères de ressources pour en bénéficier, les ressortissants étrangers ont une probabilité plus forte de recourir au PASS, par rapport aux assurés sociaux de droit commun (exemple : en Occitanie, 77,5% des bénéficiaires sont des étrangers extra-européens pour l'année 2022 selon les données de l'ARS)[440].

V. Les titres de séjour « pour soins » aux étrangers gravement malades : un dispositif quasiment unique au monde

Le dispositif des titres de séjour « pour soins » permet à des **étrangers gravement malades** de bénéficier d'une carte de séjour afin d'être **soignés gratuitement** sur le territoire national – et ce parfois à vie. Entre 2017 et 2023, **205 947 demandes** ont été enregistrées en ce sens, avec 58,2% d'avis favorables pour les demandes clôturées[441].

Formellement, l'obtention d'un tel titre suppose de remplir **trois conditions :**

- **Justifier d'une résidence habituelle en France depuis au moins un an**. Néanmoins, une disposition du CESEDA permet à tout étranger de bénéficier d'une **« autorisation provisoire de séjour »** s'il ne remplit pas ce critère[442]. De même, une loi du 24 juillet 2016 dispense les demandeurs de ces titres de séjour « pour soins » de justifier d'une entrée régulière sur le territoire national.
- **Nécessiter une prise en charge médicale dont le défaut entraînerait des conséquences d'une exceptionnelle gravité**. Pourtant, l'OFII souligne que ce critère est souvent omis par le juge administratif[443]. Par exemple, **une demandeuse issue d'un pays africain, mère de trois enfants, a eu gain de cause pour bénéficier d'une PMA** par micro-injection intracytoplasmique, au motif que cette méthode n'était pas disponible dans son pays d'origine[444]. Il en est également ainsi de **pathologies pour lesquelles aucun traitement efficace n'existe à ce jour**, ou pour l'**ensemble des handicaps** – comme l'autisme – qui ne sont pourtant pas des « maladies » à proprement parler.
- **Ne pas pouvoir bénéficier d'un traitement effectif et approprié, eu égard à l'offre de soins et aux caractéristiques du système de santé dans le pays d'origine**. Or, depuis un arrêt rendu en avril 2010, le Conseil d'État demande aux services de l'État **d'apprécier si l'intéressé peut ou non « bénéficier effectivement »** d'un traitement approprié dans son pays d'origine[445] (selon ses moyens financiers par exemple) – ce qui signifie concrètement que **des ressortissants du G20 peuvent bénéficier de ce dispositif**[446]. De même, l'OFII relève que **les critères de « l'offre de soins » et des « caractéristiques du système de santé dans le pays d'origine » sont bien souvent éludés** par le juge administratif[447] – lequel ne tient d'ailleurs **jamais compte de l'état du système de santé français.**

L'OFII rappelle que « les *soins fournis aux étrangers malades dans le cadre de cette procédure sont sans limitation, avec un coût invisible* […] *le coût peut être très important et sans limitation. Il est simplement non visible puisque pris en charge de manière non globale par l'Assurance maladie* »[448]. Or, certains traitements

439 Véronique Louwagie, Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire sur le projet de loi de finances pour 2025 (n° 324), annexe n°40 santé, 19 octobre 2024
440 Véronique Louwagie, Assemblée nationale, rapport d'information n° 1244, 2023
441 NB : plus précisément, le taux d'avis favorables est de 58,2% sur les 185 142 avis rendus par l'OFII
OFII, Rapport au parlement 2023 – Procédure d'admission au séjour pour soins
442 Article 425-9 à L. 425-10 du CESEDA
443 OFII, Rapport au Parlement 2021 – Procédure d'admission au séjour pour soins
444 CESEDA, Article 425-9 à L. 425-10
445 Conseil d'État, section du contentieux 7 avril 2010, n°316625
446 OFII, Rapport au Parlement 2023 - Procédure d'admission au séjour pour soins
447 OFII, Rapport au Parlement 2022 - Procédure d'admission au séjour pour soins
448 Ofii, Rapport au Parlement 2022 – Procédure d'admission au séjour pour soins

peuvent « ***atteindre** 1 million d'euros la première année de traitement selon les protocoles* » voire un « *coût annuel estimé à **2,265 millions d'euros par an*** »[449].

VI. Une immigration en moyenne sous-contributrice aux finances publiques : plus pauvre, en moins bonne santé et moins en emploi

Force est de constater que **l'immigration reçue en France est en moyenne plus pauvre, en moins bonne santé et moins en emploi**. Elle est donc à la fois **sur-consommatrice** de prestations sociales et de soins de santé, et **sous-contributrice** aux finances publiques. Comme le démontre une étude de l'OCDE, **les recettes budgétaires apportées par les immigrés ne finançaient que 86% des dépenses publiques qui leur étaient affectées** pour l'année 2017 [450] – ce qui représentait à cette date le pire ratio budgétaire d'Europe, à l'exception de l'Estonie et de la Lituanie[451].

Le taux de pauvreté **des étrangers extra-européens en France était de 47,6%** en 2020, contre 11,5% pour les citoyens français, soit une part quatre fois supérieure et un écart record de 36 points. Il était en effet **le plus élevé d'Europe**, à égalité avec l'Espagne[452]. Sous l'angle du pays de naissance et non plus de la nationalité : **le taux de pauvreté de l'ensemble des immigrés** (nés étrangers à l'étranger) **est de 30,6%** en 2021, soit 17,9 points de plus que celui des personnes sans ascendance migratoire. Ainsi, l'INSEE souligne que « *si les immigrés représentent 10% de la population française, ils représentent 21% des personnes pauvres* »[455].

Par ailleurs, les immigrés en France présentent également la caractéristique d'être, **en moyenne, en moins bonne santé** que les non-immigrés. Selon une étude publiée en 2014 : **les femmes immigrées en France ont 42% de chances de moins que les natives de se déclarer en bonne santé**, ce ratio étant de 32% pour les hommes immigrés. Parmi les pays étudiés, les immigrés en Belgique et en Espagne se déclaraient également en moins bonne santé que les non-immigrés[454]. Enfin, les données publiées par Eurostat démontrent que **la part des immigrés nés hors de l'Union européenne et vivant en France qui déclarent un mauvais état de santé** (23,7% en 2024) **est la plus élevée d'Europe occidentale**[455].

Parallèlement, notre immigration est moins en emploi – et cotise donc moins à notre système de protection sociale. Le taux d'emploi des **immigrés extra-européens récents** en âge de travailler (arrivés au cours des 5 dernières années) est de seulement **46%** en 2025, l'un des plus faibles d'Europe[456]. Enfin, seul **un immigré sur trois entré en France** (âgé d'au moins 15 ans) **durant l'année 2024 occupait un emploi début 2025**[457].

Cette situation s'explique en réalité par la structure de nos flux migratoires :

- Pour l'année 2025, **seuls 13,5% des** 377 462 **nouveaux titres de séjour délivrés avaient un motif économique** (50 848)[458] ;
- La France accueille **l'immigration la plus « familiale » de toute l'Europe de l'Ouest** : la part des entrées d›immigrés permanents effectuées sur ce motif a représenté **41,6% du total des entrées sur la période 2005-2020**, soit un taux trois fois supérieur à celui constaté en Allemagne – contre 10,5% pour le motif économique[459] ;

449 Ofii, Rapport au parlement 2023 – Procédure d'admission au séjour pour soins
450 OFII, Rapport au Parlement 2022 – Procédure d'admission au séjour pour soins
451 OFII, Rapport au parlement 2023 – Procédure d'admission au séjour pour soins
452 OCDE, Perspectives des migrations internationales 2021, 2021
453 OCDE, Perspectives des migrations internationales 2021, 2021
454 OCDE, Les indicateurs de l'intégration des immigrés 2023, 2023
455 Eurostat, Self-perceived health by sex, age and groups of country of birth, 24/07/2025
456 Eurostat, Immigrants récents en emploi par nationalité, 30/06/2026
457 INSEE Première n°2107, « Les entrées sur le territoire diminuent en 2024 et retrouvent leur niveau d'avant-crise sanitaire », paru le 04/06/2026
458 Eurostat, Immigrants récents en emploi par nationalité, 2026
459 INSEE, INSEE Première n°2107, « Les entrées sur le territoire diminuent en 2024 et retrouvent leur niveau d'avant crise

- Le **nombre de titres de séjour délivrés pour motif « humanitaire »** ne cesse d'augmenter dans notre pays : +57% entre 2024 et 2025 et une **multiplication par 5 depuis 2011**[460]. Dans ce cadre, la part des nouveaux immigrés originaires de pays à faible IDH entrés en France en 2023 est trois fois supérieure à la moyenne de l'Union européenne[461], ce qui conduit à **internaliser** sur notre territoire **la défaillance des systèmes sociaux et sanitaires des pays d'origine** ;
- 41% des étrangers extra-européens de 15 à 64 ans vivant en France n'avaient aucun diplôme ou seulement un niveau brevet en 2024[462] – ce qui complexifie leur intégration sur le marché du travail.

III. Les solutions

Comme l'a souligné le prix Nobel d'économie Milton Friedman : **« *on ne peut pas avoir simultanément une immigration libre et un État providence* »**[463]. A l'instar du Danemark, notre pays doit donc à son tour faire le choix entre poursuivre des flux d'immigration socialement dépendants ou préserver l'Etat providence.

I. Le scénario minimaliste

a. Introduire un délai de carence de 2 ans pour les étrangers extra-européens avant l'accès aux prestations sociales non-contributives et à la prestation universelle maladie (PUMa)

Le Conseil constitutionnel considère qu'un délai de carence de 2 ans avant que les étudiants étrangers extra-européens n'accèdent aux APL est conforme à la Constitution[464]. À cadre constant, il semblerait donc possible **d'introduire une condition de résidence de 2 ans pour les étrangers extra-européens avant d'accéder aux prestations sociales non-contributives et à la prestation universelle maladie** (PUMa)[465].

b. Recentrer l'AME sur les soins d'urgence et faire basculer les demandeurs d'asile dans ce régime

L'AME devrait être recentrée sur les soins d'urgence. Dans ce cadre, **le dispositif des « soins urgents »**, c'est-à-dire ceux « *dont l'absence mettrait en jeu le pronostic vital ou pourrait conduire à une altération grave et durable de l'état de santé de la personne ou d'un enfant à naître* » (article L. 254-1 du Code de l'action sociale et des familles) **deviendrait le nouveau régime de droit commun des étrangers en situation irrégulière et des demandeurs d'asile.** Ces derniers sont aujourd'hui affiliés à la Protection universelle maladie (PUMa) après 3 mois de résidence sur le territoire national, alors même que le droit européen se borne à imposer aux États membres la prise en charge des « *soins urgents et le traitement essentiel des maladies et des troubles mentaux graves* » pour ce public.

A minima, le panier de soins de l'AME devrait être réduit par voie réglementaire, et les étrangers clandestins sous le coup d'une mesure d'éloignement pour un motif d'ordre public devraient en être exclus – conformément aux préconisations du rapport Stéfanini / Evin[466].

sanitaire », 2026
460 Ministère de l'Intérieur, DGEF, « Les titres de séjour en 2025 », 2026
461 OCDE, « Les indicateurs de l'intégration des immigrés 2023 », 2023
462 Eurostat, Population dans les ménages privés par niveau d'éducation atteint et nationalité, 11/06/2026
463 Milton Friedman, International Society for Individual Liberty Conference, San José, Costa Rica, 1999.
464 Conseil constitutionnel, décision n° 2026-901 DC du 19 février 2026
465 Article D160-2 du Code de la sécurité sociale
466 Claude Evin et Patrick Stefanini, Rapport sur l'aide médicale de l'Etat, décembre 2023

c. Supprimer le dispositif des titres de séjour « pour soins »

Les titres de séjour « pour soins » représentent un dispositif unique au monde, coûteux et largement dévoyé, alors même que notre système de santé fait face à de lourdes difficultés. Ainsi, **l'article L. 425-9 du CESEDA devrait être purement et simplement supprimé**.

A minima et afin de limiter les abus, le terme de « bénéfice effectif » devrait être remplacés par celui « d'existence » d'un traitement dans le pays d'origine.

d. Exiger le paiement préalable des soins programmés en France pour les ressortissants étrangers

Le dispositif des titres de séjour « pour soins » ne doit pas être confondu avec celui des **« visas pour soins »** (valables 90 jours), qui permet à un étranger de **se faire soigner en France de manière programmée**[467]. En pratique, le demandeur de visa pour motif de santé en France doit justifier de l'accord de l'établissement de santé au sein duquel il sera pris en charge, ainsi que de l'accord de son organisme d'assurance pour financer le coût prévisionnel de sa prise en charge, sur présentation d'un devis.

Si le versement d'une provision est souvent demandé, il s'agirait de **rendre obligatoire le paiement préalable de l'intégralité du coût des soins programmés** (c'est-à-dire non urgents et vitaux).

e. Introduire un critère de régularité du séjour pour l'hébergement d'urgence

Il conviendrait de modifier l'article L. 345-2-2 du Code de l'action sociale et des familles (CASF) afin d'y **introduire un critère de régularité du séjour** – sauf durant le temps nécessaire à l'éloignement des étrangers en situation irrégulière. Concrètement : ces derniers ne seraient plus admis « de droit » dans l'hébergement d'urgence, mais ne seraient pas interdits d'accueil pour autant dans ces structures.

f. Modifier les critères d'attribution des logements sociaux

Comme le souligne un rapport du Préfet Michel Aubouin : « *la part prise par chacune des communautés étrangères* (…) *ne résulte pas toujours d'un choix dicté par des considérations économiques* ». Ainsi, certaines formes de famille (monoparentales ou nombreuses) ont également un accès privilégié au logement social[468].

Afin de rééquilibrer les écarts entre immigrés et non-immigrés, ce dernier propose donc de **modifier les critères d'attribution des logements sociaux, en prenant notamment en compte la durée de résidence des étrangers hors Union européenne sur le territoire national.**

II. Le scénario efficient

a. Porter le délai de carence à 5 ans pour l'accès aux prestations sociales non-contributives et à la PUMa des étrangers extra-européens

Afin de limiter l'attractivité sociale et sanitaire de la France mais aussi le coût global de l'immigration, il conviendrait de **porter le délai de carence à 5 ans pour l'accès aux prestations sociales non contributives et à la prestation universelle maladie** (PUMa) **des étrangers extra-européens**. Une telle mesure nécessiterait de réviser la Constitution, afin de déverrouiller la décision 2024-6 RIP rendue par le Conseil constitutionnel le 11 avril 2024. Elle serait parfaitement conforme au droit européen.

467 Code communautaire des visas, annexe II
468 Observatoire de l'immigration et de la démographie – Fondapol, Les étrangers extra-européens et le logement social en France, Michel Aubouin, avril 2024

b. Soumettre l'ensemble des ressortissants extra-européens au droit commun des étrangers en matière d'accès aux prestations sociales

Notre projet de loi constitutionnelle vise à **soumettre l'ensemble des ressortissants extra-européens**, dont les Algériens, **au droit commun de l'immigration en matière d'accès aux prestations sociales**. Cette solution permettrait par exemple de contourner la jurisprudence administrative qui exonère les ressortissants algériens d'un délai de carence de 5 ans pour accéder au RSA et de 10 ans pour bénéficier de l'ASPA – sans pour autant dénoncer l'annexe aux accords d'Evian qui fait l'objet d'une telle interprétation.

c. Dénoncer les conventions bilatérales de sécurité sociale avec les pays qui n'honorent pas leurs dettes.

La question du maintien des conventions bilatérales avec 17 pays étrangers, qui couvrent le risque maladie de manière significative, se pose – et d'autant plus si ces derniers n'honorent pas leur dette.

A minima, il conviendrait **d'appliquer fermement le protocole de 2016 entre la France et l'Algérie, annexe à la convention bilatérale sur la sécurité sociale du 1er octobre 1980**, qui porte sur le remboursement des soins de santé programmés et dispensés en France aux ressortissants algériens[469]. Si jamais ce protocole venait à mieux fonctionner pour apurer les dettes, il pourrait être répliqué avec d'autres pays.

d. Introduire une présomption de majorité en cas de refus d'un test osseux pour lutter contre la fraude au statut de mineur non accompagné

Enfin, notre Charte de l'immigration (voir Annexe 2) prévoit d'instaurer une **présomption de majorité pour les ressortissants étrangers qui refuseraient de se soumettre à un test médical permettant d'établir leur âge**, et ce afin de contrecarrer la décision QPC n° 2018-768 rendue par le Conseil constitutionnel le 21 mars 2019[470]. Cette mesure serait également conforme au droit européen[471].

IV. Les exemples étrangers

Au **Danemark**, les sociaux-démocrates ont fait le **choix explicite de limiter drastiquement certains flux migratoires**, en particulier le droit d'asile, **pour maintenir un modèle social étendu**. Selon eux, la cohésion sociale et l'homogénéité culturelle sont des préalables indispensables à la pérennité de l'État providence.

En **Suède**, une réforme votée au mois de mai 2026 prévoit de **soumettre certaines aides sociales à une condition de résidence de 5 ans** sur les 15 dernières années.

En **Allemagne**, en **Autriche** et en **Finlande** : le regroupement familial des étrangers extra-européens est, en principe, soumis à une condition de ressources suffisantes – c'est-à-dire que le ménage ne doit pas dépendre de certaines aides sociales pour assurer sa subsistance. Cependant, certaines exceptions existent[472].

En **Allemagne**, un **« minimum vieillesse »** a été mis en place en 2021, qui est **conditionné à 33 années de cotisations.** En **Lituanie**, l'octroi de cette allocation est conditionné à la possession d'un permis de

469 Protocole signé le 10 avril 2016, dont la ratification a été autorisée par le Parlement par la loi du 2 mars 2018 et qui a été publié par décret du 1er février 2019.
470 NB : il existe néanmoins un risque de non-conformité à l'article 25 de la directive 2013/32/UE du 26 juin 2013
471 Article 25 du Règlement 2024/1348 du 14 mai 2024
472 Fondapol, Immigration : comment font les États européens, mars 2023

résidence ; mais pour obtenir ce permis, il est obligatoire de **justifier d'une source de revenus ou d'une indépendance financière**. De facto, « *le tourisme social des plus âgés n'est pas possible* » dans le pays[473].

En Italie, au Royaume-Uni, au Danemark et en Finlande : les étrangers en situation irrégulière ne peuvent prétendre aux accueils d'urgence pour sans-abri financés par les pouvoirs publics[474]. À l'inverse, le droit français consacre le principe d'un « hébergement inconditionnel » des étrangers, y compris en situation irrégulière.

En dehors de la France, **la Belgique est le seul pays dans le monde à s'être doté d'un dispositif de titres de séjour « pour soins » à destination des étrangers gravement malades**. Néanmoins, celui-ci est **plus restrictif** puisqu'un « filtre médical » intervient dès le stade de la recevabilité des demandes (et non lors de leur examen au fond)[475].

En **Suisse** : **aucun dispositif national de prise en charge des soins n'existe pour les étrangers en situation irrégulière**. La délivrance de soins repose donc sur des décisions facultatives d'ordre caritatif, ou sur des politiques définies localement au niveau de chaque canton.

Au **Royaume-Uni, l'accès aux services de soins est en principe payant à hauteur de 150% du coût pour les ressortissants étrangers non-résidents.** Les soins ne sont administrés qu'une fois le paiement effectué ou la capacité du patient à payer vérifiée, sauf urgence médicale. En revanche, **tous les soins deviennent payants s'il est établi que la personne est venue dans le but exclusif de les recevoir.**

473 IMISCOE Research Series, Migration and Social Protection in Europe and Beyond, 2020, p. 279
474 Fondapol, Immigration, comment font les Etats européens, 2023
475 Fondapol, Migrations : la France singulière, Didier Leschi, octobre 2018

Gestion administrative et policière de l'immigration

I. Les constats et chiffres clés

- Alors que les **moyens humains ont augmenté de 67% dans les préfectures** entre 2010 et 2024, nombre d'entre elles ne parviennent plus à accueillir les étrangers et à traiter leurs dossiers d'immigration dans des conditions satisfaisantes.
- Le droit des étrangers représente désormais le **contentieux le plus important** en volume : **46%** devant les **tribunaux administratifs**, **55% devant les cours administratives d'appel** et 15% devant le Conseil d'État.
- L'efficacité du **contrôle aux frontières** est **entravée** par plusieurs difficultés majeures :
    - Le **principe de non-refoulement**, consacré par la Convention de Genève sur les réfugiés et surinterprété par le juge européen, se conjugue avec le **principe de libre-circulation de l'espace Schengen** – qui affaiblit considérablement le contrôle des frontières intérieures ;
    - En raison d'arrêts rendus par le Conseil d'Etat, le droit de recourir aux **drones** pour surveiller les frontières est **restreint** et les garde-frontières ont l'**interdiction** de recourir à la **vidéo-surveillance algorithmique** et au contrôle d'identité accompagné **de reconnaissance faciale**.
- Le **taux d'exécution forcée des mesures d'éloignement** vers un **pays tiers** à l'Union européenne s'établit à seulement **4,5%**. Le nombre de ces éloignements stagne à environ 6 000 personnes depuis 25 ans[476].
- Seules **2 200 places** sont réparties dans 27 **centres de rétention administrative**, alors que près de **156 000 décisions d'éloignement** ont été prononcées en 2025.
- Désormais, environ **90% des retenus en CRA**[477] sont connus pour des faits de **troubles à l'ordre public**, de **radicalisation**, ou sortent directement de **prison**.
- Pourtant, **40% des personnes placées en rétention ont été effectivement reconduites** dans leur pays d'origine en 2025 – un taux 4 fois supérieur à la moyenne d'exécution des mesures d'éloignements (dans l'UE et hors UE).
- Alors que le droit européen fixe une **durée maximale** de 18 mois à la rétention administrative (bientôt portée à 24 mois), celle-ci est abaissée arbitrairement à **90 jours** par le Conseil constitutionnel pour la plupart des étrangers clandestins en France.

476 Assemblée nationale, Rapport d'information n°3178 sur les coûts et moyens budgétaires nécessaires pour mener une politique de lutte efficace contre l'immigration irrégulière et sur les mesures qui permettraient d'atténuer le coût de cette politique, M. Charles Rodwell, 16 septembre 2026

477 Assemblée nationale, Commission des lois, « Les résultats de la politique d'éloignement des personnes sous OQTF », 2025

II. Les blocages actuels

I. Des préfectures et des juridictions administratives saturées par les demandes des ressortissants étrangers

Les préfectures, chargées notamment de la délivrance des titres de séjour après le contrôle des dossiers des demandeurs, se trouvent dans une **situation inédite de saturation** face à l'emballement migratoire que connaît la France.

En effet, comme le déplore la Cour des comptes dans son rapport *sur l'entrée, le séjour et le premier accueil des personnes étrangères* : « *de nombreuses préfectures, y compris parmi les plus importantes, **ne parviennent plus à accueillir les personnes et à instruire les demandes** liées à l'immigration dans des conditions satisfaisantes* »[478].

Depuis ce rapport, paru en 2020, la situation s'est encore considérablement dégradée du fait, notamment, de la hausse des flux migratoires.

A ce propos, le ministère de l'Intérieur écrivait en 2025 que : « *entre 2023 et 2024, le **délai moyen de traitement des premières demandes** de titres de séjour a sensiblement augmenté **(+21%)** à l'instar du délai de traitement des **demandes de renouvellements (+20%)**, qui s'élève en moyenne en 2024 à 95 jours* »[479].

Jusqu'alors, la principale réponse à cette difficulté a consisté à **augmenter les moyens humains** (**hausse de 67%** entre 2010 et 2024[480]) et à mettre en place le **renouvellement systématique d'un certain nombre de titres de séjour** (quitte à limiter les contrôles). La circulaire Nuñez du 5 avril 2026 instaure une logique de délivrance plus systématique des titres de séjour pluriannuels et des cartes de résident, en privilégiant l'allègement des vérifications administratives et la délivrance de titres longs.

Suite logique du grand nombre de demandes des étrangers auprès des préfectures, le nombre des recours déposés par ces derniers auprès des tribunaux administratifs est également considérable. Le droit des étrangers représente désormais le **contentieux le plus important** en volume : **46%** devant les **tribunaux administratifs**, **55% devant les cours administratives d'appel** et 15% devant le Conseil d'État »[481] selon la haute juridiction administrative.

Cette situation a un coût financier majeur, entraîne un effet d'éviction pour les affaires de droit commun, mais est aussi source de paralysie de l'action des autorités publiques.

II. Une coordination défaillante et des moyens insuffisants pour le contrôle des frontières

La France présente la particularité de disposer à la fois de **frontières internes et externes** à l'Union européenne, lesquelles doivent être gérées de manière différente.

En l'état, le contrôle aux frontières est assuré par plusieurs acteurs :

- La **Police aux Frontières** (PAF), forte de 12 000 agents[482] dont près de 4 000 gardes-frontières, plus particulièrement en charge de la question de l'immigration illégale et des éloignements ;
- Les **douanes** (DGDDI) dont les missions diffèrent ;

478 M. Charles Rodwell, Assemblée nationale, Rapport d'information n°3178 sur les coûts et moyens budgétaires nécessaires pour mener une politique de lutte efficace contre l'immigration irrégulière et sur les mesures qui permettraient d'atténuer le coût de cette politique, 2026
479 Question n°2936 : Délais de traitement anormalement élevés des demandes de titre de séjour - Assemblée nationale
480 Cour des comptes, L'entrée, le séjour et le premier accueil des personnes étrangères, 2020
481 Assemblée nationale, Question n°2936 : Délais de traitement anormalement élevés des demandes de titre de séjour
482 Ibid.

- La **Gendarmerie nationale** et les **CRS** assurent le contrôle des frontières maritimes.
- Néanmoins, bien que des efforts soient fournis en la matière, la **coordination demeure parfois défaillante** (en raison de la diversité des services impliqués) et gagnerait à être optimisée.
- Par ailleurs, l'efficacité du contrôle aux frontières est entravée par de fortes contraintes juridiques :
- Le **principe de non-refoulement**, issu de la Convention de Genève pour les seuls réfugiés, fait l'objet d'une **interprétation maximaliste** par les juges de la Cour européenne des droits de l'Homme – au point de faire peser une véritable **obligation de « laisser entrer »** sur les épaules des garde-frontières.
- L'**espace de libre-circulation Schengen** limite fortement les contrôles aux frontières intérieures. En dehors du rétablissement temporaire des contrôles aux frontières intérieures, la Cour de justice de l'Union européenne **s'oppose explicitement à de tels contrôles** « *dans une **zone de 20 kilomètres** à partir de la frontière terrestre Schengen* »[483]. Même en cas de rétablissement temporaire des contrôles aux frontières intérieures, la Cour de justice européenne **restreint drastiquement la pratique des « refus d'admission »** aux frontières intérieures. Comme le souligne Fernand Gontier, ancien directeur central de la Police aux frontières, tire le signal d'alarme : « *on va dégarnir une partie des policiers employés aux frontières, au profit de missions logistiques et rédactionnelles* »[484].
- Par ailleurs, le Conseil d'Etat **restreint l'usage des drones** et interdit la vidéo-surveillance algorithmique pour la surveillance frontalière[485] comme le contrôle d'identité accompagné **de reconnaissance faciale**.

III. Une répression insuffisante contre les trafiquants de migrants

Les **franchissements irréguliers des frontières** sont évidemment liés à la volonté propre des étrangers clandestins mais sont amplement soutenus, facilités, voire **encouragés** par un ensemble d'acteurs communément regroupés sous le vocable de **« trafiquants de migrants ».**

Moyennant rémunération, ces derniers procurent de faux papiers, aident à traverser les frontières, trouvent des logements dans le pays de destination etc… Dans certains cas, mais pas nécessairement, le trafic de migrants peut se doubler de traites d'êtres humains (ex : prostitution, esclavage, mendicité forcée …).

Dans ce contexte, le délit d'aide à l'entrée et au séjour irrégulier, dit « délit de solidarité » a vu sa portée considérablement restreinte par le Conseil constitutionnel à l'issue d'une question prioritaire de constitutionnalité (QPC)[486]. Les Sages ont en effet reconnu un **« principe de fraternité »** qui **interdit toutes poursuites pénales contre les personnes aidant des étrangers clandestins à se maintenir irrégulièrement** sur le territoire national, à condition qu'elles le fassent sans rétribution financière ou qu'elles soient membres de leur famille. De fait, cette décision a un peu plus affaibli notre politique de lutte contre l'immigration irrégulière.

IV. La rétention administrative, maillon faible de la chaîne de l'éloignement

Comme le souligne la Cour des comptes, la rétention administrative est un « *préalable indispensable à l'efficacité de l'éloignement forcé* »[487]. En 2025, **40% des personnes placées en rétention ont été**

483 CJUE, 22 juin 2010, Melki et Abdeli, aff. C-188/10 et C-189/10
484 Observatoire de l'immigration et de la démographie, Quels contrôles aux frontières ? Entretien de Fernand Gontier, 10 mars 2024
485 CJUE, arrêt Melki et Abdeli C-188/10 et C-189/10, 22 juin 2010
486 Décision n° 2018-717/718 QPC du 6 juillet 2018 | Conseil constitutionnel
487 Ibid.

effectivement reconduites dans leur pays d'origine – un taux 4 fois supérieur à la moyenne d'exécution des mesures d'éloignements[488].

Pourtant, la rétention administrative fait face à de nombreuses contraintes procédurales :

- Le placement en rétention d'un étranger en situation irrégulière n'est juridiquement possible que s'il présente un **risque de fuite** ou de **menace pour l'ordre public**. De même, le droit européen réclame des « perspectives raisonnables d'éloignement dans le délai légal »[489]. A défaut, ce dernier doit faire l'objet d'une assignation à résidence ;
- Le placement en rétention a une **durée limitée** : alors que le droit européen fixe une durée maximale de 18 mois à la rétention administrative (bientôt portée à 24 mois), celle-ci est abaissée arbitrairement à **90 jours** par le Conseil constitutionnel pour la plupart des étrangers clandestins en France[490] ;
- Le **juge des libertés et de la détention** intervient jusqu'à **trois reprises** pour **autoriser le prolongement** de la rétention. En 2024, l'un d'entre eux a ordonné la remise en liberté de 7 ressortissants étrangers en situation irrégulière du fait d'un problème d'accès au téléphone … alors que les cabines téléphoniques avaient été dégradées par les retenus eux-mêmes[491]. L'autorité judiciaire est aujourd'hui la **première cause d'échec des éloignements forcés depuis les centres de rétention administrative** : dans les ¾ des cas, la libération du retenu a résulté d'une décision du juge judiciaire (67%) ou administratif (6%)»[492].

Par ailleurs, le manque de places de rétention bride l'efficacité de notre politique de l'éloignement :

- La **capacité** des centres de rétention est **très inférieure aux besoins réels** : 2 200 places sont réparties dans 27 CRA[495] (très hétérogènes concernant leur taille, leur ancienneté, ou la qualité de leurs infrastructures) alors que près de 156 000 mesures d'éloignement ont été prononcées en 2025[494].
- En raison de ce manque de places, le ministère de l'Intérieur priorise désormais le placement des étrangers présentant une menace pour la sécurité sur ceux qui seraient plus facilement éloignables. Désormais, environ **85,7% des retenus en CRA**[495] sont connus pour des faits de **troubles à l'ordre public**, de **radicalisation**, ou sortent directement de **prison**.
- Malgré cela, en 2025, le Coordinateur national de placement en rétention a néanmoins dû **refuser 7 400 demandes de placement** en rétention de personnes identifiées comme pouvant menacer la sécurité des Français[496] ;
- Alors que ces nouveaux profils compliquent singulièrement le travail de la Police aux frontières, la Cour des comptes relève des **difficultés de recrutement**, en raison du manque d'attractivité de ces métiers.

488 Conseil constitutionnel, Décision n° 2018-717/718 QPC du 6 juillet 2018
489 CJUE, Grande Chambre, 30 novembre 2009, Kadzoev, aff. C-357/09 PPU
490 M. Charles Rodwell, Assemblée nationale, Rapport d'information n°3178 sur les coûts et moyens budgétaires nécessaires pour mener une politique de lutte efficace contre l'immigration irrégulière et sur les mesures qui permettraient d'atténuer le coût de cette politique, 2026
491 Europe 1, Sept clandestins libérés d'un centre de rétention administrative, faute de téléphone accessible, 05/02/2024
492 Sénat, Rapport d›information n°4, L'extension de la capacité d'accueil des centres de rétention administrative, Mme Marie-Carole Ciuntu, 1er octobre 2025
495 Extension de la capacité d'accueil des centres de rétention administrative - Sénat
494 Marie-Carole Ciuntu, Sénat, Rapport d'information n°4, L'extension de la capacité d'accueil des centres de rétention administrative, 2025
495 M. Charles Rodwell, Assemblée nationale, Rapport d'information n°3178 sur les coûts et moyens budgétaires nécessaires pour mener une politique de lutte efficace contre l'immigration irrégulière et sur les mesures qui permettraient d'atténuer le coût de cette politique, 2026
496 Ibid.

- Enfin, la construction de nouvelles places de rétention administrative se heurte bien souvent à l'**opposition des élus locaux** sur place.

V. Des lacunes en matière de lutte contre la fraude documentaire

Alors que les **fraudes documentaires** sont **en croissance**[497], la **faiblesse de nos systèmes de vérification de l'identité** des personnes immigrées représente plus que jamais une difficulté majeure.

La démarche de création ou de renouvellement des documents d'identité suppose le rassemblement de preuves d'existence, de résidence et d'éléments biométriques (portrait photographique, empreintes digitales, signature…) puis le contrôle de la cohérence de l'ensemble par un officier d'état civil. Le dossier constitué est ensuite adressé à l'Agence nationale des titres sécurisés pour réalisation des pièces.

En revanche, une démarche telle que la **création d'une carte vitale** peut être **réalisée sans enrôlement en personne**. Cela ouvre la voie à de nombreuses fraudes.

VI. Des difficultés à exécuter les mesures d'éloignement

Selon la DGEF, **21 601 personnes ont fait l'objet d'un éloignement forcé, aidé ou spontané**, dans les Etats membres de l'Union européenne ou dans des pays tiers en 2025[498]. Cependant, le nombre d'**éloignements forcés des étrangers extra-européens** dans leur pays d'origine plafonne autour de **6 000 personnes** depuis 25 ans[499].

En comparaison, la France a **interpellé 175 051 étrangers clandestins** et prononcé **156 058 décisions d'éloignement** en 2025 : les principales sont les OQTF (137 602), auxquelles s'ajoutent des mesures distinctes d'interdiction judiciaire du territoire (4 215) et d'expulsion pour menace « grave » à l'ordre public (1 137) ainsi que les procédures européennes de réadmissions (13 104)[500].

Selon la Cour des comptes, ce fiasco s'explique par un « ***enchaînement d'obstacles structurels*** »[501] :

- Des difficultés à **établir l'identité** des étrangers clandestins ;
- Le manque de places dans les **centres de rétention** ;
- L'**absence de vols commerciaux** et d'accords diplomatiques pour accueillir des « charter » avec certains Etats concernés (Afghanistan, Russie …) ;
- La non-délivrance des **laissez-passer consulaires** dans le temps par les pays d'origine ;

Au-delà de certains droits « fondamentaux » reconnus aux ressortissants étrangers (caractère suspensif des recours, liens familiaux noués en France, risque de « mauvais traitements », droit à l'asile, maladie grave …), certaines dispositions de notre législation sont particulièrement absurdes :

- Les personnes sous le coup d'une OQTF bénéficient en principe d'un **délai de départ volontaire de 30 jours** (alors que le droit européen requiert une durée minimale de 7 jours) : le taux de départs spontanés n'est que de 1,5%[502] ;
- Les personnes **ne peuvent être contraintes physiquement à monter dans l'avion** si elles refusent de le faire – bien que cela constitue un délit ;

497 Assemblée nationale, Commission des lois, «Les résultats de la politique d'éloignement des personnes sous OQTF», 2025
498 DGEF, La lutte contre l'immigration irrégulière, 30/06/2026
499 Légifrance, Délibération n° 2024-099 du 12 décembre 2024
500 DGEF, La lutte contre l'immigration irrégulière, 2026
501 M. Charles Rodwell, Assemblée nationale, Rapport d'information n°3178 sur les coûts et moyens budgétaires nécessaires pour mener une politique de lutte efficace contre l'immigration irrégulière et sur les mesures qui permettraient d'atténuer le coût de cette politique, 2026
502 Ibid.

- **Les commandants de bord disposent également du pouvoir de débarquer** toute personne pouvant « *présenter un* ***danger pour la sécurité, la santé, la salubrité ou le bon ordre*** » à bord de l'avion[503]. Certains ressortissants étrangers n'hésitent pas à provoquer des troubles : la Cour des comptes estime que **36 % des tentatives d'éloignements forcés** depuis la métropole ont été annulées entre 2019 et 2022 à cause de **l'obstruction des intéressés** eux-mêmes[504] ;
- Pendant la crise du Covid-19, le refus de se soumettre à un test PCR imposé par le pays d'origine faisait de fait échec à la mesure d'éloignement.

III. Les solutions

I. Le scénario minimaliste

a. Réduire le nombre de dossiers d'immigration déposés par les étrangers en Préfecture

Afin de réduire le nombre de dossiers d'immigration déposés par les étrangers dans les préfectures, il conviendrait de prendre plusieurs mesures :

- Interdire le dépôt d'une demande de titre de séjour en cas de non-exécution d'une précédente OQTF.

En 2024, une avancée en ce sens, quoique timorée, a été engagée. L'article L. 432-1-1 du CESEDA[505] dispose en effet que : « *La délivrance ou le renouvellement d'une carte de séjour temporaire ou pluriannuelle peut, par une décision motivée, être refusé à tout étranger : 1° N'ayant pas satisfait à l'obligation qui lui a été faite de quitter le territoire français dans les formes et les délais prescrits par l'autorité administrative* ».

En l'état, cette rédaction ouvre la possibilité d'application différenciée selon les préfectures. Il faudrait donc **affermir ce principe en faisant de cette possibilité un impératif** et mentionnant « La délivrance ou le renouvellement d'une carte de séjour temporaire ou pluriannuelle doit être refusé à tout étranger… ».

Ce dispositif exclurait *de facto* la possibilité de demander un titre de séjour pour les déboutés de l'asile dans la mesure où le refus de leur demande induit *de facto* une obligation de quitter le territoire. Cependant, cette mesure risquerait de **se heurter au « droit à la vie privée et familiale » dans un certain nombre de cas** et sa pleine efficacité passerait donc par une inévitable réforme constitutionnelle (voir chapitre 1).

- Supprimer la possibilité de régularisation des personnes en situation irrégulière.

Cette réforme aurait vocation à contrecarrer la jurisprudence du Conseil d'Etat accordant aux Préfets un pouvoir de régularisation dans tous les cas que la loi ne leur interdit pas explicitement. Malgré tout, sauf en cas de réformes institutionnelles d'ampleur (voir chapitre 1), les cas relevant de la vie privée et familiale et de l'asile risqueraient d'être acceptés *in fine*.

- Interdire le dépôt d'une demande de titre de séjour en cas d'entrée irrégulière sur le territoire.

Pour cela, il faudrait alors imposer aux contrevenants de rentrer préalablement dans leur pays d'origine avant de déposer une demande de visa long séjour puis de titre de séjour une fois sur le territoire. Dans le cas des titres de séjour pour « vie privée et familiale » ou pour le droit d'asile, ce

503 Ibid.
504 M. Charles Rodwell, Assemblée nationale, Rapport d'information n°3178 sur les coûts et moyens budgétaires nécessaires pour mener une politique de lutte efficace contre l'immigration irrégulière et sur les mesures qui permettraient d'atténuer le coût de cette politique, 2026
505 Code des transports, Article L. 6522-3

dispositif risquerait, à droit constant, de se heurter à des obstacles constitutionnels, européens ou conventionnels (voir chapitre 1).

- Rationaliser le nombre de catégories de titres de séjour.

Aujourd'hui, dénombrer le nombre de catégories de titres de séjour « n'est pas chose aisée », de l'aveu du Sénat[506]. Seules **quatre grandes catégories de titres de séjour** pourraient subsister, avec éventuellement des sous-catégories :

  - Economique ;
  - Familial ;
  - Etudiant ;
  - Humanitaire.

Une telle réforme simplifierait la gestion administrative, limiterait les erreurs et donc mécaniquement les recours. Certains titres existants relevant du droit européen ou d'accords bilatéraux, il conviendrait de s'affranchir de ces derniers lorsqu'ils ne nous sont pas favorables (voir chapitre 1).

b. Réduire le nombre de contentieux en droit des étrangers dans les juridictions administratives

- Revenir sur l'obligation imposée à l'administration de motiver les décisions de refus de visa

Cette mesure supposerait de revenir sur la loi du 7 mars 2016, qui a instauré une telle obligation.

- Introduire dans le CESEDA une distinction entre les formalités substantielles et non substantielles

En matière de contentieux des étrangers, **seule la méconnaissance des formalités substantielles** par l'administration pourrait alors conduire à l'**annulation de la décision** litigieuse par le juge. En effet, la Cour des comptes explique que ces erreurs de formalités « *exposent l'administration à être désavouée par le juge administratif ou judiciaire* »[507].

- Supprimer le double degré de juridiction pour le contentieux des étrangers.

A minima, il conviendrait de supprimer le double degré de juridiction dans le contentieux des étrangers. **Les ressortissants étrangers pourraient toujours déposer un recours** contre une décision de l'administration devant un **juge de première instance**, mais n'auraient plus la possibilité de faire appel de son jugement. Cette réforme est envisageable à droit constant : selon les Sages de la rue de Montpensier, « *le principe du double degré de juridiction n'a pas, en lui-même, valeur constitutionnelle* »[508].

c. Améliorer la lutte contre la fraude à l'identité

- Fusionner la carte vitale avec la carte nationale d'identité ou avec le titre de séjour.

La carte nationale d'identité et le titre de séjour font en effet l'objet d'un contrôle plus fort. Cela permettrait, *a minima*, de rétablir une cohérence entre les données de recensement de l'INSEE et le nombre de cartes vitales en circulation qui s'écartent de 2,5 millions de personnes[509].

- Réduire la durée de validité de la carte nationale d'identité à 10 ans pour adapter les modèles de sécurité

506 Services de l'État et immigration : retrouver sens et efficacité - Sénat
507 Cour des Comptes, La politique de lutte contre l'immigration irrégulière, 2024
508 Conseil constitutionnel, décision n°2004-491 DC, 12 février 2004, cons. 4, & Conseil constitutionnel, décision n°2012–243/244/245/246 QPC, 14 mai 2012, & Conseil constitutionnel, décision n°2013-338/339 QPC, 13 septembre 2013, cons. 8
509 Patrick Hetzel, Assemblée nationale, Rapport tendant à instituer une carte vitale biométrique, 2020

Face à des fraudes d'étrangers qui créent de fausses cartes nationales d'identité, il conviendrait de limiter leur durée de validité à 10 ans pour adapter plus rapidement les modèles de sécurité aux nouvelles techniques frauduleuses.

- Créer un registre national de la population.

Si le registre national de la population, création du premier Empire, n'a jamais été appliqué sur le territoire national, il serait très efficace pour lutter contre la fraude documentaire (toutes les identités étant recensées sous une entrée unique). De plus, cela permettrait une meilleure collecte statistique afin d'évaluer les dépenses et les recettes associées à chaque personne.

- Enregistrer les départs du territoire national, notamment pour les visas de courte durée.

Cette mesure permettrait de prévenir les séjours illégaux sans s'en remettre à des contrôles d'identité aléatoires sur le territoire. Une tentative est en cours avec le dispositif EES à l'échelle européenne mais ne concerne que les sorties de l'UE et non les départs d'extra-européens pour un autre pays de l'UE. Cette option demeure pourtant permise par l'article 23, sous d, du Code frontières Schengen.

- Sécuriser les documents sources grâce au Cachet électronique visible (CEV).

La technique de fraude la plus simple consiste dans la falsification des documents non sécurisés permettant la création de documents officiels. Il en va ainsi des attestations de logement, des attestations bancaires etc… Le CEV consiste en un QR code sécurisé apposé sur lesdits documents par l'institution émettrice qui permet par la suite au reste de la chaîne de s'assurer de leur authenticité. Il faut donc restreindre la liste des documents permettant la création d'une pièce d'identité à ceux faisant l'objet de cette vérification forte.

- Donner mission aux forces de l'ordre pour créer le cahier des charges des nouvelles pièces d'identité.

Une telle mesure permettrait de contrer plus efficacement les nouvelles méthodes de fraude.

- Créer un système de partage des fausses identités.

Ce fichier regrouperait les constats réalisés par les différentes administrations et forces de l'ordre.

d. Renforcer l'efficacité du contrôle des frontières et de la lutte contre l'immigration irrégulière

- Mettre en place une formation dédiée aux gardes-frontières.
- Renforcer les effectifs de la Police aux frontières et ses moyens techniques.
- Solliciter davantage les moyens de Frontex comme les vols de retour mutualisés.
- Structurer organiquement, au niveau national, un Haut commandement Interministériel des frontières.

Ce Haut commandement aurait vocation à regrouper les moyens alloués au contrôle aux frontières sous une hiérarchie unique. Au niveau local, une *border force* française, placée sous l'autorité des préfets de zone et de départements doit, pourrait coordonner de manière précise dans le temps et dans l'espace entre les différences forces (PAF, douanes, forces mobiles, gendarmerie, militaires …).

- Autoriser pleinement l'usage de drone et la vidéo-surveillance algorithmique pour la surveillance des frontières comme la reconnaissance faciale lors des contrôles d'identité.

Cela permettrait de renforcer nos capacités opérationnelles sans pour autant nécessiter davantage de moyens humains. Il serait nécessaire de changer la loi afin de passer outre la jurisprudence du Conseil d'Etat en la matière.

- Créer un pouvoir de fouille des véhicules et des personnes lors du franchissement des frontières.

Si la loi n° 2024-42 du 26 janvier 2024, dite loi Immigration, a renforcé les pouvoirs de contrôle aux frontières, elle s'avère toujours insuffisante face aux enjeux actuels.

- Rétablir le délit de séjour irrégulier et l'assortir d'une peine de prison.

Si aucun étranger clandestin n'est allé en prison du seul fait d'être en situation irrégulière sur le territoire national, le rétablissement de ce délit permettrait de recourir à la procédure de la garde à vue pour donner un pouvoir d'enquête plus important aux forces de l'ordre (identification, perquisitions…). Cette mesure deviendra possible à droit constant dès lors que le nouveau règlement « Retour » entrera en vigueur.

- Etendre le statut de « repenti » aux personnes contribuant au démantèlement des filières d'immigration clandestine.
- Intégrer les services en charge de la lutte contre l'immigration irrégulière de la Préfecture de Police de Paris à la Direction nationale de la police aux frontières pour une gestion unifiée de la lutte contre les trafiquants de migrants.
- Soutenir les enquêtes internationales contre les trafiquants de migrants dans les pays tiers.

e. Renforcer la politique de rétention administrative et d'éloignement

- Créer un corps d'agents contractuels dédiés à la rétention administrative avec des conditions salariales et matérielles attractives.
- Réduire le rôle du Juge des libertés et de la détention au sein des centres de rétention administrative et élargir la liste des motifs permettant la prolongation de la rétention.
- Recourir à des moyens coercitifs en cas de refus d'embarquement des étrangers clandestins

En cas de refus d'embarquer des étrangers clandestins dans le cadre d'une mesure d'éloignement, les forces de l'ordre devraient avoir le **droit de recourir à des moyens coercitifs** – comme cela est permis par le droit européen.

- Porter à 15 000 le nombre de places de rétention administrative.

Il serait nécessaire de mettre en œuvre un plan de construction de places en rétention administrative pour porter leur nombre à 15 000. Pour ce faire, on pourrait recourir au dispositif d'« opération d'intérêt national » prévu par l'article L 102-12 du code de l'urbanisme.

- Réaliser des diagnostics de sécurité des centres de rétention administrative existants.

Au besoin, il conviendrait d'améliorer ces centres en les dotant de caméras de surveillance algorithmique et de dispositifs de détection des personnes. Il serait également nécessaire d'installer des chambres de mise à l'isolement plus nombreuses afin de répondre aux nécessités liées à un public ayant souvent connu un parcours pénitentiaire.

- Remplacer les associations de conseil juridique au sein des centres de rétention administrative par des fonctionnaires de l'OFII afin d'éviter les recours systématiques.
- Confier la procédure d'éloignement des « pôles régionaux de retour » dans un cadre « supra départemental » afin d'appuyer les Préfets dans leurs démarches liées aux éloignements.
- Abaisser de 30 à 7 jours le délai de départ volontaire des étrangers frappés d'une OQTF

Alors que la directive « Retour » enjoint aux États de prévoir un délai de départ volontaire de 7 à 30 jours pour les étrangers frappés d'une OQTF[510], c'est la durée maximale qui a été transposée en droit

510 Directive « Retour » 2008/115/CE du 16 décembre 2008

français. Il conviendrait de modifier l'article L. 612-1 du CESEDA afin de retranscrire à la place le seuil plancher d'un **délai de départ volontaire de 7 jours.**

- Etendre le mécanisme de l'aide au retour aux étrangers chômeurs ou inactifs de longue durée

A ce jour, le mécanisme de l'**aide au retour** est réservé aux étrangers sous le coup d'une OQTF. Il conviendrait donc de modifier l'article L. 711-2 du CESEDA pour y **inclure les ressortissants étrangers chômeurs ou inactifs de longue durée.** Selon la Cour des comptes : « *les départs volontaires aidés, gérés par l'OFII, constituent le moyen le plus efficace et le moins coûteux d'obtenir le départ de personnes obligées de quitter le territoire* »[511].

II. Le scénario efficient

a. Refuser le renouvellement du titre de séjour des étrangers représentant une menace pour l'ordre public et des étrangers chômeurs ou inactifs de longue durée

Si les réformes institutionnelles sont menées, les préfectures pourraient **refuser de renouveler le titre de séjour des étrangers** représentant une **menace pour l'ordre public** et des étrangers **chômeurs** ou **inactifs de longue durée** (voir chapitre 1).

Les personnes au chômage ou inactives de longue durée seraient alors orientées vers une aide au retour volontaire.

b. Limiter drastiquement le droit au recours des étrangers contre les décisions de l'administration

Dans le cadre de notre Charte de l'immigration (voir Annexe 2), **les décisions d'éloignement, de refus d'une demande ou de renouvellement** d'un visa, de refus d'une demande d'un premier titre de séjour ou de renouvellement d'un titre de séjour détenu par un **étranger résidant** régulièrement sur le territoire national **depuis moins de dix ans** seraient désormais **insusceptibles de recours juridictionnels.**

c. Supprimer le caractère suspensif des recours déposés par les étrangers contre les décisions de l'administration

A l'instar de ce qui est pratiqué aujourd'hui dans certains territoires ultra-marins tels que la Guyane, Mayotte et Saint-Martin[512], il conviendrait de généraliser à l'ensemble du territoire national le caractère non suspensif des recours déposés par les étrangers sous OQTF face une mesure d'éloignement.

d. Réexaminer les accords bilatéraux générant des complexifications administratives

Comme le souligne un rapport d'information de la sénatrice Muriel Jourda, l' « *empilement de régimes dérogatoires* {des accords bilatéraux] *plus ou moins obsolètes complexifie l'exercice de leurs missions par les services des étrangers en préfecture* ». Ainsi, la mission d'information estime que « *le contenu de certains instruments internationaux gagnerait à être régulièrement réinterrogé* »[513].

e. Porter la durée maximale de rétention administrative à 18 mois et permettre aux Préfets de former un appel suspensif à l'ensemble des décisions de libération des juges de la liberté et de la détention.

Une fois affranchis des contraintes constitutionnelles, **la durée maximale de rétention administrative** des étrangers en situation irrégulière pourrait être portée de 90 jours à **18 mois** (voire 24 mois une fois

511 Cour des comptes, L'entrée, le séjour et le premier accueil des personnes étrangères, 2020
512 Conseil d'État, 10ème - 9ème SSR, 22/07/2015, 381550 - Légifrance
513 Mme Muriel Jourda et M. Olivier Bitz, Sénat, Rapport d'information n°304 sur les accords internationaux conclus par la France en matière migratoire, 2025

le nouveau « Règlement » adopté. De même, il conviendrait de permettre aux **Préfets** de former un **appel suspensif** face à l'ensemble des **décisions de libération des juges de la liberté et de la détention**.

f. Renverser la charge de la preuve quand un risque de fraude est mis en avant par les autorités publiques.

Notre Charte de l'immigration prévoit la possibilité de renverser la charge de la preuve quand un risque de fraude est mis en avant par les autorités publiques – qui **ne pèserait plus sur l'administration mais sur le demandeur étranger**. Il conviendrait alors dans un second temps de modifier l'article 47 du Code civil.

IV. Les exemples étrangers

Les **Pays-Bas, l'Allemagne, la Belgique et l'Espagne** disposent d'un **registre de population** centralisant l'ensemble des données relatives à chaque habitant – y compris étrangers – du pays[514].

Des Etats membres de la Convention de Genève, comme les **Etats-Unis** et l'**Australie**, pratiquent le refoulement des étrangers en situation irrégulière à leurs frontières.

Les **Pays-Bas** disposent déjà d'une **durée de rétention** des étrangers clandestins étendue à **18 mois** en cas de refus de coopération de la personne ou d'attente des documents de voyage nécessaires au retour[515].

Aux **Etats-Unis** et au **Royaume-Uni**, la **durée de rétention** des étrangers en situation irrégulière peut, sous le respect de certaines conditions, être **illimitée dans le temps**.

Au **Royaume-Uni**, le recours déposé par un étranger contre une décision d'éloignement, s'il est fondé sur les droits de l'Homme, **n'est examiné qu'une fois que la personne a quitté le pays –** à condition que cela ne lui porte pas un risque réel de préjudice grave et irréversible. Dans ce cadre, le respect de la vie privée ne peut pas être invoqué pour suspendre l'exécution d'une mesure d'éloignement.

514 Government.nl [Site internet], When should I register with the Personal Records Database as a resident ?
515 Government.nl [Site internet], Aliens detention

Politique familiale

I. Les constats et chiffres clés

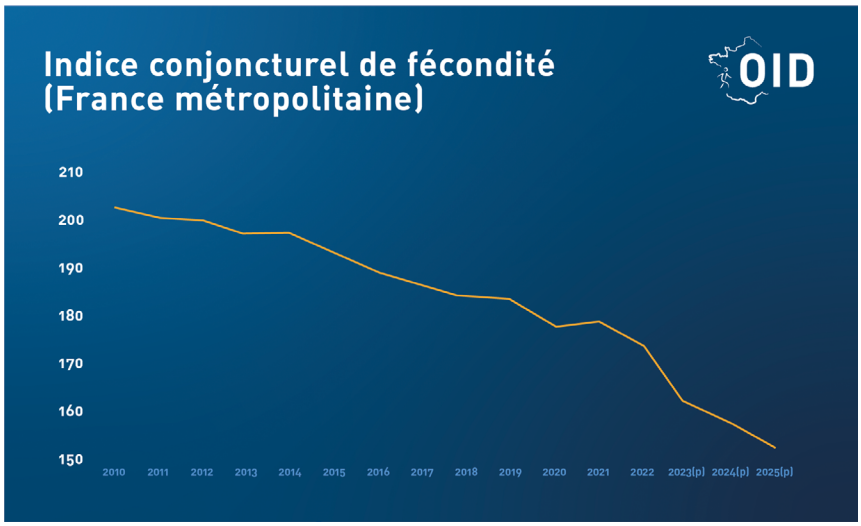
- Alors que le nombre des décès excède maintenant celui des naissances et que **l'indice de fécondité (ICF) se rapproche de 1,5 enfant par femme**[516], la démographie est un enjeu majeur pour l'avenir du pays.
- Cependant, **le désir d'enfant demeure supérieur** à l'ICF constaté : il est compris **entre 1,9 et 2 aux âges fertiles,** contre un ICF de 1,56.
- Si l'ICF correspondait au désir d'enfants, cela aurait théoriquement représenté **150 000 naissances** supplémentaires en 2025. L'espace d'action des politiques familiales se situe dans cet écart.
- En moyenne, sur la période 2008-2018, le niveau de vie des familles avec enfants appartenant aux 30% des ménages les plus modestes a augmenté avec les réformes menées, tandis que celui des familles proches de la médiane a stagné et que **les 30% de familles les plus aisées ont vu leur niveau de vie diminuer**. L'**effet négatif sur leur fécondité** a été démontré.
- **Les ménages « gagnants »** des réformes socio-fiscales sont essentiellement les **familles monoparentales**, moins susceptibles d'avoir de nouveaux enfants, là où **les couples avec 1 ou 2 enfants sont plus souvent « perdants » que « gagnants »**[517].
- Le **coût d'un enfant**, absolu comme relatif, est très variable selon la situation des familles : de **4,9 % des revenus disponibles pour un couple au RSA** logé en HLM à **24,5%** des revenus disponibles pour un **couple dont les deux parents touchent un salaire médian parisien.**
- Les études internationales démontrent que certains leviers sont fortement associés à des hausses du nombre de naissances : la disponibilité et l'**accessibilité** financière des **modes de garde** ; l'indemnisation et la durée du **congé parental**, l'accès à un **logement** adapté, les **aides sociales** compensant le surcoût lié à l'enfant.
- Entre l'an 2000 et 2025, le **nombre annuel de naissances d'enfants dont les deux parents sont nés en France a baissé d'un tiers**. Dans le même temps, le nombre annuel de **naissances d'enfants dont au moins l'un des parents est né hors-UE a augmenté d'un tiers** (33,5%) et le nombre annuel de naissances d'enfants dont les deux parents sont nés hors UE a augmenté de 73,6%.

516 INSEE, Bilan démographique 2025, 2026
517 Ibid. p.268

II. Les blocages actuels

I. Des politiques familiales transformées en politiques sociales

Alors que **le nombre des décès excède maintenant celui des naissances** et que **la fécondité (ICF) se rapproche des 1,5 enfant par femme**[518], la politique familiale représente plus que jamais un enjeu majeur pour l'avenir démographique de notre pays.



Pourtant, les **réformes structurelles** de la politique familiale **engagées depuis quinze ans** l'ont transformée en **politique quasi-sociale** : les aides aux bas revenus ont certes augmenté mais en parallèle, les bénéfices fiscaux (à destination des personnes imposables) ont diminué tandis que l'accès aux allocations familiales a perdu sa vocation d'universalité.

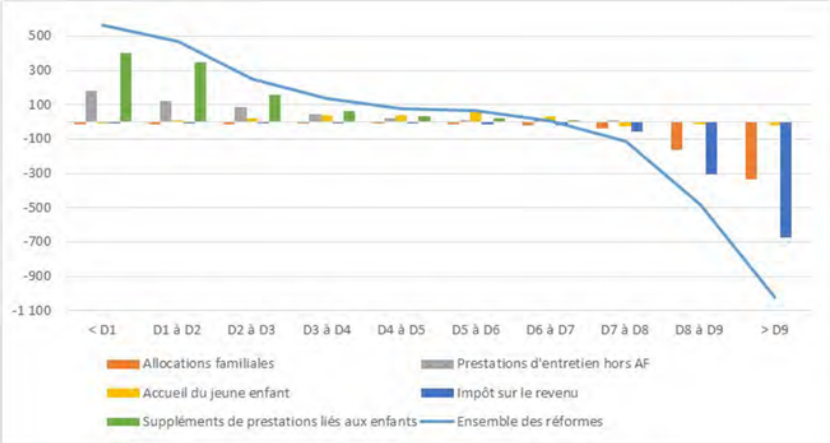
Si ces réformes permettent sans doute de pallier des difficultés sociales, elles ne répondent pas aux besoins des familles qui souhaiteraient avoir de nouveaux enfants :

- En moyenne, sur la période 2008-2018, le niveau de vie des familles avec enfants appartenant aux 30% des ménages les plus modestes a augmenté avec ces réformes, tandis que celui des familles proches de la médiane a stagné et que **les 30% de familles les plus aisées ont vu leur niveau de vie diminuer**. L'**effet négatif sur leur fécondité** a été démontré ;
- **Les ménages « gagnants »** des réformes socio-fiscales sont essentiellement les **familles monoparentales**, moins susceptibles d'avoir de nouveaux enfants, là où **les couples avec 1 ou 2 enfants sont plus souvent « perdants »** (respectivement 29% et 42% d'entre eux) **que « gagnants »** (respectivement 21% et 28% d'entre eux)[519]. Il n'est donc pas étonnant qu'un effet négatif se fasse sentir sur les taux de fécondité.

518 Ibid.
519 Ibid. p.268

Graphique 2 : Décomposition de l'effet des réformes entre 2008 et 2018 sur le niveau de vie des familles avec enfant(s), par décile de niveau de vie

a. en euros



Pourtant, **la politique familiale n'a pas vocation à réduire les inégalités sociales** mais à **permettre aux couples d'avoir le nombre d'enfants qu'ils souhaitent**, en comblant l'écart financier entre les personnes ayant des enfants et celles qui n'en ont pas[520].

Or, **le coût marginal relatif d'un jeune enfant est très variable selon le type de famille** et ses revenus. En modélisant des cas types, dans un contexte parisien, nous aboutissons aux coûts suivants[521] :

- **480 euros par an pour un ménage au RSA logé en HLM** (4,9 % de ses revenus disponibles) ;
- 3 133 euros pour un couple de deux actifs au SMIC (8,1 % de ses revenus) ;
- 13 785 euros pour un couple d'actifs au salaire médian parisien (24,5 % de ses revenus) ;
- **16 682 euros pour un couple aisé** (20,8 % de ses revenus).

Si la distribution de la fécondité selon les revenus est souvent représentée sous la forme d'une « courbe en U » (plus forte aux ressources les plus faibles et les plus élevées, plus faible au milieu), celle-ci masque des réalités symétriquement opposées **selon le lieu de naissance des femmes**. Celles **nées à l'étranger** appartenant **aux plus faibles déciles de revenus** sont celles qui **ont le plus d'enfants** ; à l'inverse, les femmes natives les plus modestes en ont le moins.

520 HCFEA, « L'évolution des dépenses sociales et fiscales consacrées aux enfants à charge au titre de la politique familiale, 2021, p.269

521 Observatoire de l'immigration et de la démographie, Enrayer la chute de la natalité française : une question politique, Annexes, 2026

II. Une baisse tendancielle du désir d'enfants

Si la chute de l'ICF est parfaitement attestée par les sources publiques, cet indice n'en demeure pas moins **largement inférieur au nombre d'enfants souhaités par les femmes**, et ce quel que soit leur âge. En effet, le désir d'enfant moyen est de **2 dans la tranche d'âge des 25-29 ans**, 1,9 parmi les 30-34 ans et 2 pour les 35-39 ans[522]. Cependant, le désir d'enfant connaît une importante baisse ; en 2005, il se portait, pour ces catégories respectives à 2,5 / 2,6 et 2,3.

Les **premières grossesses**, quant à elles, se font **de plus en plus tardives**[523] (29 ans en 2023).

Si le désir d'enfants était réellement accompli : environ 800 000 enfants seraient nés en 2025 en France plutôt que 650 000, soit **150 000 naissances supplémentaires** dans un scénario théorique où les comportements de fécondité permettraient la réalisation du désir d'enfant, à structure démographique inchangée.

La baisse du désir d'enfant, quoiqu'amplement documentée ne fait pas l'objet d'une interprétation univoque suivant les publications :

- Cette baisse est au moins en partie liée à la **crainte de l'avenir** (financier, social, géopolitique…) comme l'indiquent les récents travaux de Katya Ivanova[524], professeur associé de l'université de Tilburg ;
- Elle pourrait être partiellement liée à l'**image ternie de la parentalité** renvoyée par la société contemporaine et aux attentes souvent très importantes que certains ont à cet égard[525].
- Un autre facteur majeur, décrit par les études concernant la **hausse du célibat** et l'**instabilité des couples** qui restreignent le désir d'enfants[526].
- D'autres éléments culturels plus diffus et difficilement quantifiables, tels que la **montée de l'individualisme**, le souhait de ne pas s'intégrer dans des rôles genrés traditionnels ou la **sécularisation** sont également parfois évoqués pour expliquer la baisse du désir d'enfant.

A l'aune de l'ensemble de ces facteurs, se dessine une société au sein de laquelle, en moyenne, les personnes en âge d'avoir des enfants veulent en avoir moins que les générations précédentes et sont plus enclines à n'en pas vouloir.

Pour autant et malgré sa baisse, **le désir d'enfant demeure largement contrarié**, l'ICF n'étant que de 1,56 en 2025 là où le désir d'enfant **se porte toujours à près de deux**, tandis que la famille jugée idéale comporte toujours environ 2,5 enfants.

III. Un désir d'enfants insuffisamment réalisé : des marges de manœuvre politiques réelles

L'écart demeurant entre l'ICF et le nombre d'enfants souhaités s'élève à environ 0,35 enfant par femmes. Cela correspondrait à environ **150 000 enfants de plus par** année si l'ICF passait de 1,53 à 1,9[527].

522 Milan Bouchet-Valat, Laurent Toulemon. Les Français·es veulent moins d'enfants. Population & Sociétés, no 635, juillet-août 2025
523 Jeanne Pointet, INSEE, Un premier enfant à 29,1 ans en 2023 : un âge qui continue d'augmenter, 2025
524 Katya Ivanova, Nicoletta Balbo, Population and development review, Societal Pessimism and the Transition to Parenthood: A Future Too Bleak to Have Children?, 2024
525 Anna Rotkirch, The TikTok Baby Bust, Berlin review, 2025
526 Assemblée nationale, Rapport d'information sur les causes et conséquences de la baisse de la natalité en France, 2026
527 Calcul simplifié mené à titre indicatif avec comme base les 643 773 naissances de 2025, en considérant que la pyramide des âges et la distribution des naissances demeurent inchangées. L'ICF étant un indicateur imparfait car se basant sur une génération fictive ayant le même nombre d'enfants que celui constaté une année donnée, le calcul n'a qu'une valeur indicative.

Sur cette part des naissances non-advenues quoique souhaitées, les pouvoirs publics disposent d'une réelle – quoique partielle du fait de naissances « manquées » liées à la déconjugalité ou à l'infertilité – marge de manœuvre afin de **permettre aux couples de réaliser leur désir d'enfants.** Reste à identifier les motifs de cet écart et les leviers pour les neutraliser *via* des politiques publiques efficientes.

Le HCFEA, après avoir étudié un panel de personnes de 20 à 35 ans concernant les raisons qui pourraient les pousser à ne pas avoir d'enfants trouvent que[528] :

- **62%** d'entre eux estiment que cela **coûte trop cher** d'élever un enfant (réponse qui peut recouvrir des réalités très différentes, d'une impossibilité d'avoir une chambre de plus à une simple baisse du confort de vie) ;
- **49%** pensent que **les politiques publiques** (crèches, congés parentaux, allocations familiales, etc.) **ne soutiennent pas assez** les parents ;
- **44%** pensent que leur **logement n'est pas adapté** à l'accueil d'un enfant (ce qui est fortement lié à une question financière).

Les motifs matériels qui rendent impossibles aux familles de réaliser leur désir d'enfant sont nombreux.

Cependant, ils se doublent d'une **réalité médicale** sur laquelle les autorités ont un poids plus limité. **L'infertilité touche en effet entre 15 et 25% des couples** selon l'INSERM[529]. Cette dernière se définit comme le fait de ne pas parvenir à avoir un enfant après un an de tentatives. Au bout de deux années, ce chiffre tombe à environ 10%. **22% des couples évoqueraient cette cause** comme source de la non-réalisation de leur désir d'enfant[530].

Une part de l'infertilité est directement liée à des mises en couple plus tardives et donc à des **tentatives plus tardives d'avoir des enfants** d'où découle une difficulté structurelle. En effet, il est admis que les femmes, et dans une moindre mesure les hommes, sont moins fertiles avec l'avancée de l'âge[531].

La fertilité déclinant nettement dès 30 ans, le risque d'infertilité se fait de plus en plus fort dans une société où l'âge moyen au premier accouchement est de plus de 29 ans (contre 24 ans il y a 50 ans). A 30 ans, le risque d'infertilité s'élève déjà à plus de 20% et augmente rapidement pour se porter à près 50% à 40 ans.

Aujourd'hui, 15% des plus de 45 ans n'ont pas d'enfant contre près de 10% dans la génération précédente. Les deux tiers de cet écart, soit 3,3 points de pourcentage, seraient, selon l'Académie de médecine, explicable par l'infertilité. Ainsi, la hausse de l'âge des grossesses constitue un facteur puissant de baisse de la natalité.

Pour autant, l'infertilité due à l'âge n'est pas la seule à s'imposer aux familles désireuses d'avoir un enfant. **Les modes de vie, de consommation** ou encore **des facteurs environnementaux** peuvent avoir des liens directs avec ces difficultés.

528 Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge, « Enquête sur les projections des jeunes adultes en matière de parentalité, 2025
529 INSERM, « Infertilité : des difficultés à concevoir d'origines multiples », 2019
530 OpinionWay pour l'UNAF, 2023 : « Bilan démographique : Pourquoi les familles ont-elles moins d'enfants alors qu'elles en désirent toujours ? »
531 Académie nationale de médecine, « La Natalité en France : Mythes et Réalités de la crise démographique Française »

III. Les solutions

Afin de refonder les politiques familiales et ainsi de lever les freins à la réalisation du désir d'enfants, il convient de **se fonder sur les attentes exprimées** par les personnes mais également de **tenir compte des études** scientifiques prouvant l'effet de certaines politiques sur la variation de l'ICF :

- Un consensus se dégage sur les facteurs associés à une hausse ou une baisse de la natalité. L'OCDE, dans sa publication relative aux « tendances de la fertilité »[552] de 2024 et une importante revue de la littérature quasi-expérimentale disponible à ce propos[553] présentent les politiques familiales les plus efficaces :
    - La **disponibilité et le coût des modes de garde ;**
    - Le **prix de l'immobilier** nécessaire au fait d'élever des enfants ;
    - La compensation de la perte de salaire durant les **congés parentaux ;**
    - De manière moindre mais réelle, des liens existent également avec les dépenses publiques consacrées aux **allocations familiales**[554] et la durée du congé parental.

Il conviendrait donc de conjuguer l'ensemble des mesures définies ci-dessous et de laisser les couples choisir celles qui leur conviendraient le mieux.

I. Rétablir l'universalité de la politique familiale

Comme le préconise le Pr Gérard-François Dumont, il conviendrait de rétablir l'universalité de la politique familiale, progressivement détricotée au nom de considérations sociales :

- **Restaurer le versement des allocations familiales à tous les ménages**, en supprimant toute conditionnalité liée aux revenus ;
- **Déplafonner l'ensemble des aides et exemptions d'impôts** aux familles ;
- **Réhausser le plafond du quotient familial** ;
- Instaurer un délai minimal de résidence légale aux étrangers extra-européens avant de bénéficier des allocations familiales.

II. Favoriser l'accès des couples à des logements adéquats

Alors que le prix de l'immobilier constitue aujourd'hui un obstacle important à la réalisation du désir d'enfants, il conviendrait de favoriser l'accès des couples à des logements adéquats :

- **Élargir l'attribution des APL** aux familles dont le revenu est supérieur à l'actuelle limite – spécialement celles que l'emploi conduit à s'installer dans des villes[2] onéreuses (particulièrement Paris) au sein desquelles on constate des ICF spécialement faibles,[60] alors même qu'elles concentrent une large part des personnes en âge de devenir parents[61] ;
- Proposer des systèmes de **prêts à taux zéro (PTZ) pour l'acquisition immobilière** aux familles avec enfant ;
- **Assouplir les réglementations** (DPE, encadrement des loyers etc…) et ouvrir la possibilité de créer de nouveaux logements afin d'en faire baisser les prix ;

552 OCDE, Fertility trends across the OECD: Underlying drivers and the role for policy, 2024
553 Janna Bergsvik, Agnes Fauske, Rannveig Kaldager Hart, Population and development review, Can Policies Stall the Fertility Fall? A Systematic Review of the (Quasi-) Experimental Literature, 2021
554 Angela Greulich, L'influence des politiques familiales sur les tendances de la fécondité des pays développés, European journal of population, 2013

- Favoriser les familles avec enfants, dont les parents travaillent, dans les critères d'accès au logement social.
- Instaurer un **délai minimal de résidence légale** aux étrangers extra-européens avant d'accéder aux aides au logement aux HLM.

III. Mettre en œuvre un grand plan de création de places de garde d'enfants et de revalorisation des métiers associés

Afin de proposer aux familles une offre large et accessible, il conviendrait de mettre en œuvre **un plan national de création de 300 000 places de crèche**, conformément aux objectifs fixés par le HCFEA[62] (entre 200 et 380 000). Cela nécessiterait également de **revaloriser les métiers associés** (hausse des salaires, formation etc …).

IV. Faire en sorte qu'une place de garde devienne un droit pour les parents en emploi

Les collectivités locales (ou l'Etat) seraient **tenues de subvenir aux besoins de garde** des parents en emploi – de la même façon qu'une place à l'école – pour un prix abordable.

V. Revaloriser le congé parental à 100% du salaire

Le congé parental devrait être revalorisé, en proposant une meilleure rémunération durant la **première année** de celui-ci **: 100% du salaire** initial (comme le nouveau congé supplémentaire de naissance) sans baisse avant un an.

VI. Créer un plan national de lutte contre l'infertilité

Un plan national de lutte contre l'infertilité devrait être mis en œuvre, afin d'en prévenir les causes et d'aider au mieux sur le plan médical les couples qui y sont confrontés.

VII. Délai de carence pour la perception d'allocations familiales pour les ressortissants étrangers

Il conviendrait d'instaurer un délai de carence de 2 ans pour que des ressortissants étrangers en situation régulière puissent bénéficier des dispositifs de soutien aux familles. Ce délai est possible à droit constant. En cas de révision constitutionnelle, il faudrait porter ce délai à 5 ans.

IV. Exemples étrangers

Sept États membres de l'UE (Danemark, Allemagne, Estonie, Lettonie, Slovénie, Finlande et Suède), ainsi que la Norvège, garantissent l'accueil pour chaque enfant dès le plus jeune âge (6 à 18 mois), souvent immédiatement après la fin du congé de garde d'enfants[535]. Concrètement, les ressortissants de ces pays disposent d'un véritable droit opposable à la garde de leurs enfants.

Sous certaines conditions, la **Lettonie** et l'**Estonie** proposent un **congé parental rémunéré à hauteur des salaires** de la période de travail précédant l'arrêt[536].

La **Hongrie** et la **Pologne** proposent des **politiques de logement** spécialement **favorables pour les familles** (prêts dédiés, primes etc.).

535 European Comission, Structural Indicators for Monitoring Education and Training Systems in Europe, 2021 et Cour des comptes, La politique d'accueil du jeune enfant, 2024

536 OCDE, Joining Forces for Gender Equality, 2023

Annexe 1 : sondage de l'Ifop pour l'Observatoire de l'immigration et de la démographie

Le regard des Français sur les lois encadrant l'immigration

Ifop pour l'Observatoire de l'Immigration et de la Démographie



FD / MT / LM / N° 122713
Contacts Ifop :
Frédéric Dabi / Mathilde Tchounikine / Léo Major
Département Opinion et Stratégies d'Entreprise
TEL : 01 45 84 14 44
prenom.nom@ifop.com
SEPTEMBRE 2026

Sommaire

- 1 - La méthodologie 1

- 2 - Les résultats de l'étude 4

- A - Souveraineté juridique et maîtrise de la politique migratoire 5

L'adhésion à une révision de la constitution sur l'immigration 6
L'adhésion à un contrôle par la France du nombre et du profil des bénéficiaires du droit d'asile 11
L'adhésion à une dérogation de la France aux règles européennes en matière d'immigration et d'asile 14
L'adhésion à l'abrogation de l'accord franco-algérien de 1968 17

- B - Accès aux prestations, à l'hébergement et aux services publics 20

L'adhésion au maintien du principe d'hébergement inconditionnel pour les étrangers en situation irrégulière 21
L'adhésion à l'instauration d'un délai de carence pour l'accès des étrangers non-européens à certaines prestations sociales 24
L'adhésion à la fin du financement public des études des étudiants étrangers extra-européens 27

- C - Conditions de séjour, regroupement familial et accès à la nationalité 30

L'adhésion à la mise en place d'une voie unique d'acquisition de la nationalité française 31
L'adhésion à un durcissement des conditions du regroupement familial 34
L'adhésion à de nouveaux motifs de non-renouvellement des titres de séjour 37

- 1 -

La méthodologie

Méthodologie

Ce document présente les résultats d'une étude réalisée par l'Ifop. Elle respecte fidèlement les principes scientifiques et déontologiques de l'enquête par sondage. Les enseignements qu'elle indique reflètent un état de l'opinion à l'instant de sa réalisation et non pas une prédiction.

Aucune publication totale ou partielle ne peut être faite sans l'accord exprès de l'Ifop.

Etude réalisée par l'Ifop pour l'Observatoire de l'Immigration et de la Démographie

Echantillon



L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de **3 002** personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Méthodologie



La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Mode de recueil



Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 15 au 20 septembre 2026.

Précision relative aux marges d'erreur

La théorie statistique permet de mesurer l'incertitude à attacher à chaque résultat d'une enquête. Cette incertitude s'exprime par un intervalle de confiance situé de part et d'autre de la valeur observée et dans lequel la vraie valeur a une probabilité déterminée de se trouver. Cette incertitude, communément appelée « marge d'erreur », varie en fonction de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé comme le montre le tableau ci-contre.

INTERVALLE DE CONFIANCE A 95% DE CHANCES[1]						
Taille d'échan-tillon	Pourcentage observé					
	5 ou 95%	10 ou 90%	20 ou 80%	30 ou 70%	40 ou 60%	50%
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
800	1,5	2,1	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1 000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
1 500	1,1	1,5	2,0	2,3	2,4	2,5
2 000	1,0	1,3	1,8	2,0	2,2	2,2
3 000	0,8	1,1	1,4	1,6	1,8	1,8

Exemple de lecture du tableau : dans le cas d'un échantillon de **3 000** personnes, si le pourcentage mesuré est de **10%**, la marge d'erreur est égale à **1,1**. Le vrai pourcentage est donc compris entre 8,9% et 11,1%.

Aide à la lecture des tableaux de croisements

Les données du présent document correspondent à des pourcentages de citation de chaque réponse auprès de l'ensemble de l'échantillon (« ENSEMBLE ») et de sous-catégories de population.

- En colonnes : les modalités de réponse.
- En lignes : la sous-population sur laquelle on « zoome » et ses réponses – pour chaque ligne, la somme des items est égale à 100 (hors totaux et sauf plusieurs réponses possibles).

Exemple de lecture du tableau : sur 100 hommes, 25% ont répondu « A », contre 15% chez les femmes. À l'échelle de l'ensemble des répondants à la même question, 20% ont cité la réponse A.

	Rép. A	Rép. B	Rép. C	Rép. D
ENSEMBLE	**20**	**30**	**40**	**10**
SEXE				
Homme	25	35	35	5
Femme	15	25	45	15
AGE				
18-24 ans	20	30	40	10
25-34 ans	20	30	40	10
35-49 ans	25	35	35	5
50-64 ans	15	25	45	15
65 ans et plus	20	30	40	10

Les éventuels astérisques indiquent les sous-populations présentes en effectif réduit dans l'échantillon et pour lesquelles les résultats sont à interpréter avec prudence.

[1] Un tableau précisant les marges d'erreurs pour davantage de tailles d'échantillon est disponible sur le site Ifop.

- 2 -

Les résultats de l'étude

Observatoire de l'immigration et de la démographie

- A -
Souveraineté juridique et maîtrise de la politique migratoire

L'adhésion à une révision de la constitution sur l'immigration

Question : *Un ensemble de décisions du Conseil constitutionnel encadre aujourd'hui les lois qui peuvent être votées sur l'immigration en France. Certains estiment que ce cadre devrait être levé ou allégé, par une révision de la Constitution, afin de donner davantage de marges de manœuvre au Gouvernement et au Parlement en matière d'immigration.*

Vous, personnellement, seriez-vous plutôt favorable ou plutôt pas favorable à une révision de la Constitution sur le sujet de l'immigration, pour permettre à l'État… ?

	TOTAL Favorable	Tout à fait favorable	Plutôt favorable	**TOTAL Pas favorable**	Plutôt pas favorable	Pas favorable du tout	**Vous ne savez pas**	**Total**
De contrôler réellement l'ensemble des entrées légales sur le territoire français	**79**	48	31	**13**	7	6	**8**	**100**
D'expulser systématiquement les étrangers en situation irrégulière	**67**	44	23	**24**	12	12	**9**	**100**

Réponses : « TOTAL Favorable »

	Ensemble des Français Septembre 2026 (%)	**Selon la proximité partisane**						
		LFI	PS	EELV	Ren.	LR	RN	Sans proximité partisane
De contrôler réellement l'ensemble des entrées légales sur le territoire français	**79**	58	72	67	84	93	96	73
D'expulser systématiquement les étrangers en situation irrégulière	**67**	32	38	46	67	83	94	62

Observatoire de l'immigration et de la démographie

L'adhésion à une révision de la constitution sur l'immigration - De contrôler réellement l'ensemble des entrées légales sur le territoire français

	TOTAL Favorable	Tout à fait favorable	Plutôt favorable	TOTAL Pas favorable	Plutôt pas favorable	Pas favorable du tout	Vous ne savez pas
ENSEMBLE	**79**	**48**	**31**	**13**	**7**	**6**	**8**
SEXE DE L'INTERVIEWÉ(E)							
Hommes	**81**	50	31	**13**	7	6	*6*
Femmes.....	**78**	47	31	**13**	7	6	*9*
ÂGE DE L'INTERVIEWÉ(E)							
TOTAL Moins de 35 ans.....	***68***	***30***	***38***	***23***	***14***	***9***	**9**
. 18-24 ans	***63***	*23*	*40*	***26***	*16*	*10*	*11*
. 25-34 ans	***71***	*35*	*36*	***21***	*13*	8	8
TOTAL 35 ans et plus.....	***83***	***55***	**28**	***10***	***5***	**5**	**7**
. 35-49 ans	**77**	49	28	**13**	7	6	*10*
. 50-64 ans	**83**	*54*	29	**11**	6	5	6
. 65 ans et plus	***90***	*61*	29	***5***	*2*	*3*	*5*
PROFESSION DE L'INTERVIEWÉ(E)							
Actifs	**78**	**47**	**31**	**15**	**8**	**7**	**7**
. Catégories supérieures.....	***71***	***38***	**33**	***21***	***12***	***9***	**8**
.. Travailleurs indépendants ...	**74**	47	27	**15**	9	6	11
.. Cadres et prof. int. sup.	***69***	*34*	35	***24***	*14*	*10*	7
. Professions intermédiaires ..	**78**	**46**	**32**	***17***	**10**	**7**	***5***
. Catégories populaires	**81**	**51**	**30**	***11***	**6**	**5**	**8**
.. Employés	**82**	52	30	**13**	7	6	5
.. Ouvriers.....	**81**	51	30	***7***	*4*	*3*	*12*
Inactifs	**81**	**51**	**30**	***11***	***6***	**5**	**8**
. Retraités.....	***90***	*61*	29	***5***	*2*	*3*	*5*
. Autres inactifs.....	***65***	*33*	32	***21***	*12*	*9*	*14*
STATUT DE L'INTERVIEWÉ(E)							
Dirigeants d'entreprise	**73**	**47**	**26**	**19**	**8**	***11***	**8**
Salariés	**78**	**46**	**32**	**15**	**9**	**6**	**7**
. Salariés du secteur privé.....	**79**	48	31	**13**	8	5	8
. Salariés du secteur public	**78**	42	36	**17**	10	7	5
Chômeurs.....	***64***	**41**	***23***	**20**	**13**	**7**	***16***
NIVEAU D'ÉDUCATION							
. 2e et 3e cycles	***64***	*27*	*37*	***29***	*17*	*12*	7
1er cycle (DEUG, licence LMD)	**78**	*42*	*36*	***17***	9	*8*	*5*
Baccalauréat.....	**76**	45	31	***16***	9	7	8
CAP / BEP	***88***	*62*	*26*	***7***	*5*	*2*	*5*
Pas de diplôme / CEP / BEPC ..	**83**	56	27	***5***	*2*	3	*12*
CATÉGORIE D'AGGLOMÉRATION							
Agglomération parisienne	***74***	*37*	*37*	***19***	*11*	8	7
Com. urbaine de province	**79**	49	30	**14**	8	6	7
Commune rurale.....	***84***	*55*	29	***8***	*4*	*4*	8
RÉGION							
Île-de-France	***73***	*38*	*35*	***18***	*10*	8	9
Province.....	**81**	51	30	**12**	7	5	7
POURCENTAGE D'IMMIGRES DANS LE QUARTIER D'HABITATION							
Moins de 5%.....	***83***	51	32	***9***	*5*	*4*	8
Entre 5 et 7%	**82**	51	31	**10**	7	*3*	8
Entre 8 et 14%.....	**79**	51	28	**15**	7	8	6
Entre 15 et 19%	***67***	*38*	29	***27***	*13*	*14*	6
20% et plus	**78**	*41*	*37*	**15**	9	6	7

	TOTAL Favorable	Tout à fait favorable	Plutôt favorable	TOTAL Pas favorable	Plutôt pas favorable	Pas favorable du tout	Vous ne savez pas
ENSEMBLE	**79**	**48**	**31**	**13**	**7**	**6**	**8**
PROXIMITÉ POLITIQUE							
TOTAL Gauche	***65***	***23***	***42***	***30***	***15***	***15***	***5***
Dont La France insoumise	***58***	*14*	*44*	***39***	*18*	*21*	*3*
Dont Parti socialiste	***72***	*31*	*41*	***20***	*14*	6	8
Dont Les Écologistes (ex-EÉLV)	***67***	*29*	38	***26***	*15*	*11*	7
TOTAL Majorité présidentielle	***85***	***36***	***49***	**12**	**8**	**4**	***3***
Dont Renaissance	**84**	40	*44*	**15**	8	7	*1*
TOTAL Droite	***94***	***71***	***23***	***2***	***2***	**-**	***4***
Dont Les Républicains	***93***	*70*	*23*	***3***	*3*	-	*4*
TOTAL Reconquête et RN	***95***	***83***	***12***	***3***	***2***	***1***	***2***
Dont Rassemblement National	***96***	*83*	*13*	***2***	*1*	*1*	*2*
Sans sympathie partisane	***73***	***41***	**32**	***9***	***5***	***4***	***18***
VOTE À LA PRÉSIDENTIELLE 2022 (1er tour)							
Jean-Luc Mélenchon	***59***	*22*	*37*	***37***	*18*	*19*	4
Emmanuel Macron	**84**	*46*	*38*	***10***	7	*3*	6
Valérie Pécresse	***94***	*67*	27	***5***	4	*1*	1
Marine Le Pen	***96***	*83*	*13*	***1***	*1*	-	3
Éric Zemmour	***96***	*85*	*11*	***4***	4	-	-
VOTE AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES 2024 (1er tour)							
Nouveau Front Populaire	***60***	*21*	*39*	***35***	*15*	*20*	*5*
Renaissance, Modem, Horizons, UDI	**85**	*44*	*41*	**11**	7	*4*	4
Les Républicains & DVD	***98***	*65*	33	***2***	*1*	*1*	-
Rassemblement National et alliés	***97***	*85*	*12*	***1***	*1*	-	2
NATIONALITE							
Français	**80**	49	31	**13**	7	6	7
Non Français	***67***	*24*	43	**16**	12	4	*17*
ORIGINE DES PARENTS							
Deux parents nés en France	**81**	51	30	**12**	6	6	7
Un né en France et un en Europe	**82**	52	30	**14**	6	8	4
Deux parents nés en Europe	**80**	*37*	*43*	**13**	7	6	7
Un parent né en France/Eur. et un hors Europe	***55***	*35*	*20*	***36***	*24*	*12*	9
Deux parents nés hors Europe	**73**	*23*	*50*	***20***	11	9	7
ST Au moins un parent d'un autre pays européen (hors France)	**82**	**47**	**35**	**13**	**7**	**6**	**5**
ST Au moins un parent d'Afrique subsaharienne ou orientale	**67**	**18**	**49**	**31**	**24**	**7**	**2**
ST Au moins un parent du Maghreb	***61***	***28***	**33**	***29***	***15***	***14***	**10**
RELIGION							
TOTAL Catholiques	***88***	***59***	**29**	***8***	***5***	***3***	***4***
. Catholiques pratiquants	**81**	54	27	**14**	7	7	5
. Catholiques non pratiquants	***89***	*60*	29	***6***	*4*	*2*	*5*
Autres religions	**77**	***31***	***46***	**17**	**10**	**7**	**6**
. Protestants	***92***	48	*45*	***0***	-	0	7
. Musulmans	**72**	*21*	*51*	***25***	*14*	*11*	3
Sans religion	***73***	***42***	**31**	***19***	***10***	***9***	***8***

Observatoire de l'immigration et de la démographie

L'adhésion à une révision de la constitution sur l'immigration - D'expulser systématiquement les étrangers en situation irrégulière

	TOTAL Favorable	Tout à fait favorable	Plutôt favorable	TOTAL Pas favorable	Plutôt pas favorable	Pas favorable du tout	Vous ne savez pas
ENSEMBLE	**67**	**44**	**23**	**24**	**12**	**12**	**9**
SEXE DE L'INTERVIEWÉ(E)							
Hommes	***72***	*50*	22	***21***	*10*	11	*7*
Femmes	***61***	*38*	23	***28***	*14*	14	*11*
ÂGE DE L'INTERVIEWÉ(E)							
TOTAL Moins de 35 ans	***46***	***23***	**23**	***43***	***21***	***22***	**11**
. 18-24 ans	***38***	*14*	24	***51***	*24*	*27*	11
. 25-34 ans	***52***	*29*	23	***37***	*19*	*18*	11
TOTAL 35 ans et plus	***73***	***51***	**22**	***18***	***9***	***9***	**9**
. 35-49 ans	**65**	45	20	**23**	*9*	14	*12*
. 50-64 ans	***74***	*52*	22	***19***	10	*9*	7
. 65 ans et plus	***80***	*55*	25	***13***	*7*	*6*	*7*
PROFESSION DE L'INTERVIEWÉ(E)							
Actifs	**66**	**43**	**23**	**25**	**12**	**13**	**9**
. Catégories supérieures	***58***	***35***	**23**	***33***	**15**	***18***	**9**
.. Travailleurs indépendants	**61**	41	20	**28**	17	11	11
.. Cadres et prof. int. sup.	***56***	*32*	24	***36***	14	*22*	8
. Professions intermédiaires	**65**	**41**	**24**	**28**	**13**	**15**	**7**
. Catégories populaires	***71***	***48***	**23**	***19***	***9***	***10***	**10**
.. Employés	**66**	44	22	**26**	13	13	8
.. Ouvriers	***78***	*53*	25	***10***	*4*	*6*	12
Inactifs	**67**	**46**	**21**	**23**	**12**	**11**	**10**
. Retraités	***80***	*55*	25	***13***	*8*	*5*	*7*
. Autres inactifs	***43***	*28*	*15*	***41***	*20*	*21*	*16*
STATUT DE L'INTERVIEWÉ(E)							
Dirigeants d'entreprise	**60**	**40**	**20**	**30**	**14**	**16**	**10**
Salariés	**67**	**43**	**24**	**24**	**11**	**13**	**9**
. Salariés du secteur privé	**69**	45	24	**22**	11	11	9
. Salariés du secteur public	**61**	38	23	***31***	14	17	8
Chômeurs	***54***	**38**	**16**	**27**	**7**	**20**	***19***
NIVEAU D'ÉDUCATION							
. 2e et 3e cycles	***51***	*28*	23	***41***	14	*27*	8
1er cycle (DEUG, licence LMD)	***58***	*36*	22	***35***	*18*	*17*	*7*
Baccalauréat	**63**	*39*	24	***28***	14	14	9
CAP / BEP	***81***	*57*	24	***13***	*8*	*5*	*6*
Pas de diplôme / CEP / BEPC	**72**	*52*	20	***12***	*6*	*6*	*16*
CATÉGORIE D'AGGLOMÉRATION							
Agglomération parisienne	***59***	*34*	25	***32***	14	*18*	9
Com. urbaine de province	**66**	44	22	**24**	12	12	10
Commune rurale	***75***	*52*	23	***17***	*9*	*8*	8
RÉGION							
Île-de-France	***60***	*36*	24	***30***	13	*17*	10
Province	**69**	46	23	**22**	11	11	9
POURCENTAGE D'IMMIGRES DANS LE QUARTIER D'HABITATION							
Moins de 5%	***70***	46	24	***21***	11	*10*	9
Entre 5 et 7%	**68**	48	20	**22**	12	10	10
Entre 8 et 14%	**66**	43	23	**26**	12	14	8
Entre 15 et 19%	***60***	39	21	***32***	10	*22*	8
20% et plus	**62**	39	23	**28**	13	15	10

	TOTAL Favorable	Tout à fait favorable	Plutôt favorable	TOTAL Pas favorable	Plutôt pas favorable	Pas favorable du tout	Vous ne savez pas
ENSEMBLE	**67**	**44**	**23**	**24**	**12**	**12**	**9**
PROXIMITÉ POLITIQUE							
TOTAL Gauche	***40***	***16***	**24**	***53***	***23***	***30***	***7***
Dont La France insoumise	***32***	*16*	*16*	***65***	*20*	*45*	*3*
Dont Parti socialiste	***38***	*19*	19	***49***	*34*	15	13
Dont Les Écologistes (ex-EÉLV)	***46***	*18*	28	***48***	16	*32*	6
TOTAL Majorité présidentielle	**70**	***31***	***39***	**25**	**15**	**10**	***5***
Dont Renaissance	**67**	*32*	*35*	**31**	*18*	13	*2*
TOTAL Droite	***84***	***56***	**28**	***9***	**8**	***1***	**7**
Dont Les Républicains	***83***	*56*	27	***10***	8	*2*	7
TOTAL Reconquête et RN	***93***	***82***	***11***	***4***	***2***	***2***	***3***
Dont Rassemblement National	***94***	*82*	*12*	***4***	*2*	*2*	*2*
Sans sympathie partisane	***62***	***39***	**23**	***18***	***10***	***8***	***20***
VOTE À LA PRÉSIDENTIELLE 2022 (1er tour)							
Jean-Luc Mélenchon	***41***	*19*	22	***54***	*16*	*38*	5
Emmanuel Macron	**70**	*37*	*33*	**22**	*14*	*8*	*8*
Valérie Pécresse	***88***	52	*36*	***6***	5	*1*	6
Marine Le Pen	***94***	*81*	*13*	***3***	*2*	*1*	3
Éric Zemmour	***96***	*94*	*2*	***4***	4	-	-
VOTE AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES 2024 (1er tour)							
Nouveau Front Populaire	***38***	*16*	22	***54***	*18*	*36*	*8*
Renaissance, Modem, Horizons, UDI	**75**	*37*	*38*	**20**	13	*7*	5
Les Républicains & DVD	***83***	53	*30*	***13***	12	*1*	4
Rassemblement National et alliés	***96***	*85*	*11*	***2***	*2*	-	*2*
NATIONALITE							
Français	**67**	44	23	**24**	12	12	9
Non Français	***34***	*21*	13	***55***	*26*	*29*	11
ORIGINE DES PARENTS							
Deux parents nés en France	**69**	46	23	**22**	11	11	9
Un né en France et un en Europe	**69**	47	22	**26**	15	11	5
Deux parents nés en Europe	**66**	42	24	**27**	17	10	7
Un parent né en France/Eur. et un hors Europe	***44***	*32*	*12*	***43***	11	*32*	13
Deux parents nés hors Europe	***46***	*24*	22	***42***	*22*	*20*	12
ST Au moins un parent d'un autre pays européen (hors France)	**68**	**46**	**22**	**26**	**15**	**11**	**6**
ST Au moins un parent d'Afrique subsaharienne ou orientale	**49**	**24**	**25**	**50**	**27**	**23**	**1**
ST Au moins un parent du Maghreb	***43***	***28***	**15**	***44***	**17**	***27***	**13**
RELIGION							
TOTAL Catholiques	***79***	***55***	**24**	***15***	***9***	***6***	***6***
. Catholiques pratiquants	***75***	*53*	22	**20**	*8*	12	5
. Catholiques non pratiquants	***80***	*55*	25	***14***	*9*	*5*	*6*
Autres religions	***53***	***29***	**24**	***42***	***22***	***20***	**5**
. Protestants	**73**	40	33	**27**	17	10	-
. Musulmans	***44***	*25*	19	***52***	*24*	*28*	4
Sans religion	***58***	***36***	**22**	***31***	**14**	***17***	***11***

Observatoire de l'immigration et de la démographie

L’adhésion à un contrôle par la France du nombre et du profil des bénéficiaires du droit d’asile

Question : *Actuellement, en France, le droit d'asile accorde une protection à tout étranger arrivé sur le sol français qui risque d'être persécuté dans son pays en raison de sa race, sa religion, sa nationalité, ses opinions ou son appartenance à un « groupe social » (par exemple, les personnes homosexuelles de certains pays), ainsi qu’aux personnes exposées à une menace grave comme la peine de mort, la torture ou un conflit armé. Le nombre d’étrangers admis à l’asile n’est pas limité : les autorités politiques ne choisissent ni le nombre ni le profil des bénéficiaires.*
Il y a actuellement 734 000 bénéficiaires du droit d’asile en France, trois fois plus qu’il y a 10 ans.
Vous, personnellement, seriez-vous plutôt favorable ou plutôt pas favorable à ce que la France, via son gouvernement ou son Parlement, puisse choisir le nombre et les profils des personnes admises au droit d’asile sur son sol, ce qui impliquerait de réviser ou de quitter certains traités internationaux ?

	Ensemble des Français Septembre 2026 (%)	Selon la proximité partisane						
		LFI	PS	EELV	Ren.	LR	RN	Sans proximité partisane
TOTAL Favorable.....	**62**	**39**	**36**	**45**	**66**	**82**	**85**	**56**
. Tout à fait favorable ...	33	12	11	16	23	48	62	26
. Plutôt favorable.....	29	27	25	29	43	34	23	30
TOTAL Pas favorable....	**26**	**57**	**48**	**47**	**27**	**13**	**8**	**20**
. Plutôt pas favorable ...	13	20	27	16	16	9	4	11
. Pas favorable du tout .	13	37	21	31	11	4	4	9
Vous ne savez pas	**12**	**4**	**16**	**8**	**7**	**5**	**7**	**24**
Total	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**

L'adhésion à un contrôle par la France du nombre et du profil des bénéficiaires du droit d'asile

	TOTAL Favorable	Tout à fait favorable	Plutôt favorable	TOTAL Pas favorable	Plutôt pas favorable	Pas favorable du tout	Vous ne savez pas
ENSEMBLE	**62**	**33**	**29**	**26**	**13**	**13**	**12**
SEXE DE L'INTERVIEWÉ(E)							
Hommes	***69***	*39*	30	***23***	11	12	*8*
Femmes	***56***	*27*	29	**28**	14	14	*16*
ÂGE DE L'INTERVIEWÉ(E)							
TOTAL Moins de 35 ans	***52***	***19***	***33***	***35***	***17***	***18***	**13**
. 18-24 ans	***41***	*8*	33	***44***	*22*	*22*	15
. 25-34 ans	**59**	*26*	33	**29**	14	15	12
TOTAL 35 ans et plus	***65***	***37***	**28**	***23***	**11**	**12**	**12**
. 35-49 ans	**62**	33	29	**23**	*9*	14	15
. 50-64 ans	***67***	*42*	*25*	**24**	12	12	*9*
. 65 ans et plus	***67***	*37*	30	***21***	12	*9*	12
PROFESSION DE L'INTERVIEWÉ(E)							
Actifs	**62**	**33**	**29**	**26**	**13**	**13**	**12**
. Catégories supérieures	***56***	***26***	**30**	***33***	**14**	***19***	**11**
.. Travailleurs indépendants	**58**	34	24	**22**	11	11	*20*
.. Cadres et prof. int. sup.	***55***	*23*	32	***38***	16	*22*	*7*
. Professions intermédiaires	**59**	**34**	**25**	***31***	**16**	**15**	**10**
. Catégories populaires	***66***	**36**	**30**	***20***	**11**	***9***	**14**
.. Employés	**65**	31	*34*	**24**	13	11	11
.. Ouvriers	***68***	*42*	26	***15***	9	*6*	*17*
Inactifs	**62**	**32**	**30**	**25**	**12**	**13**	**13**
. Retraités	***68***	*38*	30	***20***	11	*9*	12
. Autres inactifs	***49***	*20*	29	***35***	14	*21*	16
STATUT DE L'INTERVIEWÉ(E)							
Dirigeants d'entreprise	**57**	**35**	***22***	**30**	**12**	**18**	**13**
Salariés	**63**	**33**	**30**	**26**	**13**	**13**	**11**
. Salariés du secteur privé	**64**	35	29	**24**	13	11	12
. Salariés du secteur public	**59**	*26*	33	**30**	13	17	11
Chômeurs	***50***	**28**	**22**	***38***	**20**	**18**	**12**
NIVEAU D'ÉDUCATION							
. 2e et 3e cycles	***50***	*22*	28	***43***	*19*	*24*	*7*
1er cycle (DEUG, licence LMD)	***57***	*27*	30	***34***	14	*20*	*9*
Baccalauréat	**59**	*27*	32	**28**	15	13	13
CAP / BEP	***72***	*42*	30	***18***	11	*7*	10
Pas de diplôme / CEP / BEPC	**66**	39	27	***15***	8	*7*	*19*
CATÉGORIE D'AGGLOMÉRATION							
Agglomération parisienne	**59**	*27*	32	**25**	11	14	*16*
Com. urbaine de province	**61**	32	29	**28**	14	14	11
Commune rurale	***67***	*39*	28	***20***	11	*9*	13
RÉGION							
Île-de-France	**58**	*28*	30	**26**	12	14	*16*
Province	**63**	34	29	**26**	13	13	11
POURCENTAGE D'IMMIGRES DANS LE QUARTIER D'HABITATION							
Moins de 5%	**62**	33	29	**24**	13	*11*	14
Entre 5 et 7%	**63**	34	29	**28**	14	14	*9*
Entre 8 et 14%	**65**	34	31	**25**	14	11	10
Entre 15 et 19%	***49***	28	*21*	***40***	12	*28*	11
20% et plus	**65**	32	33	***21***	10	11	14

Observatoire de l'immigration et de la démographie

	TOTAL Favorable	Tout à fait favorable	Plutôt favorable	TOTAL Pas favorable	Plutôt pas favorable	Pas favorable du tout	Vous ne savez pas
ENSEMBLE	**62**	**33**	**29**	**26**	**13**	**13**	**12**
PROXIMITÉ POLITIQUE							
TOTAL Gauche	***41***	***12***	**29**	***51***	***22***	***29***	***8***
Dont La France insoumise	***39***	*12*	27	***57***	*20*	*37*	*4*
Dont Parti socialiste	***36***	*11*	25	***48***	*27*	*21*	16
Dont Les Écologistes (ex-EÉLV)	***45***	*16*	29	***47***	16	*31*	8
TOTAL Majorité présidentielle	**59**	***19***	***40***	**30**	***18***	**12**	**11**
Dont Renaissance	**66**	*23*	*43*	**27**	16	11	7
TOTAL Droite	***83***	***48***	**35**	***12***	***8***	***4***	***5***
Dont Les Républicains	***82***	*48*	34	***13***	9	*4*	*5*
TOTAL Reconquête et RN	***86***	***64***	***22***	***8***	***4***	***4***	***6***
Dont Rassemblement National	***85***	*62*	*23*	***8***	*4*	*4*	*7*
Sans sympathie partisane	***56***	***26***	**30**	***20***	**11**	***9***	***24***
VOTE À LA PRÉSIDENTIELLE 2022 (1er tour)							
Jean-Luc Mélenchon	***41***	*14*	27	***52***	*19*	*33*	7
Emmanuel Macron	**67**	*27*	*40*	**26**	*17*	*9*	7
Valérie Pécresse	***75***	41	34	**18**	15	*3*	7
Marine Le Pen	***83***	*59*	*24*	***8***	*3*	*5*	9
Éric Zemmour	***94***	*85*	*9*	***3***	*1*	*2*	3
VOTE AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES 2024 (1er tour)							
Nouveau Front Populaire	***36***	*11*	25	***55***	*21*	*34*	9
Renaissance, Modem, Horizons, UDI	**65**	*28*	*37*	**28**	*20*	*8*	7
Les Républicains & DVD	***74***	36	*38*	***19***	15	*4*	7
Rassemblement National et alliés	***89***	*66*	*23*	***5***	*2*	*3*	6
NATIONALITE							
Français	**62**	33	29	**26**	13	13	12
Non Français	***47***	*16*	31	**31**	15	16	*22*
ORIGINE DES PARENTS							
Deux parents nés en France	**63**	33	30	**26**	13	13	11
Un né en France et un en Europe	**64**	39	25	**23**	14	9	13
Deux parents nés en Europe	**54**	27	27	**24**	15	9	*22*
Un parent né en France/Eur. et un hors Europe	***50***	37	*13*	**33**	7	*26*	17
Deux parents nés hors Europe	***49***	*19*	30	***37***	15	*22*	14
ST Au moins un parent d'un autre pays européen (hors France)	**60**	**35**	**25**	**24**	**14**	**10**	***16***
ST Au moins un parent d'Afrique subsaharienne ou orientale	**47**	**16**	**31**	**48**	**32**	**16**	**5**
ST Au moins un parent du Maghreb	***52***	**30**	**22**	**34**	**7**	***27***	**14**
RELIGION							
TOTAL Catholiques	***69***	***39***	**30**	***20***	**11**	***9***	**11**
. Catholiques pratiquants	***73***	*48*	25	***20***	9	11	7
. Catholiques non pratiquants	***69***	*38*	31	***20***	12	*8*	11
Autres religions	**59**	***23***	**36**	***32***	***18***	**14**	**9**
. Protestants	**60**	27	33	**36**	*31*	5	4
. Musulmans	**57**	*18*	39	**35**	14	*21*	8
Sans religion	***57***	***28***	**29**	***32***	**14**	***18***	**11**

L’adhésion à une dérogation de la France aux règles européennes en matière d’immigration et d’asile

Question : *Le Danemark bénéficie d'une dérogation qui lui permet de ne pas être automatiquement lié par les règles de l'Union européenne en matière d'immigration et d'asile, et de décider, au cas par cas, d’appliquer ou non les mesures européennes.*

Vous, personnellement, seriez-vous plutôt favorable ou plutôt pas favorable à ce que la France obtienne une dérogation similaire ?

	Ensemble des Français Septembre 2026 (%)	Selon la proximité partisane						
		LFI	PS	EELV	Ren.	LR	RN	Sans proximité partisane
TOTAL Favorable.....	**71**	**49**	**57**	**57**	**73**	**87**	**89**	**65**
. Tout à fait favorable ...	42	13	22	18	35	61	72	34
. Plutôt favorable.....	29	36	35	39	38	26	17	31
TOTAL Pas favorable....	**18**	**41**	**32**	**34**	**18**	**9**	**6**	**15**
. Plutôt pas favorable ...	10	21	22	16	13	6	2	9
. Pas favorable du tout .	8	20	10	18	5	3	4	6
Vous ne savez pas	**11**	**10**	**11**	**9**	**9**	**4**	**5**	**20**
Total	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**

Observatoire de l'immigration et de la démographie

L'adhésion à une dérogation de la France aux règles européennes en matière d'immigration et d'asile

	TOTAL Favorable	Tout à fait favorable	Plutôt favorable	TOTAL Pas favorable	Plutôt pas favorable	Pas favorable du tout	Vous ne savez pas
ENSEMBLE	**71**	**42**	**29**	**18**	**10**	**8**	**11**
SEXE DE L'INTERVIEWÉ(E)							
Hommes	***75***	*49*	*26*	**17**	8	9	*8*
Femmes	***67***	*35*	32	**19**	12	7	*14*
ÂGE DE L'INTERVIEWÉ(E)							
TOTAL Moins de 35 ans	***58***	***24***	***34***	***27***	***17***	**10**	***15***
. 18-24 ans	***47***	*15*	32	***36***	*24*	*12*	*17*
. 25-34 ans	**66**	*30*	*36*	**21**	12	9	13
TOTAL 35 ans et plus	***75***	***47***	**28**	***15***	***8***	**7**	**10**
. 35-49 ans	***67***	42	*25*	**19**	8	*11*	*14*
. 50-64 ans	***77***	*49*	28	**15**	*7*	8	*8*
. 65 ans et plus	***81***	*51*	30	***11***	*7*	*4*	*8*
PROFESSION DE L'INTERVIEWÉ(E)							
Actifs	**70**	**41**	**29**	**19**	**10**	**9**	**11**
. Catégories supérieures	***62***	***31***	**31**	***25***	**12**	***13***	**13**
.. Travailleurs indépendants	**68**	36	32	**17**	10	7	15
.. Cadres et prof. int. sup.	***60***	*29*	31	***28***	13	*15*	12
. Professions intermédiaires	**73**	**44**	**29**	**18**	**9**	**9**	**9**
. Catégories populaires	**74**	***46***	**28**	***14***	**8**	**6**	**12**
.. Employés	**73**	45	28	**17**	11	6	10
.. Ouvriers	**74**	*47*	27	***12***	*5*	7	14
Inactifs	**72**	**42**	**30**	**17**	**10**	**7**	**11**
. Retraités	***81***	*52*	29	***11***	*7*	*4*	*8*
. Autres inactifs	***53***	*23*	30	***30***	*17*	*13*	*17*
STATUT DE L'INTERVIEWÉ(E)							
Dirigeants d'entreprise	**67**	**38**	**29**	**23**	**11**	**12**	**10**
Salariés	**70**	**41**	**29**	**19**	**10**	**9**	**11**
. Salariés du secteur privé	**72**	43	29	**17**	9	8	11
. Salariés du secteur public	**66**	36	30	**22**	11	11	12
Chômeurs	***61***	**39**	**22**	**25**	**9**	***16***	**14**
NIVEAU D'ÉDUCATION							
. 2e et 3e cycles	***56***	*26*	30	***35***	*16*	*19*	9
1er cycle (DEUG, licence LMD)	***67***	*36*	31	***23***	*13*	10	10
Baccalauréat	**71**	38	*33*	**19**	12	7	10
CAP / BEP	***77***	*49*	28	***13***	*7*	6	10
Pas de diplôme / CEP / BEPC	**75**	*50*	25	***10***	6	*4*	15
CATÉGORIE D'AGGLOMÉRATION							
Agglomération parisienne	**68**	*33*	*35*	**20**	9	*11*	12
Com. urbaine de province	**70**	42	28	**19**	11	8	11
Commune rurale	***76***	*47*	29	***13***	8	*5*	11
RÉGION							
Île-de-France	**68**	*35*	33	**20**	9	*11*	12
Province	**72**	43	29	**17**	10	7	11
POURCENTAGE D'IMMIGRES DANS LE QUARTIER D'HABITATION							
Moins de 5%	**71**	42	29	**16**	10	6	13
Entre 5 et 7%	**73**	45	28	**19**	10	9	8
Entre 8 et 14%	**73**	44	29	**16**	10	6	11
Entre 15 et 19%	***62***	*33*	29	***24***	8	*16*	14
20% et plus	**71**	36	35	**18**	8	10	11

	TOTAL Favorable	Tout à fait favorable	Plutôt favorable	TOTAL Pas favorable	Plutôt pas favorable	Pas favorable du tout	Vous ne savez pas
ENSEMBLE	**71**	**42**	**29**	**18**	**10**	**8**	**11**
PROXIMITÉ POLITIQUE							
TOTAL Gauche	***55***	***19***	***36***	***36***	***19***	***17***	**9**
Dont La France insoumise	***49***	*13*	*36*	***41***	*21*	*20*	10
Dont Parti socialiste	***57***	*22*	35	***32***	*22*	10	11
Dont Les Écologistes (ex-EÉLV)	***57***	*18*	*39*	***34***	*16*	*18*	9
TOTAL Majorité présidentielle	**74**	***34***	***40***	**15**	**10**	***5***	**11**
Dont Renaissance	**73**	35	*38*	**18**	13	5	9
TOTAL Droite	***88***	***63***	**25**	***8***	***5***	***3***	***4***
Dont Les Républicains	***87***	*61*	26	***9***	*6*	*3*	*4*
TOTAL Reconquête et RN	***89***	***72***	***17***	***6***	***2***	***4***	***5***
Dont Rassemblement National	***89***	*72*	*17*	***6***	*2*	*4*	*5*
Sans sympathie partisane	***65***	***34***	**31**	***15***	**9**	***6***	***20***
VOTE À LA PRÉSIDENTIELLE 2022 (1er tour)							
Jean-Luc Mélenchon	***51***	*20*	31	***40***	*20*	*20*	9
Emmanuel Macron	**78**	*40*	*38*	***14***	10	*4*	8
Valérie Pécresse	***83***	53	30	***7***	6	*1*	10
Marine Le Pen	***86***	*69*	*17*	***9***	*3*	6	5
Éric Zemmour	***93***	*86*	*7*	***3***	*3*	-	4
VOTE AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES 2024 (1er tour)							
Nouveau Front Populaire	***52***	*18*	*34*	***38***	*18*	*20*	*10*
Renaissance, Modem, Horizons, UDI	**74**	*38*	*36*	**18**	13	*5*	8
Les Républicains & DVD	***87***	53	*34*	***8***	7	*1*	5
Rassemblement National et alliés	***90***	*75*	*15*	***6***	*2*	*4*	*4*
NATIONALITE							
Français	**71**	42	29	**18**	10	8	11
Non Français	***53***	*22*	31	**27**	*22*	5	20
ORIGINE DES PARENTS							
Deux parents nés en France	**72**	43	29	**17**	10	7	11
Un né en France et un en Europe	**70**	48	22	**23**	13	10	7
Deux parents nés en Europe	**71**	33	38	**16**	11	5	13
Un parent né en France/Eur. et un hors Europe	***55***	*28*	27	***31***	10	*21*	14
Deux parents nés hors Europe	***56***	*21*	35	**23**	12	11	*21*
ST Au moins un parent d'un autre pays européen (hors France)	**70**	**43**	**27**	**21**	**12**	**9**	**9**
ST Au moins un parent d'Afrique subsaharienne ou orientale	**60**	**12**	**48**	**31**	**18**	**13**	**9**
ST Au moins un parent du Maghreb	***57***	***25***	**32**	***28***	**10**	***18***	**15**
RELIGION							
TOTAL Catholiques	***78***	***51***	**27**	***14***	**9**	***5***	**8**
. Catholiques pratiquants	***81***	*53*	28	**15**	*6*	9	*4*
. Catholiques non pratiquants	***77***	*50*	27	***14***	9	*5*	9
Autres religions	**68**	***24***	***44***	**20**	**11**	**9**	**12**
. Protestants	**76**	32	*44*	**15**	13	2	9
. Musulmans	**65**	*20*	*45*	***28***	15	13	7
Sans religion	***65***	***35***	**30**	***23***	**12**	***11***	**12**

Observatoire de l'immigration et de la démographie

L’adhésion à l’abrogation de l’accord franco-algérien de 1968

Question : *L’accord franco-algérien de 1968 prévoit des règles particulières pour l’immigration des Algériens – auxquels les lois sur l’immigration ne s’appliquent pas dans leur intégralité. Cet accord permet notamment aux Algériens immigrant en France de bénéficier de conditions allégées pour le regroupement familial, ou d’accéder plus rapidement à un titre de séjour de longue durée (valable dix ans et renouvelé automatiquement).*

Vous, personnellement, seriez-vous plutôt favorable ou plutôt pas favorable à ce que la France mette fin à cet accord, afin d’aligner le statut des Algériens sur celui des autres étrangers non-européens vivant en France ?

	Ensemble des Français Septembre 2026 (%)	Selon la proximité partisane						
		LFI	PS	EELV	Ren.	LR	RN	Sans proximité partisane
TOTAL Favorable.....	**70**	**47**	**63**	**56**	**76**	**86**	**80**	**61**
. Tout à fait favorable ...	43	20	23	28	36	62	67	34
. Plutôt favorable.....	27	27	40	28	40	24	13	27
TOTAL Pas favorable....	**18**	**42**	**18**	**37**	**17**	**12**	**13**	**15**
. Plutôt pas favorable ...	9	18	9	18	13	9	6	8
. Pas favorable du tout .	9	24	9	19	4	3	7	7
Vous ne savez pas	**12**	**11**	**19**	**7**	**7**	**2**	**7**	**24**
Total	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**

L'adhésion à l'abrogation de l'accord franco-algérien de 1968

	TOTAL Favorable	Tout à fait favorable	Plutôt favorable	TOTAL Pas favorable	Plutôt pas favorable	Pas favorable du tout	Vous ne savez pas
ENSEMBLE	**70**	**43**	**27**	**18**	**9**	**9**	**12**
SEXE DE L'INTERVIEWÉ(E)							
Hommes	***76***	*51*	25	***15***	*8*	7	*9*
Femmes	***64***	*35*	29	***21***	11	10	*15*
ÂGE DE L'INTERVIEWÉ(E)							
TOTAL Moins de 35 ans	***55***	***25***	**30**	***27***	***18***	**9**	***18***
. 18-24 ans	***43***	*15*	28	***36***	*22*	*14*	*21*
. 25-34 ans	***62***	*31*	31	**21**	*15*	6	*17*
TOTAL 35 ans et plus	***75***	***49***	**26**	***15***	***7***	**8**	***10***
. 35-49 ans	**67**	43	24	**19**	7	*12*	14
. 50-64 ans	***74***	*51*	*23*	**17**	8	9	*9*
. 65 ans et plus	***82***	*51*	*31*	***10***	*5*	*5*	*8*
PROFESSION DE L'INTERVIEWÉ(E)							
Actifs	**70**	**43**	**27**	**18**	**10**	**8**	**12**
. Catégories supérieures	**71**	**38**	***33***	**17**	**11**	**6**	**12**
.. Travailleurs indépendants	**71**	40	31	**16**	10	6	13
.. Cadres et prof. int. sup.	**71**	37	*34*	**17**	11	6	12
. Professions intermédiaires	**72**	**47**	**25**	**20**	**10**	**10**	***8***
. Catégories populaires	**67**	**43**	**24**	**20**	**11**	**9**	**13**
.. Employés	**67**	41	26	**21**	12	9	12
.. Ouvriers	**68**	46	*22*	**18**	9	9	14
Inactifs	**70**	**43**	**27**	**17**	**8**	**9**	**13**
. Retraités	***82***	*52*	30	***10***	*5*	*5*	*8*
. Autres inactifs	***47***	*25*	22	***32***	*15*	*17*	*21*
STATUT DE L'INTERVIEWÉ(E)							
Dirigeants d'entreprise	**69**	**42**	**27**	**21**	**11**	**10**	**10**
Salariés	**69**	**43**	**26**	**19**	**11**	**8**	**12**
. Salariés du secteur privé	**71**	44	27	**17**	9	8	12
. Salariés du secteur public	**65**	39	26	***25***	*15*	10	10
Chômeurs	***51***	***30***	**21**	***31***	**16**	***15***	**18**
NIVEAU D'ÉDUCATION							
. 2e et 3e cycles	**68**	*33*	*35*	***22***	*14*	8	10
1er cycle (DEUG, licence LMD)	**69**	42	27	**20**	11	9	11
Baccalauréat	***62***	*37*	25	***24***	*12*	*12*	14
CAP / BEP	**73**	*50*	*23*	**18**	9	9	9
Pas de diplôme / CEP / BEPC	**74**	45	29	***10***	*4*	6	16
CATÉGORIE D'AGGLOMÉRATION							
Agglomération parisienne	**67**	*36*	31	**22**	10	*12*	11
Com. urbaine de province	**69**	41	28	**19**	10	9	12
Commune rurale	**73**	*52*	*21*	**15**	8	7	12
RÉGION							
Île-de-France	**69**	*38*	31	**20**	10	10	11
Province	**70**	44	26	**18**	10	8	12
POURCENTAGE D'IMMIGRES DANS LE QUARTIER D'HABITATION							
Moins de 5%	**71**	45	26	**17**	10	7	12
Entre 5 et 7%	**69**	42	27	**21**	10	11	10
Entre 8 et 14%	***73***	44	29	***14***	8	*6*	13
Entre 15 et 19%	***60***	*34*	26	***28***	13	*15*	12
20% et plus	**68**	38	30	**20**	9	11	12

Observatoire de l'immigration et de la démographie

	TOTAL Favorable	Tout à fait favorable	Plutôt favorable	TOTAL Pas favorable	Plutôt pas favorable	Pas favorable du tout	Vous ne savez pas
ENSEMBLE	**70**	**43**	**27**	**18**	**9**	**9**	**12**
PROXIMITÉ POLITIQUE							
TOTAL Gauche	***58***	***24***	***34***	***32***	***16***	***16***	**10**
Dont La France insoumise	***47***	*20*	27	***42***	*18*	*24*	11
Dont Parti socialiste	**63**	*23*	*40*	**18**	9	9	*19*
Dont Les Écologistes (ex-EÉLV)	***56***	*28*	28	***37***	*18*	*19*	7
TOTAL Majorité présidentielle	***81***	**40**	***41***	***13***	**10**	***3***	***6***
Dont Renaissance	**76**	36	*40*	**17**	13	4	7
TOTAL Droite	***85***	***61***	**24**	***14***	**10**	***4***	***1***
Dont Les Républicains	***86***	*62*	24	***12***	9	*3*	*2*
TOTAL Reconquête et RN	***82***	***70***	***12***	***11***	***5***	***6***	***7***
Dont Rassemblement National	***80***	*67*	*13*	***13***	*6*	7	*7*
Sans sympathie partisane	***61***	***34***	**27**	***15***	**8**	**7**	***24***
VOTE À LA PRÉSIDENTIELLE 2022 (1er tour)							
Jean-Luc Mélenchon	***54***	*23*	*31*	***35***	*16*	*19*	*11*
Emmanuel Macron	***79***	*44*	*35*	***14***	9	*5*	7
Valérie Pécresse	***94***	*68*	26	***5***	*4*	*1*	*1*
Marine Le Pen	**79**	*65*	*14*	**15**	*5*	10	6
Éric Zemmour	***94***	*90*	*4*	***3***	3	-	3
VOTE AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES 2024 (1er tour)							
Nouveau Front Populaire	***56***	*23*	*33*	***34***	*16*	*18*	*10*
Renaissance, Modem, Horizons, UDI	***81***	45	*36*	***13***	9	*4*	6
Les Républicains & DVD	***85***	*56*	29	***12***	7	*5*	*3*
Rassemblement National et alliés	***85***	*72*	*13*	***10***	*4*	*6*	5
NATIONALITE							
Français	**70**	43	27	**18**	9	9	12
Non Français	***46***	*22*	24	**29**	11	*18*	*25*
ORIGINE DES PARENTS							
Deux parents nés en France	**71**	43	28	**18**	10	8	11
Un né en France et un en Europe	**77**	*53*	24	**16**	7	9	7
Deux parents nés en Europe	**79**	40	*39*	**11**	7	4	10
Un parent né en France/Eur. et un hors Europe	***50***	40	*10*	**27**	10	*17*	*23*
Deux parents nés hors Europe	***46***	*28*	*18*	***37***	14	*23*	17
ST Au moins un parent d'un autre pays européen (hors France)	***77***	**48**	**29**	**15**	**7**	**8**	**8**
ST Au moins un parent d'Afrique subsaharienne ou orientale	**71**	**27**	**44**	**26**	**19**	**7**	**3**
ST Au moins un parent du Maghreb	***44***	**37**	***7***	***34***	**6**	***28***	***22***
RELIGION							
TOTAL Catholiques	***79***	***50***	**29**	***13***	**8**	***5***	***8***
. Catholiques pratiquants	**74**	*54*	*20*	**18**	*14*	*4*	8
. Catholiques non pratiquants	***80***	*50*	30	***12***	*7*	*5*	*8*
Autres religions	***59***	***29***	**30**	***29***	**7**	***22***	**12**
. Protestants	**79**	42	37	**15**	6	9	6
. Musulmans	***55***	*22*	33	***36***	6	*30*	9
Sans religion	***65***	***39***	**26**	***22***	**11**	***11***	***13***

- B -
Accès aux prestations, à l'hébergement et aux services publics

L'adhésion au maintien du principe d'hébergement inconditionnel pour les étrangers en situation irrégulière

Question : *La France est l'un des seuls pays d'Europe dont la loi garantit un principe d' « hébergement inconditionnel », gratuit et sans limite de durée. Ce droit s'applique également aux étrangers en situation irrégulière, qui occupent selon la Cour des Comptes environ la moitié des places d'hébergement d'urgence de l'Etat.*
Vous, personnellement, êtes-vous plutôt favorable ou plutôt pas favorable au maintien du principe d'hébergement inconditionnel de manière gratuite et sans limite de durée pour les étrangers en situation irrégulière ?

	Ensemble des Français Septembre 2026 (%)	**Selon la proximité partisane**						
		LFI	PS	EELV	Ren.	LR	RN	Sans proximité partisane
TOTAL Favorable.....	**20**	**59**	**23**	**47**	**17**	**7**	**5**	**15**
. Tout à fait favorable ...	8	31	6	18	2	2	2	6
. Plutôt favorable.....	12	28	17	29	15	5	3	9
TOTAL Pas favorable....	**72**	**35**	**68**	**47**	**78**	**91**	**92**	**68**
. Plutôt pas favorable ...	23	22	41	27	36	20	7	24
. Pas favorable du tout .	49	13	27	20	42	71	85	44
Vous ne savez pas	**8**	**6**	**9**	**6**	**5**	**2**	**3**	**17**
Total	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**

L'adhésion au maintien du principe d'hébergement inconditionnel pour les étrangers en situation irrégulière

	TOTAL Favorable	Tout à fait favorable	Plutôt favorable	TOTAL Pas favorable	Plutôt pas favorable	Pas favorable du tout	Vous ne savez pas
ENSEMBLE	**20**	**8**	**12**	**72**	**23**	**49**	**8**
SEXE DE L'INTERVIEWÉ(E)							
Hommes	21	9	12	72	18	54	7
Femmes	20	8	12	70	26	44	10
ÂGE DE L'INTERVIEWÉ(E)							
TOTAL Moins de 35 ans	**38**	**16**	**22**	**50**	24	**26**	**12**
. 18-24 ans	**41**	17	24	**46**	26	20	13
. 25-34 ans	**37**	15	22	**52**	22	30	11
TOTAL 35 ans et plus	**15**	**6**	**9**	**78**	22	**56**	7
. 35-49 ans	22	10	12	**67**	19	48	11
. 50-64 ans	**13**	5	8	**83**	25	58	4
. 65 ans et plus	**9**	3	6	**85**	22	63	6
PROFESSION DE L'INTERVIEWÉ(E)							
Actifs	23	9	14	70	23	47	7
. Catégories supérieures	**26**	11	15	**66**	**28**	**38**	8
.. Travailleurs indépendants	**13**	4	9	77	32	45	10
.. Cadres et prof. int. sup.	**31**	14	17	**62**	27	35	7
. Professions intermédiaires	20	9	11	73	27	46	7
. Catégories populaires	22	8	14	70	**17**	**53**	8
.. Employés	24	7	17	70	19	51	6
.. Ouvriers	20	10	10	70	15	55	10
Inactifs	**17**	7	10	74	22	52	9
. Retraités	**9**	3	6	**85**	22	63	6
. Autres inactifs	**32**	15	17	**52**	23	29	16
STATUT DE L'INTERVIEWÉ(E)							
Dirigeants d'entreprise	24	12	12	68	27	41	8
Salariés	23	9	14	70	22	48	7
. Salariés du secteur privé	22	7	15	70	20	50	8
. Salariés du secteur public	25	13	12	68	26	42	7
Chômeurs	26	**15**	11	**60**	17	43	**14**
NIVEAU D'ÉDUCATION							
. 2e et 3e cycles	**37**	16	21	**55**	27	28	8
1er cycle (DEUG, licence LMD)	**27**	10	17	**65**	25	40	8
Baccalauréat	23	9	14	**68**	24	44	9
CAP / BEP	**14**	5	9	**81**	20	61	5
Pas de diplôme / CEP / BEPC	**9**	5	4	**80**	18	62	11
CATÉGORIE D'AGGLOMÉRATION							
Agglomération parisienne	**30**	12	18	**60**	24	36	10
Com. urbaine de province	20	8	12	71	22	49	9
Commune rurale	**14**	5	9	**80**	22	58	6
RÉGION							
Île-de-France	**28**	11	17	**62**	25	37	10
Province	18	7	11	74	22	52	8
POURCENTAGE D'IMMIGRES DANS LE QUARTIER D'HABITATION							
Moins de 5%	**17**	7	10	**75**	24	51	8
Entre 5 et 7%	19	7	12	75	22	53	6
Entre 8 et 14%	21	7	14	70	21	49	9
Entre 15 et 19%	**33**	17	16	**58**	17	41	9
20% et plus	25	13	12	66	25	41	9

Observatoire de l'immigration et de la démographie

	TOTAL Favorable	Tout à fait favorable	Plutôt favorable	TOTAL Pas favorable	Plutôt pas favorable	Pas favorable du tout	Vous ne savez pas
ENSEMBLE	**20**	**8**	**12**	**72**	**23**	**49**	**8**
PROXIMITÉ POLITIQUE							
TOTAL Gauche	***46***	***20***	***26***	***48***	***29***	***19***	**6**
Dont La France insoumise	***59***	*31*	*28*	***35***	22	*13*	6
Dont Parti socialiste	**23**	6	*17*	**68**	*41*	*27*	9
Dont Les Écologistes (ex-EÉLV)	***47***	*18*	*29*	***47***	27	*20*	6
TOTAL Majorité présidentielle	***13***	***2***	**11**	***81***	***38***	**43**	**6**
Dont Renaissance	**17**	*2*	15	**78**	*36*	42	5
TOTAL Droite	***6***	***2***	***4***	***91***	**20**	***71***	***3***
Dont Les Républicains	***7***	*2*	*5*	***91***	20	*71*	*2*
TOTAL Reconquête et RN	***6***	***3***	***3***	***91***	***7***	***84***	***3***
Dont Rassemblement National	***5***	*2*	*3*	***92***	*7*	*85*	*3*
Sans sympathie partisane	***15***	***6***	***9***	**68**	**24**	***44***	***17***
VOTE À LA PRÉSIDENTIELLE 2022 (1er tour)							
Jean-Luc Mélenchon	***52***	*26*	*26*	***42***	22	*20*	6
Emmanuel Macron	***15***	*3*	12	**77**	*31*	*46*	*8*
Valérie Pécresse	***5***	*1*	*4*	***94***	24	*70*	*1*
Marine Le Pen	***6***	*2*	*4*	***91***	*6*	*85*	*3*
Éric Zemmour	***5***	5	-	***95***	*6*	*89*	-
VOTE AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES 2024 (1er tour)							
Nouveau Front Populaire	***47***	*21*	*26*	***46***	*26*	*20*	*7*
Renaissance, Modem, Horizons, UDI	***11***	*2*	9	***83***	*35*	*48*	6
Les Républicains & DVD	***10***	4	*6*	***87***	24	*63*	3
Rassemblement National et alliés	***4***	*2*	*2*	***94***	*6*	*88*	*2*
NATIONALITE							
Français	**20**	8	12	**72**	22	50	8
Non Français	***45***	*25*	20	***33***	15	*18*	*22*
ORIGINE DES PARENTS							
Deux parents nés en France	**19**	8	11	**74**	23	51	7
Un né en France et un en Europe	**26**	7	*19*	**70**	20	50	4
Deux parents nés en Europe	**13**	6	7	**77**	24	53	10
Un parent né en France/Eur. et un hors Europe	***45***	*26*	19	***43***	*7*	*36*	12
Deux parents nés hors Europe	***38***	*18*	*20*	***48***	29	*19*	*14*
ST Au moins un parent d'un autre pays européen (hors France)	**21**	**7**	**14**	**73**	**21**	**52**	**6**
ST Au moins un parent d'Afrique subsaharienne ou orientale	**69**	**25**	**44**	**24**	**14**	**10**	**7**
ST Au moins un parent du Maghreb	***40***	***25***	**15**	***50***	**19**	***31***	**10**
RELIGION							
TOTAL Catholiques	***13***	***4***	***9***	***82***	**23**	***59***	***5***
. Catholiques pratiquants	**24**	*13*	11	**73**	*17*	56	*3*
. Catholiques non pratiquants	***12***	*3*	*9*	***83***	24	*59*	*5*
Autres religions	***42***	***25***	***17***	***50***	**20**	***30***	**8**
. Protestants	**21**	7	14	**74**	26	48	5
. Musulmans	***54***	*33*	*21*	***43***	22	*21*	3
Sans religion	***25***	***10***	***15***	***66***	**23**	***43***	***9***

L'adhésion à l'instauration d'un délai de carence pour l'accès des étrangers non-européens à certaines prestations sociales

Question : Vous, personnellement, seriez-vous plutôt favorable ou plutôt pas favorable à l'instauration d'un délai de carence de trois ans pour les étrangers non-européens, avant qu'ils ne puissent accéder à certaines prestations sociales en France (par exemple : les allocations familiales, les aides au logement, l'allocation aux adultes handicapés…) ?

	Ensemble des Français Septembre 2026 (%)	Selon la proximité partisane						
		LFI	PS	EELV	Ren.	LR	RN	Sans proximité partisane
TOTAL Favorable.....	**70**	**47**	**54**	**55**	**81**	**85**	**78**	**67**
. Tout à fait favorable ...	39	15	17	20	30	62	63	35
. Plutôt favorable.....	31	32	37	35	51	23	15	32
TOTAL Pas favorable....	**22**	**48**	**28**	**41**	**13**	**10**	**19**	**17**
. Plutôt pas favorable ...	10	18	20	17	6	7	4	9
. Pas favorable du tout .	12	30	8	24	7	3	15	8
Vous ne savez pas	**8**	**5**	**18**	**4**	**6**	**5**	**3**	**16**
Total	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**

Observatoire de l'immigration et de la démographie

L’adhésion à l’instauration d’un délai de carence pour l’accès des étrangers non-européens à certaines prestations sociales

	TOTAL Favorable	Tout à fait favorable	Plutôt favorable	TOTAL Pas favorable	Plutôt pas favorable	Pas favorable du tout	Vous ne savez pas
ENSEMBLE	**70**	**39**	**31**	**22**	**10**	**12**	**8**
SEXE DE L'INTERVIEWÉ(E)							
Hommes	**71**	*42*	29	**22**	9	13	7
Femmes	**68**	*36*	32	**22**	11	11	10
ÂGE DE L'INTERVIEWÉ(E)							
TOTAL Moins de 35 ans	***60***	***25***	***35***	***30***	***16***	**14**	**10**
. 18-24 ans	***53***	*17*	36	***35***	*21*	14	*12*
. 25-34 ans	***64***	*30*	34	***27***	13	14	9
TOTAL 35 ans et plus	***73***	***44***	**29**	***19***	***8***	**11**	**8**
. 35-49 ans	**69**	42	*27*	**21**	*7*	14	10
. 50-64 ans	***75***	*47*	28	**19**	9	10	6
. 65 ans et plus	***75***	43	32	***18***	8	*10*	7
PROFESSION DE L’INTERVIEWÉ(E)							
Actifs	**71**	**40**	**31**	**22**	**10**	**12**	**7**
. Catégories supérieures	**67**	***33***	**34**	**25**	**13**	**12**	**8**
.. Travailleurs indépendants	**76**	40	36	***15***	7	8	9
.. Cadres et prof. int. sup.	***64***	*30*	34	***29***	*15*	14	7
. Professions intermédiaires	**72**	**42**	**30**	**21**	**9**	**12**	**7**
. Catégories populaires	**71**	***43***	**28**	**21**	**9**	**12**	**8**
.. Employés	**71**	40	31	**23**	10	13	6
.. Ouvriers	**71**	*47*	*24*	**20**	8	12	9
Inactifs	**69**	**38**	**31**	**21**	**10**	**11**	**10**
. Retraités	***75***	43	32	***18***	8	10	7
. Autres inactifs	***58***	*29*	29	***27***	13	14	*15*
STATUT DE L’INTERVIEWÉ(E)							
Dirigeants d’entreprise	**69**	**38**	**31**	**25**	**10**	**15**	**6**
Salariés	**70**	**40**	**30**	**22**	**10**	**12**	**8**
. Salariés du secteur privé	**71**	41	30	**22**	10	12	7
. Salariés du secteur public	**67**	37	30	**25**	12	13	8
Chômeurs	***55***	**31**	**24**	***34***	**12**	***22***	**11**
NIVEAU D’ÉDUCATION							
. 2e et 3e cycles	***61***	*26*	*35*	***31***	*17*	14	8
1er cycle (DEUG, licence LMD)	**70**	*35*	*35*	**23**	11	12	7
Baccalauréat	***66***	*35*	31	**25**	10	*15*	9
CAP / BEP	***75***	*48*	27	**19**	8	11	6
Pas de diplôme / CEP / BEPC	**72**	46	26	**17**	8	9	11
CATÉGORIE D'AGGLOMÉRATION							
Agglomération parisienne	**65**	*28*	*37*	**25**	11	14	10
Com. urbaine de province	**70**	39	31	**22**	11	11	8
Commune rurale	**72**	*48*	*24*	**21**	9	12	7
RÉGION							
Île-de-France	**66**	*30*	*36*	**23**	10	13	*11*
Province	**70**	41	29	**22**	10	12	8
POURCENTAGE D'IMMIGRES DANS LE QUARTIER D'HABITATION							
Moins de 5%	**70**	41	29	**22**	9	13	8
Entre 5 et 7%	**72**	41	31	**20**	10	10	8
Entre 8 et 14%	**72**	42	30	**20**	10	10	8
Entre 15 et 19%	***62***	*32*	30	***28***	11	*17*	10
20% et plus	**69**	*33*	*36*	**23**	8	15	8

	TOTAL Favorable	Tout à fait favorable	Plutôt favorable	TOTAL Pas favorable	Plutôt pas favorable	Pas favorable du tout	Vous ne savez pas
ENSEMBLE	**70**	**39**	**31**	**22**	**10**	**12**	**8**
PROXIMITÉ POLITIQUE							
TOTAL Gauche	***54***	***18***	***36***	***38***	***18***	***20***	**8**
Dont La France insoumise	***47***	*15*	32	***48***	*18*	*30*	*5*
Dont Parti socialiste	***54***	*17*	*37*	**28**	*20*	8	*18*
Dont Les Écologistes (ex-EÉLV)	***55***	*20*	35	***41***	*17*	*24*	4
TOTAL Majorité présidentielle	***78***	***28***	***50***	***17***	**10**	***7***	***5***
Dont Renaissance	***81***	*30*	*51*	***13***	6	7	6
TOTAL Droite	***85***	***62***	***23***	***10***	**7**	***3***	**5**
Dont Les Républicains	***85***	*62*	*23*	***10***	7	*3*	5
TOTAL Reconquête et RN	***79***	***64***	***15***	***18***	***4***	**14**	***3***
Dont Rassemblement National	***78***	*63*	*15*	***19***	*4*	15	*3*
Sans sympathie partisane	**67**	**35**	**32**	***17***	**9**	***8***	***16***
VOTE À LA PRÉSIDENTIELLE 2022 (1er tour)							
Jean-Luc Mélenchon	***56***	*20*	36	***38***	*14*	*24*	6
Emmanuel Macron	***78***	*37*	*41*	***15***	9	*6*	7
Valérie Pécresse	***85***	*51*	34	***11***	7	*4*	4
Marine Le Pen	**74**	*58*	*16*	**22**	*3*	*19*	4
Éric Zemmour	***93***	*79*	*14*	***7***	3	*4*	-
VOTE AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES 2024 (1er tour)							
Nouveau Front Populaire	***50***	*16*	*34*	***40***	*17*	*23*	*10*
Renaissance, Modem, Horizons, UDI	***79***	38	*41*	***16***	8	*8*	5
Les Républicains & DVD	***83***	47	*36*	***14***	7	*7*	3
Rassemblement National et alliés	***80***	*65*	*15*	***16***	*2*	14	*4*
NATIONALITE							
Français	**70**	39	31	**22**	10	12	8
Non Français	***50***	*17*	33	**29**	11	18	*21*
ORIGINE DES PARENTS							
Deux parents nés en France	**72**	40	32	**21**	10	11	7
Un né en France et un en Europe	**73**	*51*	*22*	**22**	6	16	5
Deux parents nés en Europe	**74**	31	*43*	**19**	10	9	7
Un parent né en France/Eur. et un hors Europe	***47***	*27*	20	***33***	8	*25*	*20*
Deux parents nés hors Europe	***49***	*22*	27	***35***	*16*	*19*	*16*
ST Au moins un parent d'un autre pays européen (hors France)	**72**	**43**	**29**	**22**	**9**	**13**	**6**
ST Au moins un parent d'Afrique subsaharienne ou orientale	**53**	**20**	**33**	**42**	**17**	**25**	**5**
ST Au moins un parent du Maghreb	***47***	***23***	**24**	***36***	**11**	***25***	***17***
RELIGION							
TOTAL Catholiques	***76***	***47***	**29**	***18***	**8**	***10***	**6**
. Catholiques pratiquants	***79***	*48*	31	***15***	*6*	9	6
. Catholiques non pratiquants	***75***	*46*	29	***19***	9	10	6
Autres religions	**65**	***23***	***42***	**26**	**11**	**15**	**9**
. Protestants	**76**	27	*49*	**18**	12	6	6
. Musulmans	**65**	*20*	*45*	**29**	10	*19*	6
Sans religion	***66***	***34***	**32**	***26***	**12**	**14**	**8**

Observatoire de l'immigration et de la démographie

L’adhésion à la fin du financement public des études des étudiants étrangers extra-européens

Question : *Dans les universités publiques françaises, les frais d’inscription ne couvrent qu’une partie minoritaire du coût des études, le reste étant financé par les pouvoirs publics – pour les étudiants français comme pour les étudiants étrangers.*

Vous, personnellement, seriez-vous plutôt favorable ou plutôt pas favorable à ce que les pouvoirs publics ne participent plus au financement des études des étudiants étrangers extra-européens, et à ce que ces étudiants étrangers extra-européens paient le coût total de leurs études au travers de leurs frais d’inscription ?

	Ensemble des Français Septembre 2026 (%)	Selon la proximité partisane						
		LFI	PS	EELV	Ren.	LR	RN	Sans proximité partisane
TOTAL Favorable.....	**59**	**34**	**39**	**41**	**73**	**70**	**83**	**49**
. Tout à fait favorable ...	33	12	14	21	28	41	62	25
. Plutôt favorable.....	26	22	25	20	45	29	21	24
TOTAL Pas favorable....	**29**	**61**	**46**	**49**	**21**	**25**	**13**	**26**
. Plutôt pas favorable ...	15	17	25	21	18	17	6	16
. Pas favorable du tout .	14	44	21	28	3	8	7	10
Vous ne savez pas	**12**	**5**	**15**	**10**	**6**	**5**	**4**	**25**
Total	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**

L'adhésion à la fin du financement public des études des étudiants étrangers extra-européens

	TOTAL Favorable	Tout à fait favorable	Plutôt favorable	TOTAL Pas favorable	Plutôt pas favorable	Pas favorable du tout	Vous ne savez pas
ENSEMBLE	**59**	**33**	**26**	**29**	**15**	**14**	**12**
SEXE DE L'INTERVIEWÉ(E)							
Hommes	***63***	*38*	25	***27***	14	13	*10*
Femmes	***54***	*29*	25	**32**	17	15	14
ÂGE DE L'INTERVIEWÉ(E)							
TOTAL Moins de 35 ans	***44***	***19***	**25**	***43***	***20***	***23***	**13**
. 18-24 ans	***35***	*11*	24	***53***	*24*	*29*	12
. 25-34 ans	***50***	*25*	25	***36***	18	*18*	14
TOTAL 35 ans et plus	***64***	***38***	**26**	***25***	**14**	***11***	**11**
. 35-49 ans	**58**	35	23	**28**	13	15	14
. 50-64 ans	***64***	*40*	24	***26***	14	12	10
. 65 ans et plus	***68***	*38*	*30*	***21***	14	*7*	11
PROFESSION DE L'INTERVIEWÉ(E)							
Actifs	**58**	**34**	**24**	**31**	**16**	**15**	**11**
. Catégories supérieures	**55**	**29**	**26**	**33**	**16**	**17**	**12**
.. Travailleurs indépendants	**56**	34	22	**26**	15	11	*18*
.. Cadres et prof. int. sup.	**55**	*27*	28	***35***	16	*19*	10
. Professions intermédiaires	**58**	**34**	**24**	**34**	**16**	***18***	***8***
. Catégories populaires	**60**	**36**	**24**	**28**	**15**	**13**	**12**
.. Employés	**56**	32	24	***34***	*19*	15	10
.. Ouvriers	**64**	*40*	24	***20***	*10*	*10*	*16*
Inactifs	**60**	**33**	**27**	**27**	**15**	**12**	**13**
. Retraités	***68***	*39*	*29*	***21***	14	*7*	11
. Autres inactifs	***44***	*21*	23	***40***	18	*22*	*16*
STATUT DE L'INTERVIEWÉ(E)							
Dirigeants d'entreprise	**54**	**34**	**20**	**34**	**16**	**18**	**12**
Salariés	**58**	**33**	**25**	**31**	**16**	**15**	**11**
. Salariés du secteur privé	**60**	35	25	**28**	15	13	12
. Salariés du secteur public	**55**	30	25	**36**	18	18	9
Chômeurs	**50**	**32**	**18**	**36**	**12**	***24***	**14**
NIVEAU D'ÉDUCATION							
. 2e et 3e cycles	***53***	*23*	*30*	***39***	*19*	*20*	*8*
1er cycle (DEUG, licence LMD)	**56**	*29*	27	***36***	*18*	*18*	*8*
Baccalauréat	***55***	*29*	26	***34***	15	*19*	11
CAP / BEP	***66***	*41*	25	***24***	14	*10*	10
Pas de diplôme / CEP / BEPC	**60**	38	22	***20***	12	*8*	*20*
CATÉGORIE D'AGGLOMÉRATION							
Agglomération parisienne	***51***	*25*	26	***34***	17	17	15
Com. urbaine de province	**59**	33	26	**30**	15	15	11
Commune rurale	***64***	*40*	24	***25***	15	*10*	11
RÉGION							
Île-de-France	***52***	*26*	26	**33**	16	17	*15*
Province	**60**	35	25	**29**	15	14	11
POURCENTAGE D'IMMIGRES DANS LE QUARTIER D'HABITATION							
Moins de 5%	***63***	36	27	***25***	14	*11*	12
Entre 5 et 7%	**59**	33	26	**31**	18	13	10
Entre 8 et 14%	**59**	37	*22*	**29**	14	15	12
Entre 15 et 19%	**54**	28	26	***38***	16	*22*	*8*
20% et plus	***53***	*25*	28	**33**	16	17	14

Observatoire de l'immigration et de la démographie

	TOTAL Favorable	Tout à fait favorable	Plutôt favorable	TOTAL Pas favorable	Plutôt pas favorable	Pas favorable du tout	Vous ne savez pas
ENSEMBLE	**59**	**33**	**26**	**29**	**15**	**14**	**12**
PROXIMITÉ POLITIQUE							
TOTAL Gauche	***41***	***16***	**25**	***51***	***21***	***30***	***8***
Dont La France insoumise	***34***	*12*	22	***61***	17	*44*	*5*
Dont Parti socialiste	***39***	*14*	25	***46***	*25*	*21*	15
Dont Les Écologistes (ex-EÉLV)	***41***	*21*	20	***49***	21	*28*	10
TOTAL Majorité présidentielle	***66***	***24***	***42***	**25**	***21***	***4***	**9**
Dont Renaissance	***73***	28	*45*	***21***	18	*3*	*6*
TOTAL Droite	***70***	***41***	**29**	**25**	**16**	***9***	***5***
Dont Les Républicains	***70***	*41*	29	**25**	17	*8*	*5*
TOTAL Reconquête et RN	***83***	***64***	***19***	***13***	***7***	***6***	***4***
Dont Rassemblement National	***83***	*62*	*21*	***13***	*6*	*7*	*4*
Sans sympathie partisane	***49***	***25***	**24**	***26***	**16**	***10***	***25***
VOTE À LA PRÉSIDENTIELLE 2022 (1er tour)							
Jean-Luc Mélenchon	***41***	*17*	24	***53***	17	*36*	6
Emmanuel Macron	**63**	*29*	*34*	**28**	*21*	*7*	*9*
Valérie Pécresse	**59**	34	25	**29**	*23*	*6*	*12*
Marine Le Pen	***81***	*62*	*19*	***14***	*7*	*7*	5
Éric Zemmour	***92***	*82*	*10*	***8***	*4*	*4*	-
VOTE AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES 2024 (1er tour)							
Nouveau Front Populaire	***37***	*14*	23	***53***	*19*	*34*	10
Renaissance, Modem, Horizons, UDI	**68**	*29*	*39*	**26**	*21*	*5*	6
Les Républicains & DVD	**69**	37	*32*	***20***	17	*3*	11
Rassemblement National et alliés	***83***	*67*	*16*	***12***	*6*	*6*	5
NATIONALITE							
Français	**59**	33	26	**29**	15	14	12
Non Français	***26***	*13*	13	***57***	*36*	21	17
ORIGINE DES PARENTS							
Deux parents nés en France	**61**	34	27	**28**	15	13	11
Un né en France et un en Europe	**55**	39	*16*	**32**	12	20	13
Deux parents nés en Europe	**53**	*21*	32	**31**	18	13	16
Un parent né en France/Eur. et un hors Europe	***39***	24	*15*	***48***	10	*38*	13
Deux parents nés hors Europe	***47***	*22*	25	***42***	*22*	20	11
ST Au moins un parent d'un autre pays européen (hors France)	**55**	**33**	**22**	**31**	**14**	**17**	**14**
ST Au moins un parent d'Afrique subsaharienne ou orientale	**45**	**12**	**33**	**52**	**26**	**26**	**3**
ST Au moins un parent du Maghreb	***41***	***23***	**18**	***48***	**16**	***32***	**11**
RELIGION							
TOTAL Catholiques	***69***	***41***	**28**	***23***	***13***	***10***	***8***
. Catholiques pratiquants	***71***	*47*	24	***23***	*10*	13	*6*
. Catholiques non pratiquants	***69***	*40*	29	***22***	13	*9*	9
Autres religions	***45***	***20***	**25**	***44***	***23***	***21***	**11**
. Protestants	**62**	26	36	**32**	*28*	*4*	6
. Musulmans	***42***	*17*	25	***50***	20	*30*	8
Sans religion	***51***	***27***	**24**	***36***	**17**	***19***	***13***

- C -
Conditions de séjour, regroupement familial et accès à la nationalité

L'adhésion à la mise en place d'une voie unique d'acquisition de la nationalité française

Question : *Actuellement, pour un étranger, la nationalité française peut s'acquérir de trois façons principales :*
- Automatiquement à la majorité (ou de manière anticipée) pour l'enfant de parents étrangers, né en France et y ayant résidé pendant au moins 5 ans depuis l'âge de 11 ans (droit du sol) ;
- Par le mariage avec un ressortissant français ;
- Par naturalisation après examen du dossier.
Vous, personnellement, seriez-vous plutôt favorable ou plutôt pas favorable à la mise en place d'une voie unique d'acquisition de la nationalité française, exigeant une volonté explicite du demandeur et une décision des autorités françaises, ce qui impliquerait la suppression du droit du sol et de la voie d'acquisition par le mariage ?

	Ensemble des Français Septembre 2026 (%)	Selon la proximité partisane						
		LFI	PS	EELV	Ren.	LR	RN	Sans proximité partisane
TOTAL Favorable.....	**61**	**33**	**42**	**43**	**70**	**80**	**82**	**52**
. Tout à fait favorable ...	35	11	21	20	28	56	64	25
. Plutôt favorable.....	26	22	21	23	42	24	18	27
TOTAL Pas favorable....	**26**	**57**	**47**	**48**	**19**	**13**	**13**	**21**
. Plutôt pas favorable ...	13	17	30	20	13	8	5	12
. Pas favorable du tout .	13	40	17	28	6	5	8	9
Vous ne savez pas	**13**	**10**	**11**	**9**	**11**	**7**	**5**	**27**
Total	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**

L'adhésion à la mise en place d'une voie unique d'acquisition de la nationalité française

	TOTAL Favorable	Tout à fait favorable	Plutôt favorable	TOTAL Pas favorable	Plutôt pas favorable	Pas favorable du tout	Vous ne savez pas
ENSEMBLE	**61**	**35**	**26**	**26**	**13**	**13**	**13**
SEXE DE L'INTERVIEWÉ(E)							
Hommes	65	41	24	24	11	13	11
Femmes	57	30	27	28	14	14	15
ÂGE DE L'INTERVIEWÉ(E)							
TOTAL Moins de 35 ans	45	20	25	38	18	20	17
. 18-24 ans	36	11	25	45	21	24	19
. 25-34 ans	50	25	25	35	17	18	15
TOTAL 35 ans et plus	66	40	26	22	11	11	12
. 35-49 ans	59	33	26	27	12	15	14
. 50-64 ans	66	42	24	23	12	11	11
. 65 ans et plus	74	45	29	15	8	7	11
PROFESSION DE L'INTERVIEWÉ(E)							
Actifs	59	33	26	29	15	14	12
. Catégories supérieures	56	29	27	31	17	14	13
.. Travailleurs indépendants	51	34	17	28	21	7	21
.. Cadres et prof. int. sup.	58	26	32	32	15	17	10
. Professions intermédiaires	59	33	26	33	15	18	8
. Catégories populaires	61	36	25	25	13	12	14
.. Employés	59	33	26	29	17	12	12
.. Ouvriers	64	40	24	19	8	11	17
Inactifs	63	38	25	23	10	13	14
. Retraités	74	46	28	15	8	7	11
. Autres inactifs	43	23	20	37	14	23	20
STATUT DE L'INTERVIEWÉ(E)							
Dirigeants d'entreprise	55	35	20	30	18	12	15
Salariés	60	33	27	28	14	14	12
. Salariés du secteur privé	62	35	27	26	12	14	12
. Salariés du secteur public	56	29	27	33	18	15	11
Chômeurs	46	29	17	36	12	24	18
NIVEAU D'ÉDUCATION							
. 2e et 3e cycles	51	20	31	39	18	21	10
1er cycle (DEUG, licence LMD)	55	29	26	35	18	17	10
Baccalauréat	59	33	26	29	12	17	12
CAP / BEP	69	41	28	21	13	8	10
Pas de diplôme / CEP / BEPC	65	45	20	14	5	9	21
CATÉGORIE D'AGGLOMÉRATION							
Agglomération parisienne	52	24	28	33	12	21	15
Com. urbaine de province	61	35	26	27	13	14	12
Commune rurale	68	44	24	18	10	8	14
RÉGION							
Île-de-France	53	26	27	31	11	20	16
Province	63	37	26	25	13	12	12
POURCENTAGE D'IMMIGRES DANS LE QUARTIER D'HABITATION							
Moins de 5%	65	37	28	22	11	11	13
Entre 5 et 7%	62	37	25	24	12	12	14
Entre 8 et 14%	60	37	23	28	14	14	12
Entre 15 et 19%	53	24	29	35	13	22	12
20% et plus	58	32	26	28	14	14	14

Observatoire de l'immigration et de la démographie

	TOTAL Favorable	Tout à fait favorable	Plutôt favorable	TOTAL Pas favorable	Plutôt pas favorable	Pas favorable du tout	Vous ne savez pas
ENSEMBLE	**61**	**35**	**26**	**26**	**13**	**13**	**13**
PROXIMITÉ POLITIQUE							
TOTAL Gauche	***42***	***16***	**26**	***49***	***21***	***28***	***9***
Dont La France insoumise	***33***	*11*	22	***57***	17	*40*	10
Dont Parti socialiste	***42***	*21*	21	***47***	*30*	17	11
Dont Les Écologistes (ex-EÉLV)	***43***	*20*	23	***48***	*20*	*28*	9
TOTAL Majorité présidentielle	***70***	***26***	***44***	***19***	**12**	***7***	**11**
Dont Renaissance	***70***	28	*42*	**19**	13	*6*	11
TOTAL Droite	***81***	***56***	**25**	***12***	***7***	***5***	***7***
Dont Les Républicains	***80***	*56*	24	***13***	*8*	*5*	*7*
TOTAL Reconquête et RN	***83***	***66***	***17***	***12***	***5***	***7***	***5***
Dont Rassemblement National	***82***	*64*	*18*	***13***	*5*	*8*	*5*
Sans sympathie partisane	***52***	***25***	**27**	***21***	**12**	***9***	***27***
VOTE À LA PRÉSIDENTIELLE 2022 (1er tour)							
Jean-Luc Mélenchon	***38***	*13*	25	***53***	*19*	*34*	9
Emmanuel Macron	**69**	*30*	*39*	**21**	*15*	*6*	10
Valérie Pécresse	***88***	*56*	32	***9***	*4*	*5*	*3*
Marine Le Pen	***81***	*65*	*16*	***12***	*3*	*9*	7
Éric Zemmour	***88***	*81*	*7*	***11***	7	*4*	*1*
VOTE AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES 2024 (1er tour)							
Nouveau Front Populaire	***36***	*12*	24	***55***	*22*	*33*	9
Renaissance, Modem, Horizons, UDI	***74***	*35*	*39*	***17***	11	*6*	9
Les Républicains & DVD	***76***	46	30	***17***	13	*4*	7
Rassemblement National et alliés	***86***	*71*	*15*	***9***	*4*	*5*	*5*
NATIONALITE							
Français	**61**	35	26	**26**	13	13	13
Non Français	***33***	*14*	19	***42***	8	*34*	*25*
ORIGINE DES PARENTS							
Deux parents nés en France	**63**	36	27	**25**	13	12	12
Un né en France et un en Europe	**60**	38	22	**32**	14	18	8
Deux parents nés en Europe	**52**	*25*	27	**22**	16	*6*	*26*
Un parent né en France/Eur. et un hors Europe	***38***	28	*10*	***48***	13	*35*	14
Deux parents nés hors Europe	***44***	*20*	24	***35***	9	*26*	*21*
ST Au moins un parent d'un autre pays européen (hors France)	**57**	**34**	**23**	**29**	**16**	**13**	**14**
ST Au moins un parent d'Afrique subsaharienne ou orientale	**58**	**14**	**44**	**35**	**3**	**32**	**7**
ST Au moins un parent du Maghreb	***41***	***25***	***16***	***42***	**8**	***34***	**17**
RELIGION							
TOTAL Catholiques	***72***	***44***	**28**	***19***	***10***	***9***	***9***
. Catholiques pratiquants	***77***	*50*	27	***20***	12	*8*	*3*
. Catholiques non pratiquants	***71***	*43*	28	***19***	*10*	*9*	10
Autres religions	***49***	***20***	**29**	***33***	**14**	***19***	***18***
. Protestants	***80***	29	*51*	**15**	7	8	5
. Musulmans	***42***	*20*	22	***41***	17	*24*	17
Sans religion	***52***	***29***	**23**	***34***	**15**	***19***	**14**

L’adhésion à un durcissement des conditions du regroupement familial

Question : *Actuellement, un étranger extra-européen résidant régulièrement en France depuis au moins 18 mois peut, sous conditions de ressources et de logement, faire venir son conjoint et ses enfants mineurs au titre du regroupement familial.*
Vous, personnellement, seriez-vous plutôt favorable ou plutôt pas favorable à un durcissement des règles et critères permettant à un étranger de bénéficier du regroupement familial en France, en s’alignant sur les critères les plus restrictifs qui existent ailleurs en Europe ?

	Ensemble des Français Septembre 2026 (%)	Selon la proximité partisane						
		LFI	PS	EELV	Ren.	LR	RN	Sans proximité partisane
TOTAL Favorable.....	**64**	**42**	**45**	**53**	**71**	**89**	**85**	**57**
. Tout à fait favorable ...	39	13	16	27	37	54	69	32
. Plutôt favorable.....	25	29	29	26	34	35	16	25
TOTAL Pas favorable....	**25**	**52**	**40**	**36**	**22**	**10**	**12**	**20**
. Plutôt pas favorable ...	14	23	29	21	20	7	5	11
. Pas favorable du tout .	11	29	11	15	2	3	7	9
Vous ne savez pas	**11**	**6**	**15**	**11**	**7**	**1**	**3**	**23**
Total	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**

Observatoire de l'immigration et de la démographie

L’adhésion à un durcissement des conditions du regroupement familial

	TOTAL Favorable	Tout à fait favorable	Plutôt favorable	TOTAL Pas favorable	Plutôt pas favorable	Pas favorable du tout	Vous ne savez pas
ENSEMBLE	**64**	**39**	**25**	**25**	**14**	**11**	**11**
SEXE DE L'INTERVIEWÉ(E)							
Hommes	***69***	*45*	24	**22**	*12*	10	*9*
Femmes	***60***	*33*	27	**27**	16	11	*13*
ÂGE DE L'INTERVIEWÉ(E)							
TOTAL Moins de 35 ans	***50***	***21***	***29***	***35***	***19***	***16***	***15***
. 18-24 ans	***45***	*14*	*31*	***41***	*23*	*18*	14
. 25-34 ans	***53***	*25*	28	***32***	17	*15*	*15*
TOTAL 35 ans et plus	***70***	***46***	**24**	***21***	**12**	***9***	**9**
. 35-49 ans	**65**	41	24	**24**	*10*	*14*	11
. 50-64 ans	***70***	*48*	22	***21***	12	9	9
. 65 ans et plus	***73***	*47*	26	***18***	13	*5*	9
PROFESSION DE L’INTERVIEWÉ(E)							
Actifs	**65**	**40**	**25**	**25**	**13**	**12**	**10**
. Catégories supérieures	**61**	***30***	***31***	***30***	**16**	**14**	**9**
.. Travailleurs indépendants	**69**	38	31	**20**	15	*5*	11
.. Cadres et prof. int. sup.	***58***	*27*	*31*	***33***	16	*17*	9
. Professions intermédiaires	**66**	**42**	**24**	**27**	**13**	**14**	***7***
. Catégories populaires	**67**	***44***	**23**	***21***	***11***	**10**	**12**
.. Employés	**67**	43	24	**23**	13	10	10
.. Ouvriers	**66**	*45*	21	***18***	*9*	9	*16*
Inactifs	**64**	**39**	**25**	**25**	**15**	**10**	**11**
. Retraités	***73***	*47*	26	***18***	13	*5*	9
. Autres inactifs	***47***	*22*	25	***36***	*18*	*18*	*17*
STATUT DE L’INTERVIEWÉ(E)							
Dirigeants d’entreprise	**64**	**38**	**26**	**28**	**16**	**12**	**8**
Salariés	**65**	**40**	**25**	**25**	**13**	**12**	**10**
. Salariés du secteur privé	**65**	40	25	**24**	12	12	11
. Salariés du secteur public	**65**	37	28	**26**	15	11	9
Chômeurs	***52***	**34**	**18**	**29**	**11**	***18***	***19***
NIVEAU D’ÉDUCATION							
. 2e et 3e cycles	***55***	*25*	30	***37***	*19*	*18*	*8*
1er cycle (DEUG, licence LMD)	**62**	*34*	28	***30***	15	*15*	*8*
Baccalauréat	***60***	*34*	26	***29***	16	13	11
CAP / BEP	***73***	*48*	25	***19***	12	*7*	8
Pas de diplôme / CEP / BEPC	**68**	*48*	20	***16***	10	*6*	*16*
CATÉGORIE D'AGGLOMÉRATION							
Agglomération parisienne	***60***	*33*	27	**27**	14	13	13
Com. urbaine de province	**64**	38	26	**26**	14	12	10
Commune rurale	***71***	*47*	24	***17***	11	*6*	12
RÉGION							
Île-de-France	***60***	*35*	25	**26**	13	13	*14*
Province	**66**	40	26	**24**	14	10	10
POURCENTAGE D'IMMIGRES DANS LE QUARTIER D'HABITATION							
Moins de 5%	**67**	41	26	***21***	12	9	12
Entre 5 et 7%	**65**	38	27	**27**	*18*	9	8
Entre 8 et 14%	**66**	43	23	**24**	14	10	10
Entre 15 et 19%	***53***	*30*	23	***37***	12	*25*	10
20% et plus	**65**	34	*31*	**23**	13	10	12

	TOTAL Favorable	Tout à fait favorable	Plutôt favorable	TOTAL Pas favorable	Plutôt pas favorable	Pas favorable du tout	Vous ne savez pas
ENSEMBLE	**64**	**39**	**25**	**25**	**14**	**11**	**11**
PROXIMITÉ POLITIQUE							
TOTAL Gauche	***46***	***17***	***29***	***45***	***25***	***20***	**9**
Dont La France insoumise	***42***	*13*	29	***52***	*23*	*29*	*6*
Dont Parti socialiste	***45***	*16*	29	***40***	*29*	11	15
Dont Les Écologistes (ex-EÉLV)	***53***	*27*	26	***36***	21	15	11
TOTAL Majorité présidentielle	***71***	**35**	***36***	**22**	**18**	***4***	**7**
Dont Renaissance	**71**	37	*34*	**22**	*20*	*2*	7
TOTAL Droite	***88***	***54***	***34***	***11***	***9***	***2***	***1***
Dont Les Républicains	***89***	*54*	*35*	***10***	*7*	*3*	*1*
TOTAL Reconquête et RN	***86***	***71***	***15***	***11***	***4***	***7***	***3***
Dont Rassemblement National	***85***	*69*	*16*	***12***	*5*	*7*	*3*
Sans sympathie partisane	***57***	***32***	**25**	***20***	**11**	**9**	***23***
VOTE À LA PRÉSIDENTIELLE 2022 (1er tour)							
Jean-Luc Mélenchon	***45***	*16*	29	***49***	*22*	*27*	6
Emmanuel Macron	**72**	*36*	*36*	**22**	*16*	*6*	6
Valérie Pécresse	***83***	*54*	29	***8***	*5*	*3*	9
Marine Le Pen	***86***	*69*	*17*	***11***	*3*	*8*	3
Éric Zemmour	***93***	*84*	*9*	***5***	*3*	*2*	2
VOTE AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES 2024 (1er tour)							
Nouveau Front Populaire	***40***	*16*	24	***52***	*26*	*26*	*8*
Renaissance, Modem, Horizons, UDI	**71**	*37*	*34*	**23**	*19*	*4*	6
Les Républicains & DVD	***86***	45	*41*	***11***	*8*	*3*	3
Rassemblement National et alliés	***88***	*73*	*15*	***10***	*3*	*7*	*2*
NATIONALITE							
Français	**65**	40	25	**24**	13	11	11
Non Français	***44***	*20*	24	**35**	*29*	6	*21*
ORIGINE DES PARENTS							
Deux parents nés en France	**66**	40	26	**24**	14	10	10
Un né en France et un en Europe	**72**	*49*	23	**26**	15	11	*2*
Deux parents nés en Europe	***52***	*28*	24	**30**	*24*	6	*18*
Un parent né en France/Eur. et un hors Europe	**56**	39	17	**28**	6	*22*	16
Deux parents nés hors Europe	***45***	*24*	21	***40***	19	*21*	15
ST Au moins un parent d'un autre pays européen (hors France)	**65**	**41**	**24**	**27**	**18**	**9**	**8**
ST Au moins un parent d'Afrique subsaharienne ou orientale	**67**	**26**	**41**	**24**	**2**	**22**	**9**
ST Au moins un parent du Maghreb	***47***	**30**	***17***	***40***	**18**	***22***	**13**
RELIGION							
TOTAL Catholiques	***75***	***48***	**27**	***18***	***11***	***7***	***7***
. Catholiques pratiquants	***77***	*51*	26	**20**	12	8	*3*
. Catholiques non pratiquants	***75***	*47*	28	***18***	*11*	*7*	*7*
Autres religions	**61**	***24***	***37***	***31***	**15**	***16***	**8**
. Protestants	**77**	41	36	**19**	12	7	4
. Musulmans	**63**	*16*	*47*	**33**	13	*20*	4
Sans religion	***56***	***33***	***23***	***31***	***17***	***14***	***13***

Observatoire de l'immigration et de la démographie

L’adhésion à de nouveaux motifs de non-renouvellement des titres de séjour

Question : *Actuellement, le renouvellement d’un titre de séjour est accordé, en principe, tant que l’étranger continue de remplir les conditions formelles de son séjour en France. L’absence d’autonomie financière, par exemple, n’entraîne pas systématiquement le non-renouvellement du titre de séjour.*

Vous, personnellement, seriez-vous plutôt favorable ou plutôt pas favorable au non-renouvellement des titres de séjour pour… ?

	TOTAL Favorable	Tout à fait favorable	Plutôt favorable	**TOTAL Pas favorable**	Plutôt pas favorable	Pas favorable du tout	**Vous ne savez pas**	**Total**
Les étrangers représentant une menace pour l’ordre public	**71**	56	15	**22**	7	15	**7**	**100**
Les étrangers chômeurs ou inactifs de longue durée.....	**65**	44	21	**26**	12	14	**9**	**100**

Réponses : « TOTAL Favorable »

	Ensemble des Français Septembre 2026 (%)	**Selon la proximité partisane**						
		LFI	PS	EELV	Ren.	LR	RN	Sans proximité partisane
Les étrangers représentant une menace pour l’ordre public.....	**71**	58	65	74	69	83	82	63
Les étrangers chômeurs ou inactifs de longue durée	**65**	42	51	54	71	81	81	60

L'adhésion à de nouveaux motifs de non-renouvellement des titres de séjour - Les étrangers représentant une menace pour l'ordre public

	TOTAL Favorable	Tout à fait favorable	Plutôt favorable	TOTAL Pas favorable	Plutôt pas favorable	Pas favorable du tout	Vous ne savez pas
ENSEMBLE	**71**	**56**	**15**	**22**	**7**	**15**	**7**
SEXE DE L'INTERVIEWÉ(E)							
Hommes	**74**	59	15	**20**	6	14	6
Femmes	**69**	53	16	**23**	8	15	8
ÂGE DE L'INTERVIEWÉ(E)							
TOTAL Moins de 35 ans	***59***	***36***	***23***	***32***	***11***	***21***	**9**
. 18-24 ans	***53***	*30*	*23*	***39***	*15*	*24*	8
. 25-34 ans	***64***	*41*	*23*	***27***	9	*18*	9
TOTAL 35 ans et plus	***76***	***63***	***13***	***17***	***5***	***12***	**7**
. 35-49 ans	**73**	57	16	**19**	5	14	8
. 50-64 ans	***76***	*65*	*11*	**19**	6	13	5
. 65 ans et plus	***77***	*65*	*12*	***16***	5	*11*	7
PROFESSION DE L'INTERVIEWÉ(E)							
Actifs	**73**	**57**	**16**	**21**	**6**	**15**	**6**
. Catégories supérieures	**71**	**53**	**18**	**24**	**8**	**16**	**5**
.. Travailleurs indépendants	**74**	57	17	**23**	6	17	3
.. Cadres et prof. int. sup.	**70**	52	18	**24**	9	15	6
. Professions intermédiaires	**75**	***62***	**13**	**21**	***4***	**17**	***4***
. Catégories populaires	**74**	**57**	**17**	**18**	**6**	**12**	**8**
.. Employés	**72**	55	17	**22**	8	14	6
.. Ouvriers	**75**	58	17	***14***	*4*	*10*	*11*
Inactifs	**69**	**55**	**14**	**23**	**8**	**15**	**8**
. Retraités	***77***	*65*	*12*	***16***	5	*11*	7
. Autres inactifs	***53***	*34*	19	***36***	*13*	*23*	*11*
STATUT DE L'INTERVIEWÉ(E)							
Dirigeants d'entreprise	**73**	**56**	**17**	**23**	**7**	**16**	**4**
Salariés	**73**	**57**	**16**	**20**	**6**	**14**	**7**
. Salariés du secteur privé	**75**	58	17	**19**	5	14	6
. Salariés du secteur public	**70**	54	16	**23**	*9*	14	7
Chômeurs	***53***	***38***	**15**	***34***	**7**	***27***	***13***
NIVEAU D'ÉDUCATION							
. 2e et 3e cycles	**70**	*48*	*22*	**25**	*10*	15	*5*
1er cycle (DEUG, licence LMD)	**74**	56	18	**22**	6	16	*4*
Baccalauréat	**69**	53	16	***25***	7	*18*	6
CAP / BEP	**74**	60	14	**19**	7	12	7
Pas de diplôme / CEP / BEPC	**70**	59	11	**17**	5	12	*13*
CATÉGORIE D'AGGLOMÉRATION							
Agglomération parisienne	**69**	*47*	*22*	***26***	*10*	16	*5*
Com. urbaine de province	**71**	56	15	**21**	7	14	8
Commune rurale	**75**	*64*	*11*	**19**	*4*	15	6
RÉGION							
Île-de-France	**69**	*48*	*21*	**24**	*9*	15	7
Province	**72**	58	14	**21**	6	15	7
POURCENTAGE D'IMMIGRES DANS LE QUARTIER D'HABITATION							
Moins de 5%	**72**	59	13	**20**	6	14	8
Entre 5 et 7%	**71**	*61*	*10*	**21**	8	13	8
Entre 8 et 14%	**74**	55	*19*	**19**	5	14	7
Entre 15 et 19%	**70**	50	*20*	**24**	4	*20*	6
20% et plus	***66***	*45*	*21*	***30***	*12*	18	4

Observatoire de l'immigration et de la démographie

	TOTAL Favorable	Tout à fait favorable	Plutôt favorable	TOTAL Pas favorable	Plutôt pas favorable	Pas favorable du tout	Vous ne savez pas
ENSEMBLE	**71**	**56**	**15**	**22**	**7**	**15**	**7**
PROXIMITÉ POLITIQUE							
TOTAL Gauche	***66***	***42***	***24***	***30***	***12***	***18***	***4***
Dont La France insoumise	***58***	*28*	*30*	***38***	*16*	*22*	4
Dont Parti socialiste	**65**	*47*	18	***29***	*13*	16	6
Dont Les Écologistes (ex-EÉLV)	**74**	56	18	**24**	7	17	*2*
TOTAL Majorité présidentielle	**73**	**58**	**15**	**22**	**8**	**14**	**5**
Dont Renaissance	**69**	51	18	**23**	5	18	8
TOTAL Droite	***83***	***74***	***9***	***16***	**5**	**11**	***1***
Dont Les Républicains	***83***	*74*	*9*	***16***	5	11	*1*
TOTAL Reconquête et RN	***83***	***77***	***6***	***14***	***2***	**12**	***3***
Dont Rassemblement National	***82***	*75*	*7*	***15***	*2*	13	*3*
Sans sympathie partisane	***63***	***47***	**16**	**21**	**6**	**15**	***16***
VOTE À LA PRÉSIDENTIELLE 2022 (1er tour)							
Jean-Luc Mélenchon	***63***	*38*	*25*	***34***	*10*	*24*	3
Emmanuel Macron	**76**	60	16	**18**	6	12	6
Valérie Pécresse	**79**	*69*	10	**16**	4	12	5
Marine Le Pen	***80***	*74*	*6*	***16***	*2*	14	4
Éric Zemmour	***91***	*89*	*2*	***9***	3	*6*	-
VOTE AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES 2024 (1er tour)							
Nouveau Front Populaire	***62***	*38*	*24*	***33***	*9*	*24*	5
Renaissance, Modem, Horizons, UDI	**75**	59	16	**21**	6	15	4
Les Républicains & DVD	***83***	*72*	11	***10***	4	*6*	7
Rassemblement National et alliés	***85***	*79*	*6*	***13***	*1*	*12*	*2*
NATIONALITE							
Français	**72**	57	15	**21**	6	15	7
Non Français	***48***	*29*	19	***37***	*27*	10	*15*
ORIGINE DES PARENTS							
Deux parents nés en France	**73**	58	15	**20**	6	14	7
Un né en France et un en Europe	***81***	61	20	**18**	3	15	*1*
Deux parents nés en Europe	**72**	47	*25*	**23**	*13*	10	5
Un parent né en France/Eur. et un hors Europe	***51***	*42*	9	***36***	*14*	22	13
Deux parents nés hors Europe	***62***	*37*	*25*	***31***	*13*	18	7
ST Au moins un parent d'un autre pays européen (hors France)	***78***	**56**	***22***	**20**	**7**	**13**	***2***
ST Au moins un parent d'Afrique subsaharienne ou orientale	**59**	**33**	**26**	**40**	**16**	**24**	**1**
ST Au moins un parent du Maghreb	***53***	***41***	**12**	***38***	***15***	***23***	**9**
RELIGION							
TOTAL Catholiques	***77***	***63***	**14**	***19***	**6**	**13**	***4***
. Catholiques pratiquants	**77**	*64*	13	**19**	9	10	4
. Catholiques non pratiquants	***77***	*63*	14	***18***	5	13	5
Autres religions	***63***	***35***	***28***	***32***	***17***	**15**	**5**
. Protestants	**76**	71	*5*	**24**	7	17	-
. Musulmans	***62***	*22*	*40*	***35***	*19*	16	3
Sans religion	***69***	***54***	**15**	**23**	**6**	**17**	***8***

L'adhésion à de nouveaux motifs de non-renouvellement des titres de séjour - Les étrangers chômeurs ou inactifs de longue durée

	TOTAL Favorable	Tout à fait favorable	Plutôt favorable	TOTAL Pas favorable	Plutôt pas favorable	Pas favorable du tout	Vous ne savez pas
ENSEMBLE	**65**	**44**	**21**	**26**	**12**	**14**	**9**
SEXE DE L'INTERVIEWÉ(E)							
Hommes	***69***	*48*	21	**23**	10	13	8
Femmes	***62***	*40*	22	**27**	13	14	11
ÂGE DE L'INTERVIEWÉ(E)							
TOTAL Moins de 35 ans	***52***	***28***	**24**	***37***	***20***	***17***	**11**
. 18-24 ans	***46***	*22*	24	***44***	*24*	*20*	10
. 25-34 ans	***56***	*32*	24	***33***	*17*	16	11
TOTAL 35 ans et plus	***70***	***49***	**21**	***21***	***9***	**12**	**9**
. 35-49 ans	**66**	46	20	**25**	10	15	9
. 50-64 ans	**69**	*50*	19	**22**	10	12	9
. 65 ans et plus	***74***	*51*	23	***17***	*7*	*10*	9
PROFESSION DE L'INTERVIEWÉ(E)							
Actifs	**65**	**44**	**21**	**26**	**13**	**13**	**9**
. Catégories supérieures	**61**	***35***	***26***	***30***	***16***	**14**	**9**
.. Travailleurs indépendants	**61**	37	24	**29**	14	15	10
.. Cadres et prof. int. sup.	**61**	*34*	*27*	**30**	*16*	14	9
. Professions intermédiaires	**64**	**44**	**20**	**29**	**15**	**14**	**7**
. Catégories populaires	**67**	***48***	**19**	**23**	**10**	**13**	**10**
.. Employés	**64**	44	20	**28**	12	16	8
.. Ouvriers	***72***	*54*	18	***17***	*8*	*9*	11
Inactifs	**66**	**44**	**22**	**24**	**10**	**14**	**10**
. Retraités	***74***	*51*	23	***17***	*7*	*10*	9
. Autres inactifs	***50***	*30*	20	***37***	*17*	*20*	*13*
STATUT DE L'INTERVIEWÉ(E)							
Dirigeants d'entreprise	**60**	**39**	**21**	***34***	***18***	**16**	**6**
Salariés	**66**	**44**	**22**	**25**	**12**	**13**	**9**
. Salariés du secteur privé	**67**	46	21	**25**	11	14	8
. Salariés du secteur public	**62**	39	23	**27**	15	12	11
Chômeurs	***46***	***30***	**16**	***41***	**13**	***28***	**13**
NIVEAU D'ÉDUCATION							
. 2e et 3e cycles	***57***	*31*	*26*	***34***	*19*	15	9
1er cycle (DEUG, licence LMD)	***60***	*36*	24	***33***	*17*	*16*	*7*
Baccalauréat	**64**	41	23	**27**	13	14	9
CAP / BEP	***73***	*54*	19	***20***	*8*	12	7
Pas de diplôme / CEP / BEPC	**68**	51	17	***18***	*6*	12	*14*
CATÉGORIE D'AGGLOMÉRATION							
Agglomération parisienne	***59***	*33*	*26*	***31***	*15*	16	10
Com. urbaine de province	**65**	43	22	**26**	12	14	9
Commune rurale	**69**	*53*	*16*	**22**	10	12	9
RÉGION							
Île-de-France	***59***	*34*	25	**29**	14	15	12
Province	**67**	46	21	**24**	11	13	9
POURCENTAGE D'IMMIGRES DANS LE QUARTIER D'HABITATION							
Moins de 5%	***68***	*47*	21	***22***	10	12	10
Entre 5 et 7%	**65**	45	20	**25**	12	13	10
Entre 8 et 14%	**65**	45	20	**27**	13	14	8
Entre 15 et 19%	***57***	*35*	22	***33***	14	*19*	10
20% et plus	**64**	*35*	*29*	**27**	14	13	9

Observatoire de l'immigration et de la démographie

	TOTAL Favorable	Tout à fait favorable	Plutôt favorable	TOTAL Pas favorable	Plutôt pas favorable	Pas favorable du tout	Vous ne savez pas
ENSEMBLE	**65**	**44**	**21**	**26**	**12**	**14**	**9**
PROXIMITÉ POLITIQUE							
TOTAL Gauche	***49***	***24***	***25***	***42***	***23***	***19***	**9**
Dont La France insoumise	***42***	*22*	20	***52***	*26*	*26*	6
Dont Parti socialiste	***51***	*21*	*30*	***36***	*23*	13	13
Dont Les Écologistes (ex-EÉLV)	***54***	*30*	24	***38***	*21*	17	8
TOTAL Majorité présidentielle	**70**	**40**	***30***	**24**	**15**	***9***	***6***
Dont Renaissance	**71**	41	*30*	**23**	11	12	6
TOTAL Droite	***80***	***57***	**23**	***15***	***6***	***9***	***5***
Dont Les Républicains	***81***	*58*	23	***14***	*5*	*9*	*5*
TOTAL Reconquête et RN	***82***	***73***	***9***	***16***	***3***	**13**	***2***
Dont Rassemblement National	***81***	*72*	*9*	***17***	*3*	14	*2*
Sans sympathie partisane	***60***	***36***	**24**	***20***	***9***	**11**	***20***
VOTE À LA PRÉSIDENTIELLE 2022 (1er tour)							
Jean-Luc Mélenchon	***47***	*25*	22	***47***	*22*	*25*	6
Emmanuel Macron	**71**	*45*	*26*	**22**	14	*8*	7
Valérie Pécresse	***79***	48	*31*	***15***	6	9	6
Marine Le Pen	***79***	*70*	*9*	***18***	*3*	15	*3*
Éric Zemmour	***90***	*82*	*8*	***9***	*3*	*6*	1
VOTE AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES 2024 (1er tour)							
Nouveau Front Populaire	***42***	*20*	22	***48***	*23*	*25*	*10*
Renaissance, Modem, Horizons, UDI	***73***	43	*30*	***21***	11	*10*	6
Les Républicains & DVD	***79***	50	*29*	***12***	7	*5*	9
Rassemblement National et alliés	***82***	*72*	*10*	***16***	*3*	13	*2*
NATIONALITE							
Français	**65**	44	21	**26**	12	14	9
Non Français	**53**	30	23	**32**	16	16	15
ORIGINE DES PARENTS							
Deux parents nés en France	**66**	44	22	**25**	11	14	9
Un né en France et un en Europe	**65**	50	15	**28**	13	15	7
Deux parents nés en Europe	**63**	34	29	**29**	*21*	8	8
Un parent né en France/Eur. et un hors Europe	***55***	43	*12*	**29**	14	15	*16*
Deux parents nés hors Europe	***48***	*33*	15	***41***	*26*	15	11
ST Au moins un parent d'un autre pays européen (hors France)	**65**	**45**	**20**	**28**	**16**	**12**	**7**
ST Au moins un parent d'Afrique subsaharienne ou orientale	**50**	**28**	**22**	**48**	**36**	**12**	**2**
ST Au moins un parent du Maghreb	***54***	**42**	***12***	**34**	**18**	**16**	**12**
RELIGION							
TOTAL Catholiques	***73***	***50***	**23**	***22***	***10***	**12**	***5***
. Catholiques pratiquants	***75***	*52*	23	**22**	10	12	*3*
. Catholiques non pratiquants	***72***	*49*	23	***22***	*10*	12	6
Autres religions	**61**	***37***	**24**	**32**	***20***	**12**	**7**
. Protestants	**76**	40	*36*	**24**	14	10	-
. Musulmans	***56***	37	19	***37***	*23*	14	7
Sans religion	***59***	***39***	**20**	***30***	**14**	**16**	***11***

Annexe 2 : avant-projet de loi constitutionnelle sur la Charte de l'immigration

Article 1er :

Le premier alinéa du Préambule de la Constitution est ainsi rédigé :

« Le peuple français proclame solennellement son attachement aux Droits de l'homme et aux principes de la souveraineté nationale tels qu'ils ont été définis par la Déclaration de 1789, confirmée et complétée par le préambule de la Constitution de 1946, aux droits et devoirs définis dans la Charte de l'environnement de 2004, ainsi qu'à la Charte de l'immigration de 2027 ».

Le Préambule de la Constitution renvoie à un ensemble de textes qui exposent tout un ensemble de droits « fondamentaux », lesquels s'imposent à la décision politique. La présente Charte de l'immigration aurait vocation à contrebalancer ces principes et à déverrouiller les jurisprudences « incapacitantes » pour rendre des marges de manœuvre au Parlement.

Article 2 :

La Charte de l'immigration de 2027 est ainsi rédigée :

« Le peuple français,

Considérant :

- Que la République respecte l'intégrité et la dignité de toute personne, mais qu'aucun principe non plus qu'aucune règle de valeur constitutionnelle n'assure aux étrangers des droits de caractère général et absolu d'accès et de séjour sur le territoire national ;
- Que l'entrée et le séjour des étrangers sont déterminés dans les conditions et limites fixées par la loi, notamment par des mesures de police administrative ;
- Que le législateur peut prendre à l'égard des étrangers des dispositions spécifiques.

Proclame :

Art. 1er – La loi peut déterminer, chaque année ou pour plusieurs années, le nombre maximal des étrangers susceptibles d'être admis à séjourner en France au cours de cette période. À cet effet, elle peut tenir compte du nombre de ces ressortissants déjà admis au séjour, ainsi que de l'origine géographique, de la nationalité, de la connaissance de la langue française et du motif de la demande d'admission au séjour. Elle arrête toutes mesures utiles à cet effet.

Le précédent article ne s'applique pas aux ressortissants des Etats membres de l'Union européenne.

Le Parlement pourrait désormais voter chaque année un plafond du nombre maximal d'étrangers admis au séjour en France.

Art. 2 – Les dispositions des articles 61 et 61-1 de la Constitution ne sont pas applicables aux dispositions législatives relatives à l'entrée et au séjour des étrangers en France.

Ni ces dispositions, ni les actes réglementaires ou individuels pris pour leur application ne peuvent être écartés par une juridiction au titre des articles 55 et 88-1 de la Constitution.

Les lois votées par le Parlement en matière d'immigration ne pourraient plus faire l'objet d'un contrôle de conformité à la Constitution ou d'une question prioritaire de constitutionnalité (QPC) devant le Conseil constitutionnel.

Art. 3 – Tout étranger présent sur le territoire national en situation irrégulière peut faire l'objet d'une mesure d'éloignement sans délai.

Tout étranger ayant été condamné à une peine de prison ou dont la présence menace l'ordre public fait l'objet d'une mesure d'éloignement sans délai.

Dans l'attente de son éloignement du territoire national, tout étranger faisant l'objet d'une mesure d'éloignement est placé dans un centre de rétention administrative ou assigné à résidence selon les modalités prévues par la loi.

Afin d'assurer l'effectivité des mesures d'éloignement : la loi peut déroger aux règles générales de procédure administrative et contentieuse, notamment en matière de double degré de juridiction, de motivation, d'effet suspensif des recours et de distinction entre irrégularités substantielles et non substantielles.

Le refus de se conformer à une mesure d'éloignement est puni d'une peine d'emprisonnement.

Art. 4 – La loi peut prévoir la mise en œuvre de tout traitement de données personnelles et l'emploi de tout procédé d'identification biométrique utiles au contrôle de l'immigration.

Tout ressortissant étranger qui refuse de se soumettre à un procédé biométrique pour établir son identité est présumé n'avoir pas été autorisé à séjourner sur le territoire national.

Tout ressortissant étranger qui refuse de se soumettre à un test médical pour déterminer son âge est présumé majeur.

Art. 5 – La République française accorde l'asile à tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté

Pour toute autre situation, l'accès au statut de réfugié fait l'objet d'une appréciation discrétionnaire de l'autorité publique. Elle est insusceptible de recours juridictionnel.

La liberté d'aller et venir du demandeur d'asile peut être restreinte par la loi pendant le temps de l'instruction de son dossier.

Le droit d'asile ne constituerait plus un « droit opposable » à l'immigration dès lors que les critères d'éligibilité des demandeurs seraient considérés comme remplis par les tribunaux. L'asile serait désormais accordé au cas par cas par les autorités publiques, avec des limites quantitatives.

Art. 6 – La loi peut subordonner le versement de prestations sociales non contributives aux étrangers non ressortissants des Etats membres de l'Union européenne à une durée minimale de séjour ou d'activité professionnelle.

Aucune prestation sociale, ni aucun avantage autre que des soins urgents, vitaux, prophylactiques et de grossesse n'est garanti par la loi à l'étranger présent en situation irrégulière sur le territoire national.

Art. 7 – La célébration du mariage d'un étranger est subordonnée à la régularité de son séjour sur le territoire national.

Art. 8 – Nul ne peut acquérir la nationalité française, autrement que par filiation, s'il ne justifie, à la date de sa demande, de son assimilation à la communauté française par son adhésion aux principes de la République, sa maîtrise de la langue de la République et sa connaissance de l'histoire et de la culture de la France.

L'accès à la nationalité française fait l'objet d'une appréciation discrétionnaire de l'autorité publique. Le refus d'une demande de naturalisation est insusceptible de recours juridictionnel.

Art. 9 – Les décisions d'éloignement, de refus d'une demande ou de renouvellement d'un visa, de refus d'une demande d'un premier titre de séjour ou de renouvellement d'un titre de séjour détenu par un étranger résidant régulièrement sur le territoire national depuis moins de dix ans sont insusceptibles de recours juridictionnels.

Les décisions des Préfectures (mesures d'éloignement, refus d'une demande de titre de séjour ou de naturalisation …) pourraient désormais être insusceptibles de recours en justice, afin de desserrer l'étau du juge sur les autorités publiques. Seules les décisions visant les étrangers présents depuis au moins 10 ans sur le territoire national, et bien évidemment les mesures de déchéance de nationalité, seraient toujours susceptibles d'un contrôle par les juridictions.

Art. 10 – La loi détermine les conditions dans lesquelles les actes de l'état civil établis à l'étranger font foi en France.

Lorsqu'une autorité administrative en conteste l'authenticité ou l'exactitude, il appartient à celui qui s'en prévaut d'en établir la force probante.

Art. 11 – Aucune norme ni principe de droit interne, international ou européen n'est opposable aux dispositions de la présente Charte, ni aux dispositions législatives ou réglementaires prises pour leur application.

La Charte de l'immigration primerait sur l'ensemble des droits « fondamentaux » définis dans le texte constitutionnel, ainsi que sur le droit européen et les traités internationaux.

Art 12 - Les ressortissants étrangers résidant sur le territoire de la République sont soumis à l'ensemble des normes et principes de la Constitution.

Les dispositions de la loi demeurent applicables aux ressortissants étrangers relevant, à raison de leur nationalité, d'une convention internationale, dans toutes les matières qui n'y sont pas expressément régies.

Les accords bilatéraux conclus avec d'autres pays auraient une portée plus limitée dans notre législation. Par exemple, l'accord franco-algérien du 27 décembre 1968 ne dérogerait plus intégralement à notre droit de l'immigration, comme c'est le cas aujourd'hui.

Article 3 :

L'article 1er de la Constitution est complété par les dispositions suivantes :

« Nul ne peut se prévaloir de son origine ou de ses croyances pour s'exonérer du respect de la norme commune édictée par les lois et règlements, ou par les règlements intérieurs des entreprises et des associations. »

Article 4 :

L'article 11 de la Constitution est ainsi modifié :

Le premier alinéa est remplacé par un alinéa ainsi rédigé :

« Le Président de la République, sur proposition du Gouvernement pendant la durée des sessions ou sur proposition conjointe des deux assemblées, publiées au Journal officiel, peut soumettre au référendum tout projet de loi portant sur une matière législative autre que celles réservées aux lois organiques, aux lois de finances et aux lois de financement de la sécurité sociale ou tendant à autoriser la ratification d'un traité qui, sans être contraire à la Constitution, aurait des incidences sur le fonctionnement des institutions. »

Après le deuxième alinéa, est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Le contenu du projet de loi soumis au référendum ne fait pas l'objet d'un contrôle du Conseil constitutionnel. »

Il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les dispositions approuvées par référendum en vertu du présent article ne font pas l'objet du contrôle de constitutionnalité prévu aux articles 61 ou 61-1 de la Constitution. »

Le référendum de l'article 11 de la Constitution serait désormais étendu à tous les sujets ; il ne pourrait faire l'objet d'un quelconque contrôle de constitutionnalité de la part du Conseil constitutionnel.

Article 5

Est inséré, après le cinquième alinéa de l'article 34 de la Constitution, un alinéa ainsi rédigé :

« L'entrée et le séjour des étrangers autres que les ressortissants des Etats membres de l'Union européenne, compte tenu notamment des capacités d'accueil et d'intégration de la nation, ainsi que de la nationalité et de l'origine géographique des intéressés. »

Il est rappelé avec force que la politique d'immigration relève de la compétence du Parlement.

Article 6

Après le premier alinéa de l'article 53-1 de la Constitution sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :

« La République française peut conclure avec tout État tiers à l'Union européenne, lié par des engagements identiques aux siens en matière d'asile, un accord déterminant les compétences respectives de la France et de cet Etat pour l'examen des demandes d'asile qui leur sont présentées, ou relatif à la prise en charge des étrangers ayant déposé une demande d'asile en France, pendant le temps de l'examen de leur demande. »

La France pourrait externaliser l'examen des demandes d'asile ou la prise en charge des demandeurs d'asile pendant le temps consacré à l'étude de leur dossier, dans un pays situé en dehors de l'Union européenne.

Article 7

L'article 55 de la Constitution est ainsi rédigé :

« Art. 55. - Les traités ou accords régulièrement ratifiés ou approuvés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois antérieurement promulguées, sous réserve, pour chaque accord ou traité, de son application par l'autre partie. Sous la même réserve et sauf si elles en disposent autrement, ils ont une autorité supérieure à celle des lois postérieures. »

Les mots « Dans les conditions prévues à l'article 55, » sont insérés au début de l'article 88-1 de la Constitution.

Le Parlement aurait la faculté, s'il le décide expressément, de faire primer certaines lois nationales sur le droit européen et les traités internationaux.

Article 8

Le second alinéa de l'article 66 de la Constitution est complété par la phrase suivante :

« Toutefois, la loi peut prévoir que le respect de ce principe est assuré par un autre ordre de juridiction s'agissant des ressortissants étrangers présents en situation irrégulière sur le territoire national. »

Il serait possible de confier le contentieux des étrangers placés en centre de rétention au juge administratif, en lieu et place du juge judiciaire.

Article 9

Il est inséré dans la Constitution un article 62-1 ainsi rédigé :

« Une disposition législative déclarée contraire à la Constitution par le Conseil constitutionnel, ou ayant fait l'objet de réserves d'interprétation par ce dernier, ou jugée contraire à un traité par une juridiction française ou européenne statuant en dernier recours, est maintenue en vigueur si, dans l'année suivant cette décision ou ce jugement, elle est confirmée par une loi adoptée dans les mêmes termes par chaque assemblée délibérant en présence de la moitié au moins de ses membres.

La loi de confirmation précise, en tant que de besoin, selon quelles modalités la disposition en cause demeure en vigueur ou reprend vigueur. Elle ne peut faire l'objet d'aucun des recours prévus aux articles 61 et 61-1. »

Si jamais une loi votée était censurée par le Conseil constitutionnel, le Parlement pourrait contrecarrer cette décision en adoptant une loi de confirmation.

Article 10

Il est inséré dans la Constitution un article 62-2 ainsi rédigé :

« Toutefois, dans un délai d'un an à compter de la décision par laquelle le Conseil constitutionnel a déclaré inconstitutionnelle une disposition sur le fondement de l'article 61 ou de l'article 61-1 ou a émis des réserves d'interprétation à l'égard de cette dernière, le Président de la République peut, sur proposition du Gouvernement pendant la durée des sessions ou sur proposition conjointe des deux Assemblées, soumettre au référendum l'autorisation de promulguer cette disposition ou de la rétablir. Cette autorisation précise, en tant que de besoin, les modalités selon lesquelles la disposition en cause demeure en vigueur ou reprend vigueur.

Le projet d'autorisation n'est pas présenté au référendum lorsqu'une loi de confirmation est adoptée dans le cadre de l'article 62-1.

Le Conseil constitutionnel, non plus qu'aucune autre juridiction, n'est compétent pour connaître, ni du projet d'autorisation, ni de l'autorisation accordée par le peuple ou par le Congrès. »

Si jamais une loi votée était censurée par le Conseil constitutionnel, le président de la République pourrait alors la soumettre directement par référendum au peuple français, qui aurait le dernier mot.

L'Observatoire de l'immigration et de la démographie (OID)

est une structure d'étude et d'information relative aux évolutions migratoires et démographiques, destinée aux décideurs ainsi qu'à l'ensemble des citoyens intéressés par ce sujet. Nous apportons une vision rationnelle et dépassionnée au débat public, en puisant aux meilleures sources disponibles : statistiques publiques, ouvrages de chercheurs spécialisés, analyses juridiques.

Plus d'informations sur **observatoire-immigration.fr**

OBSERVATOIRE
DE L'IMMIGRATION
& DE LA DÉMOGRAPHIE

Retrouvez nos études :

contact@observatoire-immigration.fr

© 2026 - Observatoire de l'immigration et de la démographie - Tous droits réservés.